



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 16 DÉCEMBRE 2025  
GEMEENTERAAD VAN 16 DECEMBER 2025

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents**  
**Aanwezig**

Nadia El Yousfi, *Présidente/Voorzitster* ;  
Charles Spapens, *Le Bourgmestre/De Burgemeester* ;  
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Teresa Vetter, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Sophie Michez, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Hilde De Visscher, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Antoine Lebessis, Caroline Dupont, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:43  
Opening van de zitting om 19:43

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Madame Poulaert est désignée par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.**

**Mevrouw Poulaert wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

- 1 Interpellation citoyenne au Conseil Communal de Forest - Plaidoyer en faveur d'un enseignement de qualité, inclusif, équitable, gratuit et émancipateur en FWB.  
(Complémentaire)**

---

**Burgerinterpellatie aan de Gemeenteraad van Vorst - Pleidooi voor kwalitatief, inclusief, billijk, gratis en emancipatorisch onderwijs in de FWB.  
(Aanvullend)**

**Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins et Échevines, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux et Conseillères communales,**

**Nous, habitantes et habitants de Forest, et enseignant•es et/ou parents d'élèves, avons décidé de déposer une interpellation qui traite d'un sujet d'actualité qui nous préoccupe vivement : l'avenir de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.**

**Cette semaine, le parlement de la FWB votera des mesures qui impacteront massivement nos écoles francophones, et donc les enfants qui y apprennent. Comme vous le savez, les représentant•es des différents réseaux d'enseignement ont tenté, en vain, d'être entendu•es au parlement, et face à ce refus d'écoute, nous nous tenons face à vous, pour une ultime tentative d'être entendu•es.**

**Les décisions qui vont être prises sont violentes et sans précédent : coupe dans les subventions, augmentation des charges horaires des enseignant•es sans compensation salariale, ...**

**Alors, on le sait, la Fédération Wallonie-Bruxelles est endettée.**

**Ceci étant, au-delà de l'épineuse question du financement de la Communauté française, nous ne pouvons résoudre à ce qu'une purge financière se fasse au détriment de la qualité de l'enseignement, de l'avenir de nos enfants et des conditions de travail des équipes éducatives.**

**Parlons des enseignantes et enseignants d'abord. Celles et ceux qui sont encore là, dans un métier gravement en pénurie puisqu'il n'attire plus de vocations tant il est difficile.**

**Tous niveaux confondus, de la maternelle à la 6e secondaire, au-delà des heures face classe, nous accumulons de nombreuses heures consacrées à adapter nos programmes aux attendus ministériels, à collaborer entre nous, à parfaire nos formations, à l'élaboration/ mise en place/évaluation des plans de pilotage, à organiser des sorties et des animations en classe en lien avec nos matières, rassurer et coacher nos élèves, différencier les tâches en fonction de leur profil d'apprentissage, les accrocher à l'école par tous les moyens.**

**Parlons maintenant des moyens structurels pour nos écoles. Réduire les subventions et les moyens alloués aux écoles pour les faire fonctionner ou les rénover (nulle n'ignore je pense que les bâtiments scolaires tombent en ruine et sont des passoires énergétiques partout en FWB) est irresponsable. C'est mettre les directions dans une situation intenable. C'est brader la sécurité, le bien-être des élèves et des équipes et la qualité des apprentissages.**

**Parlons enfin des attaques contre la gratuité scolaire. Supprimer ou réduire à des miettes le subside gratuité pour les fournitures scolaires ainsi que celui garantissant un repas chaud gratuit aux enfants les moins favorisés, c'est creuser sciemment les inégalités sociales et scolaires alors que notre système éducatif est déjà parmi les plus inégalitaires d'Europe.**

**Nous arrêtons là la liste encore longue des mesures qui vont à contre-courant d'une école juste et à la hauteur des défis auxquels nos enfants sont confrontés. Pourtant, nous pourrions en ajouter d'autres, notamment celles qui impacteront l'enseignement supérieur, qui prévoit parmi d'autres mesures le rattrapage de l'indexation du minerval depuis 2011 pour passer à 1 194 €/an.**

**Vous l'avez compris, nous ne pouvons-nous résoudre à voir notre enseignement et nos écoles à ce point sous attaque. Et quand on dit « nos écoles », on pense aussi bien sûr aux écoles forestoises, communales, de la FWB, de la COCOF ou du Libre.**

Ainsi, Mesdames et Messieurs membres du Conseil communal, etc., pouvez-vous nous dire :

- S'il est adopté, quel sera l'impact du décret-programme sur les écoles communales de Forest?
- Quelles mesures concrètes la commune prévoit-elle pour soutenir les équipes éducatives, les élèves et les familles afin de garantir la qualité de l'enseignement malgré ces restrictions budgétaires ?

Par ailleurs, nous vous demandons de faire valoir auprès du gouvernement de la FWB les revendications suivantes :

- Ne pas adopter le décret-programme en l'état car il entraînera l'explosion de la pénurie des enseignant·es, précarisera davantage les élèves les moins favorisé·es, augmentera le mal-être des jeunes, aggravera le décrochage scolaire et in fine ruinera la qualité de l'enseignement en FWB et hypothéquera l'avenir de toutes et tous les élèves ;
- Prendre en considération, écouter, concerter le secteur ; - Demander aux autres niveaux de pouvoir d'injecter de l'argent dans l'enseignement, secteur essentiel

### - Réponse Mme De Ridder

Bonsoir,

Je m'adresse tout d'abord à vous qui remplissez ce soir les bancs de notre maison communale. Merci d'être venus en nombre pour soutenir le monde de l'enseignement attaqué avec une violence inouïe par le gouvernement de la FWB. L'enseignement, c'est l'affaire de tous.

L'heure est grave. La coalition MR-Engagés s'apprête à voter demain au parlement de la FWB un décret calamiteux dont les enfants et les jeunes seront les premières victimes. Je m'adresse aussi au collègue qui l'a affirmé haut et fort lors du dernier conseil: ce qui se prépare est impensable.

Mesdames et Messieurs du MR et des Engagés, je m'adresse tout particulièrement à vous ce soir. Vous aviez promis une école de l'exigence, du bien-être et de l'égalité. Votre décret est un catalogue de coupes budgétaires sinistres. Pas le choix, tout le monde doit prendre sa part, martèlent La Ministre Présidente et la Ministre de l'Education.

C'est faux. Il s'agit en réalité d'un choix idéologique. Refinancer l'enseignement est possible et même nécessaire. Relisez (ou commencez par lire) le rapport des experts économiques sur lequel vos partis se basent pour justifier cette réforme. Ce rapport rappelle que les investissements en matière d'enseignement, de recherche et d'accueil de la petite enfance contribuent directement à la croissance économique de long terme et aux taux d'emploi en Belgique (p.18). J'en ai une copie et la tiens à votre disposition.

Qui paiera le prix fort ?

Hélas, les familles forestoises vont subir de plein fouet les effets de vos économies faites au nom de la soi-disant bonne gestion. Avec la suppression du subside pour les repas gratuits, 600 enfants des écoles communales seront privés d'un repas chaud chaque midi (47 cents par élève, voilà de quoi leur offrir tout au plus une soupe lyophilisée). Avec la fin du financement du kit rentrée, l'académie désormais payante pour les enfants et la hausse du minerval, La facture va exploser pour elles !

Les écoles et les pouvoirs organisateurs ne seront pas épargnés non plus. Avec le gel des subventions qui permettent de faire fonctionner l'école au quotidien, ce sont des millions en

moins pour chauffer, entretenir et acheter le matériel indispensable. Les écoles en D+ (il y en a au moins 6 à Forest) devront tirer leur plan avec moitié moins de moyens complémentaires pour l'achat de matériel péda, le soutien éducatif, les projets d'accrochage scolaire, les sorties. Dans votre monde, il n'y a donc que les enfants privilégiés qui ont droit à faire des voyages scolaires.

Allez-vous au moins maintenir les budgets pour la rénovation des écoles dont certaines menacent de s'écrouler? Eh non, coupe drastique dans ce financement-là également! Pour isoler et remettre à neuf nos bâtiments, il faudra désormais emprunter aux banques.

Une école égalitaire, disiez-vous? Vous fabriquez une école encore plus inégalitaire que jamais dans une Belgique figurant déjà parmi les plus mauvais élèves de l'UE. Pas de solidarité ni de justice sociale dans votre monde.

Pour soutenir les écoles et les familles, qui devra désormais compenser ? La commune de Forest, déjà exsangue.

Et le bien-être des équipes dans tout ça, la revalorisation du métier et la pénurie des enseignants? A ceci, vous répondez fin de la nomination et mépris. Pour les enseignants du secondaire supérieur, une augmentation de la charge de travail en classe de 10% sans rémunération. Nos écoles primaires regorgent de jeunes profs ultra motivés qui ont complété leur formation initiale par un master. Pour eux, c'est la double peine: 2 ans d'études universitaires tout en travaillant et pas un euro de plus sur le compte en banque à la fin du mois. Et que dire des jeunes enseignants qui perdront leur emploi en septembre prochain suite au retour forcé des détachés pédagogiques en classe et à l'augmentation de la charge de travail pour les plus anciens ?

Au cœur des préoccupations des écologistes, il y a la santé mentale des élèves. Le taux de suicide ne fait qu'augmenter parmi les jeunes. Le décrochage scolaire explose. Que prévoyez-vous pour lutter contre les violences scolaires et le phénomène de harcèlement? Aucune ambition ni mesure concrète de ce côté-là, rien, nada.

Quid de la revalorisation du statut et des conditions de travail des accueillants? Rien non plus. Taillables et corvéables à merci. Invisibilisés et pourtant essentiels. Je me permets de vous partager les paroles d'une éducatrice spécialisée :

Nous apaisons les tempêtes, nous portons les colères, nous recevons les coups que personne ne voit. Nous tenons l'école quand elle vacille. Aujourd'hui, nous demandons la reconnaissance. Des moyens dignes. Des conditions humaines. Le respect de notre rôle dans l'éducation.

Une école de l'exigence disiez-vous. Quand vous aurez dégouté tous les profs, quand vous aurez épuisé tous les accueillants, qui encadrera, instruira, prendra soin de nos enfants ?

L'école que vous prônez, c'est celle du chacun pour soi, celle où règne la loi du plus fort.

Vous le savez aussi bien que moi et que tous les progressistes dans la salle: quand l'Etat n'assume plus ses responsabilités, ce sont les réseaux criminels et extrémistes qui prennent la main. Quand nos jeunes seront livrés à eux-mêmes, sans diplôme, sans l'école comme filet de sécurité, sans espoir de trouver un emploi, ils seront la proie de gens sans scrupule. Au Quartier Saint-Antoine, des enfants de plus en plus jeunes sont recrutés pour vendre de la drogue à de plus pauvres qu'eux. L'avenir que vous leur réservez est fort sombre, ayez la décence de l'admettre.

Votre réforme est dangereuse. Elle s'ajoute à toutes les autres qui piétinent la solidarité et tuent

à petit feu la démocratie.

**L'enseignement n'a pas de prix ! Nos enfants sont l'avenir de notre société.**

**Nous faisons appel à ce qui faisait par le passé l'essence de votre engagement politique, Mesdames et Messieurs les Engagés, votre humaniste. Mesdames et Messieurs du MR, investir aujourd'hui dans l'enseignement, c'est éviter de dépenser des millions dans quelques années.**

**Il n'est pas trop tard. Parlez à vos états-majors, dissuadez-les de voter un texte qui est un ordre de mise à sac de l'école, de la maternelle à l'enseignement supérieur.**

**Sachez-le bien, cette bataille, nous finirons par la gagner. Partout, vous trouverez des progressistes debout contre les reculs que vos partis commandent. Nous sommes nombreux dans cette salle, il y en a des milliers dehors, à Forest, en Belgique, en Europe et partout dans le monde. On ne vous laissera pas démolir nos services publics, notre système de solidarité, notre démocratie et surtout pas l'avenir de nos enfants.**

#### **- Réponse Mme Dos Santos Deville**

**Bonjour à tous et à toutes,**

**Je suis Vanessa Dos Santos, conseillère communale PTB et ouvrière dans une école de l'enseignement libre à Uccle. Comme ouvrière je suis la plupart du temps en cuisine, avant et après, pour compléter mes heures je nettoie les classes.**

**C'est un travail dur et physique mais il est fait avec grand plaisir.**

**Dans les écoles libres aussi, certains enfants précarisés bénéficiaient jusqu'à présent de repas gratuits grâce au financement de la fédération Wallonie Bruxelles. Aujourd'hui ces financements vont disparaître : c'est un scandale !**

**Pour le PTB, la gratuité dans l'enseignement a toujours été une priorité. Cette gratuité devrait comprendre les garderies, le matériel et les repas du midi. Un repas chaud par jour ce n'est pas un luxe : ça garantit au moins un repas équilibré par jour. C'est essentiel.**

**C'est pourquoi il faut absolument refinancer l'enseignement. Les annonces de coupes dans l'enseignement ont totalement choqué mes collègues : ils devront enseigner plus sans être payés plus.**

**Ils sont très inquiets pour leur carrière et les nouveaux professeurs sont inquiets pour leur avenir, alors que c'est déjà un défi de garder la motivation chez les jeunes professeurs.**

**Il faut aussi rappeler que les professeurs travaillent déjà énormément pendant et en-dehors des heures de classes (corrections, réunions, préparations, etc...)**

**Enfin je voudrais aussi dire un mot : en tant que maman solo d'un fils porteur d'un handicap, déjà aujourd'hui lui assurer un parcours scolaire complet est extrêmement compliqué.**

**Depuis septembre, il est dans un enseignement ordinaire avec des élèves non porteurs d'handicap. Ceci est possible grâce à l'engagement du corps enseignant. En effet, son professeur doit s'occuper seul de lui sans aide.**

**Je suis très reconnaissante envers l'école pour cette opportunité qui permet d'offrir à mon fils une vie plus ou moins normale.**

**J'aimerais que d'autres élèves porteurs d'handicap puissent avoir la même chose. Mais avec toutes les mesures annoncées par le Gouvernement, j'ai très peur que cela de plus en plus rare.**

**Je voudrais féliciter tous le personnel enseignant, le cadre de l'école et enfin, vous, qui êtes venus ce soir pour défendre un enseignement de qualité.**

**- Réponse M. Martin**

**Monsieur le Bourgmestre,**

**Mesdames et Messieurs les membres du Collège,**

**Ce matin encore, Le Soir titrait : « Les services publics s'éloignent des plus fragiles ».**

**Ce n'est pas un simple titre accrocheur : c'est le reflet d'un basculement profond de nos politiques publiques. Et c'est précisément dans ce contexte que s'inscrit une attaque sans précédent contre l'école, tout court.**

**Dans les manifestations — ces lieux où s'expriment à la fois la colère sociale et une grande créativité populaire — on voit depuis longtemps fleurir cette punchline sur les pancartes :**

**« Si nos moyens sont petits, nos petits seront moyens. » Derrière ce slogan se cache une réalité bien plus cruelle. De nombreuses études ont montré que l'école est une machine à trier, qu'elle produit et reproduit des inégalités sociales.**

**Mais ce constat ne dit pas tout.**

**Car face à cela, des milliers d'enseignantes et d'enseignants déploient chaque jour une créativité, un engagement et une énergie considérables pour lutter contre ces mécanismes.**

**Ils se battent pour que tous les enfants, tous les étudiants, quelles que soient leurs origines sociales, aient réellement les mêmes chances de réussite.**

**Or, les mesures portées par le gouvernement l'Arizona vont affaiblir ce travail patient et essentiel. Elles ne feront qu'aggraver les inégalités existantes, transformant l'école en une machine à trier encore plus brutale, encore plus cruelle, où l'origine sociale pèsera plus que jamais sur le destin scolaire.**

**Les conséquences sont connues :**

- la fin de certaines gratuités,**
- l'augmentation des inégalités entre riches et pauvres,**
- et ce chiffre glaçant — 55.000 repas chauds qui ne seront plus financés à la même hauteur, mettant concrètement en difficulté des milliers d'enfants pour qui ce repas est parfois le seul repas équilibré de la journée.**

**Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est un retour vers une école du XIX<sup>e</sup> siècle : une école qui trie,**

**une école qui sélectionne, une école qui exclut et qui abandonne les enfants les plus fragilisés.**

**Mon groupe politique tient à saluer avec force le courage des enseignantes et enseignants qui refusent ces réformes.**

**Qui accepterait de travailler deux heures de plus par semaine sans augmentation de salaire ?**

**Qui accepterait cela dans des conditions de travail qui se dégradent : des classes plus nombreuses, moins de moyens, davantage de pression ?**

**Il est essentiel de rappeler une réalité trop souvent invisibilisée : enseigner ne se limite pas au temps passé en classe. Le travail face aux élèves n'est que la pointe visible de l'iceberg.**

**Derrière, il y a : les préparations de cours, les corrections, le travail collaboratif, les conseils de classe, le suivi individualisé des élèves, le relationnel avec les parents, les réunions, les projets, les adaptations permanentes, et j'en passe..**

**Cette charge de travail considérable nourrit aussi une charge mentale immense, portée par une exigence forte : celle de faire réussir ses élèves, de les rendre autonomes et libres, de leur donner les outils pour affronter la vie.**

**Les enseignants défendent la qualité de l'enseignement et l'égalité, pour permettre à chaque jeune de se construire un avenir digne.**

**Et pendant que le gouvernement ferme des perspectives de tous côtés —une école plus inégalitaire, moins de débouchés pour les jeunes, la réduction des services publics, l'exclusion sociale — quelle alternative est proposée ? La militarisation de la jeunesse.**

**Il suffit de lire la lettre de Theo Francken pour comprendre que, faute de perspectives sociales et éducatives, l'armée est présentée comme une issue par défaut.**

**C'est un aveu d'échec politique.**

**Dans ce contexte, le rôle des communes est plus que jamais une nécessité démocratique.**

**Les interpellations citoyennes sont un outil légitime de résistance.**

**Derrière les discours comptables et les prétendues mesures d'« assainissement », ce sont en réalité des choix idéologiques portés par le gouvernement Arizona : des choix qui affaiblissent les services publics de proximité et, ce faisant, fragilisent notre démocratie locale.**

**Les communes sont en première ligne. Elles sont l'échelon le plus proche des citoyens, des familles, des écoles et des enseignants.**

**Notre position est claire.**

**Notre commune sera un rempart face à cette tentative de destruction de l'école. Elle sera un lieu de résistance démocratique, sociale et éducative.**

**Avec nos échevins, en particulier ceux en charge de l'enseignement, avec l'ensemble du Collège, notre commune sera un ambassadeur du combat pour une école gratuite, inclusive et émancipatrice.**

**C'est dans cet esprit que nous déposons aujourd'hui cette motion dont il sera question plus tard : pour soutenir les enseignantes et enseignants, pour affirmer leur rôle fondamental dans notre société.**

**Car ils travaillent avec le capital le plus précieux qui soit : l'avenir de la jeunesse, l'avenir de nos enfants, et donc l'avenir de notre société tout entière.**

## **-Réponse Mme Aggujaro**

Mesdames, Messieurs,

**Merci pour cette interpellation. Elle exprime une inquiétude légitime que nous partageons tous : l'avenir de notre enseignement et de nos enfants. Les principales demandes s'adressent au Collège, et je serai attentive aux réponses qui seront apportées quant à l'impact concret de ces réformes sur les écoles communales de Forest et aux mesures de soutien prévues.**

**Pour ma part, en tant que logopède travaillant au quotidien avec des enfants présentant des difficultés importantes d'apprentissage, issus de tous milieux, je suis évidemment profondément concernée par les réformes en cours, mais aussi par l'état global de notre enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.**

**Mais pour avoir un débat honnête, il faut aussi partir des faits. La Belgique investit beaucoup dans l'enseignement : environ 6 % de son PIB, contre 4,7 % en moyenne dans l'OCDE. Nous investissons donc davantage que des pays comme la Suisse, l'Estonie ou l'Irlande. Et pourtant, les résultats ne sont pas à la hauteur. La FWB reste l'un des systèmes scolaires les plus inégalitaires d'Europe, et ses résultats aux enquêtes PISA, se situent dans la moyenne basse, MALGRE ces investissements élevés.**

**Cela nous oblige à le dire clairement : le problème n'est pas uniquement une question de moyens, mais aussi d'organisation, d'efficacité et de soutenabilité du système.**

**Deuxième réalité incontournable : aujourd'hui un salaire d'enseignant sur cinq est payé à crédit. Le budget de la FWB avoisine 15 milliards d'euros, pour 13,5 milliards de recettes. Chaque année, près de 350 millions d'euros sont engloutis uniquement dans les intérêts de la dette — autant de moyens qui ne vont ni aux élèves, ni aux enseignants, ni aux bâtiments scolaires.**

**Rappelons également que la FWB ne dispose d'aucun pouvoir fiscal, elle ne peut donc que se baser sur des recettes limitées pour se financer.**

**Cette situation ne s'est pas créée en quelques mois. Depuis 1993 et la création du portefeuille du budget, celui-ci a été occupé par 7 ministres socialistes différents. En près de 30 ans, le PS aurait pu proposer des réformes, lutter contre l'accroissement de la dette. Il ne l'a pas fait. Désigner des responsables ? Ce type de démarche est souvent stérile et peu constructive. Mais il faut tout de même avoir l'honnêteté d'assumer cette inaction prolongée — ici comme dans d'autres sphères de pouvoir d'ailleurs— et qui pèse aujourd'hui sur les décisions du gouvernement actuel.**

**Nous refusons de laisser la situation se dégrader et de reporter le problème sur les générations futures, qui seraient alors confrontées à des choix encore plus douloureux. Cela nous oblige collectivement à nous poser des questions de fond.**

**Est-ce que les solutions proposées par le Gouvernement actuel sont parfaites ? Non.**

**Est-ce que le statu quo est une option ? Absolument pas, nous refusons une inaction qui a inévitablement des conséquences.**

**Existe-t-il une solution miracle qui satisfera tout le monde ? Certainement pas.**

**Concernant la gratuité, la réponse passe ici par l'engagement des pouvoirs locaux dont la commune elle-même, tel qu'inscrit au point 8 de la motion, qui l'invite à poursuivre les efforts en matière de gratuité scolaire sur fonds propres, afin de compenser autant que possible**

**l'impact social de cette réduction, en particulier pour les familles les plus fragilisées. Les repas gratuits restent possibles, avec davantage d'autonomie laissée aux établissements pour répondre aux réalités locales.**

**Enfin, au niveau communal, il faut aussi le dire avec clarté : les communes font des choix politiques. La manière dont une majorité décide d'allouer son budget relève aussi de sa responsabilité propre. Il nous apparaît indispensable que l'enseignement communal et notre jeunesse soient soutenus avec force.**

**Je pense que nous partageons tous ici la même ambition : une école publique, inclusive, émancipatrice et de qualité. Mais cette ambition ne peut tenir dans la durée sans finances maîtrisées, sans quoi ce sont précisément les enfants les plus fragiles et les professionnels qui les accompagnent qui en paieront le prix.**

**Responsabilité budgétaire et justice sociale ne s'opposent pas : elles doivent aller de pair. Si l'un flanche, l'autre flanchera inévitablement.**

**Je vous remercie pour votre écoute.**

### **-Réponse M Peycker**

**D'abord, merci. Merci aux citoyennes et citoyens aux enseignantes et enseignants.**

**Quand on touche à l'école, on touche à quelque chose de sensible : l'avenir des enfants, la confiance des familles, et les conditions de travail de celles et ceux qui tiennent la classe au quotidien.**

**Cette interpellation. Elle est calme dans la forme, mais elle dit une inquiétude très forte: on a le sentiment qu'on fragilise l'école au moment même où elle craque déjà, avec la pénurie, la charge de travail, des bâtiments fatigués, et des enfants qui arrivent en classe avec des réalités sociales compliquées.. Soyons juste, cette situation ne date pas du 9 juin 2024.**

**Nous voulons poser les choses clairement. Nous sommes conseillers communaux dans l'opposition à Forest, mais nous représentons aussi l'un des mouvements qui porte ces réformes au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Donc je ne vais ni jouer au procureur, ni faire semblant que vos craintes sont "exagérées".**

**Nous les entendons. Et, nous les prenons au sérieux.**

**Premier point, très concret : le timing.**

**Quand avez-vous déposé votre interpellation ? Je le demande, parce que nous, les partis de l'opposition, nous n'en avons pris connaissance qu'hier vers midi. Cela laisse très peu de temps pour vous répondre avec tout le sérieux que vous méritez. Et ça, ce n'est bon pour personne. Ni pour les citoyens, ni pour le débat démocratique, ni pour la qualité des réponses. J'invite donc le Collège à clarifier la procédure et à garantir, à l'avenir, une transmission qui permette un vrai travail politique, un vrai débat démocratique.**

**Deuxième point : nous pouvons vous assurer de 2 choses. Votre interpellation a été remontée à qui de droit au sein de notre mouvement.**

**Et nos députés en Fédération Wallonie-Bruxelles ont rencontré hier matin une délégation syndicale. Nous y voyons un signal utile : si on veut réformer, il faut le faire avec celles et ceux qui font l'école, pas contre eux.**

Sur le fond, je voudrais clarifier quelques éléments, sans noyer le poisson.

- **Sur la gratuité : non, l'obligation de gratuité ne disparaît pas. Mais oui, le risque, c'est la mise en œuvre. Le risque, c'est que, sur le terrain, la pression administrative retombe sur les écoles. Et ça, on doit l'éviter.**
- **Sur les repas : l'intention annoncée, c'est de sortir d'un système lourd et inégal, et de passer à un mécanisme plus structurel, ciblé vers les écoles qui en ont le plus besoin.**

Et nous ajoutons ici le point sur l'augmentation de la charge horaire. Je ne vais pas faire comme si "2 heures en plus" était un détail. Dans un métier où chaque heure de cours entraîne de la préparation, des corrections, des réunions, du suivi d'élèves et de parents.

Ce que le gouvernement explique, c'est qu'on revient, pour une partie du secondaire, vers une norme de 22 périodes, et que des aménagements sont prévus pour certains publics - notamment les nouveaux enseignants et les enseignants en fin de carrière.

Et maintenant, la question qui nous ramène à Forest : que fait-on, ici, à notre niveau ? Nous demandons 2 choses au Collège, très concrètes :

1. Un état des lieux école par école sur l'impact attendu de ces réformes.
2. et un suivi transparent, régulier, partagé au Conseil,

Et de notre côté, nous prenons un engagement : nous continuerons à relayer vos préoccupations au niveau de la Fédération.

Je conclurai par un rappel historique, sans nostalgie, vraiment pas. Dans quelques mois, on se souviendra des 30 ans du décret Onkelinx et des grandes mobilisations de 1995-1996 : 5 mois de grève, 27 manifestations, 3 000 enseignants sur le carreau, une fracture durable entre le monde enseignant et le politique. Des ministres socialistes iront jusqu'à traiter les enseignants « d'égoïstes ». Ce n'est pas moi qui l'écrivis, c'est le camarade Raoul Hedebouw.

Je nous souhaite collectivement, de ne pas en arriver là. Nous avons besoin d'une école qui émancipe. Pour ça, on a besoin d'enseignants respectés et écoutés

Merci.

### Réponse Mme Michez

Je souligne ne pas avoir reçu cette interpellation et regrette donc ne pas avoir eu l'occasion de préparer une réponse. Mais je tiens à dire qu'un état qui refuse de financer l'éducation est un état qui refuse de financer l'avenir du pays.

### Réponse Mme Père

Cher.es citoyennes et citoyens forestois,

Nous vous remercions vivement pour votre interpellation, légitime et justifiée. Tout comme vous, nous partageons vos inquiétudes à propos des mesures prises par la Fédération Wallonie Bruxelles concernant l'enseignement.

Ce soir, vous nous faites part de votre préoccupation, nous saluons votre engagement et votre volonté de préserver la qualité de l'instruction, quel que soit le réseau.

Votre intervention permettra, nous osons l'espérer, une prise de conscience de l'impact des coupes budgétaires discutées aujourd'hui ; et ce, de la part de chaque conseiller communal. Ici

**on doit faire son examen de conscience par rapport à l'enseignement car le moment est grave.**

**Le Collège considère l'enseignement comme un bien commun essentiel. C'est d'ailleurs le premier point de notre Déclaration de Politique Générale. En effet, nous pensons que l'éducation est un pilier du développement personnel de nos enfants et un socle pour notre société.**

**L'école est un lieu d'apprentissage, de socialisation et d'émancipation qui doit permettre à chacun de devenir un citoyen responsable, de trouver sa voix et de mener une vie épanouissante.**

**Sans réserve, en tant que mandataires, nous voulons réaffirmer notre soutien aux équipes éducatives : le personnel logistique et administratif, les accueillants, les éducateurs, les enseignants et les directions. Elles doivent être absolument soutenues, valorisées et financées à leur juste valeur. Nous savons à quel point votre profession est déjà un défi au quotidien vu les conditions de travail parfois pénibles.**

**Dans ce contexte, l'assaut du gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles contre le secteur est difficilement compréhensible, révoltant et inacceptable.**

**Vous nous avez demandé quelles seront les conséquences de ce désengagement financier.**

**Malheureusement, les coupes budgétaires annoncées affecteront directement les écoles communales forestoises, étant échevine des écoles communales et n'ayant donc aucune compétence dans les autres écoles, mais suppose qu'elles seront touchées de la même façon. Mais ces coupes touchent tout d'abord les élèves. On peut citer notamment :**

**1. La diminution du financement des repas gratuits.**

**Il sera maintenant encore plus compliqué de bénéficier de repas gratuits pour les écoles les plus défavorisées. Nous ressentirons les impacts de ces mesures dans nos écoles communales dès 2026. Néanmoins nous avons décidé de lancer une analyse pour toucher les élèves les plus précarisés. Ce n'est pas le rôle de la Direction de faire des enquêtes sociales mais c'est un travail supplémentaire pour le service administratif communal.**

**2. La diminution des subsides permettant de financer la gratuité des fournitures scolaires. L'Administration se bat pour maintenir cette gratuité.**

**3. Arrêt de la gratuité pour les enfants de 5 à 12 ans dans les Académies : C'est un scandale : c'est le premier lieu d'ouverture au monde culturel pour tous les enfants quels que soient leur niveau social.**

**4. Le gel des dotations des écoles et la baisse des investissements dans les infrastructures. Depuis la législature précédente, nous attendons des réponses sur deux dossiers de rénovation et plus aucun retour ne nous est fait. La commune n'a pas les moyens de rénover sur fonds propres.**

**A Forest, nous voulons une éducation de qualité et accessible pour toutes et tous. Et malgré le contexte budgétaire serré dans lequel nous nous trouvons, nous travaillons pour maintenir les acquis engrangés ces dernières années .**

**Donc, nous avons une manière de travailler, en tout cas au service de l'Instruction publique, en co-construction entre la partie administrative et la partie pédagogique. Ce travail offre à nos**

écoles un accompagnant pertinent et réfléchi qui permet de développer un travail de qualité avec les élèves. Il faudra continuer à mettre les moyens à disposition (pas uniquement financiers mais également humain) pour maintenir un climat favorable au bien-être et au travail de qualité.

Pour renforcer cette collaboration, nous avons engagé une coordinatrice pédagogique depuis 6 ans payée en partie par la Fédération . Elle s'assure au quotidien que notre programme pédagogique, tourné vers l'inclusion et l'égalité des chances, est bien appliqué. Dans son travail, elle peut proposer, selon les besoins, un accompagnement particulier pour les élèves et familles en difficulté. A présent, cette coordinatrice sera payée sur fonds propres par l'Administration.

Ce travail de suivi est soutenu par les services de premières lignes : SPSE, CPMS, empreinte scolaire, le pôle territorial, etc. Ils accompagnent et épaulent au mieux les familles nécessitant une aide spécifique.

Petite précision, les centres PMS vont également être réformés mais à ce jour, aucun texte n'est sur la table et nous ne savons pas de quoi sera fait l'avenir.

Notre mobilisation ne s'arrête pas à l'échelon local. Depuis le début, nous informons régulièrement nos groupes politiques au Parlement de la FWB de la réalité de terrain que vous vivez. Ces derniers challengent et contestent les mesures d'austérité au sein de chaque espace de décision.

Une motion va être présentée à laquelle le Collège apporte tout son soutien. Cette motion sera transmise à nos groupes pour alimenter leur réflexion et orienter leur action.

Je vous remercie pour votre écoute et m'excuse pour l'émotion mais c'est un sujet qui me touche profondément.

#### **-Réplique Citoyenne**

Remerciement à l'échevine, je suis rassurée par le cadre proposé malgré les difficultés financières de la commune, c'est un engagement très fort.

J'ai cependant quelques éléments qui m'ont heurté :

- **Problème d'organisation d'efficacité et d'organisation : alors que les élèves de Flandres sont plus financés que les francophones.**
- **Inaction de plusieurs ministres socialistes en 1996 alors que leurs actions étaient également pour lutter contre la dette, donc la même démarche qu'à l'heure actuelle.**

L'enseignement n'est pas non plus le seul endroit où il est possible de trouver de l'argent. Comment vous allez financer les CDI. Quid de l'arrêt du tronc commun et du travail de ces dernières années ? quid de cet investissement ?

Je remercie les engagés d'avoir relayer cette interpellation à leurs députés.

**Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen, Dames en heren gemeenteraadsleden,**

**Wij, inwoners van Vorst, leerkrachten en/of ouders van leerlingen, dienen een interpellatie in over een actueel onderwerp dat ons na aan het hart ligt: de toekomst van het onderwijs in de Federatie Wallonië-Brussel.**

**Deze week stemt het parlement van de FWB over maatregelen die een enorme impact zullen hebben op onze Franstalige scholen en dus op de kinderen die er les krijgen.**

**Zoals u weet, hebben de vertegenwoordigers van de verschillende onderwijsnetten tevergeefs geprobeerd om door het parlement gehoord te worden.**

**Omdat zij geen gehoor krijgen, wenden wij ons tot u voor een laatste poging om gehoord te worden.**

**De beslissingen die worden genomen, zijn ingrijpend en ongekend: bezuinigingen op subsidies, verhoging van het aantal uren voor leerkrachten zonder looncompensatie, ...**

**We weten dat de Federatie Wallonië-Brussel schulden heeft.**

**Afgezien van de netelige kwestie van de financiering van de Franse Gemeenschap, kunnen we ons er echter niet bij neerleggen dat er bezuinigingen worden doorgevoerd ten koste van de kwaliteit van het onderwijs, de toekomst van onze kinderen en de werkomstandigheden van de leerkrachten.**

**Laten we het eerst hebben over de leerkrachten. Degenen die er nog zijn, in een knelpuntberoep, aangezien het zo moeilijk is dat er geen roepingen meer zijn.**

**Op alle niveaus, van de kleuterschool tot het zesde middelbaar, besteden we naast de uren nog vele uren aan het aanpassen van onze programma's aan de ministeriële verwachtingen, aan onderling overleg, aan bijscholing, aan het uitwerken/implementeren/evalueren van stuurplannen, aan het organiseren van uitstapjes en activiteiten in de klas in verband met onze vakken, onze leerlingen gerust te stellen en te begeleiden, taken te differentiëren op basis van hun leerprofiel en hen met alle middelen aan de school te binden.**

**Laten we het nu hebben over de structurele middelen voor onze scholen.**

**Het is onverantwoord om te snoeien in de subsidies en de middelen die aan scholen worden toegekend om te functioneren of te renoveren (iedereen weet dat schoolgebouwen overal in de FWB in verval raken en energie verslinden). Dit plaatst de directies in een onhoudbare situatie. Dat betekent dat de veiligheid, het welzijn van leerlingen en personeel, en de kwaliteit van het onderwijs op de helling komen te staan.**

**Laten we het tot slot hebben over de aanvallen tegen gratis onderwijs. Het afschaffen of drastisch verminderen van de subsidie voor gratis schoolbenodigdheden en voor een gratis warme maaltijd voor kansarme kinderen, betekent bewust de ongelijkheid vergroten op sociaal en onderwijsvlak, terwijl ons onderwijssysteem al tot de slechtst scorende hoort qua ongelijkheid in Europa.**

**We stoppen hier met de nog lange lijst van maatregelen die indruisen tegen een rechtvaardig onderwijs dat opgewassen is tegen de uitdagingen waarmee onze kinderen worden geconfronteerd. We zouden er nog andere aan kunnen toevoegen, met name maatregelen die gevolgen hebben voor het hoger onderwijs, zoals de inhaalindexering van het inschrijvingsgeld sinds 2011 tot 1.194 euro per jaar.**

**U begrijpt het al: we kunnen niet toestaan dat ons onderwijs en onze scholen zo onder vuur liggen. En als we het over "onze scholen" hebben, bedoelen we natuurlijk zowel de Vorstse gemeentescholen, de scholen van de FWB, de Franse Gemeenschapscommissie als de vrije scholen.**

**Onze vragen aan de dames en heren van de Gemeenteraad, ...**

**- Als het programmadecreet wordt aangenomen, wat zal dan de impact zijn op de**

**gemeentescholen van Vorst?**

**- Welke concrete maatregelen plant de gemeente om het onderwijzend personeel, de leerlingen en de gezinnen te ondersteunen en zo de kwaliteit van het onderwijs te garanderen ondanks deze begrotingsbeperkingen?**

**Bovendien vragen wij u om de volgende eisen voor te leggen aan de regering van de FWB:**

**- Het programmadecreet niet in zijn huidige vorm goedkeuren, omdat dit zal leiden tot een explosieve toename van het tekort aan leerkrachten, de kansarme leerlingen nog meer in een preciaire situatie zal brengen, het onbehagen onder jongeren zal vergroten, de schooluitval zal doen stijgen en uiteindelijk de kwaliteit van het onderwijs in de FWB zal ondermijnen en de toekomst van alle leerlingen in gevaar zal brengen;**

**- Naar de sector luisteren en met de betrokkenen overleggen; - De andere overheidsniveaus vragen om geld te investeren in het onderwijs, een essentiële sector.**

**- Antwoord van mevrouw De Ridder**

**Goedenavond,**

**Ik richt mij in de eerste plaats tot jullie, die vanavond de banken van ons gemeentehuis vullen. Bedankt om zo talrijk het onderwijs te komen steunen, dat ongewoon hard wordt aangepakt door de regering van de Franse Gemeenschap. Onderwijs is een zaak van iedereen.**

**De toestand is ernstig. De coalitie MR-Engagés staat op het punt om morgen in het parlement van de FWB een rampzalig decreet goed te keuren waarvan kinderen en jongeren het eerste slachtoffer zullen zijn.**

**Ik richt mij ook tot het College dat tijdens de laatste raadszitting luid en duidelijk stelde dat wat er op stapel staat, ondenkbaar is.**

**Dames en heren van MR en Les Engagés, ik richt mij vanavond in het bijzonder tot jullie. U had een school beloofd die hoge eisen stelt, waar welzijn en gelijkheid centraal staan.**

**Uw decreet is een bundel kille bezuinigingen. Er is geen keuze, iedereen moet zijn steentje bijdragen ... hameren de minister-president en de minister van Onderwijs.**

**Dat klopt niet. Het gaat hier in feite om een ideologische keuze. Herfinanciering van het onderwijs is mogelijk en zelfs noodzakelijk. Herlees (of lees eerst) het rapport van de economische experts waarop jullie partijen zich baseren om deze hervorming te rechtvaardigen. Dit rapport stipt aan dat investeringen in onderwijs, onderzoek en kinderopvang rechtstreeks bijdragen aan de economische groei op lange termijn en de tewerkstellingsgraad in België (p. 18). Ik heb er een kopie van en stel die graag ter beschikking.**

**Wie zal de prijs betalen?**

**Helaas zullen de Vorstse gezinnen de volle laag krijgen van de bezuinigingen die u in naam van zogenaamd goed beheer doet. Door de afschaffing van de subsidie voor gratis maaltijden zullen 600 leerlingen in de gemeentescholen 's middags geen warme maaltijd meer krijgen (47 cent per leerling, genoeg om hun hooguit 'poedersoep' aan te bieden). Met het einde van de financiering van de schoolpakketten, de academie die voortaan betaald moet worden voor de kinderen en de verhoging van het inschrijvingsgeld zal de rekening voor hen enorm stijgen!**

**De scholen en de inrichtende macht worden ook niet gespaard. Door de bevrozing van de subsidies die nodig zijn om de school dagelijks te laten functioneren, zijn er miljoenen minder**

beschikbaar voor verwarming, onderhoud en de aankoop van essentieel materiaal. Scholen in D+ (minstens zes in Vorst) zullen het moeten doen met de helft minder aanvullende middelen voor de aankoop van lesmateriaal, educatieve ondersteuning, projecten om schooluitval tegen te gaan en uitstapjes. In uw wereld hebben dus alleen kinderen uit bevoorrechte kringen recht op schoolreizen.

Gaat u tenminste de budgetten voor de renovatie van scholen, waarvan sommige op instorten staan, vrijwaren? Welnee, ook op dat vlak wordt er drastisch bezuinigd! Om onze gebouwen te isoleren en te renoveren, zullen we voortaan geld moeten lenen bij de bank.

Egalitair onderwijs, zei u? U creëert nog meer ongelijkheid dan ooit, in een België dat al tot de slechtste leerlingen van de EU behoort. Er is geen solidariteit of sociale rechtvaardigheid in uw wereld.

Wie moet voortaan compenseren om scholen en gezinnen te ondersteunen? De gemeente Vorst, die al uitgeperst is.

En hoe zit het met het welzijn van het personeel, de opwaardering van het beroep en het tekort aan leerkrachten? Daarop antwoordt u met het einde van de benoemingen en minachting.

Voor leerkrachten in het hoger secundair onderwijs betekent dit een toename van de werkdruk in de klas met 10 % zonder extra vergoeding.

Onze basisscholen zitten vol met gemotiveerde jonge leerkrachten die hun initiële opleiding hebben aangevuld met een masterdiploma. Voor hen is het een dubbele straf: Twee jaar studeren aan de universiteit terwijl je werkt, en aan het eind van de maand geen euro extra op je bankrekening. En wat te denken van de jonge leerkrachten die in september hun job zullen verliezen als gevolg van de gedwongen terugkeer van gedetacheerden naar de klas en de toename van de werkdruk voor de oudere leerkrachten?

Een belangrijke bekommernis voor de groene politici is de geestelijke gezondheid van leerlingen. Het aantal zelfmoorden onder jongeren neemt toe.

Het aantal voortijdige schoolverlaters explodeert. Wat bent u van plan te doen om geweld op school en pesten tegen te gaan? Geen ambities of concrete maatregelen op dat vlak ... niets ... nada.

Hoe zit het met de herwaardering van het statuut en de arbeidsomstandigheden van de opvangmedewerkers? Ook niets. Zij worden uitgebuit en uitgeput.

Zij zijn onzichtbaar maar toch essentieel. Ik geef u graag de woorden van een gespecialiseerde opvoedster mee:

Wij kalmeren stormen, wij dragen woede, wij krijgen de klappen die niemand ziet; Wij houden de school overeind wanneer ze wankelt; Vandaag vragen wij om erkenning, waardige middelen, menswaardige omstandigheden, respect voor onze rol in het onderwijs.

Een veeleisende school, zei u? Als u alle leraren hebt ontmoedigd en alle opvangmedewerkers hebt uitgeput, wie zal dan onze kinderen opvangen, onderwijzen en verzorgen?

De school die u voorstaat, is er een van elk voor zich, waar het recht van de sterkste heerst.

U weet net zo goed als ik en alle progressieven in deze zaal: als de Staat zijn verantwoordelijkheid niet meer neemt, nemen criminele en extremistische netwerken het over. Als onze jongeren aan hun lot worden overgelaten, zonder diploma, zonder school als vangnet, zonder hoop op een job, zijn ze ten prooi aan gewetenloze mensen. In de Sint-Antoniuswijk worden steeds jongere kinderen gerekruteerd om drugs te verkopen aan mensen

die nog armer zijn dan zij. De toekomst die u voor hen in petto heeft, is erg somber ... geef toe.

Uw hervorming is gevaarlijk. Ze komt bovenop alle andere hervormingen die de solidariteit met voeten treden en de democratie langzaam maar zeker verstikken.

Onderwijs is onbetaalbaar! Onze kinderen zijn de toekomst van onze samenleving.

We doen een oproep tot wat in het verleden de essentie vormde van uw politieke engagement, dames en heren, humanisten. Dames en heren van de MR, vandaag investeren in onderwijs betekent voorkomen dat er over een paar jaar miljoenen moeten worden uitgegeven.

Het is nog niet te laat. Praat met uw oversten, overtuig hen om te stemmen tegen een tekst die het onderwijs kaalplukt, van de kleuterschool tot het hoger onderwijs.

Weet dat we deze strijd uiteindelijk zullen winnen. Overal zijn er progressieven die zich verzetten tegen de achteruitgang die uw partijen bewerkstelligen. We zijn met velen in deze zaal en er zijn er duizenden daarbuiten, in Vorst, in België, in Europa en overal ter wereld. We zullen u niet toestaan onze openbare diensten, ons solidariteitssysteem, onze democratie en vooral de toekomst van onze kinderen af te breken.

#### **- Antwoord van mevrouw Dos Santos Deville**

Dag allemaal.

Ik ben Vanessa Dos Santos, gemeenteraadslid voor de PVDA\*PTB en werk in een vrije school in Ukkel. Ik werk meestal in de keuken, maar voor en na de lessen poets ik ook de klaslokalen. Het is zwaar en fysiek werk, maar ik doe het heel graag.

Ook in vrije scholen kregen bepaalde kansarme kinderen tot nu toe gratis maaltijden dankzij de financiering van de Federatie Wallonië-Brussel. Vandaag verdwijnt die financiering: dat is een schandaal!

Voor de PVDA\*PTB is gratis onderwijs altijd een prioriteit geweest. Dat gratis onderwijs moet ook de opvang, het materiaal en het middagmaal omvatten. Eén warme maaltijd per dag is geen luxe: het garandeert ten minste één evenwichtige maaltijd per dag.

Dat is essentieel.

Daarom moet de financiering van het onderwijs absoluut herzien worden. De aangekondigde bezuinigingen in het onderwijs schokken mijn collega's enorm: ze zullen meer moeten lesgeven zonder meer betaald te worden. Ze maken zich grote zorgen over hun carrière en nieuwe leerkrachten maken zich zorgen over hun toekomst, terwijl het al een uitdaging is om jonge leerkrachten gemotiveerd te houden. We mogen ook niet vergeten dat leerkrachten al enorm veel werken tijdens en buiten de lesuren (correcties, vergaderingen, voorbereidingen, ...).

Tot slot wil ik nog iets zeggen: als alleenstaande moeder van een zoon met een handicap is het al erg moeilijk om hem een volledige schoolopleiding te geven.

Sinds september volgt hij regulier onderwijs met leerlingen zonder handicap.

Dat is mogelijk dankzij de inzet van het onderwijzend personeel. Zijn leraar moet namelijk zonder hulp voor hem zorgen.

Ik ben de school erg dankbaar voor deze kans, die mijn zoon een min of meer normaal leven biedt. Ik zou graag zien dat andere leerlingen met een handicap hetzelfde krijgen.

**Maar met alle maatregelen die de regering aankondigt, ben ik bang dat dit steeds zeldzamer zal worden.**

**Ik wil alle leerkrachten, directies en ten slotte u, die hier vanavond bent gekomen om kwaliteitsonderwijs te verdedigen, feliciteren.**

**- Antwoord van de heer Martin**

**Geachte heer Burgemeester,**

**Geachte leden van het College,**

**Vanmorgen nog kopte de krant Le Soir: "Les services publics s'éloignent des plus fragiles" ("De openbare diensten keren zich af van de meest kwetsbaren").**

**Niet zomaar een pakkende titel: het weerspiegelt een duidelijke ommekeer in ons overheidsbeleid. En precies in deze context vindt er een aanval zonder weerga op het onderwijs plaats.**

**Bij de demonstraties – waar zowel sociale woede als grote creativiteit van het volk tot uiting komen – zien we al lang deze slogan op spandoeken:**

**"Si nos moyens sont petits, nos petits seront moyens" (Als onze middelen beperkt zijn, zullen onze kinderen middelmatig zijn). Achter die slogan gaat een harde realiteit schuil. Talrijke studies hebben aangetoond dat de school een sorteermachine is, die sociale ongelijkheden produceert en reproduceert.**

**Maar dat is niet het hele verhaal.**

**Want tegenover deze realiteit staan duizenden leraren die elke dag met veel creativiteit, toewijding en energie strijden tegen deze mechanismen.**

**Ze vechten ervoor dat alle kinderen, alle studenten, ongeacht hun sociale achtergrond, echt dezelfde kans op slagen krijgen.**

**De maatregelen van de Arizona-regering zullen dit geduldige en essentiële werk echter ondermijnen. Ze zullen de bestaande ongelijkheden alleen maar vergroten en van de school een nog brutaler, nog wreder selectiemachine maken, waar de sociale afkomst meer dan ooit de uiteindelijke opleiding zal bepalen.**

**De gevolgen zijn bekend:**

**het einde van bepaalde gratis voorzieningen,**

**een toename van de ongelijkheid tussen arm en rijk,**

**en het schokkende cijfer van 55.000 warme maaltijden die niet meer in dezelfde mate zullen worden gefinancierd, waardoor duizenden kinderen concreet in moeilijkheden komen, voor wie deze maaltijd soms de enige evenwichtige maaltijd van de dag is.**

**Wat we vandaag meemaken, is een terugkeer naar een school uit de 19e eeuw: een school die opsplijt,**

**die selecteert, die de meest kwetsbare kinderen uitsluit en in de steek laat.**

**Mijn fractie prijst de moed van de leerkrachten die deze hervormingen afwijzen.**

**Wie zou aanvaarden om twee uur extra te werken per week zonder loonsverhoging?**

**Wie zou dat accepteren onder verslechterende arbeidsomstandigheden: grotere klassen, minder middelen, meer druk?**

**Het is essentieel om een realiteit in herinnering te brengen die te vaak over het hoofd wordt gezien: lesgeven beperkt zich niet tot de tijd die in de klas wordt doorgebracht. Het werk met de leerlingen is slechts het zichtbare topje van de ijsberg.**

**Daarachter schuilt: lesvoorbereidingen, verbeterwerk, samenwerken, klassenraden, individuele leerlingenbegeleiding, oudercontacten, vergaderingen, projecten, voortdurende aanpassingen, ...**

**Deze aanzienlijke werkdruk gaat ook gepaard met een enorme mentale belasting, die wordt gedragen door een hoge eis: leerlingen laten slagen, hen zelfstandig en vrij maken, hen de middelen geven om het leven aan te kunnen.**

**Leraren zorgen voor de kwaliteit van het onderwijs en gelijkheid, zodat elke jongere een waardige toekomst kan opbouwen.**

**En terwijl de regering aan alle kanten perspectieven afsluit – meer ongelijkheid op school, minder kansen voor jongeren, bezuinigingen op openbare diensten, sociale uitsluiting – welk alternatief wordt er dan geboden? De militarisering van de jeugd.**

**Je hoeft maar de brief van Theo Francken te lezen om te begrijpen dat bij gebrek aan sociale en educatieve perspectieven het leger als oplossing wordt voorgesteld.**

**Dat is een bekentenis van politiek falen.**

**In deze context is de rol van de gemeenten meer dan ooit een democratische noodzaak.**

**Burgerinterpellaties zijn een legitiem instrument van verzet.**

**Achter boekhoudkundige discours en zogenaamde ‘saneringsmaatregelen’ gaan in werkelijkheid ideologische keuzes schuil die door de Arizona-regering worden gedragen: keuzes die de lokale openbare diensten verzwakken en daarmee onze lokale democratie ondermijnen. De gemeenten staan op de eerste lijn. Zij staan het dichtst bij de burgers, de gezinnen, de scholen en de leerkrachten.**

**Ons standpunt is duidelijk.**

**Onze gemeente zal zich blijven verzetten tegen deze poging om het onderwijs af te breken. Ze zal een plaats zijn van democratisch, sociaal en educatief verzet.**

**Samen met onze schepenen, in het bijzonder die bevoegd voor onderwijs, samen met het hele College zal onze gemeente een ambassadeur zijn in de strijd voor gratis, inclusief en emancipatorisch onderwijs.**

**In die geest dienen wij vandaag deze motie in, die later zal worden besproken: om leerkrachten te steunen en hun fundamentele rol in onze samenleving te bevestigen.**

**Want zij werken met het kostbaarste kapitaal dat er bestaat: de toekomst van de jeugd, de toekomst van onze kinderen en dus de toekomst van onze hele samenleving.**

**- Antwoord van mevrouw Aggujaro**

Dames en heren,

Dank voor deze interpellatie. Ze drukt een terechte bezorgdheid uit van ons allemaal, om de toekomst van ons onderwijs en onze kinderen. De belangrijkste vragen zijn gericht aan het College en ik zal aandachtig luisteren naar de antwoorden die worden gegeven over de concrete impact van deze hervormingen op de Vorstse gemeentescholen en over de geplande ondersteunende maatregelen.

Als logopediste die dagelijks werkt met kinderen met ernstige leermoeilijkheden, afkomstig uit alle milieus, ben ik uiterst begaan met de lopende hervormingen, maar ook met de algemene toestand van ons onderwijs in de Federatie Wallonië-Brussel.

Maar om een eerlijk debat te voeren, moeten we ook kijken naar de feiten. België investeert veel in onderwijs: zowat 6 % van het BBP, tegenover gemiddeld 4,7 % in de OESO. We investeren dus meer dan landen als Zwitserland, Estland of Ierland. Toch liggen de resultaten niet in dezelfde lijn. De FWB blijft een van de meest ongelijke schoolsystemen van Europa en de resultaten van de PISA-onderzoeken liggen in het lagere gemiddelde, ondanks de hoge investeringen.

Dit dwingt ons om duidelijk te stellen: het probleem is niet alleen een kwestie van middelen, maar ook van organisatie, efficiëntie en duurzaamheid van het systeem.

Tweede onontkoombare realiteit: vandaag wordt één op de vijf lerarenlonen op krediet betaald. Het budget van de FWB bedraagt ongeveer 15 miljard euro, tegenover 13,5 miljard aan inkomsten. Elk jaar gaat er bijna 350 miljoen euro alleen al op aan rente op de schuld – middelen die dus niet ten goede komen aan leerlingen, leerkrachten of schoolgebouwen.

Laten we ook niet vergeten dat de FWB geen fiscale bevoegdheden heeft en dus slechts op beperkte inkomsten kan rekenen als financiering.

Deze situatie is niet in enkele maanden ontstaan. Sinds 1993 en de creatie van de portefeuille 'begroting' is deze door zeven verschillende socialistische ministers bekleed. In bijna 30 jaar tijd had de PS hervormingen kunnen voorstellen en de toename van de schuld kunnen bestrijden. Dat hebben ze niet gedaan. Wie is verantwoordelijk? Dit soort benaderingen zijn vaak vruchteloos en weinig constructief. Maar we moeten toch eerlijk zijn en dit langdurige gebrek aan actie erkennen – hier en op andere beleidsniveaus – dat nu weegt op de beslissingen van het huidige bestuur.

We weigeren de situatie te laten verslechteren en het probleem door te schuiven naar toekomstige generaties, die dan met nog pijnlijkere keuzes geconfronteerd zouden worden. Het dwingt ons collectief om ons fundamentele vragen te stellen.

Zijn de oplossingen die de huidige regering voorstelt, perfect? Nee.

Is *status quo* een optie? Absoluut niet, we weigeren niets te doen, want dat heeft onvermijdelijk gevolgen.

Bestaat er een wonderoplossing die iedereen tevreden stelt? Zeker niet.

Wat het gratis onderwijs betreft, ligt de oplossing bij de lokale overheden, waaronder de gemeente zelf, zoals vermeld in punt 8 van de motie, waarin zij wordt opgeroepen om de inspanningen op het vlak van kosteloos onderwijs uit eigen middelen voort te zetten, om de sociale impact van deze vermindering zoveel mogelijk te compenseren, in het bijzonder voor de meest kwetsbare gezinnen. Gratis maaltijden blijven mogelijk, met meer autonomie voor de instellingen om in te spelen op de lokale realiteit.

Ten slotte moet op gemeentelijk niveau ook duidelijk worden gezegd dat gemeenten

beleidskeuzes maken. De manier waarop een meerderheid beslist haar budget toe te wijzen, valt ook onder haar eigen verantwoordelijkheid. Wij vinden het essentieel dat het gemeentelijk onderwijs en onze jeugd krachtig worden ondersteund.

Ik denk dat we hier allemaal dezelfde ambitie delen: openbaar, inclusief, emancipatorisch en kwalitatief hoogstaand onderwijs. Maar deze ambitie kan op lange termijn niet worden gerealiseerd zonder een goed beheer van de financiën, anders zullen net de meest kwetsbare kinderen en de professionals die hen begeleiden, de prijs betalen.

Financiële verantwoordelijkheid en sociale rechtvaardigheid staan niet tegenover elkaar: ze moeten hand in hand gaan. Als het ene faalt, zal het andere onvermijdelijk ook falen.

Ik dank u voor uw aandacht.

#### - Antwoord van de heer Peycker

Bedankt. Bedankt aan de burgers en aan de leerkrachten.

Als we het over school hebben, hebben we het over iets gevoeligs: de toekomst van kinderen, het vertrouwen van gezinnen en de werkomstandigheden van wie dagelijks lesgeeft.

Deze interpellatie is rustig van vorm, maar drukt een grote bezorgdheid uit: we hebben het gevoel dat we het onderwijs verzwakken op een moment dat het al onder druk staat door een tekort aan leerkrachten, hoge werkdruk, verouderde gebouwen en leerlingen met een moeilijke sociale achtergrond. Laten we eerlijk zijn, deze situatie dateert niet van 9 juni 2024.

We willen de zaken duidelijk stellen. We zijn gemeenteraadsleden in de oppositie in Vorst, maar we vertegenwoordigen ook een van de bewegingen die deze hervormingen op het niveau van de Federatie Wallonië-Brussel draagt. Ik ga dus niet doen alsof jullie angsten overdreven zijn.

Wij begrijpen het. En wij nemen het ernstig.

Eerst, heel concreet: de timing.

Wanneer hebt u uw interpellatie ingediend? Ik vraag dit omdat wij, de oppositiepartijen, er pas gisterenmiddag kennis van hebben genomen. Dat laat ons erg weinig tijd om u met de nodige ernst te antwoorden. En dat is voor niemand goed. Noch voor de burgers, noch voor het democratische debat, noch voor de kwaliteit van de antwoorden. Ik verzoek het College dan ook om de procedure te verduidelijken en ervoor te zorgen dat de informatie in de toekomst zo wordt doorgegeven dat echt politiek werk en een echt democratisch debat mogelijk zijn.

Tweede punt: we kunnen u twee dingen verzekeren. Uw interpellatie werd doorgegeven aan de bevoegde personen binnen onze beweging.

En onze afgevaardigden in de FWB hebben gisterochtend overlegd met een vakbondsdelegatie. Wij zien dit als een nuttig signaal: als we willen hervormen, moeten we dat doen samen met degenen die het onderwijs verzorgen, niet tegen hen.

Inhoudelijk wil ik een aantal zaken verduidelijken, zonder de aandacht af te leiden.

- Wat betreft de kosteloosheid: nee, de verplichting om te streven naar gratis onderwijs verdwijnt niet. Maar ja, het risico zit hem in de uitvoering. Het risico is dat de administratieve druk in de praktijk op de scholen terechtkomt. En dat moeten we voorkomen.
- Wat betreft de maaltijden: het is de bedoeling om af te stappen van een log en ongelijk

systeem en over te stappen op een meer structureel mechanisme, gericht op de scholen die dit het meest nodig hebben.

En hier voegen we het punt toe van de toename van het aantal lesuren. Ik ga niet doen alsof “2 uur meer” een detail is. In een beroep waar elk lesuur voorbereiding, verbeterwerk, vergaderingen en follow-up van leerlingen en ouders met zich meebrengt.

De regering legt uit dat men voor een deel van het secundair onderwijs terugkeert naar een norm van 22 lesuren en dat er aanpassingen mogelijk zijn voor bepaalde doelgroepen, meer bepaald nieuwe leerkrachten en leerkrachten aan het einde van hun loopbaan.

En nu komen we bij de vraag die ons naar Vorst brengt: wat doen wij hier, op ons niveau? We vragen het College twee zeer concrete zaken:

1. een inventaris per school van de verwachte impact van deze hervormingen
2. en een transparante, regelmatige follow-up, die wordt gedeeld met de Raad.

Van onze kant verbinden wij ons ertoe om uw bezorgdheden te blijven doorgeven aan de Federatie.

Ik sluit af met een historische terugblik, zonder nostalgie, echt niet. Over enkele maanden herdenken we de 30e verjaardag van het decreet-Onkelinx en de grote mobilisaties van 1995-1996: 5 maanden staking, 27 demonstraties, 3.000 leraren op straat, een blijvende breuk tussen het onderwijs en de politiek. Socialistische ministers gingen zelfs zo ver dat ze leraars 'egoïsten' noemden. Ik ben niet degene die dit schrijft, maar collega Raoul Hedebouw.

Ik hoop dat het niet zo ver komt. We hebben een school nodig die emancipatie bevordert. Daarvoor hebben we leraars nodig die gerespecteerd worden en naar wie geluisterd wordt.

Dank u.

#### - Antwoord van mevrouw Michez

Ik benadruk dat ik deze vraag niet ontvangen heb en het dus betreurt dat ik de kans niet kreeg om een antwoord voor te bereiden. Maar ik wil wel zeggen dat een staat die weigert onderwijs te financieren, een staat is die weigert de toekomst van het land te financieren.

#### - Antwoord van mevrouw PÈRE

Beste Vorstenaren,

Bedankt voor uw interpellatie, die volkomen terecht is. Net als u delen wij uw bezorgdheid over de maatregelen die de Federatie Wallonië-Brussel heeft genomen met betrekking tot het onderwijs.

Vanavond deelt u uw ongerustheid met ons en wij waarderen uw engagement en uw wil om de kwaliteit van het onderwijs te vrijwaren, ongeacht het netwerk.

Wij hopen dat uw interventie zal leiden tot een bewustwording van de impact van de bezuinigingen die vandaag worden besproken, bij elk gemeenteraadslid. We moeten hier ons geweten onderzoeken met betrekking tot het onderwijs, want het is een ernstig moment.

Het College beschouwt onderwijs als een essentieel gemeenschappelijk goed. Dat is trouwens het eerste punt van onze algemene beleidsverklaring. Wij zijn immers van mening dat

**onderwijs een pijler is van de persoonlijke ontwikkeling van onze kinderen en een fundament voor onze samenleving.**

**De school is een plek van leren, sociaal contact en emancipatie, die iedereen in staat moet stellen een verantwoordelijke burger te worden, zijn stem te vinden en een verrijkend leven te leiden.**

**Als mandatarissen willen wij onze steun betuigen aan al het schoolpersoneel: het logistieke en administratieve personeel, de opvangmedewerkers, de opvoeders, de leerkrachten en de directies. Zij moeten absoluut gesteund, gewaardeerd en naar hun juiste waarde gefinancierd worden. Wij weten hoe uitdagend uw beroep al is, gelet op de soms moeilijke werkomstandigheden.**

**In deze context is de aanval van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel op de sector moeilijk te begrijpen, verontwaardigend en onaanvaardbaar.**

**U hebt ons gevraagd wat de gevolgen van deze financiële knip zullen zijn.**

**Jammer genoeg zullen de aangekondigde bezuinigingen rechtstreeks gevolgen hebben voor de Vorstse gemeentescholen, aangezien ik schepen van de gemeentescholen ben en dus geen bevoegdheid heb voor de andere scholen, maar ik neem aan dat zij op dezelfde manier zullen worden getroffen. Maar deze bezuinigingen treffen in de eerste plaats de leerlingen. We kunnen met name noemen:**

**1. De vermindering van de financiering van gratis maaltijden.**

**Het zal nu nog moeilijker worden om gratis maaltijden te krijgen voor de meest kansarme scholen. We zullen de impact van deze maatregelen vanaf 2026 in onze gemeentescholen voelen. We hebben echter besloten een analyse te starten om de meest kwetsbare leerlingen te bereiken. Het is niet de taak van de directie om sociaal onderzoek te doen, maar het is extra werk voor de gemeentelijke administratieve diensten.**

**2. De vermindering van de subsidies voor de financiering van gratis schoolmateriaal. De administratie strijdt om deze gratis behoeftes te behouden.**

**3. Stopzetting van de gratis inschrijving van 5- tot 12-jarigen in de academies: Dat is een schandaal: het is de eerste plek waar alle kinderen, ongeacht hun sociale achtergrond, kennis kunnen maken met cultuur.**

**4. De bevrozing van de dotaties voor scholen en de daling van de investeringen in infrastructuur. Sinds de vorige bestuursperiode wachten we op antwoorden over twee renovatieprojecten, maar we hebben nog steeds niets gehoord. De gemeente heeft niet de middelen om op eigen kracht te renoveren.**

**In Vorst willen we kwaliteitsvol onderwijs dat voor iedereen toegankelijk is. En ondanks de krappe begrotingscontext waarin we ons bevinden, werken we eraan om de verworvenheden van de afgelopen jaren te behouden.**

**We hebben dus een manier van werken, in ieder geval ten dienste van het openbaar onderwijs, waarbij de administratieve en de pedagogische kant samenwerken. Dit biedt onze scholen een relevante en doordachte begeleiding die het mogelijk maakt om kwalitatief hoogstaand werk met de leerlingen te leveren. We moeten blijven middelen (niet alleen financieel, maar ook menselijk) beschikbaar stellen om een klimaat te behouden dat gunstig is voor het welzijn en**

degelijk werk.

Om deze samenwerking te versterken, hebben we zes jaar geleden een pedagogisch coördinatrice aangesteld, die gedeeltelijk door de Federatie wordt betaald. Zij ziet er dagelijks op toe dat ons pedagogisch programma, dat gericht is op inclusie en gelijke kansen, goed wordt toegepast. Zij kan indien nodig speciale begeleiding voorstellen voor leerlingen en gezinnen in moeilijkheden. Voortaan zal deze coördinatrice uit eigen middelen door de administratie worden betaald.

Deze opvolging wordt ondersteund door de eerstelijnsdiensten: SPSE/GBS, PMS-centra, Schoolafdruk, territoriale pool, ... Zij begeleiden en ondersteunen zo goed mogelijk gezinnen die specifieke hulp nodig hebben.

Ter verduidelijking: ook de PMS-centra zullen worden hervormd, maar tot op heden ligt er nog geen tekst op tafel en weten we niet wat de toekomst zal brengen.

Onze mobilisatie blijft niet beperkt tot het lokale niveau. Vanaf het begin hebben we onze fracties in het Parlement van de FWB regelmatig geïnformeerd over de realiteit waarmee u op het terrein te maken hebt. Zij betwisten en vechten de bezuinigingsmaatregelen aan in elke besluitvormingsruimte.

Er zal een motie worden ingediend die de volledige steun van het College geniet. Deze motie zal worden doorgegeven aan onze fracties om ze te helpen bij hun denkoefening en acties.

Ik dank u voor uw aandacht en verontschuldig mij voor de emotie, maar dit is een onderwerp dat mij na aan het hart ligt.

#### **- Repliek van een burger**

Ik bedank de schepen en ben gerustgesteld door het voorgestelde kader, ondanks de financiële moeilijkheden van de gemeente. Het is een zeer sterk engagement.

Er zijn echter enkele elementen die mij storen:

**Probleem qua efficiëntie en organisatie, terwijl de leerlingen in Vlaanderen meer financiering krijgen dan de Franstaligen.**

**Het gebrek aan initiatief van verschillende socialistische ministers in 1996, terwijl hun acties ook gericht waren op het bestrijden van de schuld, dus hetzelfde als nu.**

**Het onderwijs is ook niet de enige plek waar geld te vinden is. Hoe gaat u de contracten voor onbepaalde duur financieren? Hoe zit het met de stopzetting van het gemeenschappelijk kerncurriculum en het werk van de afgelopen jaren? Hoe zit het met deze investering?**

**Ik dank Les Engagés voor het doorgeven van deze interpellatie aan hun parlementsleden.**

*5 annexes / 5 bijlagen*

## **Ordre Public - Openbare Orde**

### **2 Ordre public – Police administrative – Ordonnance de police – Confirmation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier les articles 133, alinéa 2, 134, §1er et 135, §2 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 25 novembre 2025 relative au renforcement des mesures de sécurité à l'occasion des rencontres de football USG/U19 – Marseille/U19 (Youth League) et RUSG – Olympic de Marseille (Champions League) du 9 décembre 2025, organisées sur les territoires des communes de Forest et d'Anderlecht, pour des raisons d'ordre public ;

Considérant qu'en date du 17 novembre 2025, les services de la zone de police locale 5341 ont signalé aux autorités administratives que la rencontre de Champions League précitée présente un caractère à haut risque ; qu'il ressort de cette analyse l'existence de risques sérieux de confrontation entre groupes de supporters appartenant notamment aux ultras de l'Olympique de Marseille et du RSC Anderlecht, ainsi qu'une animosité manifeste entre ceux-ci ;

Que selon l'analyse des services de police précitée, il est à craindre la présence d'individus ou groupes d'individus issus du noyau dur d'ultras ; que les abords du stade Joseph Marien pourrait être le théâtre de confrontations entre groupes hostiles engendrant notamment des dégradations aux biens privés et publics ;

Considérant que le stade Joseph Marien, ainsi que les infrastructures situées à ses abords, en tant que lieux de rassemblement de supporters du RUSG, sont susceptibles d'être pris pour cible ; que la sécurité publique est compromise ;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ; Qu'à c'est égard, il convient de confirmer l'ordonnance du 24 octobre 2025 en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 25 novembre 2025 relative au renforcement des mesures de sécurité à l'occasion des rencontres de football RUSG/U19 – Marseille/U19 (Youth League) et RUSG – Olympic de Marseille (Champions League) du 9 décembre 2025, organisées sur les territoires des communes de Forest et d'Anderlecht, pour des raisons d'ordre public.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Openbare orde – Bestuurlijke politiek – Politieverordening – Bekrachtiging.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 133, 2e lid, 134 §1 en 135 §2;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 25 november 2025 betreffende de

versterking van de veiligheidsmaatregelen naar aanleiding van de voetbalwedstrijden USG/U19 – Marseille/U19 (Youth League) en RUSG – Olympic de Marseille (Champions League) op 9 december 2025, georganiseerd op het grondgebied van de gemeenten Vorst en Anderlecht, om redenen van openbare orde;

Overwegende dat op 17 november 2025 de diensten van de lokale politiezone 5341 aan de administratieve autoriteiten hebben gemeld dat de bovengenoemde Champions League-wedstrijd een hoog risico inhoudt; dat uit deze analyse blijkt dat er ernstige risico's bestaan op confrontaties tussen groepen supporters, met name de ultra's van Olympique Marseille en RSC Anderlecht, en dat er sprake is van openlijke vijandigheid tussen beide groepen;

Dat volgens de bovengenoemde analyse van de politiediensten gevreesd moet worden dat er individuen of groepen individuen aanwezig zullen zijn die tot de harde kern van de ultra's behoren; dat de omgeving van het Joseph Marienstadion het toneel zou kunnen vormen van confrontaties tussen vijandige groepen, met name met vernielingen aan privé- en openbare eigendommen tot gevolg;

Overwegende dat het Joseph Marienstadion en de infrastructuur in de omgeving ervan, als verzamelplaatsen voor supporters van RUSG, het doelwit kunnen worden; dat de openbare veiligheid in het gedrang komt;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de Burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenshoring, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd"; Dat in dit verband de verordening van 24 oktober 2025 moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

## BESLIST

De politieverordening van de Burgemeester van 25 november 2025 te bekrachtigen, betreffende de versterking van de veiligheidsmaatregelen naar aanleiding van de voetbalwedstrijden USG/U19 – Marseille/U19 (Youth League) en RUSG – Olympic de Marseille (Champions League) op 9 december 2025, georganiseerd op het grondgebied van de gemeenten Vorst en Anderlecht, om redenen van openbare orde.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

### 3 **Ordre public – Mission d'expertise en stabilité en urgence – Admission de la dépense – Revu.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 135, §2, 249, §1 alinéa 2 et 255-12° ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 17 juillet 2025 portant sur l'admission d'une dépense relative à mission d'expertise en stabilité en urgence survenue le 2 juillet 2025 et son revu approuvé en sa séance du 8 octobre 2025, jointes en annexe du dossier;

Considérant que l'article 249, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale prévoit que « [...] Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège des bourgmestre et échevins peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au conseil communal, qui délibère s'il admet ou non la dépense [...] » ;

Considérant que pour des raisons techniques, les deux décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins n'ont jamais pu être routées vers les séances du Conseil communal ; Que l'admission de la dépense par le Conseil est nécessaire pour honorer la facture en souffrance depuis le 28 août 2025

DECIDE :

D'approuver le paiement urgent de cette dépense d'un montant de 907,50 € par le crédit qui sera inscrit à l'article 138/122-02/71 du service ordinaire du budget 2025 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Openbare orde – Missie voor deskundigen inzake noodstabiliteit – Instemming met de uitgave – Herziening.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 135, §2, 249, §1, tweede lid en 255-12°;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 17 juli 2025 betreffende de instemming met een uitgave met betrekking tot de dringende expertiseopdracht inzake stabiliteit op 2 juli 2025 en de herziening ervan, goedgekeurd in zitting van 8 oktober 2025, als bijlage bij het dossier;

Overwegende dat artikel 249, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet het volgende bepaalt: "[...] Wanneer het geringste uitstel onbetwistbaar schade zou veroorzaken, kan het college van burgemeester en schepenen onder eigen verantwoordelijkheid in de uitgave voorzien, onder verplichting om zonder verwijl daarvan kennis te geven aan de gemeenteraad, die besluit of hij met die uitgave al dan niet instemt [...]";

Overwegende dat om technische redenen de twee beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen nooit naar de zittingen van de Gemeenteraad konden worden doorgestuurd; Dat de instemming met de uitgave door de Raad noodzakelijk is om de sinds 28 augustus 2025 openstaande factuur te betalen

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de dringende betaling van deze uitgave ten bedrage van 907,50 euro via het krediet opgenomen in artikel 138/122-02/71 van de gewone dienst van de begroting 2025 bij de volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

## RECEVEUR - ONTVANGER

### Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

#### 4 Tutelle CPAS – Budget CPAS 2025 – Modification budgétaire n°1 - Tutelle générale.

LE CONSEIL,

Vu les articles article 26 bis § 1<sup>er</sup> 3° et 112 § 1<sup>er</sup> de la Loi organique du 8 juillet 1976 relative aux Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 13 novembre 2025, adoptant la modification n°1 du budget 2025 du CPAS ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 13 novembre 2025, arrêtant la modification n°1 du budget 2025 est parvenue à l'administration communale de Forest le 18 novembre 2025;

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'impact négatif sur la dotation communale 2025 au CPAS ;

Considérant que ces variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe

DECIDE :

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 13 novembre 2025 adoptant la modification budgétaire n°1 du budget 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 22 votes positifs, 12 votes négatifs, 1 abstention.

*Non : Marc Loewenstein, Mariam El Hamidine, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.*

*Abstention : Sophie Michez.*

---

#### **Toezicht OCMW – Begroting OCMW 2025 – Begrotingswijziging nr. 1 - Algemeen toezicht.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 26 bis, §1, 3° en artikel 112 §1 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 13 november 2025 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van de begroting 2025 van het OCMW;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 13 november 2025 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van de begroting 2025 het gemeentebestuur van Vorst bereikte op 18 november 2025;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en de afwezigheid van negatieve impact op de gemeentedotatie 2025 aan het OCMW;

Overwegende dat deze aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de OCMW-raad van 13 november 2025 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 22 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen, 1 onthouding.

*Nee : Marc Loewenstein, Mariam El Hamidine, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.*

*Onthouding : Sophie Michez.*

5 annexes / 5 bijlagen

---

## Recette - Ontvangsten

### 5 Finances – Receveur – Comptes annuels pour l'exercice 2024.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 18 septembre 2025 arrêtant la liste des crédits et engagements à reporter vers l'exercice 2025 ;

Vu que le tableau de synthèse du compte budgétaire 2024 se présente comme suit :

	Ordinaire	Extraordinaire	Total Général
Droits constatés	152.935.902,32	92.099.247,73	245.035.150,05
- Non-Valeurs	47.196,79	0,00	47.196,79
= Droits constatés net	152.888.705,53	92.099.247,73	244.987.953,26
- Engagements	146.639.189,22	90.210.682,53	236.849.871,75
= Résultat budgétaire de l'exercice	6.249.516,31	1.888.565,20	8.138.081,51
Droits constatés	152.935.902,32	92.099.247,73	245.035.150,05
- Non-Valeurs	47.196,79	0,00	47.196,79
= Droits constatés net	152.888.705,53	92.099.247,73	244.987.953,26
- Imputations	143.028.702,25	16.275.365,33	159.304.067,58
= Résultat comptable de l'exercice	9.860.003,28	75.823.882,40	85.683.885,68
Engagements	146.639.189,22	90.210.682,53	236.849.871,75
- Imputations	143.028.702,25	16.275.365,33	159.304.067,58
= Engagements à reporter de l'exercice	3.610.486,97	73.935.317,20	77.545.804,17

DECIDE :

D'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2024, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31 décembre 2024 ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

## Financiën – Ontvanger – Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op artikel 96 en 240 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 72 tot 79 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 september 2025, waarbij de lijst van de over te dragen kredieten en vastleggingen naar het dienstjaar 2025 wordt afgesloten;

Gelet op de hieronder samenvattende tabel van de rekening 2024:

	Gewone	Buitengewone	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten	152.935.902,3 2	92.099.247,73	245.035.150,05
- Onwaarden	47.196,79	0,00	47.196,79
= Nettovastgestelde rechten	152.888.705,5 3	92.099.247,73	244.987.953,26
- Vastleggingen	146.639.189,2 2	90.210.682,53	236.849.871,75
= Budgettair resultaat van het dienstjaar	6.249.516,31	1.888.565,20	8.138.081,51
Vastgestelde rechten	152.935.902,3 2	92.099.247,73	245.035.150,05
- Onwaarden	47.196,79	0,00	47.196,79
= Nettovastgestelde rechten	152.888.705,5 3	92.099.247,73	244.987.953,26
- Boekhoudkundige aanrekeningen	143.028.702,2 5	16.275.365,33	159.304.067,58
= Boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar	9.860.003,28	75.823.882,40	85.683.885,68
Vastleggingen	146.639.189,2 2	90.210.682,53	236.849.871,75
- Boekhoudkundige aanrekeningen	143.028.702,2 5	16.275.365,33	159.304.067,58
= Over te dragen vastleggingen van het dienstjaar	3.610.486,97	73.935.317,20	77.545.804,17

BESLIST:

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2024 voorlopig af te sluiten, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans per 31 december 2024, alsook de toelichtingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**- Intervention M. Loewenstein**

**L'examen des comptes est toujours un moment important dans la vie démocratique d'une commune. C'est le moment où l'on confronte ce qui a été annoncé... avec ce qui a été réellement réalisé. Et dans le cas des comptes 2024, le décalage est particulièrement marquant.**

**Je vais aller droit au but : les comptes que nous examinons aujourd'hui sont très éloignés du budget initial que vous avez soumis au Conseil.**

**Vous aviez prévu au budget initial 2024 un déficit de plus de 2,2 M° €.**

**Le compte 2024 affiche finalement un boni de 6,4 M° €.**

**Un écart de plus de 8,6 millions € sur des totaux autour de 140 millions€.**

**C'est considérable. Et cela interroge — non pas sur la comptabilité, qui est correcte, merci aux services des finances pour cela — mais sur la fiabilité des prévisions budgétaires, sur leur sincérité, et sur la capacité réelle de cette majorité – ou plutôt de l'ancienne majorité pour ce qui concerne cet exercice budgétaire 2024 (on jugera la nouvelle majorité lors du compte 2025) – , capacité réelle donc à piloter ses finances et à mettre en œuvre ses priorités.**

**Les RECETTES ordinaires dépassent le budget initial de 4,5 millions €.**

- **Les prestations, par exemple, augmentent de 36 % par rapport aux prévisions.**
- **Le seul poste du stationnement rapporte plus de 2 millions d'euros de plus que ce que vous aviez budgété.**
- **Les droits de passage, certaines interventions scolaires ou extrascolaires, et même certaines ristournes financières suivent la même logique.**

**Les DÉPENSES sont quant à elles inférieures à ce qui était prévu : 4 millions en dessous du budget :**

- **Les dépenses de personnel sont inférieures de 2 millions aux prévisions : -1,5 millions pour les dépenses de personnel administratif, technique et ouvrier, -500.000 pour les dépenses de personnel enseignant. Par contre, +50K€ pour le personnel des cabinets des membres du Collège où l'augmentation reste continue : 567K au budget, 620K au compte.**
- **Au niveau des dépenses de fonctionnement, 1,3 million non consommé.**
- **Et les dépenses de dette, malgré l'inflation et la hausse des taux, sont inférieures aux prévisions.**

**Au niveau du service extraordinaire, le budget modifié 2024 prévoyait 36M° d'investissements et le compte n'enregistre « que » 22M°, soit un taux d'exécution de 68%.**

**S'agissant d'investissements, les conséquences sont concrètes pour les habitants. Je vous ai interrogé hier sur les projets prévus en 2024 mais finalement non-exécutés. Je remercie les services pour leur réaction et les précisions apportées. Il s'agit donc de report au niveau des contrats de quartier, des voiries, des écoles ou encore du centre sportif du Bempt.**

**Quant à ce BONI de 6,4 € millions, même s'il faut saluer le travail réalisé par les services sous l'œil attentif de l'inspecteur régional, il est important de préciser ici qu'il n'est pas le signe d'un redressement structurel.**

**Ce boni repose :**

- **sur des recettes imprévisibles ou mal prévues,**
- **sur des dépenses non exécutées,**
- **sur des investissements reportés,**
- **et sur des mécanismes financiers exceptionnels.**

**Ce n'est pas un boni « de gestion ». C'est un boni « d'inexécution ».**

**Autant la majorité se réjouira de ce compte et dira qu'elle a fait le job, qu'elle a travaillé sérieusement, autant l'opposition restera prudente et plus lucide car consciente de ce qui se cache derrière et inquiète de ce que le compte 2025 nous réservera.**

**Pour conclure, ce compte est certes une bonne nouvelle comptable, mais notre préoccupation reste que cela se concrétise par une amélioration de la qualité de vie des habitants, de l'attractivité, de la vitalité économique et commerciale de notre commune, de l'amélioration de l'espace public en tenant compte des besoins de chacun et de tous les quartiers. Et sur ces points, nous ne sommes malheureusement pas encore rassurés.**

**Je vous remercie pour votre attention.**

**- Réplique M. Sapens**

**La situation de l'exercice propre provient du bénéfice d'un subside supplémentaire de la Région et la prévision des mises en non-valeur.**

**Par rapport au budget de base établi dans une année électorale, il avait été décidé , en matière de personnel, d'appliquer un moratoire pour laisser à la nouvelle législature des possibilités d'engagement et de réaffirmation des priorités politiques. Ce qui s'appelle simplement de la bonne gestion.**

**En ce qui concerne le fonctionnement, il est toujours préférable de prévoir plus en dépenses et avoir des réserves pour les éventuelles mauvaises nouvelles.**

Les cabinets n'ont pas changé d'effectif depuis 2020 mais lorsque des contrats se finissent, il faut payer certaines indemnités. Chaque échevin a droit à un mi-temps et celui-ci est mutualisé par groupe. Quant au Bourgmestre, il a droit à un chef de cabinet, deux conseillers et un secrétariat. Par rapport, à la plupart des autres administrations communales, Forest a moins de personnel au niveau des cabinets.

Pour le budget 2025, on prévoit également une plus grande mise en provision (1M), car les recettes de stationnement ne sont plus calculées comme des droits perçus mais des droits constatés. Donc la différence entre les amendes mises et l'argent effectivement perçu, donne des mises en non-valeur plus importantes.

En expliquant tout cela, on peut constater que la majorité précédente avait déjà accompli un sérieux travail.

Par rapport à l'extraordinaire, pour les contrats de quartier, l'Administration est obligée de prévoir la dépense pour les projets subsidiés. Or dans une année électorale, des modifications budgétaires sont rarement faites et certainement pas dans la période de transition. Evidemment, tous les projets ne peuvent pas toujours suivre les prévisions et donc l'argent n'est pas toujours dépensé. C'est donc tout simplement de la bonne gestion.

#### - Tussenkoms van de heer Loewenstein

De controle van de rekeningen is altijd een belangrijk moment in het democratisch leven van een gemeente. Het is het moment waarop we wat is aangekondigd vergelijken... met wat er daadwerkelijk is gerealiseerd. En in het geval van de rekeningen voor 2024 is het verschil bijzonder opvallend.

Ik zal er geen doekjes om winden: de rekeningen die we vandaag bekijken, wijken sterk af van de oorspronkelijke begroting die u aan de Raad heeft voorgelegd.

In de oorspronkelijke begroting voor 2024 had u een tekort van meer dan 2,2 miljoen euro voorzien.

De rekening voor 2024 vertoont uiteindelijk een overschot van 6,4 miljoen euro.

Een verschil van meer dan 8,6 miljoen euro op een totaalbedrag van ongeveer 140 miljoen euro.

Dat is heel wat. En dat roept vragen op, niet over de boekhouding, die correct is, met dank aan de financiële diensten, maar over de betrouwbaarheid van de begrotingsramingen, over hun juistheid en over het werkelijke vermogen van deze meerderheid, of liever gezegd van de vorige meerderheid wat betreft dit begrotingsjaar 2024 (de nieuwe meerderheid zal worden beoordeeld bij de rekening voor 2025), dus het werkelijke vermogen om haar financiën te beheren en haar prioriteiten uit te voeren.

**De gewone INKOMSTEN overschrijden de oorspronkelijke begroting met 4,5 miljoen euro.**

- **De prestaties stijgen bijvoorbeeld met 36% ten opzichte van de ramingen.**
- **Alleen al de parkeergeleden leveren meer dan 2 miljoen euro meer op dan u had begroot.**
- **De doorgangsrechten, sommige school- of buitenschoolse activiteiten en zelfs een aantal financiële kortingen volgen dezelfde logica.**

**De UITGAVEN liggen daarentegen onder wat verwacht werd: 4 miljoen onder het budget:**

- **De personeelsuitgaven liggen 2 miljoen onder de verwachtingen: -1,5 miljoen voor de uitgaven voor administratief, technisch en arbeiderspersoneel, -500.000 voor de uitgaven voor onderwijzend personeel. Daarentegen +50.000 euro voor het personeel van de kabinetten van de leden van het College, waar de stijging aanhoudt: 567.000 euro op de begroting, 620.000 euro op de rekening.**
- **Wat de werkingsuitgaven betreft, is er 1,3 miljoen niet besteed.**
- **En ondanks de inflatie en de stijging van de rente liggen de schulduitgaven onder de verwachtingen.**

**Wat de buitengewone dienst betreft, voorzag de gewijzigde begroting voor 2024 in 36 miljoen euro aan investeringen, terwijl de rekening 'slechts' 22 miljoen euro laat zien, wat neerkomt op een uitvoeringspercentage van 68%.**

**Wat de investeringen betreft, zijn de gevolgen voor de inwoners concreet. Ik heb u gisteren gevraagd naar de projecten die voor 2024 gepland waren, maar uiteindelijk niet zijn uitgevoerd. Ik dank de diensten voor hun reactie en de verduidelijkingen. Het gaat dus om uitstel wat betreft de wijkcontracten, wegen, scholen en het sportcentrum van de Bempt.**

**Hoewel het werk onder het waakzame oog van de gewestelijke inspecteur toe te juichen valt, is het wat dit OVERSCHOT van 6,4 miljoen euro betreft belangrijk om hier te vermelden dat dit geen teken is van een structureel herstel.**

**Dit overschot is gebaseerd op:**

- **onvoorziene of slecht geplande inkomsten,**
- **niet-uitgevoerde uitgaven,**
- **uitgestelde investeringen,**
- **en uitzonderlijke financiële mechanismen.**

**Het is geen overschot 'door beheer'. Het is een overschot 'door niet-uitvoering'.**

**Hoewel de meerderheid zich over deze rekening zal verheugen en zal zeggen dat ze de klus geklaard heeft en hard heeft gewerkt, blijft de oppositie voorzichtig en alerter, omdat ze zich bewust is van wat erachter schuilgaat en zich zorgen maakt over wat de rekening van 2025 ons zal brengen.**

**Kortom, deze rekening is zeker goed nieuws op boekhoudkundig vlak, maar onze bekommernis blijft dat dit zich vertaalt in een verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners, de aantrekkelijkheid, de economische en commerciële vitaliteit van onze gemeente en de verbetering van de openbare ruimte, rekening houdend met de behoeften van iedereen en van alle wijken. En met betrekking tot deze punten zijn we helaas nog niet gerustgesteld.**

**Ik dank u voor uw aandacht.**

**- Repliek van de heer Spapens**

**De situatie van het eigen boekjaar is het gevolg van een extra subsidie van het Gewest en de verwachte onwaarden.**

**In vergelijking met de basisbegroting die in een verkiezingsjaar werd opgesteld, werd besloten om op het vlak van personeel een moratorium in te stellen om in de nieuwe bestuursperiode de mogelijkheid te geven aanwervingen te doen en de politieke prioriteiten te herbevestigen. Dat is gewoon goed beheer.**

**Wat de werking betreft, is het altijd beter om meer uitgaven te voorzien en reserves aan te leggen voor eventueel slecht nieuws.**

**Het personeelsbestand van de kabinetten is sinds 2020 niet veranderd, maar wanneer contracten aflopen, moeten bepaalde vergoedingen worden betaald. Elke schepen heeft recht op een halftijdse kracht, die per fractie wordt gedeeld. De burgemeester heeft recht op een kabinetschef, twee adviseurs en een secretariaat. In vergelijking met de meeste andere gemeentebesturen heeft Vorst minder personeel in dienst op kabinetniveau.**

**Voor de begroting van 2025 wordt ook een grotere voorziening (1 miljoen) verwacht, omdat de parkeerinkomsten niet langer worden berekend als geïnde rechten, maar als vastgestelde rechten. Het verschil tussen de opgelegde boetes en het daadwerkelijk geïnde geld leidt dus tot grotere onwaarden.**

**Uit deze uitleg blijkt dat de vorige meerderheid al prima werk heeft verricht.**

**Wat de buitengewone dienst betreft, is de administratie verplicht om de uitgaven voor gesubsidieerde projecten te voorzien in het kader van de wijkcontracten. In een verkiezingsjaar worden echter zelden begrotingswijzigingen doorgevoerd, en zeker niet in de overgangperiode. Het is duidelijk dat niet alle projecten altijd volgens plan verlopen en dat het geld dus niet altijd**

**wordt uitgegeven. Het is dus gewoon een kwestie van goed beheer.**

8 annexes / 8 bijlagen

---

**6 Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 4<sup>e</sup> trimestre 2024 – Revu de la décision du Conseil communal du 28 octobre 2025.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil communal en date du 28 octobre 2025, approuvant le procès-verbal de vérification de la caisse communale du 4<sup>e</sup> trimestre 2024 ;

Considérant que, entre le 28 octobre et le 14 novembre 2025, les montants des classes 2 et 4 ont été modifiés à la suite des écritures de clôture de l'exercice 2024 ;

Vu que le compte 2024 a été rouvert puis reclôturé en date du 14 novembre 2025 ;

Attendu que les écritures nécessaires ont été passées en 2025 (cf. annexe), conformément à la demande de Monsieur l'Inspecteur ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le 31 décembre 2024.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	81.555,90 €
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	0,00 €
Carnet de compte (Belfius)	14.540.000,00 €
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	0,00 €
Compte à vue Pro (BNP Paribas Fortis)	17.340,87 €
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Compte 32D+Acompte (BNP Paribas Fortis)	999,15 €
Compte à vue (ING)	103.557,23 €
Compte d'épargne (ING)	251.518,99 €
Compte postchèque	0,00 €
Caisse centrale communale	23.514,73 €
Module de caisse	-265,00 €
Compte en agence (passeport-permis)	42.101,78 €
Compte en agence (population)	132.709,63 €
Compte en agence (etat-civil)	114.272,41 €
Compte en agence (irisbox)	40.440,52 €

<b>Total</b>
--------------

<b>15.347.746,21 €</b>
------------------------

L'avoir positif de 15.347.746,21 € a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 4<sup>e</sup> kwartaal 2024 – Herziening van de beslissing van de Gemeenteraad van 28 oktober 2025.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 oktober 2025 tot goedkeuring van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas van het 4e kwartaal 2024;

Overwegende dat tussen 28 oktober en 14 november 2025 de bedragen van klasse 2 en 4 zijn gewijzigd naar aanleiding van de afsluitboekingen van het boekjaar 2024;

Gelet op het feit dat de rekening 2024 heropend en vervolgens opnieuw afgesloten werd op 14 november 2025;

Overwegende dat de noodzakelijke boekingen in 2025 werden verricht (cf. bijlage), in overeenstemming met het verzoek van de Inspecteur;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van kasnazicht opgemaakt op 31 december 2024

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)
Rekeningboekje (Belfius)
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)
Spaarrekening Plus (BNP Paribas Fortis)
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)
Rekening 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)
Zichtrekening (ING)
Spaarrekening (ING)
Postchequerekening
Centrale Gemeentekassa
Kassamodule
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)
Rekening in agentschap (bevolking)
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)
Rekening in agentschap (Irisbox)
<b>Totaal</b>

Het positief vermogen van 15.347.746,21 € werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

**7 Finances – Recette – Marchés publics – Acquisition de deux coffres-forts – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information conseil.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234§3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passations et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant HTVA est inférieur à

30.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de deux coffres-forts pour le service de la Recette et le service de la Population.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 octobre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour l'objet "Acquisition de deux coffres-forts" en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé à 15.000 euros TVAC et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 104/744-51/22 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas seuil de 30.000 €),

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 octobre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de deux coffres-forts" en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé 15.000 euros, 21% TVAC et que les crédits permettant de financer la dépense sont inscrits à l'article budgétaire 104/744-51/22 ;

De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article budgétaire 104/744-51/22 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Ontvangsten – Overheidsopdrachten – Aankoop van twee kluizen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 30.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om twee kluizen aan te schaffen voor de dienst Ontvangsten en de dienst Bevolking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Aankoop van twee kluizen" als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 15.000 euro BTW inbegrepen, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in begrotingsartikel 104/744-51/22 van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025 (financiering door lening);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW bereikt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Aankoop van twee kluizen" als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 15.000 euro 21% BTW inbegrepen, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in begrotingsartikel 104/744-51/22;

Deze uitgave te financieren met het krediet ingeschreven op begrotingsartikel 104/744-51/22 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025 (gefinancierd door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

**FINANCES - FINANCIËN**

**Taxes - Belastingen**

8 **Finances - Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Règlement - Exercice 2026.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le conseil communal le 16 décembre 2024 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 7% le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 7% pour l'exercice d'imposition **2026**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 abstentions.

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.*

---

**Financiën - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Reglement - Dienstjaar 2026.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd

aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, goedgekeurd door de gemeenteraad op 16 december 2024;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST,

Het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te hernieuwen aan het ongewijzigde percentage van 7%;

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 7% voor het aanslagjaar **2026**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.*

#### **- Intervention M. Loewenstein**

**Comme chaque année, en l'absence de tax-shift suite à l'augmentation conséquente du PRI à 3990, nous nous abstenons sur ce point.**

**Nos additionnels à l'IPP, 7%, restent bien au-dessus de la moyenne régionale, environ 6,2%.  
Idem pour le PRI où la moyenne est tournée aujourd'hui autour de 3300. Forest est aujourd'hui, avec Jette et Ixelles, l'une des communes où les travailleurs et les propriétaires sont les plus taxés.**

**Nous continuons à regretter que la majorité ne mette pas en place les conditions pour maintenir la commune attractive.**

**Force est de constater, alors que la crise perdure, que les charges sont de plus en plus lourdes pour les citoyens sans pour autant bénéficier de services améliorés.**

**Nous entendons de plus en plus d'habitants qui partent ou souhaitent partir. Cela devrait vous interpeller, quelle que soit le profil des personnes concernées. Vous devez endiguer ce phénomène, mesurer les inquiétudes de certains de vos habitants afin de maintenir et assurer une réelle diversité de la population forestoise mais aussi, puisque l'on parle ici de finances et de budgets, que la capacité contributive ne réduise pas comme peau de chagrin.**

**- Réplique M. Spapens**

**Par rapport aux impôts locaux, nous nous efforçons à maintenir les impôts locaux stables. Mais c'est la situation financière actuelle de l'Administration, due à l'augmentation des charges par le gouvernement Arizona, qui est intenable. Donc il faut bien se rendre compte, que ce n'est pas un choix du Collège mais une imposition du gouvernement aux communes afin de continuer à pourvoir à ses obligations.**

**Que veut le gouvernement ? Que l'on arrête de soutenir le CPAS ? Que les gens se retrouvent à la rue ? Qu'on ne paie plus la police ? Donc, oui, les coûts augmentent, les taxes augmentent et les services diminuent... c'est une bombe sociale prête à exploser. Et qui crève derrière ? c'est notre personnel communal et les gens les plus précarisés.**

**Quant à l'attractivité de Forest, je suis heureux de pouvoir défendre notre attractivité : cette commune est superbe et dispose de nombreux atouts. Evidement que des gens veulent la quitter, chacun pour ses propres raisons... Mais certains chiffres montrent bien que notre population ne fait qu'augmenter. La Commune change, essaie d'être plus ouverte, développe des parcs de plus en plus vivant, des écoles attractives, des nouveaux espaces sportifs...**

**- Réplique M. Loewenstein**

**Mon intervention, c'est la même depuis des années. Cela fait des années qu'on plaide pour le tax-shift (réduction de l'IPP suite à une augmentation du PRI). Notre demande date de bien avant le gouvernement l'Arizona et l'impact de certaines de ses mesures sur les finances communales. Ce qu'on regrette, c'est que la majorité n'a pas fait le tax-shift, comme l'ont fait la Région avec le PS à la Ministre-Présidence, mais aussi beaucoup de communes bruxelloises, y compris avec des socialistes et écologistes aux commandes.**

**- Tussenkoms van de heer Loewenstein**

**Zoals elk jaar zullen we ons, bij gebrek aan een taxshift na de aanzienlijke verhoging van de OV tot 3990, op dit punt onthouden.**

**Onze aanvullende personenbelasting, 7%, blijft ruim boven het gewestelijk gemiddelde van ongeveer 6,2%. Hetzelfde geldt voor de OV, waar het gemiddelde vandaag rond de 3300 ligt. Vorst is vandaag, samen met Jette en Elsene, een van de gemeenten waar werknemers en eigenaars het zwaarst worden belast.**

**We blijven het betreuren dat de meerderheid niet de voorwaarden schept om de gemeente aantrekkelijk te houden.**

**We moeten vaststellen dat, terwijl de crisis voortduurt, de lasten voor de burgers steeds zwaarder worden, zonder dat ze daarvoor een betere dienstverlening krijgen.**

**We horen steeds vaker dat inwoners weggaan of willen weggaan. Dat zou u aan het denken moeten zetten, ongeacht het profiel van de betrokken personen. U moet dit fenomeen indammen en rekening houden met de bezorgdheid van sommige van uw inwoners om een echte diversiteit van de Vorstse bevolking te behouden en te waarborgen, maar ook, aangezien we het hier over financiën en begrotingen hebben, om te voorkomen dat de financiële draagkracht van de inwoners niet als sneeuw voor de zon verdwijnt.**

#### **- Repliek van de heer Spapens**

**Wat de gemeentelijke belastingen betreft, streven we ernaar om deze stabiel te houden. Maar de huidige financiële situatie van het bestuur, als gevolg van de stijging van de lasten opgelegd door de Arizona regering, is onhoudbaar. We moeten ons er dus bewust van zijn dat dit geen keuze is van het College, maar een belasting die de regering aan de gemeenten oplegt om aan haar verplichtingen te kunnen blijven voldoen.**

**Wat wil de regering? Dat we stoppen met het ondersteunen van het OCMW? Dat mensen op straat komen te staan? Dat we de politie niet meer betalen? Dus ja, de kosten stijgen, de belastingen stijgen en de dienstverlening neemt af... het is een sociale tijdbom die op ontploffen staat. En wie lijdt daaronder? Ons gemeentepersoneel en de meest kwetsbare mensen.**

**Wat de aantrekkelijkheid van Vorst betreft, ben ik blij dat ik onze aantrekkelijkheid kan verdedigen: deze gemeente is prachtig en heeft veel troeven. Natuurlijk willen sommige mensen weg, ieder om zijn eigen redenen... Maar bepaalde cijfers tonen duidelijk aan dat onze bevolking alleen maar toeneemt. De gemeente verandert, probeert opener te zijn, ontwikkelt steeds levendigere parken, aantrekkelijke scholen, nieuwe sportfaciliteiten, ...**

#### **- Repliek van de heer Loewenstein**

**Mijn standpunt is al jaren hetzelfde. We pleiten al jaren voor een taxshift (verlaging van de PB naar aanleiding van een verhoging van de OV). Onze vraag dateert van lang voor Arizona en de impact van sommige van zijn maatregelen op de gemeentefinanciën. Wat we betreuren, is dat**

**de meerderheid de taxshift niet heeft doorgevoerd, zoals het Gewest met de PS in het minister-presidentschap, maar ook veel Brusselse gemeenten, zelfs met socialisten en groenen aan het roer.**

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

**9 Finances - Taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Règlement - Exercice 2026.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier, voté par le conseil communal le 16 décembre 2024 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 3990 le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier :

Article 1 : Le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est fixé à 3990 pour l'exercice d'imposition **2026**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 votes négatifs.

*Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.*

---

**Financiën - Belasting betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing -**

## **Reglement - Dienstjaar 2026.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, gestemd door de gemeenteraad op 16 december 2024;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren

**BESLIST:**

Het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te hernieuwen aan de ongewijzigde aanslagvoet van 3990:

### Artikel 1:

De aanslagvoet van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing is vastgesteld op 3990 voor het aanslagjaar **2026**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

*Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.*

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **10 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2026 - Douzièmes provisoires.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2026, le budget communal pour l'exercice 2026 ne sera pas voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux

DECIDE :

D'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2026 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2026 - Voorlopige twaalfden.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2026 tegen 1 januari 2026 niet zal worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen

BESLIST:

Drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2026 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

### **11 Finances - Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés - Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu le chapitre 1er du code bruxellois du logement fixant les exigences de sécurité, de salubrité et d'équipement du logement et notamment ses articles 7 et 8 prévoyant que le Service d'inspection régionale peut prononcer l'interdiction de mise en location du logement ne satisfaisant pas aux exigences de sécurité, de salubrité et d'équipement lorsqu'après mise en demeure, le bailleur n'a pas effectué les travaux de mise conformité avec les dites exigences dans le délai requis, ou lorsque les infractions constatées à ces exigences sont de nature à compromettre la sécurité et la santé des occupants ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés, voté par le Conseil communal le *05 décembre 2023* ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les propriétaires des immeubles situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés ;

Considérant que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent ;

Considérant que cette situation est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où sont situés les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés en bordure de la voie publique ainsi qu'à décourager l'habitat ou le commerce et les initiatives qui s'y rapportent, qu'il y a lieu également d'éviter un effet de contagion aux autres immeubles et terrains ;

Considérant que cette situation, s'il n'y est remédié, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant que cette situation a des incidences sur le cadre de vie des personnes présentes dans la commune ainsi que sur la sécurité, l'ordre public et la propreté de l'espace public ;

Considérant que la commune de Forest souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ; qu'elle peut inciter chaque propriétaire ou titulaire de droit réel sur un immeuble ou terrain à être attentif à son bien

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés :

#### Article 1 Principe

Il est établi à partir du *1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2031* une taxe annuelle sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés.

#### Article 2 Définition

Est soumis à cette taxe l'immeuble bâti partiellement ou totalement négligé ou délabré. C'est-à-dire :

§1 L'état de détérioration et/ou de délabrement est établi sur base d'indices révélant que l'immeuble ne fait pas l'objet d'un entretien *et consignés dans un constat établi conformément à l'article 6.*

Sans que cette liste soit limitative, les indices pris en considération sont :

toiture en tout ou en partie écroulée ;

Nombreuses tuiles ou ardoises manquantes ou brisées ;

gouttières brisées, détachées ou absentes ;

inclinaison anormale des murs ;

murs totalement ou partiellement écroulés ;

effritement des joints entre les briques ou blocs de pierres ou moellons ;

peintures des murs écaillées ;

présence de tags ;

présence de vitres cassées ;

peintures ou vernis des châssis écaillés ;

fenêtre(s) ou porte(s) obturée(s) par des panneaux publicitaires ou par un procédé ou construction quelconque ;

jardin/cour/clôture envahi, encombré, non entretenu.

§2 L'immeuble ou partie d'immeuble déclaré dangereux, insalubre ou inhabitable par arrêté du Bourgmestre ou pour lequel il ordonne des travaux de remise en état de sécurité et de salubrité.

§3 L'immeuble ou partie d'immeuble pour lequel le service de l'inspection régionale du logement a prononcé une interdiction de mise en location conformément à l'article 8 du code bruxellois du logement sur base des cas visés à l'article 7, § 1er, alinéa 5 et § 3, alinéa 8 dudit code.

### Article 3 Redevables et causes de solidarité

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire soit le propriétaire, soit l'usufruitier, soit l'emphytéote, soit le superficiaire selon le cas.

En cas d'emphytéose, de superficie ou d'usufruit, *le tréfoncier* ou le nu-propriétaire sont solidairement tenus au paiement de la taxe. Le titulaire éventuel de tout autre droit non réel, tel qu'un bail à rénovation, permettant d'occuper ou de faire occuper l'immeuble sous conditions de réparation, d'entretien ou de gestion est également solidairement tenu au paiement de la taxe.

### Article 4 Taux et base d'imposition

§1 Le taux de la taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés est fixé à 1051,70€ par mètre courant de façade pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
1.072,73€	1.094,18€	1.116,06€	1.138,38€	1.161,15€

§2 Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le développement le plus grand du bien à front de rue. Lorsque l'immeuble se situe en intérieur d'îlot, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement d'une des façades.

Dans tous les cas, le résultat ainsi obtenu sera multiplié par le nombre de niveaux y compris les combles et les sous-sols.

Les immeubles partiellement négligés ou délabrés sont taxés sur la base *du nombre de niveaux négligés ou délabrés*.

§3 La taxe est due pour l'exercice d'imposition – c'est-à-dire l'année entière à compter du 1er janvier – au cours duquel le constat est dressé par l'employé communal assermenté .

La taxe sera due pour chaque exercice suivant et ce aussi longtemps que le bien concerné sera considéré comme négligé ou délabré sur base de la définition de l'article 2 du présent règlement.

Hormis les cas d'exonération prévus à l'article 5, il n'est accordé ni remise, ni restitution pour quelque cause que ce soit.

§4 Les immeubles situés partiellement sur le territoire d'une autre commune sont imposables uniquement pour la partie située sur le territoire de la commune de Forest.

### Article 5 Exonérations

§1 Sont exonérés de la taxe :

1. les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation;
2. les immeubles ou partie d'immeuble dont l'état résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'évènement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet évènement ;
3. l'année du sinistre ainsi que pendant les deux années d'imposition qui suivent l'année du sinistre, les immeubles ou partie d'immeuble qui ont été accidentellement sinistrés. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble sinistré *a fait l'objet d'un constat avant la survenance du sinistre*.

4. les immeubles ou partie d'immeuble pour lesquels des travaux de remise en état sont *entrepris*, en vue d'une occupation ou d'une exploitation conforme aux lois et règlements en vigueur qui se poursuivent pendant une durée supérieure à 6 mois et font obstacle à une *occupation ou exploitation normale*.

Ces travaux devront être entamés et poursuivis avec diligence et ne peuvent être interrompus pendant plus de trois mois. Ces travaux doivent être prouvés par la production de factures et éventuellement par la présentation de photos (avant et après les travaux).

Le propriétaire ou le tiers désigné par le propriétaire doit permettre l'accès à un agent habilité à cette fin, afin de vérifier les travaux repris dans ces factures. En tout état de cause, cette exonération n'est applicable que pour deux exercices d'imposition maximum.

*5. les immeubles qui ont fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, visant au moins à mettre fin à l'état visé à l'article 2, pour laquelle un accusé de réception de dossier complet a été délivré. Cette exonération est applicable pour une période de douze mois prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de réception de l'accusé de réception ainsi que pour une période de douze mois prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de délivrance du permis d'urbanisme. En cas de permis avec planning, au sens de l'article 192 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, l'impôt ne pourra être établi tant que le planning est respecté.*

*L'exonération prévue par la présente disposition ne peut être renouvelée qu'après l'expiration d'une période de dix ans prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de la réception de l'accusé de réception.*

Les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble *accueille des* installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

§2 Les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble *accueille des* installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

#### Article 6. Procédure

§1 Les constats visés à l'article 2 § 1 du présent règlement sont effectués par des employés communaux assermentés et désignés à cette fin par le collège des bourgmestre et échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Le cas échéant, ils servent de base aux enrôlements ultérieurs successifs.

Au cas où la visite du logement n'a pas pu se réaliser à défaut pour le locataire d'y donner son consentement, les employés désignés ne pourront pénétrer dans le logement qu'avec l'autorisation préalable du tribunal de police, après dépôt des pièces justificatives et motivations adéquates.

§2 L'administration communale adresse au contribuable le constat ainsi dans les 60 jours à dater de son établissement.

Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'alinéa précédent sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur la porte d'entrée principale du bien concerné ;

Cet avis comportera les mentions suivantes :

- la date du passage et celle de l'affichage ;

- l'identification précise du service communal compétent ;

- l'application du présent règlement.

§3 Le redevable dispose d'un délai de 60 jours *fait valoir ses observations*. Ce délai commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi du constat ou de l'affichage prévus à l'article 6§2 du présent règlement.

#### Article 7 Cession du bien

§1 En cas de vente, de constitution de droits réels ou de cession entre vifs d'un bien ayant fait l'objet de la notification prévue à l'article 6§2 ou de la notification prévue à l'article 6§4, al.2 ou encore pour lequel la taxe est effectivement enrôlée, le détenteur des droits vendus ou cédés doit informer par écrit l'acquéreur que ce bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§2 Le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de vente ou de cession, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des acquéreurs, ainsi que la preuve qu'il a bien informé l'acquéreur que le bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§3 En cas de cession pour cause de mort, les ayants-droits sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du de cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et adresse.

§4 En cas d'extinction d'un des droits visés à l'article 3 pour quelque cause que ce soit, le plein propriétaire notifie aux autorités communales, dans les 30 jours de l'acte ou du fait ayant causé l'extinction de droit, la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaires(s) dont le droit s'est éteint.

§5. *Le non-respect des §§ 2 à 4 entraîne l'imposition d'une amende administrative de 250 €.*

*Celle-ci est due, selon le cas, par le cédant, le ou les ayants-droits ou le plein propriétaire .*

#### Article 8 Recouvrement .

*La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën - Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op hoofdstuk 1 van de Brusselse huisvestingscode dat de verplichtingen inzake veiligheid,

gezondheid en uitrusting van de woningen bepaalt en inzonderheid artikelen 7 en 8 die voorzien dat de Gewestelijke Inspectiedienst kan verbieden om de woning die niet voldoet aan de verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting nog verder te huur te stellen wanneer, na ingebrekestelling, de verhuurder de conformiteitswerken met de voornoemde verplichtingen niet heeft uitgevoerd binnen de gestelde termijn, of wanneer de vastgestelde inbreuken op deze verplichtingen de veiligheid en de gezondheid van de bewoners in gevaar kunnen brengen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen, goedgekeurd door de Gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren, en overwegende dat het in het nastreven van deze doelstelling gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen, vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de eigenaars van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst, gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende de noodzaak om gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen doeltreffend te bestrijden;

Overwegende dat het bestaan, op het grondgebied van de gemeente, van gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen de huisvesting en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt;

Overwegende dat deze toestand de aantrekkingskracht vermindert van de zones van het gemeentelijke grondgebied waar de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen langs de openbare weg gelegen zijn en ook de huisvesting of de handel en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt, dat het tevens aangewezen is een besmettingseffect naar de andere gebouwen en terreinen

te vermijden;

Overwegende dat deze toestand, indien deze niet wordt aangepakt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend erfgoed afremt en schade toebrengt;

Overwegende dat deze toestand een weerslag heeft op de leefomgeving van de mensen die aanwezig zijn in de gemeente, net als op de veiligheid, de openbare orde en de netheid van de openbare ruimte;

Overwegende dat de gemeente Vorst de initiatieven die bijdragen tot een verbeterde levenskwaliteit van de mensen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied wenst aan te moedigen; dat ze elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een gebouw of terrein ertoe kan aanzetten aandacht te besteden aan zijn goed

BESLIST:

Het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1 Principe

Er wordt vanaf *1 januari 2026 tot 31 december 2031* een jaarlijkse belasting gevestigd op gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen.

#### Artikel 2 Definitie

Wordt aan deze belasting onderworpen, het gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde goed. Namelijk:

De staat van verloedering en/of bouwvalligheid wordt opgemaakt op basis van aanwijzingen die erop wijzen dat het gebouw niet onderhouden wordt, en vastgelegd in een vaststelling conform artikel 6.

De volgende aanwijzingen worden in overweging genomen (niet beperkende lijst):

geheel of gedeeltelijk ingestort dak;

veel ontbrekende of gebroken dakpannen of leistenen;

gebroken, loshangende of ontbrekende dakgoten;

abnormale buiging van de muren;

volledig of gedeeltelijk ingestorte muren;

afbrokkeling van de voegen tussen de bakstenen of de steenblokken of de blokstenen;

afgebladderde verflagen van de muren;

tags/graffiti;

gebroken ramen;

afgebladderde verf of vernis van de raamkozijnen;

ra(a)m(en) of deur(en) afgedicht door publiciteitsborden of door eender welk ander procedé of constructie;

overwoekerde, versperde, niet onderhouden tuin/hof/omheining.

§2 Het gebouw of deel van gebouw dat gevaarlijk, ongezond of onbewoonbaar verklaard is bij besluit van de Burgemeester of waarvoor deze herstellingswerken inzake veiligheid en gezondheid beveelt.

§3 Het gebouw of deel van gebouw waarvoor de gewestelijke woninginspectiedienst een huurverbod heeft uitgesproken conform artikel 8 van de Brusselse Huisvestingscode op basis van de gevallen bedoeld in artikel 7 §1 5e lid en §5, 8e lid van deze code.

### Artikel 3 Belastingplichtigen en solidariteit

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, namelijk hetzij de eigenaar, hetzij de vruchtgebruiker, hetzij de erfpachter, hetzij de opstalhouder naargelang het geval.

In geval van recht van erfpacht, van opstal of van vruchtgebruik, zijn de opstalgever of de naakte eigenaar hoofdelijk gehouden tot de betaling van de belasting. De eventuele houder van elk ander niet zakelijk recht, zoals een renovatiecontract, dat het mogelijk maakt om het gebouw te bewonen of te doen bewonen mits voorwaarden van herstelling, onderhoud of beheer, is eveneens de belasting verschuldigd.

### Artikel 4 Belastingvoet en basis van de belasting

§1 Het tarief van de belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen wordt vastgesteld op 1.051,70 € per strekkende meter gevel voor het jaar 2026. De volgende jaren zal de aanslagvoet, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
1.072,73 €	1.094,18 €	1.116,06 €	1.138,38 €	1.161,15 €

§2 Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten grenst, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van het goed aan de straatkant. Wanneer het gebouw binnen in een huizenblok gelegen is, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van één van de gevels.

In alle gevallen moet het zo verkregen resultaat vermenigvuldigd worden met het aantal verdiepingen met inbegrip van de zolder- en kelderverdiepingen.

De gedeeltelijk verwaarloosde of vervallen gebouwen worden belast op basis van het aantal verwaarloosde of vervallen verdiepingen.

§3 De belasting is verschuldigd voor het aanslagjaar van de heffing – d.w.z. het volledige jaar te tellen vanaf 1 januari – tijdens hetwelk de vaststelling opgesteld wordt door de beëdigde gemeentemedewerker.

De belasting zal verschuldigd zijn voor elk volgend aanslagjaar, zolang het betrokken goed beschouwd wordt als verwaarloosd of vervallen in de zin van artikel 2 van huidig reglement.

Buiten de vrijstelling voorzien in artikel 5, wordt er geen korting, noch terugbetaling toegekend om eender welke reden.

§4 De gebouwen die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen, zijn enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst.

### Artikel 5 Vrijstellingen

§1 Zijn vrijgesteld van belasting:

1. de gebouwen gelegen binnen de perimeter van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of die niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een bouwvergunning omdat er een onteigeningsplan in voorbereiding is;

2. de gebouwen of deel van een gebouw waarvan de staat te wijten is aan een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling, dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk, en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

3. het jaar dat de ramp plaatsvond evenals gedurende de twee jaar die volgen op het jaar van het onheil, de gebouwen of deel van gebouwen die per ongeluk geteisterd werden. Deze vrijstelling geldt niet wanneer het geteisterde gebouw vóór de ramp het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaststelling.

4. de gebouwen of deel van gebouwen waarvoor herstellingswerken worden ondernomen met het oog op een bezetting of uitbating overeenkomstig de geldende wetten en reglementen die gedurende een periode van meer dan 6 maanden voortgezet worden en een normale bezetting of uitbating verhinderen.

Deze werken moeten ijverig aangevangen en voortgezet worden en mogen niet onderbroken worden gedurende meer dan drie maanden. Deze werken moeten bewezen worden door het voorleggen van facturen en eventueel door het tonen van foto's (voor en na de werken).

De eigenaar of de derde aangesteld door de eigenaar moet een agent die hiertoe gemachtigd is, toegang verschaffen, zodat deze de werken vermeld in de facturen kan controleren. In ieder geval is de vrijstelling slechts van toepassing voor maximaal twee aanslagjaren.

5. de gebouwen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is aangevraagd, ten minste om een einde te maken aan de in artikel 2 bedoelde toestand, en waarvoor een ontvangstbevestiging van volledig dossier is afgeleverd. Deze vrijstelling geldt voor een periode van twaalf maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is ontvangen, alsook voor een periode van twaalf maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de stedenbouwkundige vergunning is afgegeven. Bij een vergunning met planning in de zin van artikel 192 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening kan de belasting niet worden geheven zolang de planning wordt nageleefd.

De vrijstelling waarin huidige bepaling voorziet, kan pas worden verlengd na het verstrijken van een periode van tien jaar vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is ontvangen.

De vrijstellingen voorzien in huidig artikel zijn niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

§2 De vrijstellingen voorzien in huidig artikel zijn niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

## Artikel 6. Procedure

§1 De vaststellingen bedoeld in artikel 2 §1 van huidig reglement worden uitgevoerd door beëdigde gemeentemedewerkers die hiervoor aangesteld werden door het College van Burgemeester en Schepenen. De processen-verbaal die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel. In voorkomend geval dienen ze als grondslag voor de latere opeenvolgende inkohierungen.

Als de woning niet kon worden bezocht omdat de huurder hier niet mee heeft ingestemd, zullen de aangestelde medewerkers de woning slechts kunnen binnendringen met de voorafgaande instemming

van de politierechtbank en na indiening van de adequate verantwoordingsstukken en motiveringen.

§2 Het gemeentebestuur stuurt de vaststelling naar de belastingplichtige binnen de 60 dagen te tellen vanaf de opmaak van de vaststelling.

Wanneer de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door de gemeentelijke overheid, wordt de betekening voorzien in voorgaand lid geldig uitgevoerd door het aanplakken van een aankondiging op de deur van de hoofdingang van het betrokken goed;

Deze aankondiging bevat de volgende vermeldingen:

- de datum waarop langsgekomen werd en de datum van aanplakking;
- de nauwkeurige identificatie van de bevoegde gemeentedienst;
- de toepassing van huidig reglement.

§3 De belastingplichtige beschikt over een termijn van 60 dagen om zijn opmerkingen in te dienen. Deze termijn begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de verzenddatum van de vaststelling of de aanplakking bepaald in artikel 6 §2 van huidig reglement.

#### Artikel 7 Overdracht van het goed

§1 In geval van verkoop, van vestiging van zakelijke rechten of van overdracht onder levenden van een goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de betekening voorzien in artikel 6 §2 of van de betekening voorzien in artikel 6, §4, 2e lid of nog waarvoor de belasting effectief ingekohierd is, dient de houder van de verkochte of overgedragen rechten de koper schriftelijk in te lichten dat dit goed aan de belasting onderworpen is of kan worden.

§2 De overdrager is verplicht, binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte, het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de koper(s), evenals het bewijs dat hij de koper wel degelijk op de hoogte gebracht heeft dat het goed aan de belasting onderworpen is of kan worden.

§3 In geval van overdracht wegens overlijden zijn de rechthebbenden hoofdelijk gehouden om het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven binnen de vijf maanden na het overlijden op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de cujus, de datum van het overlijden, evenals hun naam en adres.

§4 In geval van verval van een van de rechten waarvan sprake in artikel 3 voor eender welke reden, brengt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid, binnen de 30 dagen na de akte of na het feit dat het verval van het recht veroorzaakt heeft, op de hoogte van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt.

§5 Het niet-naleven van §§ 2 tot 4 leidt tot het opleggen van een administratieve boete van 250 €.

Deze boete is, afhankelijk van het geval, verschuldigd door de overdrager of de volle eigenaar.

#### Artikel 8 Invordering

De belasting wordt ingevorderd bij kohier en dient betaald te worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

12 **Finances – Taxe sur les résidences secondaires – Règlement – Renouvellement – Modifications.-  
report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les résidences secondaires, voté par le conseil communal du 05 décembre 2023;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des résidences secondaires ;

Considérant que les personnes jouissant d'une résidence secondaire sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier le règlement taxe sur les résidences secondaires comme suit :

#### Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une taxe sur les secondes résidences.

#### Article 2

Le taux de la taxe sur les résidences secondaires est fixé à 3.096,94 € par résidence pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
3.158,88 €	3.222,06 €	3.286,50 €	3.352,23 €	3.419,28 €

Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui qui est affecté à la résidence principale, dont les usagers ne sont pas inscrits au registre de la population à titre de résidence habituelle et dont ils peuvent disposer à tout moment contre paiement ou non, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou de bénéficiaire d'une permission d'usage à titre gratuit.

#### Article 3

Sont redevables de la taxe, les personnes non inscrites au registre de la population ou des étrangers de la Commune de Forest qui réunissent, en outre, une ou plusieurs des conditions ci-après :

- Être propriétaire à Forest d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre secondaire ou de pied à terre ;
- Avoir loué au moins à Forest, à l'usage de seconde résidence ou de pied à terre, un logement meublé ou non par le propriétaire ;
- Exercer à Forest une activité commerciale ou une profession libérale et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

Ne sont pas redevables de la taxe :

- Les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein, pour autant qu'ils justifient de leur qualité.
- Les personnes qui se font inscrire aux registres de la population ou des étrangers de la commune de Forest au cours de l'exercice d'imposition.

#### Article 4

Lorsque l'Administration communale constate l'existence d'une seconde résidence, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration.

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'Administration communale les éléments nécessaires à la taxation, dans le mois de l'affectation à l'usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation et au plus tard, avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Le formulaire de déclaration signé vaut jusqu'à révocation adressé au service des taxes.

## Article 5

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 4 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

## Article 6

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op de tweede verblijfplaatsen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de

geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen, gestemd door de gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geïndexeerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de woonbare ruimten, ingenomen door tweede verblijfplaatsen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de personen die een tweede verblijfplaats bezitten op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren *2026 tot 2031*, een belasting gevestigd op de tweede verblijfplaatsen.

#### Artikel 2

Het tarief van de belasting op de tweede verblijfplaatsen wordt vastgesteld op *3.096,94 €* per verblijfplaats voor het jaar *2026*. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeed worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
3.158,88 €	3.222,06 €	3.286,50 €	3.352,23 €	3.419,28 €

Onder tweede verblijfplaats dient te worden verstaan, iedere private woning, buiten diegene die bestemd is als hoofdverblijfplaats, waarvan de gebruikers niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister als gewoonlijke verblijfplaats en waarover ze te allen tijde kunnen beschikken, al dan niet tegen betaling, en dit in de hoedanigheid van eigenaar, van huurder of van begunstigde van een toelating voor kosteloos gebruik.

### Artikel 3

Zijn de belasting verschuldigd, de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de Gemeente Vorst, en die bovendien aan één of meerdere onderstaande voorwaarden voldoen:

- Eigenaar zijn te Vorst van eender welke privéwoning en zich het gebruik ervan voorbehouden als tweede verblijfplaats of als optrekje;
- Minstens een door de eigenaar al dan niet gemeubelde woning te hebben gehuurd in Vorst, gebruikt als tweede verblijfplaats of als optrekje;
- Te Vorst een handelsactiviteit of een vrij beroep uitoefenen, en er over een privéwoning beschikken, naast de lokalen bestemd voor de uitoefening van deze beroepsactiviteit;

Zijn de belasting niet verschuldigd:

- De studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen en voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen.
- De personen die zich laten inschrijven in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van de gemeente Vorst tijdens het belastbare dienstjaar.

### Artikel 4

Wanneer het Gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijfplaats vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier.

De betrokkenen die niet uitgenodigd zouden zijn om een aangifteformulier in te vullen, zijn er echter toe gehouden om de elementen nodig voor de belastingheffing spontaan mee te delen aan het Gemeentebestuur, in de maand die volgt op de bestemming tot het gebruik als tweede verblijfplaats, van het verwerven van de eigendom of van het gebruik en ten laatste, voor 31 december van het lopende dienstjaar.

Het ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

### Artikel 5

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 4 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 6

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

### 13 **Finances – Taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales, voté par le conseil communal du *05 décembre 2023*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales étant en mesure de placer des flèches directionnelles à des fins commerciales sur le territoire de la Commune de Forest disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales comme suit :

#### Article 1

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur les signaux de direction placés à l'initiative d'une entreprise industrielle ou commerciale :

Sont visés :

- les signaux de direction permanents ;
- les signaux de direction temporaires.

#### Article 2

Le placement de flèches directionnelles à des fins commerciales sur la voie publique est interdit, sauf autorisation préalable de l'autorité compétente.

#### Article 3

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée.

#### Article 4

Le taux de la taxe est fixé en 2026 à 1,12 € du décimètre carré sans que celle-ci puisse être inférieure à 128,87 € par flèche. Les années suivantes, le taux annuel minimum, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
131,44 €	134,07 €	136,75 €	139,49 €	142,28 €

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière quelle que soit la date d'installation de la flèche.

#### Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence de signaux de direction permanents ou temporaires, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

En ce qui concerne les signaux de direction temporaires, le contribuable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard la veille du jour au cours duquel le placement a lieu, les éléments nécessaires à la taxation.

#### Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la

taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

### Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gepronke streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen die in staat zijn richtingspijlen voor commerciële doeleinden te plaatsen op het grondgebied van de Gemeente Vorst, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid,

onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting gevestigd op de richtingsborden geplaatst op initiatief van een industrie- of handelsbedrijf:

Worden beoogd :

- de permanente richtingsborden;
- de tijdelijke richtingsborden.

#### Artikel 2

Het plaatsen van richtingspijlen voor commerciële doeleinden op de openbare weg is verboden, behalve met voorafgaandelijke toestemming van de bevoegde overheid.

#### Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste toelating werd uitgereikt.

#### Artikel 4

Het belastingtarief is vastgesteld op 1,12 € per vierkante decimeter, zonder dat dit minder mag bedragen dan 128,87 € per pijl voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het minimale jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
131,44 €	134,07 €	136,75 €	139,49 €	142,28 €

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing van de pijl.

#### Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van permanente of tijdelijke richtingsborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier.

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Wat de tijdelijke richtingsborden betreft, is de belastingplichtige gehouden, uiterlijk de dag vóór ze geplaatst worden, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

## Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd

## Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

14 **Finances – Taxe sur les magasins de nuit – Règlement – Renouvellement – Modifications. - report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les magasins de nuit, voté par le conseil communal le *05 décembre 2023* ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les magasins de nuit requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique, notamment en raison de leur fréquentation à des heures tardives, dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité et qu'ils génèrent, d'autre part, des dépenses supplémentaires en matière de propreté publique ;

Considérant que les magasins de nuit établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les magasins de nuit comme suit :

#### Article 1 : Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit: un établissement dont l'activité consiste en la vente au détail de produits alimentaires et/ou autres, sous quelque forme ou conditionnement que ce soit et non destinés à être consommés sur place, qui ouvre ou reste ouvert, durant une période comprise entre 20 heures et 6 heures et ce, quel que soit le jour de la semaine.

#### Article 2 : Assiette de la taxe

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la commune.

#### Article 3 : Taux d'imposition

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 14.025,00€. Cette taxe est due à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit situé sur le territoire de la commune. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle s'élève à 1.971,94€par magasin de nuit pour l'année 2026.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
2.011,37€	2.051,60€	2.092,63€	2.134,49€	2.177,18€

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'exercice de la taxe d'ouverture.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

#### Article 4 : Redevables

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

#### Article 5 : Déclaration

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Ils sont tenus de faciliter le contrôle éventuel de leur déclaration.

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au Service des Taxes.

A défaut d'une déclaration, en cas d'une déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi par un fonctionnaire assermenté . Ce procès-verbal d'activité économique vaut déclaration d'ouverture d'un magasin de nuit.

Si, pour une raison quelconque, le redevable n'a pas reçu de formulaire de déclaration et que son activité économique n'a pas fait l'objet d'un procès-verbal établi par un fonctionnaire assermenté, il est tenu de déclarer à l'Administration, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

#### Article 6 : Taxation

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 7 : Changement ou fermeture

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement au service des taxes de l'administration communale sous responsabilité des redevables.

#### Article 8 : Perception

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

---

**Financiën – Belasting op de nachtwinkels – Reglement – Vernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op het belastingreglement op de nachtwinkels, goedgekeurd door de gemeenteraad op 5 december 2023;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als die van de belastingplichtigen behoort tot de aan de gemeentelijke overheid toegekende fiscale autonomie; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geïntegreerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de nachtwinkels bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid, met name omwille van hun bezoekers op late tijdstippen, waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is, en dat zij anderzijds bijkomende kosten teweegbrengen op het vlak van openbare netheid;

Overwegende dat de nachtwinkels gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt, zowel op het vlak van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

## BESLIST:

Het belastingreglement op de nachtwinkels als volgt te wijzigen:

### Artikel 1: Definitie

Voor de toepassing van dit reglement wordt er verstaan onder nachtwinkel: een vestiging waarvan de activiteit bestaat in de detailhandel in levensmiddelen en/of andere producten, in welke vorm of verpakking dan ook, en niet bestemd om ter plaatse te worden geconsumeerd, die tussen 20 uur en 6 uur open is of blijft, ongeacht de weekdag.

### Artikel 2: Grondslag van de belasting

Er wordt voor de aanslagjaren 2026 tot 2031 een openingsbelasting en een jaarlijkse belasting gevestigd op de nachtwinkels die gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente.

### Artikel 3: Belastingtarief

De aanslagvoet van de openingsbelasting wordt vastgesteld op 14.025,00€. Deze belasting is verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel op het grondgebied van de gemeente. Elke wijziging van uitbating wordt beschouwd als een nieuwe handelsactiviteit. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

Het tarief van de jaarlijkse belasting bedraagt 1.971,94€ per nachtwinkel voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
2.011,37€	2.051,60€	2.092,63€	2.134,49€	2.177,18€

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het hele kalenderjaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van de uitbater in de loop van het jaar van de inkohiering.

De jaarlijkse belasting is verschuldigd vanaf het jaar volgend op het aanslagjaar van de openingsbelasting.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting toegekend voor welke reden dan ook.

### Artikel 4: Belastingplichtigen

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de inrichting. De eigenaar van het gebouw of van het deel van het gebouw waar de inrichting zich bevindt, is hoofdelijk aansprakelijk voor het betalen van de belasting.

### Artikel 5: Aangifte

De eigenaar van de winkel, de uitbater ervan evenals de eigenaar van het pand zijn verplicht aangifte te doen van elke economische activiteit bij de gemeentelijke overheid voordat deze activiteit gestart wordt. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen aan de gemeentelijke overheid bij de eerste aanvraag. Ze zijn verplicht de eventuele controle van hun aangifte mogelijk te maken.

Teneinde de belasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar alle bedrijven in uitbating waarvan de conformiteit met de geldende wetgeving vastgesteld is, een aangifteformulier

dat dient te worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd binnen dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt er een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld door een beëdigde ambtenaar. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met de vaststelling van opening van een nachtwinkel.

Indien de belastingplichtige om welke reden dan ook geen aangifteformulier heeft ontvangen en zijn economische activiteit niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een proces-verbaal opgesteld door een beëdigd ambtenaar, dient hij uiterlijk op 31 december van het aanslagjaar de voor de belastingaanslag nodige gegevens mee te delen aan het gemeentebestuur.

De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

#### Artikel 6: Belastingaanslag

Als de belastingplichtige geen aangifte indient binnen de in artikel 5 van dit reglement voorgeschreven termijn of als de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting gebaseerd is, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve inkohiering van de belasting op basis van de elementen waarop de belasting gebaseerd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 7: Wijziging of sluiting

Elke wijziging of stopzetting van de economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk te worden meegedeeld aan de dienst Belastingen.

### Artikel 8: Inning

De belasting wordt ingevorderd bij kohier en dient betaald te worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## 15 **Finances – Taxe sur des emplacements de parking – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur des emplacements de parking, voté par le conseil communal du 22 novembre 2022 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que cette source de revenus se justifie ;

Considérant que la matière visée par le présent règlement taxe engendre dans ses alentours immédiats une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions

en matière de propreté et de sécurité publiques de la part des services communaux ;

Considérant que la taxe sur les emplacements de parcage est pertinente quant au type de redevables, à savoir les propriétaires de 9 emplacements ou plus, desservant des immeubles de bureaux et/ou des équipements d'intérêt collectif ou de service public, ou affectés à une activité commerciale, industrielle ou artisanale ou d'exploitation, qui ont un patrimoine d'une certaine ampleur et pour lesquels lesdits parkings créent un certain enrichissement ;

Considérant que le prélèvement de cette taxe aux taux proposés tient compte de la capacité contributive des contribuables et que les taux n'influencent pas de manière significative leur activité d'autant plus que, comme la plupart des taxes communales, cela est déductible à titre de charges d'exploitation ;

Considérant la nécessité de favoriser des partenariats entre la Commune et les opérateurs privés pour que soit facilitée l'utilisation des emplacements de parcage pendant les heures de fermeture des établissements, et ce, afin de remédier aux difficultés de stationnement dans certains quartiers forestois où l'indisponibilité en stationnement, notamment en période nocturne, est élevée ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour rendre la mutualisation de ces emplacements de parcage plus attractifs, en accordant une réduction de la taxe pour les premiers exercices d'imposition de partenariat, ceci en compensation du financement des investissements de gestion du parking partagé ;

Considérant que les offres des emplacements de parcage disponibles pendant les heures de fermeture des établissements sont insuffisantes par rapport à la demande globale des riverains ou des visiteurs du territoire, la Commune souhaite, dans le cadre de sa politique de stationnement, favoriser l'utilisation optimale des emplacements visés pour améliorer le stationnement sur le territoire communal, lequel est densément peuplé et fréquenté, et doit donc inclure dans le processus les surfaces de parking de moins de 10 emplacements ;

Considérant par ailleurs, qu'il existe sur le territoire de la commune des emplacements de parcage non utilisés à certaines heures et un nombre considérable qui ne sont pas accessibles au public ;

Considérant que l'exonération consentie aux surfaces de parking de moins de neuf emplacements se justifie par le fait qu'elles sont surtout nécessaires à l'usage du propriétaire et/ou son personnel ;

Considérant que l'exonération établie au profit des surfaces de parking affectées aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques et aux œuvres de bienfaisance, non utilisées dans le cadre d'activités lucratives ou commerciales, se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants et qu'il est donc justifié que, par le biais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités ;

Considérant que les emplacements de parcage servant comme stockage de véhicules non immatriculés faisant l'objet d'un permis d'urbanisme et/ou d'un permis d'environnement ou utilisés par l'occupant lui-même pour stationner ses propres véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture ne sont pas mutualisables et qu'au vu de la politique locale poursuivie, ceux-ci ne peuvent donc pas être imposés ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine

progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

ARRETE :

### Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2026 à 2031, une taxe communale annuelle sur des emplacements de parcage.

Sont visées :

1. les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou des équipements d'intérêt collectif ou de service public, et ce, que ceux-ci soient ou non occupés ;
2. les surfaces de parking affectées à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou à une activité de production de services matériels ou de biens immatériels, et ce, que cette activité soit ou non exercée ;
3. l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage.

### Article 2

§1 - Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par emplacement de parcage : une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs.

§2 - Pour l'application des présentes dispositions, le bien immobilier est défini par son affectation urbanistique.

§3 - En cas de contestation quant au nombre d'emplacements de parcage existants, notamment en cas d'absence de marquage au sol, le calcul se fera en divisant la surface affectée au stationnement renseignée au cadastre et/ou au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte par une surface forfaitaire de 13 m<sup>2</sup> (surface d'un emplacement).

### Article 3

Les taux de la taxe pour l'exercice d'imposition 2026 sont fixés à :

- 150,70€ par emplacement pour les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public [taux 1];
- 185,52€ par emplacement pour les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de production de services matériels ou de biens immatériels [taux 2] ;
- 92,75€ par emplacement pour l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage [taux 3].

Ces taux seront majorés de 2% au 1er janvier 2027 et de 2% les années suivantes, conformément au tableau repris ci-dessous :

Années	2027	2028	2029	2030	2031
Taux 1	153,71€	156,78€	159,92€	163,12€	166,38€
Taux 2	189,23€	193,01€	196,87€	200,81€	204,83€
Taux 3	94,60€	96,49€	98,42€	100,39€	102,40€

Une réduction de 80 % du taux 1 et 2 est accordée aux établissements qui s'engagent dans le processus de mise à disposition d'emplacements de parcage (d'au moins 10 heures consécutives) au bénéfice des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur établissement.

Toutefois, cette réduction est étendue à 100% pour les trois premiers exercices d'imposition lors de la signature d'un premier partenariat avec la Commune, ou avec une société reconnue par la Commune, spécialisée dans la gestion de places de stationnement disponibles pour les riverains, en dehors des heures d'ouverture normales de l'établissement visé à l'article 1er, points 1 et 2.

Cette réduction porte exclusivement sur le nombre d'emplacements mis à disposition et est accordée entièrement par exercice quel que soit le mois au cours duquel la mise à disposition est réalisée.

Lorsque dans un même bien, sont rassemblés aussi d'autres emplacements de parcage que ceux mis à disposition des riverains, il y a lieu de distinguer les uns des autres au moyen d'une signalisation appropriée. A défaut de signalisation, les emplacements de parcage mis à disposition des riverains ne seront pas considérés comme tels.

Chaque engagement en vue d'une réduction de la taxe doit être soumis pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

#### Article 4

La taxe est due par le propriétaire des emplacements de parcage visés à l'article premier. En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité de la surface de parking, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

#### Article 5

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de début ou de fin de l'affectation visée à l'article premier.

#### Article 6

Ne seront pas soumises au présent règlement, les surfaces de parking :

1. de moins de 9 emplacements ;
2. servant aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques et œuvres de bienfaisance, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
3. qui sont utilisées comme stockage de véhicules non immatriculés pour autant que ceci est spécifié au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte ;

4. qui sont utilisées par l'occupant lui-même pour stationner ses véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture.

## Article 7

§1er – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant des éléments imposables.

§3 – Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 – Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 – La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 – En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

## Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50 € sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

## Article 9

§1er - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au

terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

#### Article 10

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable par paiement électronique sur le compte bancaire de la Commune.

#### Article 11

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition. La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

#### Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

#### Article 13

§1er - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 abstentions.

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.*

---

**Financiën – Belasting op de parkeerplaatsen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet, waarin de fiscale autonomie van de gemeenten is

vastgelegd, onder voorbehoud van de wettelijke uitzonderingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 1e lid en artikel 118, 1e lid;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de parkeerplaatsen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 22 november 2022;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gelet op de noodzaak voor de Gemeente om haar verplichtingen na te komen overeenkomstig de eisen van het beheersplan en de bepalingen van artikel 252 NGW, dat gemeenten verplicht een sluitende begroting op te stellen;

Gelet op de noodzaak voor de Gemeente om inkomsten te genereren om de uitgaven te dekken die nodig zijn voor al haar activiteiten, in het bijzonder om de inkomsten te verzekeren om de financiële lasten te kunnen dragen in verband met haar verplichting om de openbare rust, veiligheid en netheid te waarborgen;

Overwegende dat deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de materie waarop dit belastingreglement betrekking heeft, in de onmiddellijke omgeving een bijzonder toezicht door de politie en meer interventies op het vlak van openbare netheid en veiligheid door de gemeentediensten teweegbrengt;

Overwegende dat de belasting op parkeerplaatsen relevant is voor het type belastingplichtigen, namelijk de eigenaars van 9 of meer parkeerplaatsen, die dienen voor kantoorgebouwen en/of voorzieningen van collectief belang of openbare diensten, of die bestemd zijn voor een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of uitbating, die over een zeker patrimonium beschikken en waarvoor die parkeerplaatsen een zekere verrijking creëren;

Overwegende dat bij de heffing van deze belasting tegen de voorgestelde tarieven rekening wordt gehouden met de draagkracht van de belastingplichtigen en dat de tarieven geen noemenswaardige impact hebben op hun activiteit, temeer daar zij - zoals de meeste gemeentebelastingen - aftrekbaar is als bedrijfskosten;

Overwegende dat partnerschappen tussen de Gemeente en privé-operatoren moeten worden aangemoedigd om het gebruik van parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van etablissementen te vergemakkelijken, teneinde de parkeerproblemen te verhelpen in bepaalde delen van Vorst waar vooral 's nachts weinig parkeerplaatsen beschikbaar zijn;

Overwegende dat er maatregelen moeten worden genomen om het delen van deze parkeerplaatsen aantrekkelijker te maken, door voor de eerste aanslagjaren van het partnerschap een belastingverlaging toe te kennen als compensatie voor de financiering van de investeringen in het beheer van de gedeelde parkeerplaatsen;

Overwegende dat het aanbod aan beschikbare parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van etablissementen onvoldoende is in verhouding tot de totale vraag van omwonenden of bezoekers van

het gebied, wil de Gemeente in het kader van haar parkeerbeleid een optimaal gebruik van de betrokken plaatsen stimuleren om het parkeren op het dichtbevolkte en drukbezochte grondgebied van de gemeente te verbeteren, en moet zij dus parkings met minder dan 10 plaatsen in het proces betrekken;

Overwegende voorts dat er in de gemeente parkeerplaatsen zijn die op bepaalde tijdstippen niet worden gebruikt en een aanzienlijk aantal dat niet toegankelijk is voor het publiek;

Overwegende dat de vrijstelling voor parkings met minder dan negen parkeerplaatsen wordt gerechtvaardigd door het feit dat zij meestal noodzakelijk zijn voor gebruik door de eigenaar en/of diens personeel;

Overwegende dat de vrijstelling voor parkings die bestemd zijn voor ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken en liefdadigheidsinstellingen en die niet worden gebruikt voor winstgevende of commerciële activiteiten, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening van de aldus bedoelde activiteiten op het grondgebied van de Gemeente het leven van haar inwoners rechtstreeks en gunstig beïnvloedt en dat het derhalve gerechtvaardigd is dat het gemeentebestuur met deze vrijstelling deze activiteiten tracht te ondersteunen;

Overwegende dat parkeerplaatsen die dienen als opslagplaats voor niet-ingeschreven voertuigen waarvoor een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist is of die door de bewoner zelf worden gebruikt om zijn eigen bedrijfsvoertuigen buiten de normale openingsuren te parkeren, niet kunnen worden samengevoegd en dus in het licht van het gevoerde lokale beleid niet kunnen worden belast;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is om de administratieve lasten voor de belastingbetaler en de gemeentediensten te verlichten;

Overwegende dat het volgens recente rechtspraak passend is een zekere progressiviteit in het verhogingspercentage van ambtshalve opgelegde belastingaanslagen te verzekeren, rekening houdend met de frequentie waarmee de belastingplichtige zijn aangifteplicht niet nakomt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen

BESLUIT:

### Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren *2026 tot en met 2031* een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op parkeerplaatsen.

Worden bedoeld:

1. parkeerplaatsen voor kantoren en/of voorzieningen van collectief belang of openbare dienstverlening, ongeacht of deze in gebruik zijn;
2. parkeerplaatsen die worden gebruikt voor commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten of voor de vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen, ongeacht of deze activiteit wordt uitgeoefend;
3. commercieel uitgebate parkeerplaatsen.

### Artikel 2

§1 - Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder parkeerplaats verstaan: een afgebakende oppervlakte bestemd voor het parkeren van een motorvoertuig, in een gesloten ruimte of in de openlucht, op of in een onroerend goed, die gratis of tegen betaling ter beschikking wordt gesteld door een natuurlijke of rechtspersoon en gebruikt wordt voor de ontvangst van personen die er werken,

ongeacht hun hoedanigheid, of van klanten, leveranciers of bezoekers.

§2 - Voor de toepassing van deze bepalingen wordt het onroerend goed gedefinieerd op basis van zijn stedenbouwkundige bestemming.

§3 - Bij betwisting van het aantal bestaande parkeerplaatsen, met name bij het ontbreken van grondmarkeringen, wordt de berekening gemaakt door de voor parkeren bestemde oppervlakte zoals vermeld in het kadaster en/of de stedenbouwkundige vergunning en/of de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning te delen door een forfaitaire oppervlakte van 13 m<sup>2</sup> (oppervlakte van een parkeerplaats).

### Artikel 3

De belastingvoet wordt voor het aanslagjaar 2026 vastgesteld op:

- 150,70€ per parkeerplaats bestemd voor kantoren en/of voorzieningen van collectief belang of openbare dienstverlening [aanslagvoet 1];
- 185,52€ per parkeerplaats voor parkeerplaatsen die verband houden met een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of met de vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen [aanslagvoet 2];
- 92,75€ per parkeerplaats voor commercieel uitgebate parkeerplaatsen [aanslagvoet 3].

Deze tarieven worden op 1 januari 2027 verhoogd met 2% en de jaren daarop met 2%, volgens onderstaande tabel:

Jaren	2027	2028	2029	2030	2031
Aanslagvoet 1	153,71€	156,78€	159,92€	163,12€	166,38€
Aanslagvoet 2	189,23€	193,01€	196,87€	200,81€	204,83€
Aanslagvoet 3	94,60€	96,49€	98,42€	100,39€	102,40€

Een vermindering met 80% op de aanslagvoet 1 en 2 wordt toegekend aan de etablissementen die zich verbinden tot het beschikbaar stellen van parkeerplaatsen (minstens 10 opeenvolgende uren) ten behoeve van omwonenden buiten de normale openingsuren van hun etablissement.

Deze vermindering wordt echter uitgebreid tot 100% voor de eerste drie belastingjaren wanneer een eerste partnerschap wordt gesloten met de Gemeente of met een door de Gemeente erkende onderneming gespecialiseerd in het beheer van voor omwonenden beschikbare parkeerplaatsen buiten de normale openingsuren van de in artikel 1, punt 1 en 2, bedoelde inrichting.

Deze vermindering heeft uitsluitend betrekking op het aantal beschikbaar gestelde plaatsen en wordt per begrotingsjaar volledig toegekend, ongeacht de maand waarin de terbeschikkingstelling wordt gerealiseerd.

Wanneer zich in hetzelfde goed andere parkeerplaatsen dan de voor omwonenden beschikbaar gestelde plaatsen bevinden, moeten deze door middel van passende borden van elkaar worden onderscheiden. Indien er geen borden zijn aangebracht, worden de aan omwonenden ter beschikking gestelde parkeerplaatsen niet als zodanig beschouwd.

Elke verbintenis betreffende de verlaging van de belasting moet ter goedkeuring aan het College van Burgemeester en Schepenen worden voorgelegd.

### Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de in artikel 1 bedoelde parkeerplaatsen. In geval van erfpacht of opstalrecht is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de grondeigenaar en

respectievelijk de erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker.

In geval van mede-eigendom is de belasting verschuldigd voor de volledige parkeerruimte die in handen is van alle mede-eigenaren; deze belasting wordt echter slechts geëist volgens ieders individuele aandeel in de mede-eigendom.

#### Artikel 5

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, ongeacht de datum van aanvang of stopzetting van de in artikel 1 bedoelde bestemming.

#### Artikel 6

De volgende parkeerruimten vallen niet onder dit reglement:

1. met minder dan 9 plaatsen;
2. gebruikt door ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken en liefdadigheidsinstellingen, met uitzondering van parkeerplaatsen die gebruikt worden in verband met winstgevende of handelsactiviteiten;
3. die worden gebruikt voor de opslag van niet-ingeschreven voertuigen, voor zover dit in de stedenbouwkundige en/of milieuvergunning en/of gemengde vergunning is vermeld;
4. die door de gebruiker zelf worden gebruikt om zijn bedrijfsvoertuigen buiten de normale openingsuren te parkeren.

#### Artikel 7

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, zoals bepaald in dit belastingreglement.

§2 - Voor een welbepaald aanslagjaar stuurt het Gemeentebestuur uiterlijk op 10 december van het belastingjaar per aangetekend schrijven een voorstel van aangifte aan de belastingplichtige die het kan identificeren, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien deze voorgestelde aangifte volgens de belastingplichtige onnauwkeurigheden of weglatingen bevat in die zin dat zij niet overeenstemt met de belastbare grondslag, is de belastingplichtige verplicht binnen 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de voorgestelde aangifte, de naar behoren gecorrigeerde, ingevulde, gedateerde en ondertekende voorgestelde aangifte bij het Bestuur in te dienen.

Indien het Gemeentebestuur geen ingevulde, gedateerde en ondertekende verklaring ontvangt, geldt het door het Gemeentebestuur toegezonden voorstel van aangifte als aangifte.

§4 - De belastingplichtige die geen voorstel van aangifte ontvangt, is verplicht het aangifteformulier aan te vragen en zijn aangifte, naar behoren ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het aanslagjaar terug te zenden.

§5 - De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

§6 - In geval van wijziging van de belastinggrondslag moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en dit naar behoren ingevuld en ondertekend terugzenden naar het Gemeentebestuur binnen tien dagen nadat het feit zich heeft voorgedaan. Deze nieuwe aangifte dient als basis voor latere inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

#### Artikel 8

De belastingplichtige is ertoe gehouden de controle van zijn aangiften te vergemakkelijken, met name door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem daartoe worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhindering van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt er een administratieve boete van 50 € opgelegd. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als vastgelegd in artikel 10 tot 12 van dit reglement.

#### Artikel 9

§1 - Het ontbreken van een aangifte binnen de voorgeschreven termijnen of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige leidt tot de ambtshalve vestiging van de aanslag op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer er wordt overgegaan tot de ambtshalve vestiging van de belasting, brengt het Gemeentebestuur de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom er gebruik gemaakt wordt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen. Het Gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige aan het einde van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§4 - In dit geval wordt de ambtshalve ingekohierde belasting als volgt verhoogd:

- 1e inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2e inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3e en volgende inbreuken: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

#### Artikel 10

De belasting wordt via een kohier ingevorderd en moet per elektronische betaling op de bankrekening van de Gemeente worden betaald.

#### Artikel 11

De belastingkohieren worden uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De ingekohierde belasting dient betaald binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Indien de betaling niet binnen deze termijn wordt uitgevoerd, leiden de verschuldigde bedragen tot verwijlrenten ten voordele van het Bestuur, berekend op basis van de regels bepaald in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen van 1992.

#### Artikel 12

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger geïnd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

#### Artikel 13

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen de geheven belasting, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat als bestuurlijke overheid optreedt. Op straffe van nietigheid moet dit bezwaarschrift met redenen omkleed en ondertekend zijn en vermelden: de naam, de hoedanigheid, het adres of de

zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

§2 - Bezwaren moeten op straffe van nietigheid worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst te worden gehoord in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij daar in zijn bezwaarschrift uitdrukkelijk om verzoeken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.*

### **- Intervention M ; Loewenstein**

**Lors de l'adoption de ce règlement-taxe en novembre 2022, nous saluons la volonté du Collège de créer un incitant visant à mettre des places de stationnement inutilisés par des entreprises à disposition de riverains qui peinent, dans certains quartiers, à trouver du parking en rentrant le soir.**

**Néanmoins, nous regrettons que, au contraire d'autres communes qui ont mis en place cet incitant a posteriori dans un règlement existant, le Collège avait créé, lui, un nouveau règlement, une nouvelle taxe pour atteindre cet objectif.**

**Malgré cela, force est de constater que le système ne fonctionne pas comme on aurait pu l'espérer. Trop peu de places sont mises à disposition de riverains. Le règlement ramène donc des recettes fiscales sans pour autant offrir une bulle d'oxygène dans les quartiers où le stationnement est dense.**

**Nous espérons donc que le Collège fera rapidement l'évaluation de cette taxe afin qu'elle puisse sortir enfin ses pleins effets aux bénéfices des habitants.**

**Dans l'attente, nous continuerons à nous abstenir.**

### **- Réplique M. Spapens**

**Pour rappel, ce règlement est basé sur la commune de Schaerbeek.**

**Il est clair que cela n'a pas eu les effets incitants attendus. Une possibilité étudiée par plusieurs communes est d'augmenter le taux et l'incitant. Mais il n'y a pas encore de consensus à ce sujet**

**pour mettre le plus possible de places à disposition du public. C'est un engagement que nous partageons.**

**- Tussenkoms van de heer Loewenstein**

**Toen dit belastingreglement in november 2022 werd aangenomen, juichten we het voornemen van het College toe om een stimulans te creëren om ongebruikte parkeerplaatsen van bedrijven ter beschikking te stellen aan omwonenden die in bepaalde wijken 's avonds moeite hebben om een parkeerplaats te vinden.**

**We betreurden echter dat het College, in tegenstelling tot andere gemeenten die deze stimulans achteraf in een bestaand reglement hadden opgenomen, een nieuw reglement en een nieuwe belasting had gecreëerd om dit doel te bereiken.**

**Desondanks moeten we vaststellen dat het systeem niet werkt zoals we hadden gehoopt. Er worden te weinig parkeerplaatsen ter beschikking gesteld aan omwonenden. Dit reglement levert dus belastinginkomsten op, maar biedt geen ademruimte in wijken waar veel geparkeerd wordt.**

**We hopen dan ook dat het College deze belasting snel zal evalueren, zodat ze eindelijk ten volle ten goede kan komen aan de inwoners.**

**In afwachting daarvan zullen we ons blijven onthouden.**

**- Replik van de heer Spapens**

**Ter herinnering: dit reglement is gebaseerd op de gemeente Schaarbeek.**

**Het is duidelijk dat dit niet het verwachte stimulerende effect heeft gehad. Verschillende gemeenten overwegen om het tarief en de stimulans te verhogen. Maar er is nog geen consensus over om zoveel mogelijk plaatsen beschikbaar te stellen voor het publiek. Dat is een gedeeld engagement.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des Taxes assimilées aux impôts sur le Revenu, notamment l'article 74, qui interdit aux communes d'établir, sous quelque forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au titre III de ce Code mais leur permet d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses autorisée par application de l'article 66 du même Code, et qui dispose que la taxe communale ne peut excéder, par agence, 62 € par mois ou par fraction de mois d'application ;

Vu le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses, voté par le conseil communal le *05 décembre 2023* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune;

Considérant que le taux de la taxe sur les agences de paris aux courses est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des agences de paris aux courses

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses :

#### Article 1

Il est établi pour les exercices *2026 à 2031* une taxe sur toutes les agences de paris aux courses de chevaux à l'étranger, et ses succursales, établies sur le territoire de la commune de Forest. (Sont exclues, les agences qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique.)

#### Article 2

Le montant de la taxe est fixé à 62 € par agence par mois ou fraction de mois d'exploitation durant l'exercice d'imposition. Tout mois entamé est compté pour un mois entier. La taxe est due par l'exploitant.

La taxe est due par quiconque accepte des mises, enjeux ou paris, soit pour son compte personnel, soit à titre d'intermédiaire. Toutefois, l'exploitant, le gérant ou tout autre préposé sont tenus solidairement au paiement de la taxe.

#### Article 2bis

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant. Celui-ci est tenu d'ailleurs au paiement de la taxe au même titre que son prédécesseur.

#### Article 3

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une agence de paris aux courses, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

#### Article 4

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 3 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 5

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid artikel 74, dat de gemeenten verbiedt, onder welke vorm ook, belastingen te heffen op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek, maar hun wel toelaat een belasting te heffen op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen toegestaan in toepassing van artikel 66 van datzelfde Wetboek, en dat bepaalt dat de gemeentebelasting, per agentschap, niet meer mag bedragen dan 62 € per maand bedrijvigheid of per gedeelte daarvan;

Gelet op het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, gestemd door de gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, hadden kunnen bezetten

BESLIST:

Het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031, een belasting geheven op alle agentschappen van wedrennen in het buitenland, en de filialen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst. (Worden uitgesloten, de agentschappen die enkel de weddenschappen op de in België gelopen wedrennen aannemen.)

#### Artikel 2

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 62 € per agentschap, per gehele of gedeeltelijke maand van bedrijvigheid gedurende het aanslagjaar. Elke aangevatte maand wordt voor een gehele maand gerekend. De belasting is door de uitbater verschuldigd.

De belasting is verschuldigd door eenieder die inzet, inleggeld of weddenschappen aanvaardt, hetzij voor zijn persoonlijke rekening, hetzij als tussenpersoon. De uitbater, de beheerder of elke andere aangestelde zijn evenwel solidair verplicht tot het betalen van de belasting.

#### Artikel 2bis

In geval van wijziging van uitbating van de instelling krijgt de nieuwe uitbater het voordeel van de betaalde belasting. Deze is overigens gehouden tot het betalen van de belasting op dezelfde wijze als zijn voorganger.

#### Artikel 3

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een agentschap van wedrennen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst der Belastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden, uiterlijk op 31 maart van het aanslagjaar, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

#### Artikel 4

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 3 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag

volgens op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgens op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 5

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast worden

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

#### 17 **Finances – Taxe sur les exhumations – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs ;

Vu le règlement-taxe sur les exhumations, voté par le conseil communal le 17 décembre 2019 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De modifier comme suit, le règlement-taxe communal sur les exhumations :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 une taxe communale sur les exhumations des corps et des urnes.

Article 2.

La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'exhumation.

Article 3.

Sont exonérées :

- les exhumations des civils et militaires morts pour la Patrie ;
- les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire ;
- les exhumations exécutées d'office par la commune ;
- les exhumations résultant de la désaffectation du cimetière.

Article 4.

La taxe est fixée à 2.550,00 € en 2026 par exhumation de chaque corps ou urne inhumée en pleine terre.

Les années suivantes le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
2.601,00 €	2.653,02 €	2.706,08 €	2.760,20 €	2.815,40 €

Elle est limitée à 306,00 € en 2026 pour l'exhumation d'urne du columbarium.

Les années suivantes le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
312,12 €	318,36 €	324,72 €	331,21 €	337,83 €

## Article 5.

La taxe est payable au comptant au moment de la demande de l'autorisation d'exhumation, entre les mains du receveur communal ou du préposé de la commune.

## Article 6.

Le redevable peut introduire une réclamation écrite et motivée, remise ou présentée par envoi postal au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les trois mois à dater du paiement au comptant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

## **Financiën – Belasting op de opgravingen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Overwegende de wil om permanent de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook van de bevordering van het vervullen van online-formaliteiten en van algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet op het belastingreglement op de opgravingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST

het gemeentelijke belastingreglement op de opgravingen als volgt te wijzigen:

## Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een gemeentebelasting gevestigd op de opgravingen van lichamen en urnen.

## Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de persoon die de toelating tot opgraving aanvraagt.

## Artikel 3

Zijn vrijgesteld :

- de opgravingen van burgers en militairen gesneuveld voor het Vaderland;
- de opgravingen bevolen door de rechterlijke overheid;
- de opgravingen ambtshalve uitgevoerd door de gemeente;
- de opgravingen die het gevolg zijn van de bestemmingsonttrekking van het kerkhof.

## Artikel 4

De belasting is vastgesteld op 2.550,00 € per opgraving van elk lichaam of urn begraven in volle grond voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
2.601,00 €	2.653,02 €	2.706,08 €	2.760,20 €	2.815,40 €

Ze bedraagt slechts 306,00 € voor de opgraving van een urn uit het columbarium voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
312,12 €	318,36 €	324,72 €	331,21 €	337,83 €

## Artikel 5

De belasting is contant betaalbaar op het ogenblik van de toelatingsaanvraag tot opgraving, in handen van de gemeenteontvanger of aangestelde van de gemeente.

## Artikel 6

De belastingplichtige kan een met redenen omkleed schriftelijk bezwaarschrift indienen dat afgegeven of per post verzonden wordt aan het College van Burgemeester en Schepenen, en dit binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum der contante betaling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires, voté par le Conseil communal du 05 décembre 2023 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que de nouveaux modes de diffusion de publicité – dits dynamiques – sont apparus, lesquels permettent de diffuser un nombre plus important de publicités à partir des dispositifs de publicité ; qu'il convient d'en tenir compte pour la fixation du taux de la taxe ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement taxe tiennent compte, d'une part, du lien de dépendance financière de certains redevables à l'égard de la Commune de Forest ou de la circonstance que la Commune de Forest est la bénéficiaire de la publicité et, d'autre part, par l'absence de but lucratif poursuivi par les personnes physiques ou morales à travers la diffusion de publicité ; que ces exonérations ont également égard au fait que certaines publicités ne sont pas liées à un annonceur en particulier mais tendent à la promotion d'un secteur d'activités dans son ensemble ainsi qu'à la circonstance que certaines publicités sont strictement localisées et concernent des redevables œuvrant dans des secteurs d'activités qui, de manière générale, génèrent des revenus moindres que ceux pouvant être tirés d'activités purement économiques ; qu'il s'indique enfin d'exonérer des publicités qui, en raison de leur taille et de leur localisation, ont un impact très limité ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un

impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires comme suit :

#### Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur les dispositifs publicitaires installés dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public.

#### Article 2

Les dispositifs publicitaires visés par le présent règlement sont les dispositifs de publicité, les véhicules publicitaires et les stands publicitaires.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- publicité : toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exclusion de celles figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;
- dispositif de publicité : tout support, espace ou moyen mis en œuvre, établi, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen ;
- véhicules publicitaires : véhicules à moteur ou remorques opérant de la publicité et stationnant dans l'espace public ou visible depuis l'espace public. Ne sont pas considérés comme véhicules publicitaires les véhicules à moteur et remorques comportant exclusivement des données ou dessins relatifs à la personne qui en est le propriétaire ou l'utilisateur habituel ;
- stand publicitaire : occupation temporaire d'un emplacement dans l'espace public par des installations de toute nature, des animations ou activités dans un but publicitaire sans qu'il y ait ou non vente. Ne sont pas assimilés à des stands publicitaires, les étalages et terrasses du secteur horeca.
- dispositifs publicitaires dynamiques : tout dispositif publicitaire luminescent ou lumineux, quel que soit le procédé utilisé (LED, LCD, OLED, PLASMA, ...) permettant le défilement d'images et de messages publicitaires.

#### Article 3

La taxe est due par l'exploitant du dispositif publicitaire. Sont solidairement tenus, le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur le dispositif publicitaire ou, le cas échéant, sur l'immeuble qui le supporte, par l'installateur du dispositif publicitaire, par l'annonceur et par la personne physique ou morale qui bénéficie de la publicité.

#### Article 4

- a) La taxe est due par dispositif publicitaire.
- b) La taxe est due pour l'exercice entier quelle que soit la date d'installation ou de démontage du dispositif de publicité
- c) Le taux de la taxe sur les dispositifs publicitaires s'élève à 197,17€ par m<sup>2</sup> pour l'année

2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
201,11€	205,13€	209,23€	213,42€	217,69€

Le taux de la taxe sur les dispositifs publicitaires dynamiques s'élève à 371,63€ par m<sup>2</sup> pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
379,06€	386,64€	394,37€	402,26€	410,31€

§1. Pour le calcul de la taxe, toute fraction de m<sup>2</sup> est comptée comme m<sup>2</sup> entier.

§2. Par exception au § 1, pour les dispositifs publicitaires inférieurs à 4 m<sup>2</sup>, la taxation se fait par tranche ou fraction de 0,25 m<sup>2</sup> au tarif fixé par m<sup>2</sup> divisé par 4.

§3. Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

d) Le taux de la taxe sur les véhicules publicitaires s'élève par véhicule à 84,15€ par jour de stationnement sur l'espace public ou visible depuis l'espace public à ou 2.805,00€ par exercice.

Pour le calcul de la taxe, toute fraction de journée est comptée comme journée entière.

## Article 5

Sont exonérés des taxes du présent règlement :

- Les dispositifs publicitaires de la commune ou d'organismes créés par ou subordonnés à la commune pour autant qu'ils ne servent pas à l'affichage de publicité à caractère commercial ;
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité pour des événements organisés ou co-organisés par la commune et faisant l'objet d'une convention de partenariat avec la commune ;
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité pour les établissements d'enseignement créés, subventionnés ou reconnus par les autorités compétentes et qui sont apposés sur les établissements concernés ou placés sur leur terrain ;
- Les dispositifs publicitaires destinés à promouvoir des activités non lucrative de nature sportive, sociale ou culturelle, en ce compris les films, les créations artistiques ainsi que ceux qui portent à la connaissance du public l'organisation de foires, congrès, salons ou cirques pour autant que leur surface ne soit pas supérieur à 1 m<sup>2</sup> et qu'ils soient placés sur l'immeuble ou sur le bien où a lieu l'évènement ou l'activité concernée ;
- Les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors des fêtes locales en vue d'y promouvoir l'évènement ou les activités qui s'y déroulent;
- Les panneaux électoraux.

## Article 6

L'Administration fait parvenir au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter

du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

#### Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

#### Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de reclame-inrichtingen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.-  
uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de reclame-inrichtingen, goedgekeurd door de Gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen, actief in deze sector, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

Overwegende dat nieuwe methodes – dynamisch genoemd – voor de verspreiding van publiciteit ontstaan zijn, die het mogelijk maken een groter aantal publiciteitsboodschappen te verspreiden via deze reclame-inrichtingen; dat het dan ook past hier rekening mee te houden bij het vaststellen van het belastingtarief;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien in het belastingreglement, rekening houden enerzijds met de band van financiële afhankelijkheid van bepaalde belastingplichtigen ten aanzien van de Gemeente Vorst of van de omstandigheid dat de Gemeente Vorst de begunstigde is van de publiciteit, en anderzijds door de afwezigheid van winstbejag in hoofde van de fysieke of rechtspersonen bij de verspreiding van publiciteit; dat deze vrijstellingen eveneens rekening houden met het feit dat bepaalde publiciteit niet in verband kan worden gebracht met een specifieke aankondiger, maar streeft naar de promotie van een activiteitensector in zijn geheel, alsook met de omstandigheid dat bepaalde publiciteit strikt gelokaliseerd is en belastingplichtigen betreft die werkzaam zijn in activiteitensectoren die over het algemeen minder inkomsten opleveren dan deze die kunnen voortkomen uit zuiver economische activiteiten; dat het bijgevolg aangewezen is vrijstelling te verlenen voor publiciteit, die omwille van haar omvang en haar lokalisatie een zeer beperkte impact heeft;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke

overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften

## BESLIST:

Het belastingreglement op de reclame-inrichtingen als volgt te wijzigen:

### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031, een belasting gevestigd op de reclamevoorzieningen geplaatst in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte.

### Artikel 2

De reclamevoorzieningen beoogd door huidig reglement zijn de installaties voor reclame, de reclamevoertuigen en de reclamestanden.

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

- reclame: elk opschrift, vorm of beeld bestemd om het publiek te informeren of zijn aandacht te vestigen, met uitsluiting van wat voorkomt op uithangborden en wegsignalisatie, plaatsen en instellingen van algemeen belang of met toeristische functie;
- installaties voor reclame: elke drager, ruimte of middel uitgevoerd, opgezet, ingericht of gebruikt om reclame aan te brengen, hetzij door aanplakking, vasthechting, verankering, schildering, ophanging, projectie of door elk ander middel;
- reclamevoertuigen: motorvoertuigen of aanhangwagens die reclame maken en parkeren in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte. Worden niet beschouwd als reclamevoertuigen de motorvoertuigen en aanhangwagens die uitsluitend gegevens of tekeningen bevatten betreffende de persoon die de eigenaar of gewoonlijke gebruiker ervan is;
- reclamestand: tijdelijke bezetting van een staanplaats in de openbare ruimte door installaties van alle aard, animatie of activiteiten met een reclamedoeleinde zonder dat er al dan niet iets verkocht wordt. Worden echter niet gelijkgesteld met reclamestands de etalages en terrassen van de horecasector.
- dynamische reclame-inrichtingen: elk luminescente of lichtgevende reclame-inrichting, ongeacht de gebruikte techniek (LED, LCD, OLED, PLASMA, ...) die het afspelen van beelden en reclameboodschappen toelaat.

### Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de reclamevoorziening. Zijn solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de reclamevoorziening of, in voorkomend geval, op het gebouw waarop het is aangebracht, door de plaatser van de reclamevoorziening, door de aankondiger en door de natuurlijke of rechtspersoon die geniet van de reclame.

### Artikel 4

a) De belasting is verschuldigd per reclamevoorziening.

b) De belasting is verschuldigd voor het volledige dienstjaar ongeacht de datum van plaatsing of verwijdering van de reclamevoorziening.

c) Het belastingtarief op de reclame-inrichtingen bedraagt 197,17€ per m<sup>2</sup> voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
201,11€	205,13€	209,23€	213,42€	217,69€

Het tarief van de belasting op de dynamische reclame-inrichtingen bedraagt 371,63€ per m<sup>2</sup> voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
379,06€	386,64€	394,37€	402,26€	410,31€

§1. Voor de berekening van de belasting wordt elk deel van een m<sup>2</sup> geteld als een hele m<sup>2</sup>.

§2. In uitzondering op § 1, voor de reclamevoorzieningen kleiner dan 4 m<sup>2</sup>, gebeurt de belastingheffing per schijf of deel van 0,25 m<sup>2</sup> aan het vastgestelde tarief per m<sup>2</sup> gedeeld door 4.

§3. Voor de reclamevoorzieningen uitgerust met meerdere reclameoppervlakken, wordt het belastingtarief vermenigvuldigd met het aantal reclameoppervlakken.

d) Het belastingtarief op de reclamevoertuigen bedraagt per voertuig 84,15€ per dag parkeren in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte of 2.805,00€ per jaar. Voor de berekening van de belasting wordt elk deel van een dag geteld als een hele dag.

#### Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de belastingen van huidig reglement:

- De reclamevoorzieningen van de gemeente of van organismen opgericht door of ondergeschikt aan de gemeente, voor zover ze niet dienen voor aanplakking van reclame met commercieel karakter;
- De reclamevoorzieningen uitsluitend bestemd voor de reclame voor evenementen georganiseerd of medegeorganiseerd door de gemeente en die het voorwerp uitmaken van een samenwerkingsovereenkomst met de gemeente;
- De reclamevoorzieningen uitsluitend bestemd voor de reclame voor schoolinstellingen opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheden en die aangebracht zijn op de betrokken instellingen of geplaatst op hun terrein;
- De reclamevoorzieningen bestemd voor het promoten van niet winstgevende activiteiten van sportieve, sociale of culturele aard, met inbegrip van films, artistieke creaties alsook diegenen die het publiek op de hoogte brengen van de organisatie van kermissen, congressen, beurzen of circussen voor zover hun oppervlakte niet groter is dan 1 m<sup>2</sup> en ze geplaatst worden op het gebouw of op het goed waar het betrokken evenement of activiteit plaatsvindt.
- De reclamevoorzieningen geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten met het oog op het promoten van het evenement of de activiteiten die er plaatsvinden.
- De verkiezingspanelen.

#### Artikel 6

Het Bestuur stuurt aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe aangifte binnen de tien dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het Bestuur tegen ten laatste 31 december van het aanslagjaar.

### Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

### Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Het punt wordt verdaagd.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

19 **Finances – Taxe sur les établissements bancaires et assimilés – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les établissements bancaires et assimilés, voté par le conseil communal le *05 décembre 2023* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune;

Considérant que le taux de la taxe sur les établissement bancaires et assimilés est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les établissement bancaires et assimilés établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes

provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des établissements bancaires et assimilés;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les établissements bancaires et assimilés :

#### Article 1.

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031, une taxe sur les établissements bancaires et assimilés ayant, sur le territoire de la commune, des locaux accessibles au public. Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissements bancaires et assimilés", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

#### Article 2.

La taxe est due par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement est exploité.

#### Article 3.

La taxe est fixée à 5.836,64 € par agence pour l'année 2026. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'établissement. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant:

2027	2028	2029	2030	2031
5.953,38€	6.072,44 €	6.193,89 €	6.317,77 €	6.444,13 €

#### Article 4.

Seront exonérés de la taxe les établissements n'occupant qu'une personne.

#### Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un établissement bancaire et assimilé, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

#### Article 6.

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen – Reglement –  
Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt

opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gerechtvaardigd is omwille van de almaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geïntegreerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten ingenomen door bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

## BESLIST:

Het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen te wijzigen:

### Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting gevestigd op de bankinstellingen en dergelijke die op het grondgebied van de gemeente lokalen hebben die toegankelijk zijn voor het publiek. Onder "bankinstellingen en dergelijke" dient men voor het toepassen van de vorige alinea te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

### Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het kantoor wordt uitgebaat.

### Artikel 3.

De belasting is vastgesteld op 5.836,64 € per agentschap voor het jaar 2026. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van opening van het kantoor. Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
5.953,38 €	6.072,44 €	6.193,89 €	6.317,77 €	6.444,13 €

### Artikel 4.

Worden van de belasting vrijgesteld de kantoren met slechts één tewerkgestelde beambte.

### Artikel 5.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een bankinstelling en dergelijke vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

### Artikel 6.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 7.

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## 20 **Finances – Taxes sur les surfaces de bureaux – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, voté par le Conseil communal le *05 décembre 2023* ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des bureaux ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les immeubles qui accueillent les bureaux est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces bureaux dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces de bureaux des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les surfaces de bureaux :

#### Article 1er

Il est établi, pour les exercices *2026 à 2031* une taxe sur les surfaces de bureaux. Cette taxe a pour base la surface brute hors sol de bureaux.

#### Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

**Bureaux** : Tout espace muni d'un équipement et/ou mobilier adéquat, dans lequel est susceptible d'être traitée l'information au sens large (textes, rapports, études, conférences, données comptables, brevets, son, image, ...) quel que soit son support (documents, fichiers informatiques, échantillons,

prototypes, ...).

Surface hors sols : La surface à partir du rez-de-chaussée.

Surface brute : La surface occupée par la personne physique ou morale en ce compris des surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et d'archivage, réfectoires, sanitaires, étages techniques, ...), les parties communes et les surfaces accessibles au public, à l'exclusion des surfaces de parking. La surface brute se calcule en additionnant la totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 m dans des locaux qui ne sont pas sous le niveau du sol. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs et façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs ni par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

### Article 3

Le taux de la taxe sur les surfaces de bureaux est fixé à 18,47 € par m<sup>2</sup> pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant:

2027	2028	2029	2030	2031
18,84 €	19,22 €	19,60 €	19,99 €	20,39 €

### Article 4

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les bureaux.

Est solidairement tenus, le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur l'immeuble qui accueille les bureaux.

### Article 5

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'occupation.

Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé est compté pour un mois entier.

### Article 6

Sont exonérés du paiement de la taxe :

- Les premiers 74 m<sup>2</sup> de la surface totale de bureaux.
- Les surfaces occupées par les personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.
- Les surfaces servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou aux œuvres de bienfaisance.

### Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence de surfaces de bureaux, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de

l'administration au plus tard pour le 31 décembre de l'année en cours.

### Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 7 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

### Article 9

Toute modification de la base imposable ou toute création de bureaux (par construction ou changement d'affectation) doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

### Article 10

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de kantooroppervlakten – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.-  
uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de kantooroppervlakten, gestemd door de Gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor kantoorgebruik;

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de gebouwen waarin de kantoren zijn gevestigd, gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze kantoren waarvan ze het gebruik mogelijk maken;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de kantooroppervlakten van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de kantooroppervlakten gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de kantooroppervlakten als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031, een belasting gevestigd op de kantooroppervlakten. Deze belasting heeft als basis de bruto bovengrondse oppervlakte.

#### Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

Kantoren: Elke ruimte die beschikt over een aangepaste uitrusting en/of meubilair, waar informatie in de brede zin kan verwerkt worden (teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, brevetten, geluid, beeld, ...) op eender welke informatiedrager (documenten, informaticabestanden, stalen, prototypen,...).

Bovengrondse oppervlakte: De oppervlakte vanaf de gelijkvloerse verdieping.

Bruto-oppervlakte: De oppervlakte betrokken door de natuurlijke persoon of rechtspersoon, met inbegrip van de onrechtstreeks benutte oppervlakken (doorgangs- en ontvangstruimten, conferentiezalen, opslagplaatsen en archieven, eetzaal, sanitair, technische verdiepingen, ...), de gemeenschappelijke delen en de oppervlakken toegankelijk voor het publiek, met uitzondering van de parking. De bruto bovengrondse oppervlakte wordt berekend door de som te maken van alle overdekte vloeroppervlakten die een vrije hoogte bieden van minstens 2,20 m in lokalen die niet onder het niveau van de grond liggen. De afmetingen van de vloeren worden gemeten aan de onbeklede buitenzijde van de gevels. Hier gaat men er dan van uit dat de vloeren doorlopen en houdt men geen rekening met de onderbrekingen erin door wanden en binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liftkooien.

#### Artikel 3

Het tarief van de belasting op de kantooroppervlakten wordt vastgesteld op 18,47 € per m<sup>2</sup> voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
18,84 €	19,22 €	19,60 €	19,99 €	20,39 €

#### Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die de kantoren betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op het gebouw dat de kantoren onderdak biedt.

#### Artikel 5

In geval van overdracht of van begin van bezetting van de kantooroppervlakten in de loop van het dienstjaar wordt de belasting gevestigd op basis van het aantal maanden dat de oppervlakten effectief betrokken waren.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt iedere aangevatte maand voor een gehele maand gerekend.

#### Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- De eerste 74 m<sup>2</sup> van de totale kantooroppervlakte.
- De oppervlakten gebruikt door publiekrechtelijke personen, met uitzondering evenwel van de oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevende of commerciële doeleinden;
- De oppervlakten die gebruikt worden voor erediensten, onderwijsinstellingen, hospitalen, ziekenhuizen, consultatiebureaus of werken van liefdadigheid.

### Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van kantooroppervlakten vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de Dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur ten laatste tegen 31 december van het lopende jaar.

### Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 7 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

### Artikel 9

Elke wijziging aan de belastbare grondslag of elke oprichting van kantoren (door nieuwbouw of wijziging van bestemming) moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

### Artikel 10

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

Het punt wordt verdaagd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

21 **Finances – Taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur le placement de de marchandises et autres objets sur le domaine public, voté par le Conseil communal du *05 décembre 2023* ;

Considérant que le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les établissements plaçant des marchandises et autres objets sur le domaine public du territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur

d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public :

#### Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public.

#### Article 2

Le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Cependant, après autorisation, il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets mentionnés à l'article 1.

#### Article 3

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir de ce chef prétendre à indemnité ou restitution de sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation spéciale de surveillance.

#### Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation. Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée à la poste, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

#### Article 5

La taxe n'est pas due pour les étalages de marchandises ou objets présentant moins de 0,50 m de saillie sur la voie publique. Lorsque cette saillie est dépassée la taxe est exigée pour tout l'espace occupé.

#### Article 6

La taxe est calculée par m<sup>2</sup> d'occupation du domaine public mentionné dans l'autorisation. Toute fraction de m<sup>2</sup> sera comptée pour 1 m<sup>2</sup>. Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3 m<sup>2</sup>.

#### Article 7

Le taux de la taxe est fixé à 19,84€ le m<sup>2</sup>/an pour l'année 2026.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
20,24 €	20,64 €	21,05 €	21,47 €	21,90 €

#### Article 8

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

#### Article 9

Lorsque l'administration communale constate l'existence de placement de marchandises et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer en même temps que l'autorisation requise conformément à l'article 3, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

#### Article 10

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 9 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 11

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gepronke streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die koopwaren en andere voorwerpen uitstallen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegnnet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende

overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften

**BESLIST:**

Het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031, een belasting gevestigd op het uitstallen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein.

#### Artikel 2

Het uitstallen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt op de openbare wegen en pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het uitstallen van de voorwerpen vermeld in artikel 1.

#### Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdienstbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op het eerste bevel van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op vergoeding of terruggave van reeds gestorte sommen.

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele bijzondere verplichting mee inzake toezicht.

#### Artikel 4

De belasting is ondeelbaar en verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning. Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet betekend werd bij een ter post aangetekend schrijven aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen. Er zal geen enkele korting of terruggave worden toegestaan, ongeacht de reden.

Bij de overname van een zaak zal echter geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden ingevorderd, en dit voor éénzelfde belastbare oppervlakte.

#### Artikel 5

De belasting is niet verschuldigd voor de uitstallingen van waren of voorwerpen die minder dan 0,50 m op de openbare weg uitspringen. Indien deze uitsprong wordt overschreden, wordt de belasting gevorderd voor de ganse betrokken ruimte.

#### Artikel 6

De belasting wordt berekend per m<sup>2</sup> bezetting van het openbaar domein vermeld in de

vergunning. Elk deel van een m<sup>2</sup> wordt voor 1 m aangerekend. Er zal in elk geval een minimale belasting ingevorderd worden die gelijk is aan een bezetting van 3 m<sup>2</sup>.

#### Artikel 7

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 19,84 € per m<sup>2</sup> voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
20,24 €	20,64 €	21,05 €	21,47 €	21,90 €

#### Artikel 8

In afwijking van de bepalingen van onderhavig reglement wordt geen belasting ingevorderd ter gelegenheid van de tijdelijke bezetting van het openbaar domein tijdens gemeentelijke feestelijkheden.

#### Artikel 9

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uitstallingen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend, samen met de vereiste vergunning conform artikel 3, moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

#### Artikel 10

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 9 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd

recht;

- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;

- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 11

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## 22 **Finances Taxe sur les commerces ambulants - Règlement - Renouvellement Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les commerces ambulants, voté par le Conseil communal du *05 décembre 2023* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une

répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les commerces ambulants :

#### Article 1

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une taxe sur les commerces ambulants.

Sont visées les activités dont l'exercice est subordonné à autorisation préalable du Ministre des Classes Moyennes par l'article 3 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

#### Article 2

La taxe est due par le marchand ambulant .

#### Article 3

La taxe est fixée comme suit :

- par jour : 20 €
- par semaine : 65 €
- par mois : 100 €
- par trimestre : 250 €
- par année : 500 €

#### Article 4

La taxe est payable au comptant entre les mains du Receveur communal, de ses préposés ou des agents percepteurs régulièrement désignés à cet effet ou par voie de rôle.

#### Article 5

Avant de vendre sur la voie publique, tout marchand ambulant ayant obtenu du bourgmestre l'autorisation prescrite à l'article 102 du règlement général de police, est tenu de faire une déclaration, contre récépissé, au service du secrétariat de l'Administration communale, indiquant la durée pour laquelle la taxe devra lui être appliquée.

#### Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable

suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 7

Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement est puni, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'une amende égale à la taxe et, en cas de récidive dans les douze mois, d'une amende égale au double de cette taxe.

#### Article 8

Les contraventions sont portées devant le tribunal répressif.

Les amendes sont recouvrées par le receveur communal.

#### Article 9

Lorsque la taxe est enrôlée, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op de ambulante handel – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uittstel van 05/12/2025**

DE RAAD

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen

inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de ambulante handel, gestemd door de Gemeenteraad op 05 december 2023;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid van het doorgangsgemak te garanderen

BESLIST:

Het belastingreglement op de ambulante handel te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting op de ambulante handel gevestigd.

Worden in aanmerking genomen de activiteiten waarvan de uitoefening onderworpen is aan een voorafgaande toelating van het Ministerie van Middenstand volgens artikel 3 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van de openbare markten.

#### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de ambulante handelaar.

#### Artikel 3

De belasting wordt als volgt vastgesteld :

- per dag: 20 €
- per week: 65 €
- per maand: 100 €
- per trimester: 250 €
- per jaar: 500 €

#### Artikel 4

De belasting is contant betaalbaar in handen van de Gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beambten of in een kohier opgenomen.

#### Artikel 5

Vooraleer op de openbare weg te verkopen moet elke ambulante handelaar, die van de burgemeester

de toelating gekregen heeft zoals voorgeschreven in artikel 102 van het algemene politiereglement, tegen ontvangstbewijs, op de dienst secretariaat van het gemeentebestuur een aangifte doen betreffende de duur waarvoor de belasting op hem toegepast moet worden.

#### Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 7

Elke overtreder van de bepalingen van het huidige reglement wordt, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, bestraft met een boete gelijk aan deze belasting en, in geval van recidive binnen de twaalf maanden, met een boete gelijk aan het dubbele van deze belasting.

#### Artikel 8

De overtredingen worden voor de strafrechtbank gebracht.

De boetes worden door de gemeenteontvanger ingevorderd.

#### Artikel 9

Wanneer de belasting ingekohierd is, ontvangt de belastingplichtige gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**23 Finances – Taxe sur les enseignes et réclames – Règlement – Renouvellement – Modifications.-  
report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les enseignes et réclames, voté par le conseil communal du *05 décembre 2023*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les commerçants apposant des enseignes et/ou réclames sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les enseignes et réclames :

## Article 1

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une taxe communale sur :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;
- les cordons lumineux.

Est réputée enseigne toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître le commerce ou l'industrie qui s'exploitent en un lieu donné, la profession qui s'y exerce ou les opérations qui s'y effectuent.

Est réputée réclame toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître les produits ou les services qui sont en vente en un lieu donné.

## Article 2

Pour être imposables, il faut, en outre, que ces dispositifs soient exposés au regard du public du fait qu'ils se trouvent :

- 1) à l'extérieur des immeubles, tant à front de voie publique que dans les galeries ou passages couverts ou non, publics ou privés, les parkings ou sur le toit;
- 2) à l'intérieur des immeubles, dans les vitrines ou porches, soit encore derrière les vitres des fenêtres ou des portes.

## Article 3

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

- les enseignes et réclames appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- l'inscription du nom du commerçant et de son numéro de registre de commerce, ainsi que toute autre mention prescrite par les lois et règlements, pour autant que cette inscription n'excède pas une surface de dix décimètres carrés.

## Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de l'installation ou du retrait:

- pour les enseignes : par la personne physique ou morale qui exerce ou fait exercer la profession, l'industrie ou le commerce auquel se rapporte l'enseigne donnant lieu à la taxation;
- pour les réclames : par le propriétaire de la réclame.

## Article 5

Le taux de la taxe est fixé en 2026 à 0,209€ le dm<sup>2</sup> ou fraction de dm<sup>2</sup>, avec un minimum de 17,95€.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
0,213€	0,218€	0,222€	0,226€	0,231€

Et ce pour :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;

Pour les cordons lumineux qui ne font pas corps avec l'enseigne ou avec la réclame, le taux est fixé en 2026 à 2,042€ par mètre courant ou fraction de mètre courant, avec un minimum de 35,90€.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
2,083€	2,125€	2,167€	2,210€	2,255€

#### Article 6

La surface imposable est calculée comme suit :

- si l'enseigne ou la réclame présente une seule face : en fonction des dimensions du dispositif qui contient l'enseigne ou la réclame et, s'il s'agit d'une figure géométrique irrégulière, en fonction de celles de la figure géométrique régulière la plus petite dans laquelle le dispositif est susceptible d'être inscrit;
- si l'enseigne ou la réclame présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles simultanément ou successivement;
- si l'enseigne ou la réclame est constituée elle-même par un volume, la surface de ce dernier est forfaitairement censée être le double du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur, le résultat étant exprimé en mesure de surface;
- si le dispositif permet la présentation ou la projection successive de plusieurs textes ou images : autant de fois la surface qu'il existe de représentations ou de projections différentes.

#### Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'enseignes et réclames, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale.

#### Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 7 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 9

Les personnes qui feront usage d'enseignes ou de réclames devront en faire la déclaration dans la quinzaine qui suit l'installation.

Tout changement apporté à une enseigne ou à une réclame doit être notifié à l'administration communale (service des taxes) dans les quinze jours.

#### Article 10

La vérification du mesurage d'une enseigne ou d'une réclame se fera le cas échéant par un agent communal qualifié.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

#### Article 11

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op de uithang- en reclameborden – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uithang- en reclameborden, goedgekeurd door de gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het in het nastreven van deze doelstelling gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de handelaars die uithang- en reclameborden plaatsen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuur die ter beschikking staat van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de uithang- en reclameborden te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren *2026 tot 2031* een gemeentebelasting gevestigd op:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;

- de neonbuisverlichtingen.

Onder uithangbord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de handel of industrie die op een bepaalde plaats uitgebaat wordt, het beroep dat er uitgeoefend wordt of de verrichtingen die er gedaan worden.

Onder reclamebord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de producten of diensten die te koop worden aangeboden op een bepaalde plaats.

## Artikel 2

Om belastbaar te zijn moeten deze voorzieningen daarenboven in het zicht van het publiek staan door het feit dat ze zich bevinden:

- 1) buiten de gebouwen, zowel zichtbaar van op de openbare weg als in de al dan niet overdekte galerijen of doorgangen, openbaar of privaat, parkings of op het dak;
- 2) binnen de gebouwen, in de uitstalramen of overdekte ingangen, hetzij achter de ruiten van vensters of deuren.

## Artikel 3

Geven geen aanleiding tot de heffing van de belasting:

- de uithang- en reclameborden die toebehoren aan publiekrechtelijke rechtspersonen, aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut;
- de vermelding van de naam van de handelaar en van zijn handelsregisternummer, alsook elke andere vermelding opgelegd door de wetten of de reglementen, voor zover dit opschrift geen oppervlakte beslaat van meer dan tien vierkante decimeter.

## Artikel 4

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing of van wegneming:

- voor de uithangborden: door de natuurlijke of rechtspersoon die het beroep, de industrie of de handel uitoefent of laat uitoefenen waarop het belastbare uithangbord betrekking heeft;
- voor de reclameborden: door de eigenaar van het reclamebord.

## Artikel 5

Het belastingtarief is vastgesteld op 0,209€ per dm<sup>2</sup> of deel van een dm<sup>2</sup> voor het jaar 2026, met een minimum van 17,95€.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
0,213€	0,218€	0,222€	0,226€	0,231€

voor:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;

en op 2,042€ per lopende meter of deel van een lopende meter, met een minimum van 35,90€. voor de neonbuisverlichtingen die geen geheel vormen met het uithangbord of met het reclamebord voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
2,083€	2,125€	2,167€	2,210€	2,255€

#### Artikel 6

De belastbare oppervlakte wordt als volgt berekend:

- indien het uithang- of reclamebord één zichtbare zijde bevat: in functie van de afmetingen van de armatuur die het uithang- of het reclamebord bevat en, indien het gaat om een onregelmatige geometrische figuur, in functie van de afmetingen van de kleinste regelmatige geometrische figuur waarin de voorziening zou kunnen ingeschreven worden;
- indien het uithang- of reclamebord meerdere zichtbare zijden bevat: in functie van de totale oppervlakte van alle terzelfdertijd of opeenvolgende zichtbare zijden;
- indien het uithang- of reclamebord een volume vormt wordt de oppervlakte van deze laatste forfaitair geacht gelijk te zijn aan het dubbele van het product van de hoogte en zijn grootste breedte, het resultaat wordt uitgedrukt in oppervlaktematen; y
- indien de voorziening achtereenvolgens verschillende voorstellingen of projecties van teksten of beelden mogelijk maakt: zoveel keer de oppervlakte als er verschillende voorstellingen of projecties zijn.

#### Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uithang- en reclameborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

#### Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 7 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen

schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft, normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 9

De personen die gebruik maken van uithang- en reclameborden, moeten hiervan aangifte doen binnen de vijftien dagen na de ingebruikname.

Elke verandering aangebracht aan een uithang- of reclamebord moet binnen de vijftien dagen aan het gemeentebestuur (dienst gemeentebelastingen) kenbaar gemaakt worden.

#### Artikel 10

De juistheid van de opmeting van een uithang- of reclamebord zal in voorkomend geval gecontroleerd worden door een gemeentelijk bevoegd ambtenaar.

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

#### Artikel 11

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

## **Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique voté par le Conseil communal en séance du 10 septembre 2019 ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité, voté par le Conseil communal du *05 décembre 2023*;

Considérant qu'une taxation de l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité n'est pas reprise dans le Plan Régional de Politique de Stationnement ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adopter un règlement-taxe portant sur l'occupation temporaire de places de stationnement par une entité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité :

### Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031, une taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement.

### Article 2

Toute entreprise ou association qui occupe temporairement des places de stationnement pour son activité est redevable de la taxe stationnement.

### Article 3

La taxe est due pour la durée de l'occupation des places de stationnement, toute journée

commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée par le collège des bourgmestre et échevins.

#### Article 4

La taxe est établie proportionnellement au nombre de places de stationnement occupées.

#### Article 5

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et le nombre de places occupées doivent être déclarés à l'administration communale et au service stationnement au moins 8 jours avant le début de l'occupation.

#### Article 6

Lorsque l'administration communale constate une occupation temporaire non déclarée de places de stationnement, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi, la formule de déclaration de début d'occupation. S'il ne respecte pas cette obligation, il se verra appliquer une tarification majorée correspondant au triple du montant forfaitaire prévu au § 7 de cet article.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

#### Article 7

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 8

La taxe est fixée à 10 € par emplacement de stationnement et par jour en zone verte, et 20 €

en zone rouge.

#### Article 9

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité. En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

#### Article 10

Sont exonérées de la taxe prévue au présent règlement, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées, des pouvoirs locaux et des administrations subordonnées.

#### Article 11

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation des places de stationnement. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

#### Article 12

La taxe est payable au comptant. En cas de non-paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible. A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in de zitting van 10 september 2019;

Gelet op het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit,

gestemd door de Gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat er geen belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit opgenomen is in het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is een belastingreglement aan te nemen houdende de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geprononceerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid en het doorgangsgemak te garanderen

BESLIST:

Het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren *2026 tot 2031* een belasting gevestigd op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen.

#### Artikel 2

Elke onderneming of vereniging die tijdelijk parkeerplaatsen bezet voor haar activiteit is de parkeerbelasting verschuldigd.

#### Artikel 3

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de parkeerplaatsen; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

#### Artikel 4

De belasting wordt berekend in evenredigheid met het aantal bezette parkeerplaatsen.

#### Artikel 5

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten aan het gemeentebestuur en aan de parkeerdienst kenbaar gemaakt worden, tenminste 8 dagen voor het begin van de bezetting.

#### Artikel 6

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een niet-aangegeven tijdelijk bezetting van de parkeerplaatsen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige de aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het aangifteformulier met de begindatum van de bezetting behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum. Indien hij deze verplichting niet naleeft, wordt een verhoogd tarief toegepast dat overeenkomt met het drievoud van het forfaitaire bedrag voorzien in §7

van dit artikel.

Bij betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar rechtsgeldig zijn.

### Artikel 7

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

### Artikel 8

De belasting wordt vastgesteld op 10 € per parkeerplaats en per dag in een groene zone en 20 € in een rode zone.

### Artikel 9

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtigen geen recht op onherroepelijke vergunning, noch dienstbaarheid op de openbare weg, maar, deze laatsten zullen daarentegen het toegestane gebruik moeten opheffen of beperken bij het eerste bevel van de overheid en zonder dat hiervoor enige vergoeding geëist kan worden. Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

### Artikel 10

Zijn vrijgesteld van de belasting voorzien in huidig reglement, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg, ter gelegenheid van het bouwen, herbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de Federale Staat, de deelentiteiten, de lokale overheden en de ondergeschikte besturen.

## Artikel 11

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de parkeerplaatsen eindigt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen trimester in de volgende maand betaald worden.

## Artikel 12

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden en onmiddellijk invorderbaar zijn.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## 25 **Finances – Taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales, voté par le conseil communal le *05 décembre 2023*;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des équipements à des fins industrielles et/ou commerciales ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles ou commerciales est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces équipements dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement

justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces d'équipements à des fins industrielles des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des équipements à des fins industrielles et / ou commerciales établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales :

#### Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une taxe communale sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Sont visés, les ateliers, les magasins, les entrepôts, les halles de sports, les halles de démonstration et d'écolage, les salles d'exposition, les établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

#### Article 2

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Est solidairement tenu(s), le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

#### Article 3

La taxe n'est pas applicable :

- Aux personnes morales de droit public, pour autant que leurs équipements ne soient pas affectés à la poursuite une activité industrielle ou commerciale. Si cette dernière activité ne couvre qu'une partie du bien, la taxe est due à concurrence de la surface des équipements affectée à l'activité industrielle et commerciale
- Aux surfaces de bureaux prises en compte pour la taxe sur la surface de bureaux
- Au 2/3 de la surface occupée par les salles d'exposition
- Aux premiers 400 m<sup>2</sup> de surface occupée par des ateliers, des magasins, des entrepôts, des halles de sports, des halles de démonstration et d'écolage, des salles d'exposition, des établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

#### Article 4

Le taux de la taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales est fixé à 2,64 € par m<sup>2</sup> pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
2,69 €	2,75 €	2,80 €	2,86 €	2,92 €

#### Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'ateliers, de magasins, d'entrepôts, de halles de sport, de démonstration ou d'écolage, ou de salles d'exposition situés sur le territoire de la Commune de Forest, elle adresse au contribuable une formule de déclaration. Le contribuable est tenu de renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration au plus tard le 31 mars de l'exercice de l'imposition est tenu de déclarer, au plus tard pour le 31 juillet de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation ou dans les trois mois du début de l'activité.

#### Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le

redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôt sur les revenus.

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Financiën – Belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden, goedgekeurd door de gemeenteraad op 05 december 2023;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden;

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze uitrustingen waarvan ze het gebruik mogelijk maken;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de oppervlakten van uitrustingen met industriële doeleinden van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031, een gemeentebelasting gevestigd op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Worden bedoeld, de werkplaatsen, de magazijnen, de opslagplaatsen, de sporthallen, de demonstratie- en opleidingszalen, de tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

#### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(n)en die de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële

en/of commerciële doeleinden.

### Artikel 3

De belasting is niet van toepassing:

- Op de publiekrechtelijke rechtspersonen, voor zover hun uitrustingen niet bestemd zijn voor het nastreven van een industriële of commerciële activiteit. Indien deze laatste activiteit slechts een deel van het goed dekt, is de belasting verschuldigd ten belope van de oppervlakte van de uitrustingen bestemd voor de industriële en commerciële activiteit
- Op de kantooroppervlakten in aanmerking genomen voor de belasting op de kantooroppervlakten.
- Op 2/3 van de oppervlakte betrokken door tentoonstellingszalen.
- Op de eerste 400 m<sup>2</sup> aan oppervlakte betrokken door werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen, tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

### Artikel 4

Het tarief van de belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden wordt vastgesteld op 2,64 € per m<sup>2</sup> voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
2,69 €	2,75 €	2,80 €	2,86 €	2,92 €

### Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen of tentoonstellingszalen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier. De belastingplichtige moet het aangifteformulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft tegen ten laatste 31 maart van het jaar van de belastingheffing moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen tegen ten laatste 31 juli van het jaar van de belastingheffing of binnen de drie maanden vanaf de aanvang van de activiteit.

### Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde

werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

Het punt wordt verdaagd.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

26 **Finances - Taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque - Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, voté par le conseil communal le 05 décembre 2023 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les banques établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque;

Considérant que le recours accru aux guichets automatisés dans le secteur bancaire réduit le volume d'offre d'emploi et conduit dès lors à l'appauvrissement général de la population ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de retrait et/ou de dépôt de billets de banque.

Article 2.

La taxe est due par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient l'appareil automatique.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissement bancaire ou assimilé", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 3.

La taxe est fixée en 2026 à 1.751,00 € par appareil automatique intérieur ou extérieur à l'agence bancaire. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'appareil.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
1.786,02 €	1.821,74 €	1.858,18 €	1.895,34 €	1.933,25 €

Sont exonérés de la taxe les appareils extérieurs automatiques distributeurs de billets utilisables au moyen de n'importe quelle carte de banque ou carte de crédit.

Article 4.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un appareil permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 5.

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 4 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le

montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 6.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Financiën - Belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden - Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gestemd door de gemeenteraad op 05 december 2023;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de banken gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortkomen uit het gebrek aan inkomsten van de opcentiemen die niet geïnd worden op de natuurlijke personenbelasting van personen die de bewoonbare ruimte, die ingenomen wordt door de toestellen voor automatische deponering of afhaling van bankbiljetten, bezet zouden kunnen hebben;

Overwegende dat de stijgende toevlucht tot geautomatiseerde loketten in de banksector het aantal werkaanbiedingen aanzienlijk vermindert en aldus leidt tot een algemene verarming van de bevolking;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting gevestigd op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponeerd en/of afgehaald kunnen worden.

## Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de beheerder van de bankinstelling of dergelijke aan wie het automatische toestel toebehoort.

Onder "bankinstelling of dergelijke" dient men voor het toepassen van de vorige alinea te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

## Artikel 3

De belasting is vastgesteld op 1.751,00 € per automatisch toestel binnen of buiten het bankagentschap voor het jaar 2026. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
1.786,02 €	1.821,74 €	1.858,18 €	1.895,34 €	1.933,25 €

Worden vrijgesteld van de belasting de automatische biljettenverdelers buiten die met om het even welke bank- of kredietkaart gebruikt kunnen worden.

## Artikel 4

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan vaststelt van toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponeerd en/of afgehaald kunnen worden, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

## Artikel 5

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 4 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

### Artikel 6

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

27 **Finances – Taxe sur la mise à disposition d’appareils de télécommunication contre paiement par le public – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public, voté par le Conseil communal du *05 décembre 2023* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les établissements mettant à disposition des appareils de télécommunication contre paiement par le public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant qu'un second tarif moins élevé a été instauré pour la mise à disposition d'ordinateurs par le public, et que la différence de tarifs est expliquée par le fait que certains foyers ne disposent pas d'ordinateur, et que la mise à disposition de ces derniers peut dès lors jouer un rôle social;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public :

#### Article 1

Il est établi, pour les exercices *2026 à 2031*, une taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement.

#### Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique (c'est-à-dire : téléphone, fax, ordinateur, modem, vidéoconférence, ...).

#### Article 3

La taxe a pour base le nombre d'appareils de télécommunication fixes ou mobiles mis à la disposition du public.

#### Article 4

La taxe est fixée en *2026 à 81,71 €* par appareil de télécommunication fixe ou mobile. Tout trimestre entamé est dû en totalité.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
83,35 €	85,01 €	86,71 €	88,45 €	90,22 €

La taxe est fixée en 2026 à 23,34 € par ordinateur par trimestre. Tout trimestre entamé est dû en totalité.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
23,80 €	24,28 €	24,77 €	25,26 €	25,77 €

La taxe est due pour le trimestre entier, à compter du 1er jour du trimestre, quelle que soit la date de l'installation de l'appareil.

#### Article 5

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

#### Article 6

Sont exonérés de la taxe, les établissements qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991, pour ce qui concerne les équipements se rapportant à l'exercice du service universel.

#### Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'appareils de télécommunication mis à la disposition du public contre paiement dans un établissement, elle adresse à l'exploitant de cet établissement une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard au moment de l'installation de ses appareils, les éléments nécessaires à la taxation.

Toute modification de la base imposable doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

#### Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 7 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable

suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

### Article 9

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek, gestemd door de Gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële

capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de instellingen die telecommunicatietoestellen ter beschikking stellen tegen betaling door het publiek op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat er een tweede lager tarief ingevoerd werd voor de terbeschikkingstelling van computers voor het publiek, en dat het verschil in tarieven wordt uitgelegd door het feit dat sommige gezinnen niet over een computer beschikken, en dat de terbeschikkingstelling ervan bijgevolg een sociale rol kan spelen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften

BESLIST:

Het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek te wijzigen :

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting gevestigd op de instellingen die telecommunicatietoestellen tegen betaling ter beschikking stellen van het publiek.

#### Artikel 2

Voor de toepassing van huidig reglement dient verstaan te worden onder telecommunicatietoestel, ieder toestel dat de overdracht, de uitstraling of de ontvangst mogelijk maakt van seinen, signalen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van elke aard, per draad, radio-elektriciteit, optische signalisatie of ander elektromagnetisch systeem (zoals: telefoon, fax, computer, modem, videoconferentie, ...).

#### Artikel 3

De belasting is gebaseerd op het aantal vaste of mobiele telecommunicatietoestellen die ter beschikking van het publiek gesteld worden.

#### Artikel 4

De belasting wordt vastgesteld op 81,71 € per vast of mobiel telecommunicatietoestel voor het jaar 2026. Ieder begonnen trimester wordt volledig belast.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden

overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
83,35 €	85,01 €	86,71 €	88,45 €	90,22 €

De belasting wordt vastgesteld op 23,34 € per computer per trimester voor het jaar 2026. Ieder begonnen trimester wordt volledig belast.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
23,80 €	24,28 €	24,77 €	25,26 €	25,77 €

De belasting is verschuldigd voor het gehele trimester, te tellen vanaf de 1ste dag van het trimester, ongeacht de datum van installatie van het toestel.

#### Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de instelling. De eigenaar van het gebouw of van het deel van het gebouw waar de instelling zich bevindt, is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

#### Artikel 6

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die de universele dienst verzorgen zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven die kunnen bewijzen de eigenschap van operator of de toelating te bezitten in de zin van diezelfde wet van 21 maart 1991, voor wat betreft de uitrustingen die betrekking hebben op de uitoefening van de universele dienst.

#### Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van telecommunicatietoestellen vaststelt die tegen betaling in een instelling ter beschikking gesteld worden van het publiek, stuurt het aan de uitbater van deze instelling een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het Bestuur tegen ten laatste het ogenblik waarop de toestellen geïnstalleerd worden.

Elke wijziging aan de belastbare grondslag moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

#### Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 7 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

### Artikel 9

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

28 **Finances – Taxe sur l’occupation temporaire de la voie publique à l’occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d’entretien d’immeubles – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des

créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation, ou d'entretien d'immeubles , voté par le conseil communal du *21 décembre 2021*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction , de démolition , de reconstruction , de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles:

#### Article 1.

Il est établi pour les exercices *2026 à 2031* une taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles.

#### Article 2.

La taxe est due par l'entrepreneur qui exécute les travaux.

#### Article 3.

La taxe est due pour la durée de l'occupation de la voie publique, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée souverainement par le collège des bourgmestre et échevins.

#### Article 4.

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique.

La superficie est mesurée entre l'alignement décrété et le pourtour extérieur du chantier.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

#### Article 5.

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et la superficie occupée doivent être déclarées à l'administration communale dans les 8 jours qui suivent respectivement le début et la fin de l'occupation.

#### Article 6.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une occupation temporaire de la voie publique, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai

d'un mois prenant cours à la date d'envoi , la formule de déclaration de début d'occupation. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

#### Article 7.

L'absence de déclaration dans les délais prévus aux articles 5 et 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 8.

Le taux de la taxe est fixé à 2,04€ par mètre carré et par jour pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
2,08€	2,12€	2,16€	2,20€	2,24€

#### Article 9.

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

#### Article 10.

Sont exonérés de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la

construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées et des pouvoirs locaux.

#### Article 11.

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation de la voie publique. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

#### Article 12.

La taxe est payable au comptant.

En cas de non-paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën – Belasting op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 21 december 2021;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gepronke streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereglementeerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te

bewaren en de veiligheid van het doorgangsgemak te garanderen;

## BESLIST:

Het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen te hernieuwen:

### Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting gevestigd op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van werken voor het oprichten, afbreken, heropbouwen, veranderen, herstellen of onderhouden van gebouwen.

### Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de aannemer die de werken uitvoert.

### Artikel 3.

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de openbare weg; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal soeverein door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

### Artikel 4.

De belasting wordt berekend in evenredigheid met de bezette oppervlakte van de openbare weg.

De oppervlakte wordt gemeten tussen de gedecreteerde rooilijn en de buitenomtrek van de werf.

Voor de berekening van de oppervlakte wordt elk gedeelte van een vierkante meter voor een eenheid geteld.

### Artikel 5.

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten binnen de 8 dagen die respectievelijk volgen op het begin en het einde van de werken kenbaar gemaakt worden aan het gemeentebestuur.

### Artikel 6.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een tijdelijk bezetting van de openbare weg vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het formulier van de begindatum behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

### Artikel 7.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikelen 5 en 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de

elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 8.

Het tarief van de belasting is vastgesteld op 2,04€ per vierkante meter en per dag voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
2,08€	2,12€	2,16€	2,20€	2,24€

#### Artikel 9.

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtige geen enkel onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdienstbaarheid op de openbare weg, maar deze laatste zal daarentegen van het toegestane gebruik moeten afzien of dit beperken op het eerste bevel van de overheid en zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op enige vergoeding.

Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

#### Artikel 10.

Zijn van de belasting vrijgesteld, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg, ter gelegenheid van het bouwen, heropbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de federale Staat, van de deelentiteiten en van de plaatselijke besturen.

#### Artikel 11.

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de openbare weg beëindigd wordt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen trimester betaald worden in de maand die volgt op elk trimester.

#### Artikel 12.

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden met onmiddellijke invordering.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

29 **Finances – Taxe relative aux décès et d’arrivée tardive au cimetière de Forest – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs ;

Vu le règlement- taxe sur les transports funèbres et la pose de scellés, voté par le Conseil communal du *21 avril 2020* ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une répartition équitable de la charge fiscale

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement-taxe relative aux décès et d'arrivée tardive au cimetière de Forest :

Article 1.

Il est établi du 01/01/2026 au 31/12/2031 une taxe pour frais administratifs relatifs à tout décès survenu sur le territoire de la commune de Forest et d'arrivée tardive au cimetière de Forest.

Article 2.

La taxe est due par la personne qui convient, avec l'administration communale, des modalités de funérailles.

Article 3.

La taxe pour frais administratifs relatifs à tout décès survenu sur le territoire de Forest est fixée à 173,40€ pour l'année 2026.

Les années suivantes le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
176,86€	180,39€	183,99€	187,66€	191,41€

Cette taxe n'est pas due lors de l'organisation des funérailles des personnes réputées indigentes ni lors des dons de corps aux facultés de médecine.

Article 4.

La taxe d'arrivée tardive au cimetière de Forest est fixée à 1.020 € pour l'année 2026 par convoi funèbre arrivant au cimetière communal après 15h30 du lundi au jeudi et après 13h le vendredi.

Les années suivantes le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	20230	2031
1.040,40€	1.061,20€	1.082,42€	1.104,06€	1.126,14€

Article 5.

Les taxes sont dues au comptant, au moment où les modalités des funérailles sont convenues ou lors de l'arrivée tardive au cimetière de Forest. Elles sont payables au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 6.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

Pour être recevables, les réclamations doivent être faites par écrit, motivées et remises ou présentées par envoi postal dans les trois mois à dater du paiement au comptant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting betreffende het overlijden en de late aankomst op het kerkhof van Vorst – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Overwegende de permanente wil om de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook van de bevordering van het vervullen van online-formaliteiten en van algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet op het belastingreglement op het lijkenvervoer en het plaatsen van zegels, goedgekeurd door de Gemeenteraad van *21 april 2020*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geponde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk

BESLIST:

Het belastingreglement betreffende het overlijden en de late aankomst op het kerkhof van Vorst als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

Er wordt van *01/01/2026 tot 31/12/2031* een belasting gevestigd voor administratieve kosten betreffende elk overlijden op het grondgebied van de gemeente Vorst en op de late aankomst op het kerkhof van Vorst.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de persoon die met het gemeentebestuur de modaliteiten van de begrafenis regelt.

Artikel 3.

De belasting voor administratieve kosten betreffende elk overlijden op het grondgebied van de gemeente Vorst is vastgesteld op *173,40€* voor het jaar *2026*.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
176,86€	180,39€	183,99€	187,66€	191,41€

Deze belasting is niet verschuldigd bij het organiseren van de lijkbezorging van behoeftige personen noch in geval van lichaamsdonatie aan de faculteiten geneeskunde.

#### Artikel 4.

Een belasting van 1.020,00€ moet worden betaald bij elk vervoer dat na 15u30 van maandag tot donderdag en na 13u op vrijdag op het gemeentelijk kerkhof aankomt voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	20230	2031
1.040,40€	1.061,20€	1.082,42€	1.104,06€	1.126,14€

#### Artikel 5.

De belastingen zijn contant betaalbaar op het ogenblik van de afhandeling van de modaliteiten voor de begrafenis of bij late aankomst op het kerkhof van Vorst, in handen van de Gemeenteontvanger, haar aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

#### Artikel 6.

De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, die als administratieve overheid beslecht.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de bezwaren schriftelijk gedaan worden, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen de drie maanden vanaf de datum van contante betaling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

30 **Finances – Taxe sur la constitution de dossiers administratifs – Règlement – Modifications. - report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu les Circulaires du SPF Intérieur du 20/05/2016 et 5/07/2016 relatives à l'application "Mon Dossier", nouveau webservice amélioré et adapté aux communes: simplification administrative lors de la délivrance de certificats ;

Vu les développements postérieurs ayant rendu possible la liaison informatique directe entre l'application fédérale "Mon Dossier" et l'e-guichet régional "Irisbox" ;

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs ;

Vu en outre le transfert au 1er janvier 2018 des compétences des provinces vers les communes en matière de passeports et titres de voyage et le principe général d'égalité de traitement entre tous les citoyens ;

Vu le règlement-taxe sur la constitution de dossiers administratifs, voté par le conseil communal le *21 mai 2024* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune de Forest s'est déclarée commune hospitalière ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Vu l'article 6 de la loi du 07/01/2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom ;

Considérant que certains changements de nom seront dorénavant de la compétence et de la responsabilité de l'Officier de l'Etat civil ;

DECIDE :

De modifier le règlement taxe sur la constitution de dossiers administratifs.

#### Article 1.

Il est établi du *01/01/2026* au *31/12/2026* une taxe sur la constitution de dossiers administratifs.

#### Article 2.

La taxe est due par la personne qui introduit la demande.

#### Article 3.

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

1. sur la demande d'inscription dans les registres de population	- d'une personne belge radiée d'office ou venant de l'étranger 10,00 €  - d'une personne étrangère radiée d'office des registres de la population depuis moins d'un an, ou radiée pour l'étranger des mêmes registres depuis moins d'un an 10,00 €
2. sur la demande de dérogation prévue à l'article 18 bis de la loi du 15 décembre 1980	10,00€
3. sur les demandes de régularisation prévues par la loi du 15 décembre 1980 (par personne au-delà de 12 ans)	10,00€
4. Sur la demande de changement d'adresse (mutation interne ou venant d'autre commune)	5,00€
5. sur l'établissement du dossier en vue de l'obtention de la nationalité belge	65,00€
6. sur la demande de rectification des données du registre national en raison d'un acte étranger ou d'une décision étrangère de changement de nom, de prénom, de lieu de naissance ou de date de naissance	65,00€
7. sur la constitution d'un dossier de demande de concession	50,00€

<p>8. Sur la constitution d'un dossier de changement de prénom.</p> <p>L'Officier de l'Etat civil peut éventuellement réduire ce montant à 49€ Si le prénom du citoyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est ridicule ou odieux (en lui-même, par association à son nom ou parce qu'il est désuet) ;</li> <li>• A une consonnance étrangère ;</li> <li>• Prête à confusion (par exemple s'il indique le mauvais sexe ou se confond avec le nom) ;</li> <li>• Est modifié uniquement par un trait d'union ou un signe qui modifie sa prononciation (accent) ;</li> <li>• Est simplement abrégé.</li> </ul> <p>Concernant les personnes qui ont la conviction que le sexe mentionné dans leur acte de naissance ne correspond pas à leur identité de genre vécue intimement, le coût s'élève également à 49€.</p>	<p>450,00€ (par personne)</p>
<p>9. sur la constitution d'un dossier de changement de nom selon la procédure simplifiée entrant en vigueur le 01/07/2024</p>	<p>140€</p>

#### Article 4.

La taxe est payable au comptant au moment de la demande, entre les mains du receveur communal ou du préposé de la commune.

#### Article 5.

Le redevable peut introduire une réclamation écrite et motivée, remise ou présentée par envoi postal au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les trois mois à dater du paiement au comptant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de samenstelling van administratieve dossiers – Reglement – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrieven van de FOD Binnenlandse Zaken van 20/05/2016 en 5/07/2016 betreffende de toepassing "Mijn Dossier", nieuwe verbeterde webservice op maat van de gemeenten: administratieve vereenvoudiging bij de afgifte van getuigschriften;

Gelet op de verdere ontwikkelingen die de rechtstreekse computerverbinding tussen de federale toepassing "Mijn Dossier" en het gewestelijke e-loket "Irisbox" mogelijk hebben gemaakt;

Overwegende de permanente wil om de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook het makkelijker maken van het vervullen van online-formaliteiten en van de algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet bovendien op de overdracht op 1 januari 2018 van de bevoegdheden voor paspoorten en reisdocumenten van de provincies naar de gemeenten en het algemeen beginsel van gelijke behandeling van alle burgers;

Gelet op het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers, goedgekeurd door de gemeenteraad op *21 mei 2024*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente Vorst zich gastvrije gemeente noemt;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Gelet op artikel 6 van de wet van 07/01/2024 tot wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de procedure voor naamsverandering te versoepelen;

Overwegende dat bepaalde naamswijzigingen voortaan onder de bevoegdheid en de verantwoordelijkheid van de Ambtenaar van de burgerlijke stand vallen

BESLIST:

Het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers als volgt te wijzigen.

#### Artikel 1.

Er wordt van 01/01/2026 tot 31/12/2026 een belasting op de samenstelling van administratieve dossiers gevestigd.

#### Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de persoon die de aanvraag indient.

#### Artikel 3:

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld

1. op de aanvraag tot inschrijving in de bevolkingsregisters	- van een Belg die van ambtswege geschrapd werd of van het buitenland komt 10,00€ - van een buitenlander die sinds minder dan één jaar van ambtswege geschrapd werd uit de bevolkingsregisters, of geschrapd voor het buitenland uit dezelfde registers sinds minder dan één jaar 10,00€
2. op de aanvraag tot afwijking voorzien in artikel 18 bis van de wet van 15 december 1980	10,00€
3. op de regularisatie-aanvragen voorzien door de wet van 15 december 1980 (per persoon ouder dan 12 jaar)	10,00€
4. op de aanvraag tot adreswijziging (interne mutatie of komende van een andere gemeente)	5,00€
5. op de aanmaak van het dossier teneinde de Belgische nationaliteit te bekomen	65,00€

6. op de aanvraag tot rechtzetting van de gegevens in het rijksregister omwille van een buitenlandse akte of een buitenlandse beslissing met betrekking tot de wijziging van de naam, voornaam, geboorteplaats of geboortedatum	65,00€
7. op de aanmaak van een dossier met betrekking tot de aanvraag van concessie	50,00€
8. op de aanmaak van een dossier van voornaamswijziging. De ambtenaar van de Burgerlijke Stand kan dit bedrag eventueel verlagen naar 49€ indien de voornaam van de burger:	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Belachelijk of onverdraaglijk is (op zichzelf genomen, of in combinatie met zijn familienaam of omdat hij ouderwets is);</li> <li>• Een buitenlandse klank heeft;</li> <li>• Tot verwarring leidt (bijvoorbeeld als hij op het andere geslacht duidt of door elkaar gehaald wordt met de naam);</li> <li>• Enkel verandert door een koppelteken of een teken dat de uitspraak ervan verandert (accent);</li> <li>• Louter afgekort wordt.</li> </ul> <p>Voor personen die de overtuiging hebben dat het geslacht vermeld op hun geboorteakte niet overeenkomt met hun innerlijke beleefde genderidentiteit, bedragen de kosten tevens 49€.</p>	450,00€ (per persoon)
9. op de aanmaak van een dossier voor een naamswijziging volgens de vereenvoudigde procedure die vanaf 01/07/2024 in werking treedt	140€

#### Artikel 4.

De belasting is contant betaalbaar op het ogenblik van de aanvraag, in handen van de gemeenteontvanger of aangestelde van de gemeente.

## Artikel 5.

De schuldenaar kan binnen drie maanden na de contante betaling een schriftelijk en gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat wordt afgegeven of per post wordt toegezonden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

### 31 **Finances - Taxe sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et sur les immeubles inachevés - Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés , voté par le Conseil communal le *05 décembre 2023* ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les propriétaires des terrains non bâtis et des immeubles situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et les immeubles inachevés ;

Considérant que l'existence, sur le territoire de la commune, de terrains non bâtis, laissés à l'abandon et d'immeubles par inachevés est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent ;

Considérant que cette situation est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où sont situés les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et les immeubles inachevés, ainsi qu'à décourager l'habitat ou le commerce et les initiatives qui s'y rapportent, qu'il y a lieu également d'éviter un effet de contagion aux autres immeubles et terrains ; Considérant que cette situation, s'il n'y est remédié, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant que cette situation a des incidences sur le cadre de vie des personnes présentes dans la commune ainsi que sur la sécurité, l'ordre public et la propreté de l'espace public ;

Considérant que la commune de Forest souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ; qu'elle peut inciter chaque propriétaire ou titulaire de droit réel sur un immeuble ou terrain à être attentif à son bien ;

Considérant par ailleurs que les tensions sur l'habitat sont très importantes dans la Région de Bruxelles-Capitale ; qu'il est dès lors également nécessaire d'inciter les propriétaires à rendre disponibles leurs biens aux personnes désirant se loger ;

Considérant enfin que les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et les immeubles inachevés engendrent une perte de recettes pour la commune telles que les additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques qui auraient pu y établir leur domicile

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les terrains non bâtis , laissés à l'abandon et sur les immeubles par nature inachevés :

#### Article 1. Principe

Il est établi, à partir du *1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2031*, une taxe annuelle sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon sur les immeubles inachevés.

#### Article 2. Définitions

§1. Sont soumis à la taxe les terrains non bâtis, laissés à l'abandon . Ces conditions sont cumulatives.

1. Au sens du présent règlement, sont considérés comme terrains non-bâtis les terrains qui, durant l'exercice d'imposition :

a) soit n'accueillent aucun bâtiment, et ce, soit depuis l'origine, soit suite à la démolition d'un immeuble préexistant ;

b) soit n'accueillent qu'une construction isolée accessoire non destinée à l'habitation, au commerce ou à l'industrie;

2. Au sens du présent règlement, sont considérés comme terrains non bâtis laissés à l'abandon, les

terrains qui, durant l'exercice d'imposition, apparaissent comme n'étant pas pourvus d'une clôture solidement fixée au sol pour en assurer la stabilité, qui doit être au minimum de 2 m de hauteur et ne peut pas présenter un danger pour les passants, ou comme n'étant pas entretenus, ou comme laissant subsister des surfaces non aplanies au niveau de la rue suite à la destruction d'un immeuble préexistant.

§2. Sont également soumis à la taxe les immeubles, et leurs cours et jardins, inachevés. Au sens du présent règlement, sont considérés comme des immeubles inachevés, les immeubles dont le parachèvement n'est pas terminé et ne permet pas un usage de l'immeuble conforme à sa destination.

Par destination, il faut entendre la destination de l'immeuble ou de la partie d'immeuble indiquée dans le permis d'urbanisme ou, à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation qui se détermine au moyen de toute preuve ou de toute présomption, telles que les données du cadastre ou le Plan Régional d'Affectation du Sol s'il échet.

§3. L'état d'abandon d'un terrain non bâti ou l'état d'inachèvement d'un immeuble fait l'objet d'un constat établi conformément à l'article 6.

### Article 3 Redevables et causes de solidarité

La taxe est due par le(s) propriétaire(s) ou le(s) titulaire(s) de droits réels sur le terrain ou sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- Par le propriétaire.

- Par l'emphytéote ou le superficiaire, en cas d'emphytéose ou de superficie. Le tréfoncier est solidairement responsable du paiement de la taxe ;

- Par l'usufruitier en cas d'usufruit. Le nu-propriétaire est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le titulaire éventuel de tout autre droit non réel, tel qu'un bail à rénovation, permettant d'occuper ou de faire occuper l'immeuble sous conditions de réparation, d'entretien ou de gestion est également solidairement tenu au paiement de la taxe.

### Article 4 Taux et base d'imposition

§1. Le taux de la taxe sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et sur les immeubles inachevés est fixé à 1051,70€ par mètre courant pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
1.072,73€	1.094,18€	1.116,06€	1.138,38€	1.161,15€

§2. La base de la taxe dépend :

1. Pour les terrains non bâtis, du nombre de rues qu'ils jouxtent et de la manière dont ils jouxtent les rues. La base de taxation correspond ainsi :

a) Lorsque le bien taxé ne jouxte qu'une seule rue : au nombre de mètres courants que compte la limite avec cette rue ;

b) Lorsque le bien taxé jouxte plusieurs rues sans former un coin : au nombre de mètres courants que compte la limite la plus longue avec ces rues ;

c) Lorsque le bien taxé forme un coin : au nombre de mètres courants que compte le côté le plus long du bien avec les rues ;

d) Lorsque le bien taxé ne jouxte aucune rue : au nombre de mètres courants que compte le côté le plus long du bien.

2. Pour les *immeubles* inachevés, et leurs cours et jardins, la base de taxation correspond au nombre de mètres courants définis en application du *point 1* qui précède, multiplié par le nombre de niveaux *érigés*.

§3. La taxe est due pour l'exercice d'imposition – c'est-à-dire l'année entière à compter du 1er janvier – au cours duquel le constat est dressé par l'employé communal assermenté .

La taxe sera due pour chaque exercice suivant et ce aussi longtemps que le bien concerné sera considéré comme étant laissé à l'abandon ou inachevé au sens du présent règlement.

Hormis les exonérations prévues à l'article 5, il n'est accordé ni remise, ni restitution pour quelque cause que ce soit.

§4. Les immeubles ou terrains situés partiellement sur le territoire d'une autre commune sont imposables uniquement pour la partie située sur le territoire de la commune de Forest.

#### Article 5 Exonérations

§1. Sont exonérés de la taxe :

1. les immeubles dont il est prouvé par le redevable que l'état d'inachèvement remonte à moins de 3 mois ou n'a pas perduré plus de trois mois à *dater de l'établissement du constat*.

2. les immeubles et *terrains* situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation ;

3. les immeubles et *terrains* dont l'état résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'évènement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet évènement ;

4. l'année du sinistre ainsi que pendant les deux années d'imposition qui suivent l'année du sinistre, les immeubles et *terrains* qui ont été accidentellement sinistrés. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble sinistré *a fait l'objet d'un constat avant la survenance du sinistre*;

5. les immeubles et *terrains* qui ont fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme. L'exonération est applicable pour l'exercice d'imposition au cours duquel le permis d'urbanisme a été délivré ainsi qu'au cours de l'exercice d'imposition suivant;

6. les terrains non bâtis des sociétés régionales et locales ayant pour objet la construction de logements sociaux ;

7. les terrains sur lesquels il n'est pas permis de bâtir en vertu d'une décision de l'autorité ou lorsqu'il n'est pas possible de le faire ou lorsque les terrains sont effectivement utilisés à des fins agricoles ou horticoles.

8. *les immeubles qui ont fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, visant au moins à mettre fin à l'état visé à l'article 2 , pour laquelle un accusé de réception de dossier complet a été délivré. Cette exonération est applicable pour une période de douze mois prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de réception de l'accusé de réception ainsi que pour une période de douze mois prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de délivrance du permis d'urbanisme. En cas de permis avec planning, au sens de l'article 192 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, l'impôt ne pourra être établi tant que le planning est respecté.*

*L'exonération prévue par la présente disposition ne peut être renouvelée qu'après l'expiration d'une période de dix ans prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de la réception de l'accusé de réception.*

Les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble *accueille* des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

§2. Sauf pour ce qui est prévu ci-dessus par l'article 5, § 1er, 6°, les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble accueille des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

#### Article 6. Procédure

§1. Les constats *dressés* sur base du présent règlement sont effectués par des employés communaux assermentés et désignés à cette fin par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Lorsqu'une visite de l'immeuble est nécessaire et n'a pas pu se réaliser à défaut pour le redevable d'y donner son consentement, ces employés ne pourront pénétrer d'office dans le logement qu'avec l'autorisation préalable du Tribunal de police.

§2. *L'administration communale adresse au contribuable le constat dans les 60 jours de son établissement.*

Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'alinéa précédent sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur le bien concerné lisible depuis l'espace public;

Cet avis comportera les mentions suivantes :

- la date du passage et celle de l'affichage ;
- l'identification précise du service communal compétent ;
- l'application du présent règlement.

§3. Le redevable dispose d'un délai de 60 jours pour *faire valoir ses observations*. Ce délai commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi du constat ou de l'affichage prévus à l'article 6§2 du présent règlement.

#### Article 7 Cession du bien

§1. En cas de vente, de constitution de droits réels ou personnels, de cession entre vifs d'un bien ayant fait l'objet de la notification ou de l'affichage prévus à l'article 6§2 ou de la notification prévue à l'article 6§4, al.2 ou encore pour lequel la taxe est effectivement enrôlée, le détenteur des droits vendus ou cédés doit informer par écrit l'acquéreur que ce bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§2. Le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de vente ou de cession, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des acquéreurs, ainsi que la preuve qu'il a bien informé le cessionnaire que le bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§3. En cas de cession pour cause de mort, les ayants-droit sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès, par lettre recommandée, la

désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du de cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et adresse.

§4. En cas d'extinction d'un des droits visés à l'article 3 pour quelque cause que ce soit, le plein propriétaire notifie aux autorités communales, dans les 30 jours de l'acte ou du fait ayant causé l'extinction de droit, la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaires(s) dont le droit s'est éteint.

#### Article 8 Recouvrement

*Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Financiën - Belasting op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen en op de onafgewerkte gebouwen - Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op het belastingreglement op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 5 december 2023;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst

de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren, en overwegende dat het in het nastreven van deze doelstelling gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen, vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de eigenaars van onbebouwde terreinen en van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt, en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende de noodzaak om onbebouwde, verwaarloosde terreinen en onafgewerkte gebouwen doeltreffend te bestrijden;

Overwegende dat het bestaan, op het grondgebied van de gemeente, van onbebouwde, verwaarloosde terreinen en van onafgewerkte gebouwen de huisvesting en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt;

Overwegende dat deze toestand de aantrekkingskracht vermindert van de zones van het gemeentelijke grondgebied waar de onbebouwde, verwaarloosde terreinen en de onafgewerkte gebouwen gelegen zijn en ook de huisvesting of de handel en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt, dat het tevens aangewezen is een besmettingseffect naar de andere gebouwen en terreinen te vermijden;

Overwegende dat deze toestand, indien deze niet wordt aangepakt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend erfgoed afremt en schade toebrengt;

Overwegende dat deze toestand een weerslag heeft op de leefomgeving van de mensen die aanwezig zijn in de gemeente, net als op de veiligheid, de openbare orde en de netheid van de openbare ruimte;

Overwegende dat de gemeente Vorst de initiatieven die bijdragen tot een verbeterde levenskwaliteit van de mensen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied wenst aan te moedigen; dat ze elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een gebouw of terrein ertoe kan aanzetten aandacht te besteden aan zijn goed;

Overwegende dat de woondruk overigens zeer aanzienlijk is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat het bijgevolg tevens noodzakelijk is om de eigenaars ertoe aan te zetten om hun goederen beschikbaar te stellen aan de personen die zich willen huisvesten;

Overwegende tot slot dat de onbebouwde, verwaarloosde terreinen en de onafgewerkte gebouwen een verlies aan inkomsten vormen voor de gemeente, zoals de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting van personen die zich er hadden kunnen vestigen

BESLIST:

Het belastingreglement op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen en op de onafgewerkte gebouwen als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1 Principe

Er wordt vanaf 1 januari 2026 tot 31 december 2031 een jaarlijkse belasting gevestigd op de onbebouwde, verwaarloosde percelen en op de onafgewerkte gebouwen.

#### Artikel 2 Definities

§ 1. Onbebouwde, verwaarloosde percelen worden aan deze belasting onderworpen. Deze voorwaarden zijn cumulatief.

1. In de zin van huidig reglement worden beschouwd als onbebouwde percelen, de percelen waarop

tijdens het aanslagjaar:

- a) ofwel geen enkel gebouw staat, ofwel sinds de oorsprong, ofwel ten gevolge van de afbraak van een voorheen bestaand gebouw;
- b) ofwel slechts een alleenstaande bijkomende constructie staat, die niet bestemd is voor bewoning, handel of industrie;

2. In de zin van huidig reglement worden beschouwd als onbebouwde verwaarloosde percelen, de percelen die tijdens het aanslagjaar niet voorzien zijn van een afsluiting die stevig aan de grond bevestigd is om de stabiliteit ervan te waarborgen, minstens 2 meter hoog is en die geen gevaar inhoudt voor de voorbijgangers, of die niet onderhouden worden of die niet effen gemaakte oppervlakten langs de straat laten bestaan als gevolg van de afbraak van een voorheen bestaand gebouw.

§ 2. Worden tevens aan de belasting onderworpen, de onafgewerkte onroerende goederen en hun hoven en tuinen. In de zin van huidig reglement worden als onafgewerkte onroerende goederen beschouwd, de onroerende goederen waarvan de afwerking niet beëindigd is en geen gebruik van het goed conform zijn bestemming mogelijk maakt.

Wordt als bestemming beschouwd, de bestemming van het gebouw of gedeelte ervan, vermeld in de stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan een dergelijke vergunning of precisering in de vergunning, de bestemming die vastgesteld wordt door middel van elk bewijs of elk vermoeden, zoals de gegevens van het kadaster of het Gewestelijk Bestemmingsplan in voorkomend geval.

§ 3. *De staat van verwaarlozing van een onbebouwd terrein of de staat van onvoltooidheid van een gebouw wordt vastgesteld in een proces-verbaal dat wordt opgesteld overeenkomstig artikel 6.*

#### Artikel 3 Belastingplichtigen en solidariteit

De belasting is verschuldigd door de eigenaar(s) of de houder(s) van het zakelijk recht op het terrein of op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, d.w.z.:

- door de eigenaar;
- door de erfpachter of de opstalhouder, in geval van erfpacht of opstal. De opstalgever is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.
- door de vruchtgebruiker, in geval van vruchtgebruik. De naakte eigenaar is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De eventuele houder van elk ander niet zakelijk recht, zoals een renovatiecontract, dat het mogelijk maakt om het gebouw te bewonen of te doen bewonen mits voorwaarden van herstelling, onderhoud of beheer, is eveneens de belasting verschuldigd.

#### Artikel 4 Aanslagvoet en basis van de belasting

§1. De belasting op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen en op de onafgewerkte gebouwen wordt vastgesteld op 1.051,70 € per strekkende meter voor het jaar 2026. Het volgende jaar zal de aanslagvoet, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
1.072,73 €	1.094,18 €	1.116,06 €	1.138,38 €	1.161,15 €

§ 2. De basis van de belasting hangt af:

1. Voor de onbebouwde percelen, van het aantal straten waaraan zij grenzen en van de wijze waarop zij aan de straten grenzen. De basis van de aanslag komt dus overeen:

a) Wanneer het belaste goed slechts aan één straat grenst: met het aantal strekkende meter dat de grens met deze straat telt;

b) Wanneer het belaste goed aan meerdere straten grenst zonder een hoek te vormen: met het aantal strekkende meter dat de langste grens met deze straten telt;

c) Wanneer het belaste goed een hoek vormt: met het aantal strekkende meter dat de langste kant van het goed met de straten telt;

d) Wanneer het belaste goed aan geen enkele straat grenst: met het aantal strekkende meter dat de langste kant van het goed telt.

2. Voor de onafgewerkte gebouwen en hun hoven en tuinen komt de basis van de aanslag overeen met het aantal strekkende meter bepaald in toepassing van punt 1, vermenigvuldigd met het aantal verdiepingen.

§ 3. De belasting is verschuldigd voor het aanslagjaar van de heffing – d.w.z. het volledige jaar te tellen vanaf 1 januari – tijdens hetwelk de vaststelling opgesteld wordt door de beëdigde gemeentemedewerker.

De belasting is verschuldigd voor elk volgend aanslagjaar, zolang het betrokken goed beschouwd wordt als verwaarloosd of onafgewerkt in de zin van huidig reglement.

Buiten de vrijstellingen voorzien in artikel 5, wordt er geen korting, noch terugbetaling toegekend om eender welke reden.

§ 4. De gebouwen of terreinen die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen, zijn enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst.

#### Artikel 5 Vrijstellingen

§ 1. Zijn vrijgesteld van de belasting:

de gebouwen waarvan door de belastingplichtige bewezen is dat de staat van onafgewerktheid minder dan 3 maanden geleden is of niet langer heeft geduurd dan 3 maanden vanaf de datum van de vaststelling;

de gebouwen gelegen binnen de perimeter van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of die niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning omdat er een onteigeningsplan in voorbereiding is;

de gebouwen en terreinen waarvan de staat te wijten is aan een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling, dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk, en de belastingplichtige was op geen

enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

4. het jaar dat de ramp plaatsvond evenals gedurende de twee jaar die volgen op het jaar van het onheil, de gebouwen en terreinen die per ongeluk geteisterd werden. Deze vrijstelling geldt niet wanneer het geteisterde gebouw vóór de ramp het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaststelling;

5. de gebouwen en terreinen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een stedenbouwkundige vergunning. De vrijstelling is van toepassing voor het aanslagjaar waarin de vergunning uitgereikt

werd evenals voor het volgende aanslagjaar;

6. de onbebouwde terreinen van de gewestelijke en lokale maatschappijen bestemd voor de bouw van sociale woningen;

7. de terreinen waarop het niet toegelaten is te bouwen krachtens een beslissing van de overheid, of wanneer het niet mogelijk is dit te doen of wanneer de terreinen effectief gebruikt worden voor landbouw of tuinbouw.

*8. de gebouwen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is aangevraagd, ten minste om een einde te maken aan de in artikel 2 bedoelde toestand, en waarvoor een ontvangstbevestiging van volledig dossier is afgeleverd. Deze vrijstelling geldt voor een periode van twaalf maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is ontvangen, **alsook voor een periode van twaalf maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de stedenbouwkundige vergunning is afgegeven.** Bij een vergunning met planning in de zin van artikel 192 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening kan de belasting niet worden geheven zolang de planning wordt nageleefd.*

*De vrijstelling waarin huidige bepaling voorziet, kan pas worden verlengd na het verstrijken van een periode van tien jaar vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is ontvangen.*

De vrijstellingen voorzien in huidig artikel zijn niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

§ 2. Behoudens wat hierboven in artikel 5, § 1, 6° bepaald wordt, zijn de vrijstellingen voorzien in huidig artikel niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

#### Artikel 6 Procedure

§ 1. De vaststellingen op basis van huidig reglement worden uitgevoerd door beëdigde gemeentemedewerkers die hiervoor aangesteld werden door het College van Burgemeester en Schepenen. De processen-verbaal die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel. Indien een bezoek aan het gebouw nodig is en niet uitgevoerd kon worden omdat de belastingplichtige er niet mee heeft ingestemd, mogen deze medewerkers de woning van ambtswege enkel betreden met de voorafgaande instemming van de Politie rechtbank.

§ 2. Het gemeentebestuur stuurt de vaststelling naar de belastingplichtige binnen de 60 dagen te tellen vanaf de opmaak van de vaststelling.

Wanneer de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door de gemeentelijke overheid, wordt de in voorgaand lid voorziene betekening geldig uitgevoerd door het aanplakken van een aankondiging op het betrokken goed die goed leesbaar moet zijn vanaf de openbare ruimte. Deze aankondiging bevat volgende vermeldingen: - de datum waarop langsgekomen werd en de datum van aanplakking; - de nauwkeurige identificatie van de bevoegde gemeentedienst; - de toepassing van huidig reglement.

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 60 dagen om zijn opmerkingen mee te delen. Deze termijn begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de verzenddatum van de vaststelling of de aanplakking bepaald in artikel 6 §2 van huidig reglement.

#### Artikel 7 Overdracht van het goed

§ 1. In geval van verkoop, van vestiging van zakelijke of persoonlijke rechten, of van overdracht onder levenden van een goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de betekening of van de aanplakking voorzien in artikel 6 §2 of van de betekening voorzien in artikel 6, §4, 2e lid of nog waarvoor de belasting effectief ingekohierd is, dient de houder van de verkochte of overgedragen rechten de koper schriftelijk in te lichten dat dit goed aan de belasting onderworpen is of kan worden.

§ 2. De overdrager is verplicht, binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte, het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de koper(s), evenals het bewijs dat hij de koper wel degelijk op de hoogte gebracht heeft dat het goed aan de belasting onderworpen is of kan worden.

§3. In geval van overdracht wegens overlijden zijn de rechthebbenden hoofdelijk gehouden om het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven binnen de vijf maanden na het overlijden op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de cujus, de datum van het overlijden, evenals hun naam en adres.

§4. In geval van verval van een van de rechten waarvan sprake in artikel 3 voor eender welke reden, brengt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid, binnen de 30 dagen na de akte of na het feit dat het verval van het recht veroorzaakt heeft, op de hoogte van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt.

#### Artikel 8 Invordering

*De belasting wordt ingevorderd bij kohier en dient betaald te worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## 32 **Finances – Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités, voté par le conseil communal le 05 décembre 2023 ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les propriétaires des immeubles situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités ;

Considérant que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent ;

Considérant que cette situation est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où sont situés les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités en bordure de la voie publique ainsi qu'à décourager l'habitat ou le commerce et les initiatives qui s'y rapportent, qu'il y a lieu également d'éviter un effet de contagion aux autres immeubles et terrains ;

Considérant que cette situation, s'il n'y est remédié, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant que cette situation a des incidences sur le cadre de vie des personnes présentes dans la commune ainsi que sur la sécurité, l'ordre public et la propreté de l'espace public ;

Considérant que la commune de Forest souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ; qu'elle peut inciter chaque propriétaire ou titulaire de droit réel sur un immeuble ou terrain à être attentif à son bien;

Considérant par ailleurs que les tensions sur l'habitat sont très importantes dans la Région de Bruxelles-Capitale ; qu'il est dès lors également nécessaire d'inciter les propriétaires à rendre disponibles leurs biens aux personnes désirant se loger ;

Considérant enfin que les logements inoccupés constituent une perte de recettes pour la commune telles que les additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques qui auraient pu y établir leur domicile ;

Considérant la volonté de ne plus passer par l'amende régionale pour les logements inoccupés, mais de désormais leur appliquer une taxe communale ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer

les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités :

#### Article 1 Principe

Il est établi à partir du *1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2031* une taxe annuelle sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités.

#### Article 2 Définitions

§1 Est considéré comme un immeuble partiellement ou totalement inoccupé ou inexploité, l'immeuble bâti ou la partie d'immeuble bâti qui n'est pas effectivement occupé ou exploité, qu'il ait fait ou non fait l'objet d'une décision administrative en interdisant l'habitation, l'occupation ou l'exploitation, qu'il ait été reconnu ou non insalubre par les autorités habilitées à cette fin ou qu'il ait fait l'objet, menaçant ruine, d'un ordre de démolition du Bourgmestre.

§2 L'état d'inoccupation ou d'inexploitation est établi sur base d'indices objectifs tels que ceux repris dans la liste non limitative suivante *et repris dans un constat établi conformément à l'article 6:*

- l'impossibilité d'avoir accès à l'immeuble, à cause d'un accès bloqué par exemple ;
- le manque de raccordements aux équipements utilitaires ;
- une consommation tellement basse des équipements utilitaires que l'utilisation de l'immeuble conformément à sa destination telle que visée au §3 ci-dessous peut être exclue ;
- la diminution du revenu cadastral conformément à l'article 15 du Code des Impôts sur les revenus 1992 ;
- l'absence d'inscription au registre de la population, de déclaration de seconde résidence à l'adresse de l'habitation ou d'inscription à la Banque carrefour des entreprises ;
- le manque de meubles indispensables à une occupation normale ;
- un état de délabrement ne permettant pas une occupation normale ;

L'occupation sans titre ni droit ne peut être considérée comme une occupation au sens du présent règlement.

§3 Par « destination de l'immeuble », il faut entendre la destination de l'immeuble ou de la partie d'immeuble indiquée dans le permis d'urbanisme ou, à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation qui se détermine au moyen de toute preuve ou de

toute péremption, telles que les données du cadastre ou le *Plan Régional d'Affectation du Sol* s'il échet.

### Article 3 Redevables et causes de solidarité

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- par le propriétaire.
- *L'emphytéote ou le superficiaire en cas d'emphytéose ou de superficie. Le tréfoncier est solidairement responsable du paiement de la taxe ;*
- par l'usufruitier en cas d'usufruit. Le nu-propriétaire est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le titulaire éventuel de tout autre droit non réel, tel qu'un bail à rénovation, permettant d'occuper ou de faire occuper l'immeuble considéré sous conditions de réparation, d'entretien ou de gestion est solidairement responsable du paiement de la taxe.

### Article 4 Taux et base d'imposition

§1 Le taux de la taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités est fixé à 1051,70 € par mètre courant de façade pour l'année 2026. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
1.072,73 €	1.094,18 €	1.116,06 €	1.138,38 €	1.161,15 €

§2 Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le développement le plus grand du bien à front de rue. Lorsque l'immeuble se situe en intérieur d'îlot, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement d'une des façades.

Dans tous les cas, le résultat ainsi obtenu sera multiplié par le nombre de niveaux inoccupés ou inexploités y compris les combles et les sous-sols occupables ou exploitables.

§3 La taxe est due pour l'exercice d'imposition – c'est-à-dire l'année entière à compter du 1er janvier – au cours duquel le constat est dressé par l'employé communal assermenté.

La taxe sera due pour chaque exercice suivant et ce aussi longtemps que le bien concerné sera considéré comme étant inoccupé ou inexploité, en tout ou en partie au sens du présent règlement.

Hormis les exonérations prévues à l'article 5, il n'est accordé ni remise, ni restitution pour quelque cause que ce soit.

§4 Les immeubles partiellement inoccupés ou inexploités sont taxés sur base du nombre de niveaux inoccupés ou inexploités.

§5 Les immeubles situés partiellement sur le territoire d'une autre commune sont imposables uniquement pour la partie située sur le territoire de la commune de Forest.

### Article 5 Exonérations

§1 Sont exonérés de la taxe :

1. Les immeubles dont il est prouvé par le redevable que l'inoccupation ou l'inexploitation

remonte à moins de 3 mois ou n'a pas perduré plus de trois mois à *dater de l'établissement du constat*.

2. Les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation ;

3. Les immeubles dont l'état résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'évènement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet évènement ;

4. L'année du sinistre ainsi que pendant les deux années d'imposition qui suivent l'année du sinistre, les immeubles qui ont été accidentellement sinistrés. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble sinistré *a fait l'objet d'un constat avant la survenance du sinistre*.

5. Les immeubles pour lesquels des travaux de *remise en état* sont entrepris *en vue d'une occupation ou exploitation conforme* aux lois et règlements en vigueur qui se poursuivent pendant une durée supérieure à 6 mois et font obstacle à *une occupation ou exploitation normale*. Ces travaux devront être entamés et poursuivis avec diligence et ne peuvent être interrompus pendant plus de trois mois. Ces travaux doivent être prouvés par la production de factures et éventuellement par la présentation de photos (avant et après les travaux). Le propriétaire ou le tiers désigné par le propriétaire doit permettre l'accès à un agent habilité à cette fin, afin de vérifier les travaux repris dans ces factures. En tout état de cause, l'exonération n'est applicable que pour deux exercices d'imposition maximum.

6. *les immeubles qui ont fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, visant au moins à mettre fin à l'état visé à l'article 2, pour laquelle un accusé de réception de dossier complet a été délivré. Cette exonération est applicable pour une période de douze mois prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de réception de l'accusé de réception ainsi que pour une période de douze mois prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de délivrance du permis d'urbanisme. En cas de permis avec planning, au sens de l'article 192 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, l'impôt ne pourra être établi tant que le planning est respecté.*

*L'exonération prévue par la présente disposition ne peut être renouvelée qu'après l'expiration d'une période de dix ans prenant cours à dater du 1er du mois qui suit le mois de la réception de l'accusé de réception.*

Les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble *accueille* des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

## Article 6 Procédure

§1 Les constats sur base du présent règlement sont effectués par des employés communaux assermentés et désignés à cette fin par le collège des bourgmestre et échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Le cas échéant, ils servent de base aux enrôlements ultérieurs successifs.

Lorsqu'une visite de l'immeuble est nécessaire et n'a pas pu se réaliser à défaut pour le

redevable d'y donner son consentement, les employés visés au paragraphe précédent ne pourront pénétrer d'office dans le logement qu'avec l'autorisation préalable du Tribunal de police

*§2 L'administration communale adresse au contribuable le constat dans les 60 jours à dater de l'établissement du constat.*

Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'alinéa précédent sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur la porte d'entrée principale du bien concerné ;

Cet avis comportera les mentions suivantes :

- la date du passage et celle de l'affichage ;
- l'identification précise du service communal compétent ;
- l'application du présent règlement.

*§3 Le redevable dispose d'un délai de 60 jours pour faire valoir ses observations. Ce délai commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi du constat ou de l'affichage visés à l'article 6§2 du présent règlement.*

#### Article 7 Cession du bien

*§1 En cas de vente, de constitution de droits réels ou personnels, ou de cession entre vifs d'un bien ayant fait l'objet de la notification ou de l'affichage prévu à l'article 6 §2 ou de la notification prévue à l'article 6 §4, al.2 ou encore pour lequel la taxe est effectivement enrôlée, le détenteur des droits vendus ou cédés doit informer par écrit l'acquéreur que ce bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.*

*§2 Le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de vente ou de cession, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des acquéreurs, ainsi que la preuve qu'il a bien informé l'acquéreur que le bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.*

*§3 En cas de cession pour cause de mort, les ayants-droits sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et adresse.*

*§4 En cas d'extinction d'un des droits visés à l'article 3 pour quelque cause que ce soit, le plein propriétaire notifie aux autorités communales, dans les 30 jours de l'acte ou du fait ayant causé l'extinction du droit, la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaires(s) dont le droit s'est éteint.*

*§5. Le non-respect des §§ 2 à 4 entraîne l'imposition d'une amende administrative de 250 €*

*Celle-ci est due, selon le cas, par le cédant, le ou les ayants-droits ou le plein propriétaire.*

#### Article 8 Recouvrement

*La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen - Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de eigenaars van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegnemen waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende de noodzaak om gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen doeltreffend te bestrijden;

Overwegende dat het bestaan, op het grondgebied van de gemeente, van gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen de huisvesting en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt;

Overwegende dat deze toestand de aantrekkingskracht vermindert van de zones van het gemeentelijke grondgebied waar de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen langs de openbare weg gelegen zijn en ook de huisvesting of de handel en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt, dat het tevens aangewezen is een besmettingseffect naar de andere gebouwen en terreinen te vermijden;

Overwegende dat deze toestand, indien deze niet wordt aangepakt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend erfgoed afremt en schade toebrengt;

Overwegende dat deze toestand een weerslag heeft op de leefomgeving van de mensen die aanwezig zijn in de gemeente, net als op de veiligheid, de openbare orde en de netheid van de openbare ruimte;

Overwegende dat de gemeente Vorst de initiatieven die bijdragen tot een verbeterde levenskwaliteit van de mensen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied wenst aan te moedigen; dat ze elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een gebouw of terrein ertoe kan aanzetten aandacht te besteden aan zijn goed;

Overwegende dat de woondruk overigens zeer aanzienlijk is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat het bijgevolg tevens noodzakelijk is om de eigenaars ertoe aan te zetten om hun goederen beschikbaar te stellen aan de personen die zich willen huisvesten;

Overwegende tot slot dat de onbewoonde woningen een verlies aan inkomsten vormen voor de gemeente zoals de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting van personen die zich hier hadden kunnen vestigen;

Overwegende de wens om geen gewestelijke boete meer te geven voor leegstaande woningen, maar voortaan een gemeentelijke belasting hierop toe te passen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebaate bebouwde eigendommen als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1 Principe

Er wordt vanaf *1 januari 2026 tot 31 december 2031* een jaarlijkse belasting gevestigd op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebaate bebouwde eigendommen.

#### Artikel 2 Definities

§1 Wordt beschouwd als een gedeeltelijk of volledig onbewoond of onuitgebaat gebouw, het bebouwde goed of het deel van het bebouwde goed dat niet effectief bewoond of uitgebaat wordt, ongeacht of het al dan niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een administratieve beslissing die het bewonen, bezetten of uitbaten verbiedt, of het al dan niet door de daartoe gemachtigde overheden erkend werd als ongezond of dat het, met instorting bedreigd, het voorwerp heeft uitgemaakt van een bevel tot afbraak van de Burgemeester.

§2 De staat van niet-bewonen of niet-uitbaten wordt opgemaakt op basis van objectieve aanwijzingen zoals vermeld in de volgende niet-beperkende lijst *en opgenomen in een vaststelling opgesteld in overeenstemming met artikel 6*:

- de onmogelijkheid om het gebouw te betreden, bijvoorbeeld door een geblokkeerde toegang;
- het ontbreken van aansluitingen op nutsvoorzieningen;
- een dermate laag verbruik van de nutsvoorzieningen dat een gebruik overeenkomstig de bestemming van het gebouw, zoals bedoeld in §3 hieronder, kan worden uitgesloten;

- de vermindering van het kadastrale inkomen overeenkomstig artikel 15 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992;
- het ontbreken van inschrijving in het bevolkingsregister, van aangifte als tweede verblijf op het adres van de woning of inschrijving in de Kruispuntbank van ondernemingen;
- de afwezigheid van meubels die noodzakelijk zijn voor een normale bezetting;
- een staat van verval die een normale bezetting onmogelijk maakt;

De bewoning zonder akte of bewijs mag niet beschouwd worden als een bewoning in de zin van huidig reglement.

§3 Wordt als "bestemming van het gebouw" beschouwd, de bestemming van het gebouw of gedeelte ervan, vermeld in de stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan een dergelijke vergunning of precisering in de vergunning, de bestemming die vastgesteld wordt door middel van elk bewijs of elk vermoeden, zoals de gegevens van het kadaster of *het Gewestelijk Bestemmingsplan* in voorkomend geval.

### Artikel 3 Belastingplichtigen en solidariteit

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, namelijk:

- door de eigenaar.
- *de erfpachter of de opstalhouder in geval van erfpacht of van opstal*. De *opstalgever* is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.
- door de vruchtgebruiker in geval van vruchtgebruik. De naakte eigenaar is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De eventuele houder van elk ander niet zakelijk recht, zoals een renovatiecontract, die het mogelijk maakt om het betrokken gebouw te bewonen of te doen bewonen mits voorwaarden van herstelling, onderhoud of beheer, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

### Artikel 4 Aanslagvoet en basis van de belasting

§1 Het tarief van de belasting op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen wordt vastgesteld op 1051,70 € per strekkende meter gevel voor het jaar 2026. Het volgende jaar zal de aanslagvoet, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
1.072,73 €	1.094,18 €	1.116,06 €	1.138,38 €	1.161,15 €

§2 Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten grenst, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van het goed aan de straatkant. Wanneer het gebouw binnen in een huizenblok gelegen is, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van één van de gevels.

In alle gevallen moet het zo verkregen resultaat vermenigvuldigd worden met het aantal onbewoonde of onuitgebate verdiepingen met inbegrip van de zolder- en kelderverdiepingen die kunnen worden bewoond of uitgebaat.

§3 De belasting is verschuldigd voor het aanslagjaar van de heffing – d.w.z. het volledige jaar te tellen vanaf 1 januari – tijdens hetwelk de vaststelling opgesteld wordt door de beëdigde gemeentemedewerker.

De belasting zal verschuldigd zijn voor elk volgend aanslagjaar, zolang het betrokken goed beschouwd wordt als onbewoond of onuitgebaat, geheel of gedeeltelijk in de zin van huidig reglement.

Buiten de vrijstellingen voorzien in artikel 5, wordt er geen korting, noch terugbetaling toegekend om eender welke reden.

§4 De gedeeltelijk onbewoonde of onuitgebate gebouwen worden belast op basis van het aantal onbewoonde of onuitgebate verdiepingen.

§5 De gebouwen die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen, zijn enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst.

## Artikel 5 Vrijstellingen

§1 Zijn vrijgesteld van belasting:

1. De gebouwen waarvan door de belastingplichtige bewezen is dat het niet-bewonen of het niet-uitbaten minder dan 3 maanden geleden is of niet langer heeft geduurd dan 3 maanden *vanaf de datum van de vaststelling*.

2. De gebouwen gelegen binnen de perimeteer van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of die niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een bouwvergunning omdat er een onteigeningsplan in voorbereiding is;

3. De gebouwen waarvan de staat te wijten is aan een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling, dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk, en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

4. Het jaar dat de ramp plaatsvond evenals gedurende de twee jaar die volgen op het jaar van het onheil, de gebouwen die per ongeluk geteisterd werden. Deze vrijstelling geldt niet wanneer het geteisterde gebouw *vóór de ramp het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaststelling*.

5. De gebouwen waarvoor *herstellingswerken* worden ondernomen *met het oog op een bezetting of uitbating overeenkomstig* de geldende wetten en reglementen die gedurende een periode van meer dan 6 maanden verdergezet worden en *een normale bezetting of uitbating* verhinderen. Deze werken moeten ijverig aangevangen en voortgezet worden en mogen niet onderbroken worden gedurende meer dan drie maanden. Deze werken moeten bewezen worden door het voorleggen van facturen en eventueel door het tonen van foto's (voor en na de werken). De eigenaar of de derde aangesteld door de eigenaar moet een agent die hiertoe gemachtigd is, toegang verschaffen, zodat deze de werken vermeld in de facturen kan controleren. In ieder geval is de vrijstelling slechts van toepassing voor maximaal twee aanslagjaren.

6. *De gebouwen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is aangevraagd, ten minste om een einde te maken aan de in artikel 2 bedoelde toestand, en waarvoor een ontvangstbevestiging van volledig dossier is afgeleverd. Deze vrijstelling geldt voor een periode van twaalf maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is ontvangen, alsook voor een periode van twaalf maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de stedenbouwkundige vergunning is afgegeven. Bij een vergunning met planning in de zin van artikel 192 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening kan de belasting niet worden geheven zolang de planning wordt nageleefd.*

*De vrijstelling waarin huidige bepaling voorziet, kan pas worden verlengd na het verstrijken van een periode van tien jaar vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is ontvangen.*

De vrijstellingen voorzien in huidig artikel zijn niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en

informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

### Artikel 6 Procedure

§1 De vaststellingen op basis van huidig reglement worden uitgevoerd door beëdigde gemeentemedewerkers die hiervoor aangesteld werden door het College van Burgemeester en Schepenen. De processen-verbaal die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel. In voorkomend geval dienen ze als grondslag voor de latere opeenvolgende inkohierungen.

Wanneer een bezoek aan het gebouw nodig is en niet uitgevoerd kon worden omdat de belastingplichtige hier niet mee heeft ingestemd, mogen de medewerkers bedoeld in de vorige paragraaf de woning van ambtswege enkel betreden met de voorafgaande instemming van de Politierechtbank.

§2 *Het gemeentebestuur stuurt de vaststelling naar de belastingplichtige binnen de 60 dagen te tellen vanaf de opmaak van de vaststelling.*

Wanneer de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door de gemeentelijke overheid, wordt de betekening voorzien in voorgaand lid geldig uitgevoerd door het aanplakken van een aankondiging op de deur van de hoofdingang van het betrokken goed;

Deze aankondiging bevat volgende vermeldingen:

- de datum waarop langsgekomen werd en de datum van aanplakking;
- de nauwkeurige identificatie van de bevoegde gemeentedienst;
- de toepassing van huidig reglement.

§3 De belastingplichtige beschikt over een termijn van 60 dagen om *zijn opmerkingen in te dienen*. Deze termijn begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de *verzenddatum van de vaststelling of de aanplakking* bedoeld in artikel 6 §2 van huidig reglement.

### Artikel 7 Overdracht van het goed

§1 In geval van verkoop, van vestiging van zakelijke of persoonlijke rechten, of van overdracht onder levenden van een goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de betekening of van de aanplakking voorzien in artikel 6 §2 of van de betekening voorzien in artikel 6, §4, 2de lid of nog waarvoor de belasting effectief ingekohierd is, dient de houder van de verkochte of overgedragen rechten de koper schriftelijk in te lichten dat dit goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§2 De overdrager is verplicht, binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte, het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de koper(s), evenals het bewijs dat hij de koper wel degelijk op de hoogte gebracht heeft dat het goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§3 In geval van overdracht wegens overlijden zijn de *rechthebbenden* hoofdelijk gehouden om het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven binnen de vijf maanden na het overlijden op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de cujus, de datum van het overlijden, evenals hun naam en adres.

§4 In geval van verval van een van de rechten waarvan sprake in artikel 3 voor eender welke reden, brengt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid, binnen de 30 dagen na de akte of na het feit dat het verval van het recht veroorzaakt heeft, op de hoogte van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt.

§5 Het niet-naleven van §§ 2 tot 4 leidt tot het opleggen van een administratieve boete van 250 €.

Deze boete is, afhankelijk van het geval, verschuldigd door de overdrager, de rechthebbende(n) of de volle eigenaar.

#### Artikel 8 Invordering

De belasting wordt ingevorderd bij kohier en dient betaald te worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

---

### 33 **Finances – Règlement-taxe sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés – Règlement – Renouvellement – Modifications – Report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en matière d'établissement, de recouvrement et de contestation des taxes communales et notamment le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, en vigueur le 1er janvier 2020, adopté par le Parlement fédéral le 13 avril 2019, en ce qu'il modifie, abroge ou remplace certaines dispositions du Code des Impôts sur les Revenus (CIR 92) et de son arrêté d'exécution applicables aux taxes communales ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4, de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'Autorité de Tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participent à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins

financiers spécifiques;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la mise à disposition et la location de logements meublés visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que le choix d'un taux forfaitaire progressif en fonction du nombre de logements meublés se justifie par la volonté du Conseil de décourager la multiplication d'habitats constitués de nombreux logements meublés (par exemple mais pas exclusivement : le coliving) susceptibles de nuire à la mixité sociale ;

Considérant que les revenus significatifs générés par l'exploitation de logements meublés incitent certains opérateurs privés à convertir des maisons unifamiliales vers ce type d'usage, ce qui est susceptible de réduire l'offre de logements classiques et de contribuer à l'augmentation des prix d'acquisition et de location de logements sur le territoire de Forest ;

Que sa multiplication est susceptible de priver des familles de la possibilité de s'implanter de façon durable à Forest faute de trouver un logement abordable qui correspond à leurs besoins ;

Que l'objectif accessoire de la taxe est, dès lors, d'en freiner le développement ;

Considérant que la rotation plus importante des clients de chambres louées à l'heure a des conséquences néfastes non seulement sur la tranquillité publique mais aussi sur la commodité de passage ou sur la sécurité des quartiers qui les abritent ; Que la Commune ne souhaite donc pas favoriser l'installation de ce type d'établissement sur son territoire et qu'il se justifie donc d'y appliquer un taux de taxation plus élevé ;

Considérant que le caractère dissuasif d'une taxe peut impliquer la fixation d'un taux relativement élevé ; que selon le Conseil d'Etat, une taxe poursuivant un but de dissuasion n'est pas disproportionnée au seul motif que son montant est important (C.E., 5 mai 2017, n° 238.107, Ferraz da Cruz et crts.) ; qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit en outre à la Commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres ou dont elle estime le développement peu souhaitable (C.E., arrêt n° 117.110, 17 mars 2003 ; C.E., arrêt n° 170.927, 8 mai 2007 ; C.E., arrêt n° 228.985, 30 octobre 2004) ;

Qu'il est en outre raisonnable de considérer que du fait de la location à l'heure, ces établissements génèrent des revenus plus importants et ont donc une capacité contributive accrue leur permettant de faire face à la taxe ;

Considérant que le Conseil, au vu de la mission d'intérêt public que poursuivent les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics, entend exonérer totalement de la taxe les logements meublés que ceux-ci mettent directement à disposition de leurs étudiants ;

Considérant que le Conseil entend soutenir le développement de l'habitat intergénérationnel et celui de l'habitat solidaire ; que ces deux types de logement sont propices aux échanges entre générations et promeuvent la solidarité ainsi que la mixité sociale ; qu'il s'agit en outre d'un bon remède contre l'isolement, la solitude des personnes âgées et la précarité ; qu'il y a donc lieu d'exonérer les logements s'inscrivant dans le cadre de ces deux types d'habitat ;

Considérant qu'il y a lieu d'exonérer tout hébergement touristique dûment enregistré conformément à l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique et soumis à la taxe régionale conformément à l'ordonnance du 23 décembre 2016 (City tax) ;

Considérant qu'en raison des missions d'intérêt général et/ou d'utilité publique qu'elles remplissent, le Conseil entend exonérer les institutions suivantes afin de ne pas entraver lesdites missions :

- les institutions de soins de santé et les homes de retraite ;
- les logements affectés, par des personnes publiques ou privées, subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics, à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes handicapées ou de jeunes dans le cadre d'activités sportives, culturelles ou récréatives, de l'aide sociale ou de l'enseignement obligatoire (« internats ») ;
- les logements remplissant la fonction de lieux d'accueil et mis à disposition de réfugiés ou de victimes de violences ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

D'adopter le règlement-taxe sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés pour les exercices 2026 à 2031, tel que repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

## I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

### Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés.

### Article 2

On entend au sens du présent règlement par :

- « logement meublé » : l'immeuble, la partie d'immeuble ou la chambre garni(e) en tout ou en partie du mobilier et/ou des équipements permettant de se loger, proposé(e) à la location, loué(e) ou mis(e) à disposition, à titre onéreux, et destiné(e) à l'usage du bénéficiaire quelle qu'en soit la durée et la fréquence.

Lorsque l'immeuble ou la partie d'immeuble est mis(e) à disposition de plusieurs personnes dont chacune dispose d'un espace privatif, chaque espace privatif est considéré comme un logement meublé distinct.

Ce logement meublé peut être mis à disposition par un bail ou par toute autre convention, distinct(e) ou non avec les autres usagers, incluant ou non le prix du mobilier.

- « chambre à l'heure » : l'hébergement payant, selon un tarif horaire, dans une chambre ou un appartement.

- « habitat solidaire » et « habitat intergénérationnel » s'entendent au sens de l'article 2, 25° et 26° du Code bruxellois du Logement.

## II. TAUX

### Article 3

#### 3.1. Taux forfaitaires applicables pour les logements meublés

Le taux annuel varie en fonction du nombre de logements meublés mis à disposition ou loués par le redevable dans un immeuble :

- De 1 à 4 logements meublés : le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
357,00 €	364,14 €	371,42 €	378,85 €	386,43 €	394,16 €

- De 5 à 7 logements meublés : le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
816,00 €	832,32 €	848,97 €	865,95 €	883,26 €	900,93 €

- Plus de 7 logements meublés : le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.550,40 €	1.581,41 €	1.613,04 €	1.645,30 €	1.678,20 €	1.711,77 €

Pour les chambres à l'heure : le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.785,00 €	1.820,70 €	1.857,11 €	1.894,26 €	1.932,14 €	1.970,78 €

3.2. La taxe est due par lieu d'imposition pour l'année entière au 1er janvier de l'exercice.

La taxe est indivisible et est due pour toute l'année, quelle que soit la période et la fréquence pendant lesquelles le logement meublé a éventuellement été mis à disposition.

La taxe est due indépendamment de l'occupation effective du logement meublé.

Le paiement de la taxe n'ouvre aucun droit et ne dispense pas des autorisations ou des permis qui seraient requis.

### III. REDEVABLES

#### Article 4

La taxe est due par le(s) titulaire(s) d'un droit réel sur le logement meublé, à savoir, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du bien.

Les titulaires d'un droit réel sur le bien sont solidairement et indivisiblement tenus au paiement de la taxe.

### IV. EXONERATIONS - REDUCTIONS

#### Article 5

##### Exonérations

Sont exonérés de la taxe :

- a) Le logement qui s'inscrit dans le cadre de l'habitat intergénérationnel ;
- b) Le logement qui s'inscrit dans le cadre de l'habitat solidaire ;
- c) Le logement mis directement à disposition par les établissements d'enseignement organisés et/ou subventionnés par les pouvoirs publics ;

d) Tout hébergement touristique dûment enregistré conformément à l'Ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique et soumis à la taxe régionale conformément à l'Ordonnance du 23 décembre 2016 (City tax) ;

e) Les hôpitaux, cliniques, dispensaires, œuvres de bienfaisance et les logements affectés à des activités d'aide sociale et de santé, subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics ;

f) Le logement affecté à l'hébergement de personnes âgées (maisons de repos et résidences services) et subventionné ou agréé par les pouvoirs publics ;

g) Le logement affecté par des personnes publiques ou privées, subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics, à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes handicapées ou de jeunes dans le cadre d'activités sportives, culturelles ou récréatives, de l'aide sociale ou de l'enseignement obligatoire (« internats ») ;

h) Le logement remplissant la fonction de lieux d'accueil et mis à disposition de réfugiés ou de victimes de violences.

Les exonérations mentionnées au paragraphe premier, doivent être demandées par le redevable et introduites auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins lors du renvoi de la formule de déclaration mentionnée à l'article 6, accompagnée des pièces justificatives relatives à l'exonération concernée.

## V. DECLARATIONS

### Article 6

L'Administration fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, dans un délai de 30 jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi du formulaire. Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable, pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

### Article 7

L'absence de déclaration dans le délai prévu à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose ;

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestres et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque ;

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

## VI. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

### Article 8

La présente taxe sera perçue par voie de rôle et payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

## VII. MISE EN APPLICATION

### Article 9

Le présent règlement est applicable à compter du 1er janvier 2026 et abroge le règlement-taxe du 16 décembre 2024 sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés à dater de l'exercice d'imposition 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 1 vote négatif, 10 abstentions.

*Non : Sophie Michez.*

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.*

---

## **Financiën – Belastingreglement op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen – Uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies;

Gelet op de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en met name op het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, op 13 april 2019

aangenomen door het federale parlement en van kracht op 1 januari 2020, in zoverre het sommige bepalingen, van toepassing op de gemeentebelastingen, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB 92) en van het uitvoeringsbesluit ervan wijzigt, opheft of vervangt;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als die van de belastingplichtigen behoort tot de aan de gemeentelijke overheid toegekende fiscale autonomie; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het nodig heeft geacht de terbeschikkingstelling en verhuur van de in dit reglement bedoelde gemeubelde verblijven te belasten om aanvullende ontvangsten te kunnen verwerven ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waar de gemeente voor staat;

Overwegende dat de keuze van een progressief forfaitair tarief afhankelijk van het aantal gemeubelde verblijven verantwoord is door de wens van de gemeenteraad om de toename van uit verschillende gemeubelde verblijven bestaande woonwijken (bijvoorbeeld, maar niet uitsluitend, co-living), die mogelijk ten koste gaan van de sociale mix, te ontmoedigen;

Overwegende dat de aanzienlijke financiële inkomsten uit de uitbating van gemeubelde verblijven bepaalde private operatoren ertoe aansporen eengezinswoningen om te bouwen tot dit type woning, wat het aanbod aan klassieke woningen kan verminderen en de aankoop- en huurprijzen van woningen op het grondgebied van Vorst kan doen stijgen;

Dat de toename tot gevolg kan hebben dat de gezinnen worden beroofd van de mogelijkheid om zich blijvend te vestigen Vorst, doordat ze geen betaalbare woning vinden die beantwoordt aan hun behoeften;

Dat het bijkomend doel van de belasting bijgevolg is om de ontwikkeling ervan af te remmen;

Overwegende dat de hogere rotatie van klanten van per uur verhuurde kamers nefaste gevolgen heeft, niet alleen voor de openbare rust, maar ook voor de vlotte doorgang of de veiligheid in de wijken waarin ze zich bevinden; Dat de gemeente de vestiging van een dergelijk etablissement op haar grondgebied dus niet wenst aan te moedigen en dat een hoger belastingtarief erop toepassen dus gerechtvaardigd is;

Overwegende dat het ontradend karakter van een belasting de vaststelling van een relatief hoge aanslagvoet kan impliceren; dat volgens de Raad van State een belasting met een ontradende doelstelling niet onevenredig is om de loutere reden dat het bedrag ervan aanzienlijk is (RvS, 5 mei 2017, nr. 238.107, Ferraz da Cruz en c.s.); dat geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling de gemeente bovendien verbiedt om, wanneer zij een door de staat van haar financiën verantwoorde belasting vestigt, ze bij voorrang te heffen op activiteiten die ze meer voor kritiek vatbaar acht dan andere of waarvan ze de ontwikkeling niet wenselijk acht (RvS, arrest nr. 117.110, 17 maart 2003; RvS, arrest nr. 170.927, 8 mei 2007; RvS, arrest nr. 228.985, 30 oktober 2004);

Dat het bovendien redelijk is om ervan uit te gaan dat die etablissementen door de verhuur per uur hogere inkomsten genereren en dus een grotere financiële draagkracht hebben die hen in staat stelt om de belasting te voldoen;

Overwegende dat de Raad, gezien de opdracht van algemeen belang die de instellingen voor onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de overheid, vervullen, gemeubelde verblijven die deze instellingen direct ter beschikking stellen van hun studenten, geheel wil vrijstellen van de belasting;

Overwegende dat de Raad de ontwikkeling van intergenerationele woningen en solidaire woningen wil steunen; dat beide woontypes gunstig zijn voor uitwisselingen tussen generaties en bevorderlijk voor de solidariteit en de sociale mix; dat ze bovendien een goede remedie tegen isolement, eenzaamheid bij ouderen en bestaansonzekerheid zijn; dat woningen in het kader van beide woontypes dus vrijgesteld horen te worden;

Overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristisch logies naar behoren geregistreerd en overeenkomstig de ordonnantie van 23 december 2016 aan de gewestbelasting (city tax) onderworpen toeristisch logies vrijgesteld hoort te worden;

Overwegende dat de Raad de onderstaande instellingen, vanwege de opdrachten van algemeen belang en/of openbaar nut die ze vervullen, wil vrijstellen om die opdrachten niet in de weg te staan:

- zorginstellingen en bejaardentehuizen;
- woningen die, door publieke of private personen, gesubsidieerd of erkend door de overheid, worden gebruikt voor collectief logies van wezen, mensen met een beperking of jongeren in het kader van sport-, cultuur- of recreatieactiviteiten, sociale bijstand of de leerplicht ('internaten');
- woningen die de functie van opvangplaats vervullen ter beschikking worden gesteld van vluchtelingen of geweldslachtoffers;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen voor aanslagjaren 2026 tot 2031, dat als bijlage gaat en integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging, goed te keuren.

## I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

### Artikel 1

Voor aanslagjaren 2026 tot 2031 wordt een belasting op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen gevestigd.

### Artikel 2

In dit reglement wordt verstaan onder:

- 'gemeubeld verblijf': gebouw, gebouwgedeelte of kamer, geheel of gedeeltelijk voorzien van meubilair en/of verblijfsvoorzieningen, te huur aangeboden, verhuurd of ter beschikking gesteld, onder bezwarende titel, en bestemd voor gebruik door de begunstigde, ongeacht de duur of de frequentie.

Wanneer het gebouw of gebouwgedeelte ter beschikking wordt gesteld van meerdere personen die elk een privatieve ruimte hebben, wordt elke privatieve ruimte beschouwd als een afzonderlijk gemeubeld verblijf.

Dit gemeubeld verblijf kan ter beschikking worden gesteld bij huur- of andere overeenkomst, al dan niet afzonderlijk van de andere gebruikers, al dan niet inclusief de prijs van het meubilair.

- 'kamer per uur': verblijf tegen betaling, volgens een uurtarief, in een kamer of een appartement.
- 'solidaire woning' en 'intergenerationele woning' worden begrepen in de zin van artikel 2, 25° en 26° van de Brusselse Huisvestingscode.

## II. TARIEVEN

### Artikel 3

#### 3.1. Forfaitaire tarieven voor gemeubelde verblijven

Het jaartarief verschilt al naargelang het aantal gemeubelde verblijven die door de belastingplichtige worden ter beschikking gesteld of verhuurd in een onroerend goed.

- 1 tot 4 gemeubelde verblijven : het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, zal met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
357,00 €	364,14 €	371,42 €	378,85 €	386,43 €	394,16 €

- 5 tot 7 gemeubelde verblijven: het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, zal met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
816,00 €	832,32 €	848,97 €	865,95 €	883,26 €	900,93 €

- meer dan 7 gemeubelde verblijven: het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, zal met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.550,40 €	1.581,41 €	1.613,04 €	1.645,30 €	1.678,20 €	1.711,77 €

Voor kamers per uur : het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, zal met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.785,00 €	1.820,70 €	1.857,11 €	1.894,26 €	1.932,14 €	1.970,78 €

3.2. De belasting is verschuldigd per aanslagplaats voor het hele jaar op 1 januari van het aanslagjaar.

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het hele jaar, ongeacht de periode of de frequentie tijdens welke het gemeubeld verblijf eventueel ter beschikking is gesteld.

De belasting is verschuldigd ongeacht of het gemeubelde verblijf daadwerkelijk wordt gebruikt of niet.

De betaling van de belasting verleent geen rechten en ontslaat niet van de mogelijk vereiste

toelatingen of vergunningen.

### III. BELASTINGPLICHTIGEN

#### Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de houder(s) van een zakelijk recht op het gemeubeld verblijf: de eigenaar, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van het goed.

De houders van een zakelijkrecht op het goed zijn hoofdelijk en ondeelbaar verplicht tot betaling van de belasting.

### IV. VRIJSTELLINGEN - VERMINDERINGEN

#### Artikel 5

Vrijstellingen

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- a) het verblijf in het kader van intergenerationeel wonen;
- b) het verblijf in het kader van solidair wonen;
- c) het verblijf dat rechtstreeks ter beschikking wordt gesteld door instellingen voor onderwijs, ingericht en/of gesubsidieerd door de overheid;
- d) elk toeristisch logies, naar behoren geregistreerd overeenkomstig de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristisch logies en onderworpen aan de gewestbelasting (city tax) overeenkomstig de ordonnantie van 23 december 2016;
- e) ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken, liefdadigheidsinstellingen en woningen bestemd voor maatschappelijk werk en gezondheidszorg, gesubsidieerd of erkend door de overheid;
- f) het verblijf dat wordt gebruikt voor logies van ouderen (rusthuizen en serviceresidenties) en gesubsidieerd of erkend door de overheid;
- g) het verblijf dat door publieke of private personen, gesubsidieerd of erkend door de overheid, wordt gebruikt voor collectief logies van wezen, mensen met een beperking of jongeren in het kader van sport-, cultuur- of recreatieactiviteiten, sociale bijstand of verplicht onderwijs ('internaten');
- h) het verblijf dat dienst doet als opvangplaats en dat ter beschikking wordt gesteld van vluchtelingen of geweldslachtoffers.

De in paragraaf 1 vermelde vrijstellingen moeten door de belastingplichtige worden aangevraagd en bij het College van Burgemeester en Schepenen ingediend worden wanneer het in artikel 6 vermelde aangifteformulier, vergezeld van de bewijsstukken i.v.m. de betrokken vrijstelling, wordt teruggestuurd.

### V. AANGIFTEN

#### Artikel 6

Het bestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen binnen een termijn van 30 dagen na de derde werkdag die volgt op de verzending van het formulier. De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe binnen tien dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, dient de voor de aanslag benodigde gegevens uiterlijk 31 december van het aanslagjaar aan te geven bij het bestuur.

De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

### Artikel 7

Als de belastingplichtige geen aangifte indient binnen de in artikel 6 van dit reglement voorgeschreven termijn of als de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het College van Burgemeester en Schepenen de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting gebaseerd is, en de wijze waarop deze elementen en het bedrag van de belasting worden vastgesteld.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve inkohiering van de belasting op basis van de elementen waarop de belasting gebaseerd is, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

## VI. INVORDERING EN GESCHILLEN

### Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd bij kohier en dient betaald te worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

## VII. TOEPASSING

### Artikel 9

Dit reglement is van toepassing vanaf 1 januari 2026 en vervangt het belastingreglement van 16 december 2024 op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen vanaf aanslagjaar 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 10 onthoudingen.

*Nee : Sophie Michez.*

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.*

### **- Intervention M. Loewenstein**

**Nous resterons prudents et réservés sur ce règlement-taxe. Vous l'avez annoncé en grande pompe un peu avant votre accord de majorité fin 2024 : une nouvelle taxe sur le co-living qui allait rapporter de l'argent à la commune.**

**Seulement, cette taxe est tellement élevée et confiscatoire qu'elle fait l'objet de recours dans les communes bruxelloises où elle est d'application. Et après les recours devant le Collège, cela pourrait se poursuivre devant la justice, avec un impact budgétaire supplémentaire pour la commune qui devrait en plus supporter des frais d'avocats.**

**Conséquence directe : 0€ de recettes perçues pour cette taxe alors que si le taux avait été plus raisonnable, on n'en serait sans doute pas dans la situation que l'on connaît aujourd'hui.**

**Aujourd'hui, il est proposé une modification du règlement qui vient d'être adopté il y a un an et toujours d'application ? Et la modification ne va pas dans le sens d'une résolution du problème.**

**Il serait pourtant utile de se concerter avec les autres communes pour adopter une position « commune » et arriver à une taxe d'un montant raisonnable, histoire de pouvoir inscrire au budget des recettes certaines et pas des recettes espérées qui vont finir peut-être un jour en irrécouvrables.**

**Ou alors l'objectif inavoué est d'imposer des taxes si importantes pour faire fuir les acteurs de co-living qui, pour rappel, sont loin d'être tous de méchants spéculateurs ultra-capitalistes qu'il faut faire disparaître.**

**Leur modèle répond à une demande et, lorsqu'il est bien mis en place, peut bénéficier à de nombreuses personnes qui ne pourraient pas s'offrir seul ce type de logement, ces acteurs rénovent parfois des chancres et améliorent la performance énergétique des bâtiments. Alors oui, le bâti prend de la valeur, mais il gagne aussi en qualité.**

### **- Réplique M. Spapens**

**Il existe un groupe de travail composé de plusieurs communes concernant cette taxe. Il y a effectivement une levée de bouclier logique des acteurs de co living.**

**Cette taxe se veut juste par rapport aux acteurs qui louent des chambres extrêmement chers.**

**Nous les avons rencontrés et ils ont promis de revenir avec des chiffres objectifs. On ne peut pas juste vouloir faire fuir le co living et ce n'est absolument pas la volonté de la majorité. Au contraire, une réflexion est en cours pour le développement d'habitats groupés.**

**Mais aujourd'hui, le projet n'est pas assez mûr et nous avons moins d'un an d'expérience de**

**taxe. Ce qui est insuffisant pour juger de la réalité ou pas.**

**Il est certain qu'en matière fiscale, nous prenons des précautions, comme vous le voyez au budget, en mettant une certaine somme en non-valeurs.**

**Mais il semblait important en terme d'égalité de tous les habitants, que les bailleurs de ces grandes entités louées à des prix qui semblent excessifs doivent participer aux coûts.**

**Et il important également si on veut empêcher les spéculations et laisser l'occasion aux citoyens de trouver des locations « normales ».**

**Nous nous engageons à poursuivre les discussions.**

**- Réplique de M. Loewenstein**

**Je prends note que vous ne voulez pas faire fuir le co-living, tant mieux. C'est une bonne nouvelle.**

**Je prends aussi bonne note de la concertation en cours avec les communes concernées.**

**Je comprends très bien que Forest ne va pas diminuer seule cette taxe mais qu'une position concertée, juste et cohérente entre les communes concernées sera utile.**

**Nous attendons donc de voir les suites de ce dossier.**

**Entretemps, nous nous abstiendrons comme nous l'avons fait il y a maintenant plus d'un an lors de l'adoption de ce règlement en novembre 2024.**

**- Tussenkoms van de heer Loewenstein**

**We blijven voorzichtig en terughoudend ten aanzien van dit belastingreglement. U kondigde het met veel bombarie aan, kort voor uw meerderheidsakkoord eind 2024: een nieuwe belasting op co-living die de gemeente geld zou opleveren.**

**Deze belasting is echter zo hoog en confiscatoir dat er beroep tegen is aangetekend in de Brusselse gemeenten waar ze van toepassing is. Na de beroepen bij het College zou dit kunnen worden voortgezet voor de rechtbank, met bijkomende budgettaire gevolgen voor de gemeente, die bovendien de advocatenkosten zou moeten dragen.**

**Rechtstreeks gevolg: er is € 0 aan inkomsten uit deze belasting geïnd, terwijl we ons, als het tarief redelijker was geweest, waarschijnlijk niet in de situatie zouden bevinden waarin we ons vandaag bevinden.**

**Vandaag wordt een wijziging voorgesteld van het reglement die een jaar geleden is aangenomen en nog steeds van kracht is. En de wijziging draagt niet bij aan een oplossing van het probleem.**

**Het zou echter nuttig zijn om met de andere gemeenten te overleggen om een 'gemeenschappelijk' standpunt in te nemen en tot een redelijk belastingbedrag te komen, zodat er zekere inkomsten in de begroting kunnen worden opgenomen en geen verwachte inkomsten die uiteindelijk misschien oninbaar blijken te zijn.**

**Of is het onuitgesproken doel om zulke hoge belastingen op te leggen dat co-living-actoren worden weggejaagd, die, ter herinnering, lang niet allemaal slechte, ultrakapitalistische speculanten zijn die moeten worden uitgeroeid.**

**Hun model beantwoordt aan een vraag en kan, mits goed opgezet, ten goede komen aan veel mensen die zich dit soort woningen alleen niet zouden kunnen veroorloven.**

**Deze actoren renoveren soms stadskankers en verbeteren de energieprestaties van gebouwen. Ja, de gebouwen stijgen in waarde, maar ze winnen ook aan kwaliteit.**

**- Repliek van de heer Spapens**

**Er is een werkgroep bestaande uit verschillende gemeenten die zich bezighoudt met deze belasting. Er is inderdaad een logische verontwaardiging onder de actoren in de co-livingsector. Deze belasting is bedoeld om rechtvaardig te zijn ten opzichte van actoren die extreem dure kamers verhuren.**

**We hebben hen ontmoet en ze hebben beloofd terug te komen met objectieve cijfers. We kunnen niet zomaar co-living weg willen en dat is absoluut niet de wens van de meerderheid.**

**Integendeel, er wordt nagedacht over de ontwikkeling van gemeenschappelijke woonvormen.**

**Maar op dit moment is het project nog niet voldoende gerijpt en hebben we minder dan een jaar ervaring met de belasting. Dat is onvoldoende om te beoordelen of het al dan niet realistisch is.**

**Het is zeker dat we op fiscaal gebied voorzorgsmaatregelen nemen, zoals u in de begroting kunt zien, door een bepaald bedrag in onwaarde te brengen.**

**Maar het leek belangrijk in termen van gelijkheid voor alle inwoners dat de verhuurders van deze grote entiteiten, die tegen schijnbaar buitensporige prijzen worden verhuurd, in de kosten moeten delen.**

**En het is ook belangrijk als we speculatie willen voorkomen en burgers de kans willen geven om 'normale' huurwoningen te vinden.**

**We verbinden ons ertoe de gesprekken voort te zetten.**

**- Repliek van de heer Loewenstein**

**Ik neem er nota van dat u co-living niet weg wilt, des te beter. Dat is goed nieuws.**

**Ik neem ook nota van het lopende overleg met de betrokken gemeenten.**

**Ik begrijp heel goed dat Vorst deze belasting niet alleen zal verlagen, maar dat een gezamenlijk, rechtvaardig en coherent standpunt van de betrokken gemeenten nuttig zal zijn.**

**We wachten dus af wat er verder met dit dossier gebeurt.**

**Ondertussen zullen we ons onthouden, zoals we dat meer dan een jaar geleden ook hebben gedaan bij de goedkeuring van dit reglement in november 2024.**

---

34 **Finances – Taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public – Règlement – Renouvellement – Modifications - Report du 05/12/2025.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, voté par le Conseil communal du *05 décembre 2023* ;

Considérant que le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les établissements mettant à disposition des chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public :

## Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public.

## Article 2

Le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement de ces objets.

## Article 3

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir prétendre à indemnisation ou restitution des sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation de surveillance.

## Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation. Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

## Article 5

La taxe est calculée par m<sup>2</sup> d'occupation du domaine public. Toute fraction de m<sup>2</sup> sera comptée pour 1 m<sup>2</sup>. Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3 m<sup>2</sup>.

## Article 6

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

a) surface occupée du domaine public non recouverte d'un plancher, par m<sup>2</sup>:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
18,70 €/m <sup>2</sup>	19,07 €/m <sup>2</sup>	19,46 €/m <sup>2</sup>	19,84 €/m <sup>2</sup>	20,24 €/m <sup>2</sup>	20,65 €/m <sup>2</sup>

b) surface occupée du domaine public recouverte d'un plancher, par m<sup>2</sup> :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
35,02 €/m <sup>2</sup>	35,72 €/m <sup>2</sup>	36,43 €/m <sup>2</sup>	37,16 €/m <sup>2</sup>	37,90 €/m <sup>2</sup>	38,66 €/m <sup>2</sup>

## Article 7

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

## Article 8

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de

déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La preuve de révocation incombe à l'assujetti. La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

#### Article 9

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 8 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 10

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

#### Article 11: Exonération

*Sont exonérés les redevables pour lesquels le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public est rendu impossible ou dont la terrasse est rendue inaccessible pour cause de travaux dans l'espace public au minimum pendant 30 jours calendrier consécutifs.*

*L'exonération est accordée sur demande du redevable. Elle doit être accompagnée des documents démontrant que les conditions de l'exonération sont réunies.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen - Uitstel van 05/12/2025.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de Gemeenteraad van *05 december 2023*;

Overwegende dat de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen ter beschikking stellen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een belasting gevestigd op het plaatsen van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein.

#### Artikel 2

Het plaatsen van stoelen, banken, tafels en terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt in straten en openbare pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het plaatsen van voorwerpen of installaties.

#### Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onwederroepelijk recht of concessie, noch enige erfdienstbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op de eerste vordering van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder aanspraak te kunnen maken op vergoeding of teruggave van reeds gestorte bedragen.

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele verplichting mee inzake toezicht.

#### Artikel 4

De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd voor het hele jaar, te rekenen vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning. Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet werd betekend, door aangetekend schrijven, aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen. Geen enkele korting of teruggave zal worden toegestaan, ongeacht de reden. Ingeval van overname van een handelszaak, zal geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden geïnd, voor eenzelfde belastbare oppervlakte.

#### Artikel 5

De belasting wordt berekend per m<sup>2</sup> bezetting van het openbaar domein. Elk deel van een m<sup>2</sup> wordt voor 1 m<sup>2</sup> aangerekend. In elk geval zal een minimumbelasting geheven worden die gelijk is aan een bezetting van 3 m<sup>2</sup>.

#### Artikel 6

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

a) betrokken oppervlakte van het openbaar domein dat niet door een vloer wordt bedekt, per m<sup>2</sup>:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
18,70 €/m <sup>2</sup>	19,07 €/m <sup>2</sup>	19,46 €/m <sup>2</sup>	19,84 €/m <sup>2</sup>	20,24 €/m <sup>2</sup>	20,65 €/m <sup>2</sup>

b) betrokken oppervlakte van het openbaar domein bedekt door een vloer, per m<sup>2</sup>:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
35,02 €/m <sup>2</sup>	35,72 €/m <sup>2</sup>	36,43 €/m <sup>2</sup>	37,16 €/m <sup>2</sup>	37,90 €/m <sup>2</sup>	38,66 €/m <sup>2</sup>

#### Artikel 7

In afwijking van de bepalingen van huidig reglement zal geen belasting geheven worden ter gelegenheid van de tijdelijke betrekking van het openbaar domein tijdens gemeentelijke festiviteiten.

### Artikel 8

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen door de belastingplichtige.

Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping,

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

### Artikel 9

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 8 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in het 2e lid, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

### Artikel 10

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de

inkomstenbelasting toegepast worden.

#### Artikel 11: Vrijstelling

*Vrijgesteld zijn belastingplichtigen voor wie het plaatsen van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein onmogelijk is gemaakt of wiens terras ontoegankelijk is geworden door werkzaamheden in de openbare ruimte gedurende minstens 30 opeenvolgende kalenderdagen.*

*De vrijstelling wordt verleend op verzoek van de belastingplichtige. Dat verzoek moet vergezeld gaan van documenten waaruit blijkt dat de voorwaarden voor de vrijstelling vervuld zijn.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

---

35 **Finances – Taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique d’imprimés publicitaires non adressés – Règlement – Renouvellement – Modifications - Report du 05/12/2025.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique d’imprimés publicitaires non adressés, voté par le conseil communal le 05 décembre 2023 ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l’accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la distribution d’imprimés publicitaires se fait souvent de manière négligente, qu’il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la distribution de courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques, qu’elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries ;

Considérant que les publicités adressées arrivent souvent dans les boîtes aux lettres à la demande ou avec le consentement du consommateur, tandis que les publicités non-adressées sont déposées de manière intempestive, pour une partie des habitants, qui n'ont pas souhaité les recevoir ;

Considérant que le système de taxation au comptant n'est plus utilisé pour cette taxe, qu'il est nécessaire de modifier l'article 13 pour ne prévoir que le système de taxation par voie de rôle ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique d'imprimés publicitaires non adressés :

#### Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial ainsi que de catalogues, de journaux et dépliants contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés ne sont pas adressés.

#### Article 2

Est visée par les présentes dispositions, la distribution gratuite dans le chef des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

#### Article 3

Par texte rédactionnel il faut entendre :

- Les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- Les textes, qui au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmières, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- Les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques,

folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales ;

- Les informations sur les cultes reconnus, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et centres culturels ;

- Les annonces notariales ;

- Les annonces émanant de particuliers relatifs à des transactions mobilières ou immobilières ;

- Les offres d'emplois;

- La propagande électorale.

#### Article 4

Sont considérés comme textes publicitaires à caractère commercial :

- Les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés ;

- Ceux qui sous forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames ;

- Ceux qui, de façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

#### Article 5

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires sera calculé en tenant compte de leur surface totale d'occupation, y compris leurs annexes telles que dessins, gravures ou photographies dans l'imprimé publicitaire pris dans sa surface intégrale de rédaction, y compris les pages de couvertures.

#### Article 6

La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions. Le distributeur des imprimés imposables est solidairement responsable du paiement de la taxe.

#### Article 7

Les taux de la taxe sont fixés comme suit :

1) Carte et feuillet publicitaire :

1.1. Superficie inférieure ou égale à 2000 cm<sup>2</sup>

0,02 € par exemplaire distribué

1.2. Superficie supérieure à 2000 cm<sup>2</sup>

0,025 € par exemplaire distribué

2) Catalogue, journal ou dépliant publicitaire : 0,07 € par exemplaire distribué. Est considéré comme catalogue, journal ou dépliant publicitaire, la réunion quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres...), d'au moins 2 feuilles ou cartes publicitaires.

Le minimum de la taxe est fixé à 19,69 € par distribution pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
20,08 €	20,48 €	20,89 €	21,31 €	21,73 €

### Article 8

A la demande du redevable, le collège des bourgmestres et échevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel, à raison de douze fois par an dans les cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

### Article 9

Les taux de la taxation forfaitaire mensuelle sont fixés comme suit :

1. Carte et feuille publicitaire : 460,08 € par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois de l'année 2026. Les années suivantes, le taux mensuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant:

2027	2028	2029	2030	2031
469,28 €	478,67 €	488,24 €	498,01 €	507,97 €

2. Catalogue, journal ou dépliant publicitaire : 3.286,14 € par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois de l'année 2026. Les années suivantes, le taux mensuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant:

2027	2028	2029	2030	2031
3.351,86 €	3.418,90 €	3.487,28 €	3.557,02 €	3.628,16 €

### Article 10

Le contribuable est tenu de faire une déclaration à l'administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires au calcul de la taxe, au plus tard 15 jours calendrier avant chaque distribution.

En cas de taxation forfaitaire, l'autorité communale compétente peut rendre cette déclaration valable jusqu'à révocation. Celle-ci sera notifiée par écrit avec un préavis d'un mois. Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

### Article 11

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 10 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure. Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 12

Il est accordé annuellement à tout redevable une exonération forfaitaire de 100,00 €. Cette exonération sera déduite de la façon suivante :

- en cas de taxation sur déclarations (article 7) : sur les premiers calculs de la taxe.
- en cas de taxation au forfait (article 9) : sur le premier forfait mensuel.
- en cas de taxation d'office (article 11) : sur le calcul de la taxe à enrôler.

#### Article 13

Le recouvrement de la taxe se fait par enrôlement trimestriel. Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

#### Article 14

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestres et échevins. La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les trois mois, soit de la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle, soit de la date du paiement au comptant. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Financiën – Belasting op de huis-aan-huisverdeling en op de openbare weg van niet-geadresseerd reclamedrukwerk – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen - Uitstel van 05/12/2025.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen

inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling en op de openbare weg van niet-geadresseerd reclamedrukwerk, gestemd door de gemeenteraad op *05 december 2023*;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de almaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak slordig gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt, dat deze buitensporige praktijk de verdeling van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de netheid van de openbare wegen, wat dus leidt tot bijkomende kosten voor de gemeente om de wegen schoon te maken;

Overwegende dat geadresseerd reclamedrukwerk vaak in de bus valt op vraag of met instemming van de consument terwijl niet-geadresseerd reclamedrukwerk ongevraagd in de bus wordt gestoken bij een deel van de inwoners die dit niet wenst;

Overwegende dat het systeem van contante belastingheffing niet meer wordt gebruikt voor deze belasting, dat het noodzakelijk is artikel 13 te wijzigen om alleen het systeem van belastingheffing in een kohier te voorzien;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling en op de openbare weg van niet-geadresseerd reclamedrukwerk als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren *2026 tot 2031* een belasting gevestigd op de verdeling aan huis en op de openbare weg van reclamebladen en -kaarten met commercieel karakter alsook van catalogi, kranten en folders die commerciële reclame bevatten, wanneer dit drukwerk niet geadresseerd is.

#### Artikel 2

Deze bepalingen zijn van toepassing op de voor de bestemmingen kosteloze verdeling van niet-geadresseerd reclamedrukwerk, dat toegankelijk is voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en dat minder dan 40 % niet-publicitaire redactionele teksten bevat.

### Artikel 3

Onder redactionele teksten wordt verstaan:

- De door journalisten geschreven teksten in de uitoefening van hun beroep voor zover niet expliciet of impliciet firma's of bepaalde producten worden vermeld;
- De teksten die, voor de bevolking van de gemeente, een sociale rol spelen en algemene informatie verstrekken buiten handelsinformatie of die officiële informatie brengen van algemeen belang ten voordele van het gezag of het algemeen welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegsters, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke informatie en allerlei nationale en internationale berichten;
- De algemene en regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire en wetenschappelijke berichten, alsook de niet-commerciële berichten;
- De inlichtingen over erkende erediensten, de aankondigingen van activiteiten, zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuisen en culturele centra;
- De notariële aankondigingen;
- De advertenties uitgaande van particulieren aangaande roerende en onroerende transacties;
- De werkaanbiedingen;
- De verkiezingspropaganda.

### Artikel 4

Worden beschouwd als reclameteksten met commercieel karakter:

- De artikelen waarin expliciet of impliciet firma's of producten worden vermeld;
- De artikelen die op een directe of verdoken manier de lezer verwijzen naar reclame;
- De artikelen die, op algemene wijze, ernaar streven firma's, producten of diensten te vermelden, te laten kennen en aan te bevelen met als doel een commerciële transactie af te sluiten.

### Artikel 5

Het percentage van 40 % niet-publicitaire redactionele teksten zal berekend worden rekening houdend met hun totaal ingenomen oppervlakte, met inbegrip van hun bijlagen zoals tekeningen, gravures of foto's in het reclamedrukwerk in de volledige redactionele oppervlakte met inbegrip van de omslagpagina's.

### Artikel 6

De belasting is verschuldigd door de uitgever van het drukwerk dat onder deze bepalingen valt. De verdeler van het belastbare drukwerk is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

### Artikel 7

De belastingvoeten worden als volgt vastgesteld:

1) Reclameblad of -kaart:

1.1. Oppervlakte minder dan of gelijk aan 2000 cm<sup>2</sup>

0,02 € per verdeeld exemplaar

1.2. Oppervlakte meer dan 2000 cm<sup>2</sup>

0,025 € per verdeeld exemplaar

2) Catalogus, krant of reclamefolder: 0,07 € per verdeeld exemplaar. Wordt beschouwd als catalogus, krant of reclamefolder, het samenbrengen door eender welk middel (nietje, plakken, invoegen of andere ...) van minstens 2 reclamebladen of kaarten

Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op 19,69 € per verdeling voor het jaar 2026. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
20,08 €	20,48 €	20,89 €	21,31 €	21,73 €

#### Artikel 8

Op verzoek van de belastingplichtige kent het college van burgemeester en schepenen een forfaitair belastingstelsel per maand toe, naar rato van twaalf betalingen per jaar in het geval van herhaalde bedelingen, ter vervanging van de individuele betalingen.

#### Artikel 9

De tarieven van de maandelijkse forfaitaire belastingheffing worden als volgt vastgesteld:

1. Reclameblad en -kaart: 460,08 € per maand, ongeacht het aantal exemplaren verdeeld in de loop van de maand van het jaar 2026. De volgende jaren zal het maandtarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
469,28 €	478,67 €	488,24 €	498,01 €	507,97 €

2. Catalogus, krant of reclamefolder: 3.286,14 € per maand, ongeacht het aantal exemplaren verdeeld in de loop van de maand van het jaar 2026. De volgende jaren zal het maandtarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
3.351,86 €	3.418,90 €	3.487,28 €	3.557,02 €	3.628,16 €

#### Artikel 10

De belastingplichtige is ertoe gehouden, ten laatste 15 kalenderdagen voor iedere bedeling, een aangifte te doen bij het gemeentebestuur, met alle inlichtingen die nodig zijn voor de berekening van de belasting.

In het geval van een forfaitaire belasting kan de bevoegde gemeentelijke overheid deze aangifte geldig verklaren tot herroeping. Deze moet schriftelijk betekend worden met een vooropzeg van een maand. De belastingplichtige is ertoe gehouden alle documenten en inlichtingen te verstrekken om een mogelijke controle van zijn verklaring te vergemakkelijken.

#### Artikel 11

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 10 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

#### Artikel 12

Er wordt jaarlijks aan iedere belastingplichtige een forfaitaire vrijstelling toegekend van 100,00 €. Deze vrijstelling zal op de volgende wijze afgetrokken worden:

- in geval van belasting volgens aangifte (artikel 7): op de eerste verrekening van de belasting.
- in geval van forfaitaire belasting (artikel 9): op het eerste maandelijks vaste bedrag.
- in geval van ambtshalve belasting (artikel 11): op de berekening van de in te kohieren belasting.

#### Artikel 13

De invordering van de belasting gebeurt via driemaandelijks inkohiering. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belasting dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

#### Artikel 14

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Het bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden, hetzij na het versturen van het aanslagbiljet of de datum van de contante betaling. Het dient gedateerd en ondertekend te worden door de reclamant of zijn vertegenwoordiger en volgende elementen te vermelden:

- de naam, hoedanigheid, adres of maatschappelijke zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

**36 Finances – Taxe sur les antennes de télécommunications, d’émissions de signaux et d’échanges d’informations par voie hertzienne – Règlement – Renouvellement – Modifications - Report du 05/12/2025.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales;

Vu la situation financière de la commune de Forest;

Vu la nécessité de maintenir, pour les exercices 2026 à 2031, un équilibre entre les recettes et les dépenses de la commune de Forest, tout en maintenant une perception équitable des charges fiscales mises à charge des différentes catégories de redevables exerçant leurs activités sur le territoire communal;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que, dans le cadre de ses compétences fiscales, il appartient à une commune de choisir une matière imposable qui ne se retrouve que chez certains redevables dès lors qu'elle ne doit pas – et se trouverait dans l'impossibilité de – taxer tout ce qui peut l'être ; que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en

équilibre, voire à dégager un certain surplus ; qu'il ne se justifie donc pas de procéder à une taxation généralisée;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne visées par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face et à répartir de manière équitable la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables;

Considérant que les antennes de télécommunication, d'émission de signaux ou d'échange d'information par voie hertzienne taxées se distinguent d'autres infrastructures en raison des fonctions qu'elles remplissent, des besoins qu'elles permettent de rencontrer et des réglementations auxquelles elles sont soumises;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité lucrative permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public doivent être exonérées vu leur finalité d'intérêt général et le fait qu'elles ne poursuivent pas un but de lucre;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D. doivent être exonérées vu qu'elles sont exploitées principalement pour des missions de service d'utilité publique et qu'il convient d'éviter de rendre plus difficile l'exercice de ces missions en alourdissant les charges fiscales de ce réseau;

Considérant que la Circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2006 « Taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile » (M.B. 27 juin 2006) préconise d'exonérer les infrastructures du réseau ASTRID pour les raisons suivantes :

« A ce sujet, j'attire toutefois votre attention sur le fait qu'il n'est pas possible d'appliquer cette taxe aux infrastructures du réseau ASTRID. En effet, le réseau radiomobile ASTRID est exploité par la SA de droit public ASTRID conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1998 relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité.

Les relais de transmission, les mâts et antennes de ce réseau vont à moyen terme remplacer toutes les liaisons, les mâts et antennes utilisés jusque-là par les multiples services locaux et fédéraux.

La loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses (articles 77 à 79, modifiant entre autres la loi du 8 juin 1998 précitée), précise que le réseau de communication électronique d'ASTRID est considéré comme un réseau « sui generis » et non comme un réseau public ni comme un réseau non public. Ce régime spécial est justifié par la nature des utilisateurs d'ASTRID, à savoir les services belges de secours et de sécurité, la Sûreté de l'Etat et les institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de sécurité. Comme cette limitation en matière d'utilisateurs s'applique tant sur les missions de service public que sur les activités commerciales, le but est de placer les deux catégories sous ce régime.

Les « activités commerciales » d'ASTRID n'impliquent donc nullement que des activités soient fournies à des conditions commerciales, mais uniquement qu'un certain nombre de services supplémentaires soient offerts aux services de secours et de sécurité qui dépassent le cadre de la mission de service public d'ASTRID.

Il en ressort donc que les infrastructures de télécommunication de ce réseau doivent être exclues du champ d'application de la taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile, tant pour les missions de service public que pour les activités commerciales du réseau ASTRID (... ) ».

Considérant que les juridictions bruxelloises ont, par ailleurs, accueilli favorablement l'exonération qui était prévue en faveur d'ASTRID par le règlement-taxe, au motif qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les redevables de l'impôt et la s.a. de droit public ASTRID (voy. Civ. Bruxelles (36ème ch.), 28 juillet 2016, R.G. n° 2011/15736/A ; Civ. Bruxelles (36ème ch.), 16 janvier 2018, R.G. n° 2015/9620/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 11 janvier 2019, R.G. n° 2015/8445/A et 2016/168/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 14 juin 2019, R.G. n° 2017/5349/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 21 juin 2019, R.G. n° 2016/7768/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 30 avril 2020, R.G. n° 2018/6963/A).

Considérant que la Cour d'appel de Bruxelles est du même avis : « Les services que la société ASTRID pourrait fournir sur une base commerciale le sont également dans le cadre de missions de secours et de sécurité et ils ne sont autorisés qu'en vertu d'un arrêté royal. Les activités commerciales réduites de cette société (qui fonctionne à 95% grâce aux subventions publiques) ne sont pas des activités à but de lucre, même pour celles qui dépassent le cadre strict initial des missions énumérées comme des services publics subventionnés. La situation de la société ASTRID n'est dès lors pas comparable à celle de l'appelante, entreprise commerciale cotée en bourse et agissant dans un but commercial » (Bruxelles (6ème ch.), 3 mars 2022, R.G. n° 2016/AF/363) ;

Considérant que le conseil communal estime que les arguments invoqués tant dans la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale que dans les décisions du tribunal de première instance francophone de Bruxelles et de la Cour d'appel de Bruxelles, pour justifier l'exonération des dispositifs de la s.a. de droit public ASTRID, emportent la conviction et qu'il s'y rallie ; le Conseil communal décide, dès lors, pour ces motifs, que les infrastructures de la s.a. de droit public ASTRID doivent être exonérées de la taxe ;

Considérant que le but principal ou exclusif dans lequel les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne sont utilisées permet de distinguer de manière objective et raisonnablement justifiée les infrastructures taxées de celles qui ne le sont pas ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

ARRETE :

## I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article 1. Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus une taxe sur les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne installées sur le territoire de Forest.

Article 2. La taxe est due, par année civile entière, par antenne, quelle que soit la date d'installation de l'antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne et la durée de fonctionnement du dispositif.

## II. REDEVABLE

Article 3. La taxe est due :

- lorsqu'un permis d'environnement ou une déclaration préalable est requis pour l'installation d'une antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, sans qu'un permis d'urbanisme ne le soit, par le bénéficiaire du permis d'environnement ou de la déclaration préalable ou par la personne qui, du fait de l'installation, était soumise à l'obtention d'un tel permis ou à l'introduction d'une telle déclaration préalable;

- lorsqu'un permis d'urbanisme est requis pour l'installation d'une antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, par le bénéficiaire du permis d'urbanisme ou par la personne qui, du fait de l'installation, était soumise à l'obtention d'un tel permis;

- dans les autres cas, par le propriétaire d'une telle antenne ou par le titulaire de droits réels sur celle-ci.

En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par chaque copropriétaire et chaque titulaire de droits réels sur les antennes installées sur le territoire de Forest.

La qualité de redevable est déterminée au 1er janvier de l'exercice ou à la date d'installation de l'antenne si celle-ci est postérieure au 1er janvier.

### III. TAUX

Article 4. Le taux de la taxe annuelle est fixé à 10.200,00€ par antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne pour l'année 2026.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
10.404,00€	10.612,08€	10.824,32€	11.040,81€	11.261,62€

### IV. EXONERATIONS

Article 5. Sont exonérées de la taxe:

a) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées exclusivement à des fins militaires ou de service public. Ne peuvent être considérés comme exploitées à des fins de service public, les antennes de télécommunications d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées par des personnes physiques ou morales poursuivant principalement un but de lucre.

b) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D.

c) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitée en dehors de toute activité commerciale ou lucrative.

### V. DECLARATION

Article 6. L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7. L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

## VI. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 8. La présente taxe et sa majoration éventuelle seront perçues par voie de rôle.

## VII. MISE EN APPLICATION

Article 9. Le présent règlement remplace le précédent règlement-taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie adopté par le Conseil communal en séance du 17/10/2023 à dater de l'exercice d'imposition 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen - Uitstel van 05/12/2025.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het Wetboek van minnelijke en gedwongen invordering van fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente Vorst;

Gelet op de noodzaak om tijdens de dienstjaren 2026 tot 2031 het evenwicht te behouden tussen de ontvangsten en de uitgaven van de gemeente Vorst, met behoud van een billijke inning van de fiscale rechten ten laste van de verschillende categorieën belastingplichtigen die hun activiteiten op het grondgebied van de gemeente uitoefenen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat, onder voorbehoud van de door de wet bepaalde uitzonderingen, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling van zowel de belastbare materie als van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het een gemeente, binnen het kader van haar fiscale bevoegdheden, vrij staat om een belastbare materie te kiezen die slechts bij bepaalde belastingplichtigen aangetroffen wordt, daar ze immers niet al hetgeen belast kan worden, moet belasten, en dit ook niet zou kunnen; dat de uitoefening van de fiscale bevoegdheid door een gemeente beoogt haar toe te laten haar begroting in evenwicht te houden, en zelfs een zeker overschot te boeken; dat het dus niet gegrond is om over te gaan tot algemene taxatie;

Overwegende dat de belaste antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven verschillen van andere infrastructuren wegens de functies die zij vervullen, de behoeften waarin zij voorzien en de reglementen waaraan zij zijn onderworpen;

Overwegende dat de Gemeenteraad het noodzakelijk heeft geacht de in dit reglement bedoelde antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven te belasten, teneinde extra inkomsten te verkrijgen voor de financiering van de algemene uitgaven van openbaar nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd en de belastingdruk billijk te verdelen, wetende dat andere belastingverordeningen gericht zijn op andere categorieën belastingplichtigen;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven een infrastructuur vormen die toelaat een lucratieve activiteit uit te oefenen, waarbij men redelijkerwijze kan aannemen dat de natuurlijke of rechtspersonen die actief zijn in de sector van de telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven beschikken over middelen om de belastingen die hen ten laste worden gelegd, te betalen;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die voor militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden, moeten worden vrijgesteld gezien hun doelstelling van algemeen belang en het ontbreken van een winstoogmerk;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven het ASTRID-net moeten worden vrijgesteld aangezien zij hoofdzakelijk worden geëxploiteerd voor taken van openbaar nut en dat het raadzaam is te voorkomen dat de uitoefening van deze taken wordt bemoeilijkt door de belastingdruk op dit net te verhogen;

Overwegende dat in de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 april 2006 "Belasting op antennes voor mobiele telefonie" (BS 27 juni 2006) wordt aanbevolen de infrastructuur van het ASTRID-netwerk vrij te stellen om de volgende redenen:

"Ik vestig terzake uw aandacht op de onmogelijkheid om deze belasting toe te passen op de infrastructuur van het netwerk ASTRID. Het radiomobiele netwerk ASTRID wordt immers uitgebaat door de NV van publiek recht ASTRID in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 8 juni 1998 betreffende de communicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

De uitzendrelais, de masten en antennes van dit netwerk zullen op middellange termijn alle verbindingen, masten en antennes vervangen die tot dan door de vele lokale en federale diensten worden gebruikt.

De wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen (art. 77 t/m 79, die o.a. voormelde wet van 8 juni 1998 wijzigen) verduidelijkt dat het elektronische communicatienetwerk van ASTRID beschouwd wordt als een "sui generis" netwerk en niet als een publiek of niet-publiek netwerk. De rechtvaardiging van dit bijzondere regime ligt in de aard van de gebruikers van ASTRID, namelijk de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten, de Staatsveiligheid en de instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid. Deze beperking inzake gebruikers slaat zowel op de taken van openbare dienst als op de commerciële activiteiten, het is dan ook de bedoeling beide categorieën onder hetzelfde regime onder te brengen.

Met "commerciële activiteiten" van ASTRID worden geenszins activiteiten bedoeld die aan commerciële voorwaarden worden aangeboden, maar enkel dat een aantal bijkomende diensten aan de hulp- en veiligheidsdiensten worden aangeboden die het kader van de taken van openbare dienst van ASTRID te buiten gaan.

Hieruit blijkt dus dat de telecommunicatie-infrastructuur van dit netwerk moet worden uitgesloten van het toepassingsveld van de belasting op de uitzendantennes van de mobiele telefonie, en dit zowel voor de taken van openbare dienst als voor de commerciële activiteiten van het netwerk ASTRID (...)" .

Overwegende dat de Brusselse gerechtelijke instanties zich positief hebben uitgelaten over de vrijstelling waarin het belastingreglement voorziet op grond dat er geen vergelijking mogelijk is tussen de belastingplichtigen en de nv van publiek recht ASTRID (zie Rb. Brussel (36e k.), 28 juli 2016, A.R. nr. 2011/15736/A; Rb. Brussel (36e k.), 16 januari 2018, A.R. nr. 2015/9620/A; Rb. Brussel (32e k.), 11 januari 2019, A.R. nrs. 2015/8445/A en 2016/168/A; Rb. Brussel (32e k.), 14 juni 2019, A.R. nr. 2017/5349/A; Rb. Brussel (32e k.), 21 juni 2019, A.R. nr. 2016/7768/A; Rb. Brussel (32e k.), 30 april 2020, A.R. nr. 2018/6963/A,);

Overwegende dat het Hof van Beroep van Brussel het daarmee eens is: "De diensten die ASTRID zou kunnen leveren op commerciële basis worden ook geleverd in het kader van de

opdrachten van hulpverlening en veiligheid en zijn alleen toegestaan krachtens een koninklijk besluit. De beperkte handelsactiviteiten van deze vennootschap (die voor 95% werkt dankzij overheidssubsidies) zijn niet gericht op winst, zelfs niet voor de activiteiten die het oorspronkelijke strikte kader van de opdrachten die worden genoemd als Ref. Farde e-Vergaderingen: gesubsidieerde openbare diensten te buiten gaan. De situatie van de vennootschap ASTRID is dus niet vergelijkbaar met die van appelante, een beursgenoteerde handelsonderneming met commercieel oogmerk" (Brussel (6e k.), 3 maart 2022, A.R. nr. 2016/AF/363);

Overwegende dat de gemeenteraad acht dat de argumenten die zowel in de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als in de beslissingen van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel en het Hof van Beroep van Brussel worden aangevoerd om de vrijstelling van de installaties van de nv van publiek recht ASTRID te rechtvaardigen, overtuigend zijn en zich daarbij aansluit; bijgevolg besluit de gemeenteraad, op die gronden, dat de infrastructuur van de nv van publiek recht ASTRID van de belasting moet worden vrijgesteld;

Overwegende dat het hoofd- of exclusief doel waarvoor de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven gebruikt worden, toelaat op objectieve en redelijk verantwoorde wijze de belaste van de onbelaste infrastructuren te onderscheiden;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen

BESLIST:

## I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1. Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot en met 2031 een belasting geheven op de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven gevestigd op het grondgebied van Vorst.

Artikel 2. De belasting is verschuldigd, per volledig kalenderjaar, per antenne, ongeacht de datum van installatie van de antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven en ongeacht de werkingsduur van de installatie.

## II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3. De belasting is verschuldigd:

- wanneer voor die antennes een milieuvergunning of voorafgaande verklaring wordt vereist voor de installatie van een antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven, zonder dat een stedenbouwkundige vergunning wordt vereist: door de begunstigde van de milieuvergunning of de voorafgaande verklaring of door de persoon die uit hoofde van de installatie een dergelijke vergunning moest verkrijgen of een dergelijke voorafgaande verklaring moest indienen;

- wanneer een stedenbouwkundige vergunning vereist is voor de installatie van een antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven: door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning of door de persoon die uit hoofde van de installatie een dergelijke vergunning moest verkrijgen;

- in de andere gevallen, door de eigenaar van die antennes of door de houder van de zakelijke rechten daarop.

In geval van mede-eigendom is de belasting hoofdelijk verschuldigd door elke mede-eigenaar en elke houder van zakelijke rechten op de antennes die op het grondgebied van

Vorst geïnstalleerd zijn.

De hoedanigheid van belastingplichtige wordt bepaald op 1 januari van het dienstjaar of op de datum van installatie van de antenne indien deze later valt dan 1 januari.

### III. AANSLAGVOET

Artikel 4. Het tarief van de belasting op antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven wordt vastgesteld op 10.200,00€ per antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
10.404,00€	10.612,08€	10.824,32€	11.040,81€	11.261,62€

### IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 5. Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die uitsluitend voor militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden. De antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die door natuurlijke of rechtspersonen hoofdzakelijk met winstdoeleinden uitgebaat worden, kunnen niet beschouwd worden als een uitbating van openbaar nut.
- b) antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven van het netwerk ASTRID.
- c) de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die wordt uitgebaat buiten iedere commerciële of winstgevende activiteit.

### V. AANGIFTE

Artikel 6. Het Gemeentebestuur richt een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat hij, naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet terugsturen vóór 31 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.

Belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, moeten er een aanvragen. Alle belastingplichtigen zijn er in ieder geval toe gehouden de voor de aanslag noodzakelijke elementen uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum spontaan bij de Administratie aan te geven.

Artikel 7. Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

## VI. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 8. Deze belasting en de eventuele vermeerdering ervan worden geïnd door middel van een kohier.

## VII. TOEPASSING

Artikel 9. Onderhavig reglement vervangt het reglement inzake de belasting op antennes, pylonen en masten voor mobiele telefonie dat door de Gemeenteraad in zijn zitting van 17/10/2023 is aangenomen, met ingang van het aanslagjaar 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

### 37 **Finances – Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d’hébergement touristique – Règlement – Exercices 2026 et 2027.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l’article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional 2023-2025, article 3, 8° ;

Vu l’ordonnance du 1er décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l’ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements

d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune de Forest, pour les exercices 2026 et 2027, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ;

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité ;

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies – Reglement – Aanslagjaren 2026 en 2027.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak 2023-2025, artikel 3, 8°;

Gelet op de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de

gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen

BESLIST:

Artikel 1: Er worden voor de aanslagjaren 2026 en 2027 ten voordele van de gemeente Vorst, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies;

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit;

Artikel 3: Dit reglement zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## 38 Finances – Protocole 2025 – Royale Union Saint-Gilloise.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu le règlement-taxe « *sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 08/07/2025 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 08/07/2025 ;

Vu le protocole relatif à la Royale Union Saint-Gilloise, transmis à la Commune de Forest avant la date du 31/01/2025 ;

Considérant que l'article 3 § 1<sup>er</sup> du règlement-taxe « *sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les*

*nuisances ou inconvénients causés par leur activité » prévoit que :*

*« Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :*

*réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;*

*améliorer l'emprunte environnementale de son activité ;*

*s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective de la salle à un tarif préférentiel, par la création d'emplois, ...).*

*Le Collège des Bourgmestre et Echevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.*

*Le Conseil communal agréé ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables. ».*

Considérant que l'article 3, § 2, du règlement prévoit que :

*« Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du présent règlement ».*

Considérant que le protocole transmis à la Commune par la Royale Union Saint-Gilloise avant le 31 janvier 2025 décrit la manière dont les engagements pris pour l'exercice précédent ont été mis en œuvre et énonce les nouvelles mesures que celle-ci s'est engagée à mettre en œuvre durant l'exercice fiscal 2025 ;

Considérant les fiches d'évaluation du protocole 2025, rédigées par les services Mobilité et Propreté mises en annexe de cette délibération

DECIDE :

D'approuver le protocole 2025 relatif à la Royale Union Saint-Gilloise dans le cadre du règlement-taxe sur les spectacles, divertissements et événements sportifs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Protocol 2025 – Royale Union Sant-Gilloise.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake vestiging en invordering van de gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingreglement '*op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen*' goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement '*op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen*' goedgekeurd door de Gemeenteraad op 08/07/2025;

Gelet op het belastingreglement '*op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken*' goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement '*op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken*' goedgekeurd door de Gemeenteraad op 08/07/2025;

Gelet op het protocol met betrekking tot Royale Union Saint-Gilloise overgemaakt aan de Gemeente Vorst vóór 31/01/2025;

Overwegende dat artikel 3 §1 van het belastingreglement '*op de sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken*' het volgende voorziet:

*'Opdat het tarief van de belastingheffing voorzien door het huidige reglement zou kunnen worden toegepast, moet de belastingplichtige die dit wenst voor 31 januari van een fiscaal jaar aan het College van Burgemeester en Schepenen een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:*

*de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;*

*de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;*

*zich aan te sluiten bij doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel wat betreft eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als op gebied van verbetering van het sociale netwerk (bv. door de collectieve terbeschikkingstelling van de zaal tegen een voorkeurstarief, door de creatie van banen).*

*Het College van Burgemeester en Schepenen legt het protocol voor aan de eerstvolgende gemeenteraad met het oog op zijn goedkeuring.*

*De Gemeenteraad aanvaardt of weigert het protocol goed te keuren afhankelijk van het feit of hij acht dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen zoals bedoeld in het 1e lid of niet uitvoerbaar zouden zijn'.*

Overwegende dat artikel 3 §2 van het reglement luidt als volgt:

*'Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wenst gebruik te blijven maken van het verlaagde tarief van de belastingheffing aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van elk jaar; een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 3, §1, 1e lid van het huidige reglement'.*

Overwegende dat het protocol, vóór 31 januari 2025 door Royale Union Saint-Gilloise overgemaakt aan de Gemeente, de manier beschrijft waarop de verbintenissen aangegaan voor het voorgaande dienstjaar uitgevoerd werden en de nieuwe maatregelen aankondigt die zij belooft uit te voeren tijdens het fiscale jaar 2025;

Overwegende de bij deze beraadslaging gevoegde evaluatiefiches van het protocol 2025, opgesteld

door de diensten Mobiliteit en Netheid

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan het protocol 2025 betreffende Royale Union Saint-Gilloise in het kader van het belastingreglement op de vertoningen, vermakelijkheden en sportmanifestaties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

---

39 **Finances – Protocole 2024-2025 – Forest National.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu le règlement-taxe « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 08/07/2025 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 08/07/2025 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 08/07/2025 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 08/07/2025 ;

Vu le protocole « *relatif à la salle de spectacle de Forest National établi dans le cadre du règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements* », transmis à la Commune de Forest avant la date

du 31/01/2025 ;

Considérant que l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du règlement-taxe « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » prévoit que :

« *Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :*

- *réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;*

- *améliorer l'emprunte environnementale de son activité ;*

- *s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective de la salle à un tarif préférentiel, par la création d'emplois, ...).*

*Le Collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.*

*Le Conseil communal agrée ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou ne seraient pas réalisables. ».*

Considérant que l'article 4, § 2, du règlement prévoit que :

« *Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du présent règlement ».*

Considérant que le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients* » contient des dispositions identiques à celles précitées ;

Considérant que le protocole transmis à la Commune par l'exploitant de la salle de concerts de Forest National décrit la manière dont les engagements pris pour l'exercice précédent ont été mis en œuvre et énonce les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives que celui-ci s'est engagé à mettre en œuvre durant l'exercice fiscal 2025 ;

Considérant que le protocole est de nature détaillée, présentant des engagements concrets répondant aux critères fixés dans les deux règlements-taxes « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » et « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » ;

Considérant que la commune souhaite néanmoins davantage d'efforts en matière de mobilité, d'environnement et d'amélioration du cadre de vie ;

Considérant les fiches d'évaluation du protocole 2025, rédigées par les services Mobilité et Propreté et mises en annexe de cette délibération

DECIDE :

D'approuver le protocole 2025 relatif à la salle de spectacles de Forest National dans le cadre du Règlement-taxe sur les spectacles, divertissements et événements sportifs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

## **Financiën – Protocol 2024-2025 – Vorst Nationaal.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake vestiging en invordering van de gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 08/07/2025;

Gelet op het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 08/07/2025;

Gelet op het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 08/07/2025;

Gelet op het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 08/07/2025;

Gelet op het protocol *'betreffende de vertoningszaal van Vorst Nationaal opgesteld in het kader van het belastingreglement op de vertoningen en gemakkelijkheden'* overgemaakt aan de Gemeente Vorst vóór 31/01/2025;

Overwegende dat artikel 4, §1, van het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* het volgende voorziet:

*'Opdat het tarief van de belastingheffing voorzien door het huidige reglement zou kunnen worden*

*toegepast, moet de belastingplichtige die dit wenst voor 31 januari van een fiscaal jaar aan het College van Burgemeester en Schepenen een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:*

- de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;*
- de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;*
- zich aan te sluiten bij doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel wat betreft eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als op gebied van verbetering van het sociale netwerk (bijvoorbeeld door de collectieve terbeschikkingstelling van de zaal tegen een voorkeurstarief, door de creatie van banen, ...).*

*Het College van Burgemeester en Schepenen legt het protocol voor aan de eerstvolgende gemeenteraad met het oog op zijn goedkeuring.*

*De Gemeenteraad aanvaardt of weigert het protocol goed te keuren afhankelijk van het feit of hij acht dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen zoals bedoeld in het 1ste lid of niet uitvoerbaar zouden zijn'.*

Overwegende dat artikel 4, §2, van het reglement het volgende voorziet:

*'Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wenst gebruik te blijven maken van het verlaagde tarief van de belastingheffing aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 4, §1, 1e lid van het huidige reglement';*

Overwegende dat het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* identieke bepalingen bevat als de voornoemde;

Overwegende dat het protocol, door de uitbater van de concertzaal van Vorst Nationaal overgemaakt aan de Gemeente, de manier beschrijft waarop de verbintenissen aangegaan voor het voorgaande dienstjaar uitgevoerd werden en de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen aankondigt die hij belooft uit te voeren tijdens het fiscale jaar 2025;

Overwegende dat het protocol gedetailleerd van aard is en concrete verbintenissen bevat die voldoen aan de criteria van de twee belastingreglementen *'op de vertoningen en gemakkelikheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* en *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken';*

Overwegende dat de gemeente niettemin meer inspanningen wenst op het vlak van mobiliteit, leefmilieu en verbetering van het levenskader;

Overwegende de bij deze beraadslaging gevoegde evaluatiefiches van het protocol 2025, opgesteld door de diensten Mobiliteit en Netheid;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het protocol 2025 betreffende de spektakelzaal Vorst Nationaal in het kader van het belastingreglement op de vertoningen, gemakkelikheden en sportmanifestaties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

---

40 **Finances – Taxe sur la délivrance de documents administratifs – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins d'aligner le prix des passeports adultes sur les moyennes régionales ;

Vu les Circulaires du SPF Intérieur du 20/05/2016 et 5/07/2016 relatives à l'application "Mon Dossier", nouveau webservice amélioré et adapté aux communes : simplification administrative lors de la délivrance de certificats ;

Vu les développements postérieurs ayant rendu possible la liaison informatique directe entre l'application fédérale "Mon Dossier" et l'e-guichet régional "Irisbox" ;

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs ;

Vu en outre le transfert au 1er janvier 2018 des compétences des provinces vers les communes en matière de passeports et titres de voyage et le principe général d'égalité de traitement entre tous les citoyens ;

Vu le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune de Forest s'est déclarée commune hospitalière ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

*De renouveler* la taxe sur la délivrance de documents administratifs.

### Article 1

Il est établi, à partir *du 01/01/2026 jusqu'au 31/12/2026*, une taxe sur la délivrance de documents administratifs.

### Article 2

La taxe est due par la personne qui demande le document.

### Article 3

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

1) sur la délivrance de la carte d'identité électronique :	a) sur la délivrance de la carte d'identité électronique 25,00€  b) sur la délivrance de la carte d'identité électronique en procédure urgente 130,00€
2) sur :	a) la délivrance du certificat d'identité des enfants étrangers de moins de 12 ans (papier) 10,00€  b) la délivrance de la kids-ID (électronique) 10,00€  c) la procédure urgente 120,00€
2bis) sur la procédure d'urgence avec livraison centralisée à l'adresse de la Direction générale du SPF Intérieur	a) cartes d'identité électroniques belges 175,00€  b) Kids-ID moins de 12 ans 155,00€
3) sur la délivrance et le renouvellement des cartes d'identité aux étrangers :	a) titres de séjours électroniques et biométriques pour étrangers UE et hors UE 25,00€  b) attestation d'immatriculation 20,00€ prorogation par mois * 5,00€  c) procédure urgente 120,00€

4) sur la délivrance de passeports :

Passeports pour belges

Age	Procédure	Tarif
	Normale	45
0-18	Urgente	230
Durée 5 ans	Très urgente	320
	Normale	105
18+	Urgente	285
Durée 7 ans	Très urgente	350
Titre de voyages pour réfugiés ou apatrides		
Age	Procédure	Tarif
	Normale	45
0-18	Urgente	230
Durée 2 ans	Très urgente	320
	Normal	105
18+	Urgente	285
Durée 2 ans	Très urgente	340

5) sur la délivrance et le renouvellement des documents dits "annexes" délivrés aux étrangers visés à l'A.R. du 8/10/1981 15,00€

a) prorogation des annexes ns° 3 et 35 : par mois 5,00€

b) attestation délivrée en exécution de l'article 19, al.3 de la loi du 15/12/1980, modifiée par la loi du 6 mai 1993 par personne gratuit

c) attestation de réception d'une demande de prolongation du délai donné dans l'ordre de quitter le territoire pris sur la base de la loi du 15 décembre 1980 par personne gratuit

6) sur la délivrance de certificats (résidence, nationalité, dernières volontés, extraits, modèle 8 de la circulaire du 7/10/1992, légalisations, autorisations, etc., de toute nature (sauf des extraits ou copies d'acte d'état civil), soumis ou non au droit de timbre, délivrés d'office ou sur demande	- pour un exemplaire unique ou pour le premier exemplaire 10,00€  - pour chaque exemplaire supplémentaire délivré simultanément 5,00€
7) ouverture dossiers étrangers 20,00 €	- ouverture dossier régularisation 9 bis 20,00€  - ouverture dossier régularisation 9 bis (refus 1 <sup>er</sup> ) 30,00€  - ouverture dossier régularisation 9 bis (refus 2 <sup>ème</sup> ) 40,00€
8) délivrance des permis de travail	5,00€
9) sur les services rendus aux particuliers, ouverture de dossiers de prise en charge	20,00€
10) sur la délivrance d'attestation certifiant le fait d'un mariage, d'un décès et/ou justifiant de la présence à la cérémonie de mariage ou aux funérailles	5,00€
11) sur les carnets de mariage	40,00€
12) sur la demande d'autorisation d'apposer une épitaphe sur les monuments	20,00€

<p>13) sur la délivrance des autorisations :</p>	<p>a) dont l'objet revêt un caractère momentané:</p> <p>bals, festivités, photographier ou filmer sur la voie publique ou à l'intérieur des locaux communaux. 15,00€</p> <p>b) dont l'objet revêt un caractère permanent :</p> <p>1. placement sur la voie publique de containers 35,00€</p> <p>L'autorisation est gratuite si le demandeur fournit la preuve que les travaux de rénovation entrepris à son immeuble sont subsidiés par la Région bruxelloise;</p> <p>2. placement sur la voie publique, les trottoirs et accotements d'échelles, d'échafaudages, grues, monte-charge et autres engins élévateurs:</p> <p>- pour une durée égale ou inférieure à 5 jours 17,00€</p> <p>- pour une durée supérieure à 5 jours 40,00€</p>
<p>14) sur la délivrance de certificats d'honorabilité, d'attestations diverses</p>	<p>15,00€</p>
<p>15) sur la délivrance de certificats 240i (pour débits de boissons) :</p>	<p>1) sur le territoire de Forest</p> <p>- moralité 15,00€</p> <p>- hygiène 25,00€</p> <p>- hygiène + moralité 40,00€</p> <p>b) hors Forest</p> <p>- moralité 15,00€</p>
<p>16) sur la délivrance de permis d'accès au cimetière en voiture</p>	<p>5,00€</p>
<p>17) sur la délivrance de la carte de vente occasionnelle de biens personnels</p>	<p>10,00€</p>
<p>18) sur la délivrance d'extraits ou copies d'actes d'état civil</p>	<p>5,00€</p>
<p>19) sur la délivrance d'un permis de conduire, ainsi que d'un permis provisoire, modèle carte bancaire</p>	<p>25,00€</p>

20) sur la délivrance d'un permis de conduire international	25,00€
---	--------

#### Article 4

La taxe est payable au comptant au moment de la demande du document.

#### Article 5

Sont exonérés de la taxe :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale, en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'un règlement quelconque de l'autorité;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence des personnes en cause est éventuellement constatée par un certificat délivré par le bourgmestre du lieu de leur domicile ou établie par toutes pièces probantes. Il incombe à l'indigent de prouver que les documents, pièces, renseignements, etc. délivrés le concernent personnellement;
- c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques ou politiques, les autorisations à délivrer aux œuvres de bienfaisance;
- d) les certificats pour l'obtention de tickets à prix réduit sur le réseau de la "Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles";
- e) les documents à délivrer aux autorités judiciaires, administrations publiques et institutions y assimilées ainsi qu'aux établissements d'utilité publique;
- f) les documents requis pour la recherche d'un emploi, en ce compris l'inscription à des examens ou concours ;
- g) les certificats mentionnés à l'article 3.8) demandés par les personnes bénéficiaires du minimex et qui peuvent en faire la preuve ;
- h) les autorisations relatives à des manifestations culturelles demandées par des ASBL ou des comités de quartier ;
- i) les autorisations parentales dans le cadre des voyages scolaires.

#### Article 6

La taxe n'est pas applicable à la délivrance de documents qui, en vertu de la loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'un règlement quelconque, est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Belasting op de afgifte van administratieve documenten – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wens van het College van Burgemeester en Schepenen om de prijs van de paspoorten voor volwassenen in overeenstemming te brengen met de gewestelijke gemiddelden;

Gelet op de Omzendbrieven van de FOD Binnenlandse Zaken van 20/05/2016 en 5/07/2016 betreffende de toepassing "Mijn Dossier", nieuwe verbeterde webservice op maat van de gemeenten: administratieve vereenvoudiging bij de afgifte van getuigschriften;

Gelet op de verdere ontwikkelingen die de rechtstreekse computerverbinding tussen de federale toepassing "Mijn Dossier" en het gewestelijke e-loket "Irisbox" mogelijk hebben gemaakt;

Overwegende de permanente wil om de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook het makkelijker maken van het vervullen van online-formaliteiten en van de algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet bovendien op de overdracht op 1 januari 2018 van de bevoegdheden voor paspoorten en reisdocumenten van de provincies naar de gemeenten en het algemeen beginsel van gelijke behandeling van alle burgers;

Gelet op het belastingreglement op de afgifte van administratieve documenten, goedgekeurd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente Vorst zich gastvrije gemeente noemt;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST

De belasting op de afgifte van administratieve documenten *te hernieuwen*.

#### Artikel 1

Er wordt vanaf 01/01/2026 tot 31/12/2026 een belasting op de afgifte van administratieve documenten gevestigd.

#### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de persoon die het document aanvraagt.

#### Artikel 3

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

<p>1) op de afgifte van de elektronische identiteitskaart:</p>	<p>a) op de afgifte van de elektronische identiteitskaart 25,00€</p> <p>b) op de afgifte van de elektronische identiteitskaart in dringende procedure 130,00€</p>
<p>2) op:</p>	<p>a) de afgifte van het identiteitsbewijs aan buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar (papier) 10,00€</p> <p>b) de afgifte van de (elektronische) kids-ID 10,00€</p> <p>c) de dringende procedure 120,00€</p>
<p>2bis) over de dringende procedure met gecentraliseerde levering op het adres van de Algemene directie van de FOD Binnenlandse Zaken</p>	<p>a) Belgische elektronische identiteitskaarten 175,00€</p> <p>b) Kids-ID minder dan 12 jaar 155,00€</p>
<p>3) op de afgifte en de hernieuwing van identiteitskaarten aan vreemdelingen:</p>	<p>a) elektronische en biometrische verblijfskaarten voor vreemdelingen uit de EU en buiten de EU 25,00€</p> <p>b) inschrijvingsbewijs 20,00€</p> <p>verlenging per maand * 5,00€</p> <p>c) dringende procedure 120,00€</p>

4) op de afgifte van reispassen:

Reispassen voor Belgen

Leeftijd	Procedu re	Tarief
	Normaal	45
0-18	Dringen d	230
Duur 5 jaar	Ze er dringend	320
	Normaal	105
18+	Dringen d	285
Duur 7 jaar	Ze er dringend	350
Reisdocument voor vluchtelingen of staatlozen		
Leeftijd	Procedu re	Tarief
	Normaal	45
0-18	Dringen d	230
Duur 2 jaar	Ze er dringend	320
	Normaal	105
18+	Dringen d	285
Duur 2 jaar	Ze er dringend	340

<p>5) op de afgifte en de hernieuwing van de documenten genaamd "bijlagen" uitgereikt aan vreemdelingen bedoeld in het K.B. van 8/10/1981 15,00 €</p>	<p>a) verlenging van de bijlagen nrs. 3 en 35: per maand 5,00€</p> <p>b) attest uitgereikt in uitvoering van artikel 19, 3e lid van de wet van 15/12/1980, gewijzigd door de wet van 6 mei 1993: per persoon gratis</p> <p>c) ontvangsbewijs van een aanvraag tot verlenging van de termijn vermeld in het bevel om het grondgebied te verlaten genomen op grond van de wet van 15 december 1980: per persoon gratis</p>
<p>6) op de afgifte van getuigschriften (verblijf, nationaliteit, laatste wilsbeschikkingen), uittreksels, model 8 van de omzendbrief van 07/10/1992, wettigingen, toelatingen, ... van alle aard (behalve uittreksels of akteafschriften van de burgerlijke stand), al dan niet aan het zegelrecht onderworpen, ambtshalve of op aanvraag afgeleverd</p>	<p>- voor een uniek exemplaar of voor het eerste exemplaar 10,00€</p> <p>- voor ieder bijkomend tegelijkertijd afgeleverd exemplaar 5,00€</p>
<p>7) opening dossiers vreemdelingen 20,00 €</p>	<p>- opening regularisatiedossier 9bis 20,00€</p> <p>- opening regularisatiedossier 9bis (1e weigering) 30,00€</p> <p>- opening regularisatiedossier 9bis (2e weigering) 40,00€</p>
<p>8) afgifte van arbeidsvergunningen</p>	<p>5,00€</p>
<p>9) op de diensten verstrekt aan particulieren, opening van dossiers van tenlasteneming</p>	<p>20,00€</p>
<p>10) op de afgifte van een attest aangaande een huwelijk, een sterfgeval en/of het bewijs van aanwezigheid bij een huwelijks- of begrafenisplechtigheid</p>	<p>5,00€</p>
<p>11) op de trouwboekjes</p>	<p>40,00€</p>
<p>12) op de toelatingsaanvraag om een grafschrift aan te brengen op de monumenten</p>	<p>20,00€</p>

<p>13) op de afgifte van toelatingen:</p>	<p>a) waarvan het voorwerp een tijdelijk karakter heeft:</p> <p>bals, feestelijkheden, fotograferen of filmen op de openbare weg of binnen de gemeentelijke lokalen 15,00 €</p> <p>b) waarvan het voorwerp een permanent karakter heeft:</p> <p>1. plaatsing op de openbare weg van containers 35,00 €</p> <p>De toelating is gratis wanneer de aanvrager het bewijs levert dat de renovatiewerken uitgevoerd aan zijn gebouw gesubsidieerd worden door het Brusselse Gewest;</p> <p>2. plaatsing op de openbare weg, voetpaden en bermen van ladders, steigers, kranen, ladderliften en andere liftoestellen:</p> <p>- voor een duur van gelijk aan of minder dan 5 dagen 17,00 €</p> <p>- voor een duur van meer dan 5 dagen 40,00 €</p>
<p>14) op de afgifte van eregetuigschriften, van diverse attesten</p>	<p>15,00€</p>
<p>15) op de afgifte van attesten 240i (voor drankgelegenheden):</p>	<p>a) op het grondgebied van Vorst</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moraliteit 15,00€</li> <li>- hygiëne 25,00€</li> <li>- hygiëne + moraliteit 40,00€</li> </ul> <p>b) buiten Vorst</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moraliteit 15,00€</li> </ul>
<p>16) op de afgifte van toegangsvergunningen tot het kerkhof met de wagen</p>	<p>5,00€</p>
<p>17) op de afgifte van de kaart voor occasionele verkoop van persoonlijke bezittingen</p>	<p>10,00€</p>
<p>18) op de afgifte van uittreksels of akteafschriften van de burgerlijke stand</p>	<p>5,00€</p>

19) op de afgifte van een rijbewijs, alsook van een voorlopig rijbewijs, model bankkaart	25,00€
20) op de afgifte van een internationaal rijbewijs	25,00€

#### Artikel 4

De belasting is contant betaalbaar op het ogenblik van de aanvraag van het document.

#### Artikel 5

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de documenten die gratis door het gemeentebestuur moeten worden afgeleverd krachtens de wet, een decreet, een besluit, een ordonnantie of eender welk reglement van de overheid;
- b) de documenten afgeleverd aan behoeftigen. De behoefte van de betrokken personen wordt gebeurlijk vastgesteld door een getuigschrift uitgereikt door de burgemeester van hun woonplaats of bepaald door elk ander bewijsstuk. De behoeftige moet bewijzen dat de afgeleverde documenten, stukken, inlichtingen, ... persoonlijk op hem betrekking hebben;
- c) de toelatingen die betrekking hebben op godsdienstige, filosofische of politieke manifestaties, de toelatingen af te leveren aan weldadigheidswerken;
- d) de getuigschriften tot het bekomen van kaarten tegen verminderde prijs op het netwerk van de "Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel";
- e) de documenten af te leveren aan de gerechtelijke overheden, openbare besturen en gelijkgestelde inrichtingen alsook aan de instellingen van openbaar nut;
- f) de documenten vereist voor het zoeken naar een baan, met inbegrip van de inschrijving voor examens of wedstrijden;
- g) de getuigschriften vermeld onder artikel 3.8) aangevraagd door bestaansminimumtrekkers en die hiervan een bewijs kunnen voorleggen;
- h) de toelatingen betreffende culturele manifestaties aangevraagd door vzw's of wijkcomités;
- i) de ouderlijke toestemming in het kader van schoolreizen.

#### Artikel 6

De belasting is niet van toepassing op de afgifte van documenten die, krachtens de wet, een decreet, een besluit, een ordonnantie of eender welk reglement, reeds aan de betaling van een recht ten bate van de gemeente onderworpen zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

#### **- Intervention M. Pierre De Permentier**

**Ce règlement parle de la diminution de 5 euros sur les passeports pour adulte. Alors**

effectivement, c'est un geste symbolique dans le contexte actuel, nous nous en réjouissons. Bien que nous restons plus chers que les communes limitrophes.

A notre sens, une décision favorable aurait été de s'aligner sur d'autres communes comme Uccle (98 euros) ou Saint-Gilles (100 euros).

Ce qui nous étonne d'autant plus que le tarif pour les jeunes enfants va augmenter (de 35 euros à 45 euros). Donc après un rapide calcul, c'est les familles avec jeunes enfants qui vont payer le prix de la réduction et je ne pense pas que ce soit le but recherché.

L'effort de la part de la Commune était louable mais il ne faudrait pas que ce soit les mauvaises cibles qui en paient le prix.

**- Réplique M. Spapens**

Effectivement, il y a une diminution du prix du passeport adulte et puis il y a deux documents qui étaient édités à perte : le passeport -12 ans (augmenté de 10 euros) et la carte d'identité en urgence.

Si on compare avec la moyenne des communes, la masse globale reste positive, et en ce qui concerne les passeports enfants, Forest est largement moins cher. Il faut donc bien se rendre compte que qu'en on a les prix des passeports -18 ans est de 45 euros alors que la moyenne des communes voisines (Uccle, Anderlecht, Saint-Gilles et Ixelles) est à 60 euros.

En effet, le passeport adulte reste un petit peu plus cher (105 euros – moyenne 102 euros) mais il ne fait plus parti des plus chers de la Région.

La carte d'identité à Forest coûte 25 euros alors qu'en moyenne, toujours dans les communes limitrophes, elle coûte 26,7 euros. La CI – 18 ans est de 10 euros alors qu'elle est en moyenne à 12,7 euros.

Et le permis de conduite coûte 25 alors que dans les communes limitrophes il est en moyenne à 35,6 euros. En résumé, au niveau des documents administratifs Forest reste moins cher par rapport aux communes limitrophes.

Alors évidemment on espère toujours pouvoir réduire au maximum le coût des documents administratifs, mais il faut voir ça dans son ensemble.

**- Réplique Mme Farias De Azevedo**

Pour compléter l'intervention de M. Spapens, effectivement, c'était toute une analyse des statistiques démographiques (par exemple la moyenne des familles est de 1 enfant et demi) pour savoir quel public serait potentiellement touché.

**- Tussenkoms van de heer Pierre- De Permentier**

**Dit reglement heeft betrekking op de vermindering van 5 euro op paspoorten voor volwassenen. Dat is inderdaad een symbolisch gebaar in de huidige context, en daar zijn we blij mee. Hoewel we nog steeds duurder zijn dan de buurgemeenten.**

**Naar onze mening zou het een gunstige beslissing zijn geweest om ons aan te passen aan andere gemeenten zoals Ukkel (98 euro) of Sint-Gillis (100 euro).**

**Dit verbaast ons des te meer omdat het tarief voor jonge kinderen zal stijgen (van 35 euro naar 45 euro). Na een snelle berekening blijkt dus dat gezinnen met jonge kinderen de prijs voor de korting zullen betalen, en ik denk niet dat dat de bedoeling is.**

**Het initiatief van de gemeente was lovenswaardig, maar het mag niet zo zijn dat de verkeerde doelgroepen hiervoor de prijs betalen.**

### **- Repliek van de heer Spapens**

**Er is inderdaad een daling van de prijs van de paspoorten voor volwassenen en er zijn twee documenten die met verlies werden uitgegeven: paspoorten voor kinderen onder de 12 jaar (verhoogd met 10 euro) en identiteitskaarten in spoedprocedure.**

**In vergelijking met het gemiddelde van de gemeenten blijft het totaal positief, en wat paspoorten voor kinderen betreft, is Vorst aanzienlijk goedkoper. We moeten ons er dus bewust van zijn dat de prijs voor paspoorten voor kinderen onder de 18 jaar 45 euro bedraagt, terwijl het gemiddelde in de buurgemeenten (Ukkel, Anderlecht, Sint-Gillis en Elsene) 60 euro is.**

**Paspoorten voor volwassenen blijven weliswaar iets duurder (105 euro – gemiddelde 102 euro), maar behoren niet langer tot de duurste in het Gewest.**

**Een identiteitskaart kost in Vorst 25 euro, terwijl deze in de buurgemeenten gemiddeld 26,7 euro kost.**

**Een identiteitskaart voor jongeren onder de 18 jaar kost 10 euro, terwijl de gemiddelde prijs 12,7 euro is.**

**En een rijbewijs kost 25 euro, terwijl dit in de buurgemeenten gemiddeld 35,6 euro is. Kortom, op het vlak van administratieve documenten blijft Vorst goedkoper dan de buurgemeenten.**

**Uiteraard hopen we altijd dat we de kosten van administratieve documenten zo veel mogelijk kunnen beperken, maar we moeten dit in zijn geheel bekijken.**

### **- Repliek van mevrouw Farias De Azevedo**

**Ter aanvulling op de tussenkomst van de heer Spapens: het ging inderdaad om een volledige analyse van de demografische statistieken (een gemiddeld gezin heeft bijvoorbeeld anderhalf kind) om te weten welke groep mogelijk zou worden getroffen.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

41 **Finances – Taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public , voté par le conseil communal du *05 décembre 2023*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les établissements mettant à disposition des distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public comme suit :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une taxe communale sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public.

La taxe est due pour les distributeurs existants au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

## Article 2

La taxe est due par le détenteur ou par le propriétaire de l'appareil. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement de la taxe.

## Article 3

Le taux de la taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public s'élève à 788,75 € par pistolet à carburant pour l'année 2026.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2027	2028	2029	2030	2031
804,52 €	820,61 €	837,02 €	853,76 €	870,84 €

## Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service ou d'enlèvement de l'appareil.

## Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence de distributeurs de carburants et de lubrifiants, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

## Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

#### Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Financiën – Belasting op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek, goedgekeurd door de gemeenteraad van 05 december 2023;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek ter beschikking stellen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2026 tot 2031, een belasting op de brandstof- en smeerolieverdelers toegankelijk voor het publiek gevestigd.

De belasting is verschuldigd voor de verdelers die op 1 januari van het aanslagjaar bestaan.

#### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de houder of door de eigenaar van het toestel. De eigenaar van het gebouw is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

#### Artikel 3

Het belastingtarief op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek bedraagt 788,75 € per brandstofpistool voor het jaar 2026.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2027	2028	2029	2030	2031
804,52 €	820,61 €	837,02 €	853,76 €	870,84 €

#### Artikel 4

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen of verwijderd werd.

#### Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van brandstof- en smeerolieverdelers vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken ten laatste tegen 31 maart van het aanslagjaar.

## Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

## Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

### Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

#### 42 Culture et Evénements - Redevances pour l'occupation d'emplacements aux foires, aux brocantes, lors d'animations communales et lors des Fêtes Médiévales - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1<sup>e</sup> ;

Vu le règlement « Redevances pour l'occupation d'emplacements aux foires, aux brocantes, lors d'animations communales et lors des Fêtes Médiévales » voté par le conseil communal le 10 septembre 2024 et devenu exécutoire le 18 septembre 2024 ;

Considérant que la commune organise chaque année les Fêtes Médiévales et qu'il y a lieu par conséquent de prévoir les tarifs demandés aux vendeurs ambulants ;

Considérant que l'asbl Regal, partenaire historique de cet événement a décidé de mettre fin à ses activités en décembre 2024 ;

Considérant la volonté du Collège de maintenir l'organisation des Fêtes Médiévales et de trouver un nouveau partenaire pour soutenir le service Culture et Evénements dans cette organisation ;

Considérant que tous les candidats ayant manifesté leur intérêt en 2025 ont tous décidé de ne pas remettre offre estimant que les recettes liées à la location des emplacements de vente ne permettrait pas de couvrir les frais à charge de l'opérateur désigné ;

Considérant aussi que les travaux actuels tant sur le site de l'Abbaye que sur la place St-Denis obligent l'opérateur qui sera désigné à prendre à charge des coûts supplémentaires (toilettes mobiles supplémentaires, matériel électrique supplémentaire en raison de l'inaccessibilité du bâtiment de l'Abbaye) ;

Considérant que les tarifs établis et le principe de rétrocession ne permet plus d'assurer la viabilité de l'événement et qu'il y a lieu d'augmenter les recettes relatives à la location des emplacements des vendeurs ambulants et de revoir provisoirement le principe de rétrocession (ceci uniquement pendant le temps restant des chantiers) ;

Considérant les tarifs actuellement en vigueur cités à l'article 5 du règlement du 10 septembre 2024 (ancien texte) :

#### **Article 5**

*Il sera perçu les redevances suivantes lors de l'organisation des Fêtes Médiévales :*

#### **§ 1er. Location emplacement**

*Stand Artisan : 107,44 € hors TVA, soit 130,00€ TVA comprise pour 4m linéaires (structure personnelle) + 28,93 € hors TVA, soit 35,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire*

*Stand Petit alimentaire (à emporter) : 161,16 € hors TVA, soit 195,00 € TVA comprise pour 4m linéaires (structure personnelle) + 33,06 € hors TVA, soit 40,00 € TVA comprise par mètre*

*linéaire supplémentaire*

*Stand Gastronomie (bar + horeca) : 450,41 € hors TVA, soit 545,00 € TVA comprise € pour 4m linéaires (structure personnelle) + 140,50 € hors TVA, soit 170,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire*

**§ 2 Forfait électricité**

*Stand Artisan : 8,26 € hors TVA, soit 10,00 € TVA comprise*

*Stand Petit alimentaire : 16,53 € hors TVA, soit 20,00 € TVA comprise*

*Stand Gastronomie : 41,32 € hors TVA, soit 50,00 € TVA comprise*

**§ 3 Forfait commodités**

*Tarif de passage aux commodités (WC) unique (pour les visiteurs de l'événement) : 0,41 € hors TVA, soit 0,50 € TVA comprise*

*Pass WC utilisé pendant tout le weekend : 4,13 € hors TVA, soit 5,00 € TVA comprise .*

*Le taux de TVA appliqué sur les montants susmentionnés est de 21% ;*

Considérant qu'il est proposé de revoir les tarifs relatifs aux emplacements loués à la hausse (environ 15%) comme suit (nouveau texte) :

**Article 5**

*Il sera perçu les redevances suivantes lors de l'organisation des Fêtes Médiévales :*

**§ 1er. Location Emplacement**

*Stand Artisan : 123,97 € hors TVA, soit 150,00€ TVA comprise pour 4m linéaires (structure personnelle) + 33,06 € hors TVA, soit 40,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire*

*Stand Petit alimentaire (à emporter) : 185,95 € hors TVA, soit 225,00 € TVA comprise pour 4m linéaires (structure personnelle) + 37,19 € hors TVA, soit 45,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire*

*Stand Gastronomie (bar + horeca) : 516,53 € hors TVA, soit 625,00 € TVA comprise € pour 4m linéaires (structure personnelle) + 157,02 € hors TVA, soit 190,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire*

**§ 2 Forfait électricité :**

*Stand Artisan : 8,26 € hors TVA, soit 10,00 € TVA comprise*

*Stand Petit alimentaire : 16,53 € hors TVA, soit 20,00 € TVA comprise*

*Stand Gastronomie : 41,32 € hors TVA, soit 50,00 € TVA comprise*

**§ 3 Forfait commodités**

*Tarif de passage aux commodités (WC) unique (pour les visiteurs de l'événement) : 0,41 € hors TVA, soit 0,50 € TVA comprise*

*Pass WC utilisé pendant tout le weekend : 4,13 € hors TVA, soit 5,00 € TVA comprise .*

*Le taux de TVA appliqué sur les montants susmentionnés est de 21% ;*

Considérant que l'augmentation des tarifs pour les emplacements aux Fêtes Médiévales bénéficiera aussi à l'administration communale puisque le règlement prévoit que l'organisateur désigné par le Collège rétrocède au minimum 30% (pourcentage exact faisant l'objet de l'offre des soumissionnaires) sur le montant hors TVA (et hors frais annexes : commodités, électricité) des redevances perçues pour la location des emplacements des vendeurs ambulants (conformément à l'article 8 du présent règlement) ;

Considérant néanmoins que des coûts supplémentaires devront être pris à charge par l'opérateur désigné en raison des chantiers actuels à l'Abbaye principalement (inaccessibilité d'espaces intérieurs, des toilettes et des raccordements électriques entre autres) ;

Considérant qu'il est dès lors proposé d'adapter les dispositions de l'article 8 relatif à la rétrocession en faveur de l'administration communale tant que les chantiers seront toujours en cours sur le site de l'Abbaye de Forest (pour pallier les frais supplémentaires) ;

Considérant le pourcentage indiqué à l'article 8 du règlement du 10 septembre 2024 (ancien texte) :

#### **Article 8**

*Les redevances citées à l'article 5 seront perçues par l'organisateur désigné par le Collège et rétrocédées à concurrence de minimum 30% à l'Administration communale. Cette rétrocession est calculée sur le montant hors TVA de chaque emplacement loué suivant le métrage demandé hors frais annexes (commodités et électricité).*

Considérant qui est proposé de revoir ce principe de rétrocession pendant tout le reste de la durée des chantiers en cours sur le site de l'Abbaye de Forest comme suit (nouveau texte) :

#### **Article 8**

*Les redevances citées à l'article 5 seront perçues par l'organisateur désigné par le Collège et rétrocédées à concurrence de minimum 30% à l'Administration communale (pourcentage exact faisant l'objet de l'offre des soumissionnaires). Cette rétrocession est calculée sur le montant hors TVA de chaque emplacement loué suivant le métrage demandé hors frais annexes (commodités et électricité).*

*Durant les travaux de rénovation du bâtiment historique de l'abbaye, l'opérateur désigné pourra solliciter auprès de l'Administration communale une réduction de cette rétrocession (au maximum de la moitié du pourcentage proposé dans l'offre qui sera désignée) en fournissant un dossier composé des preuves financières des coûts supplémentaires qu'il est obligé d'assumer pour garantir le bon déroulement de l'événement malgré l'inaccessibilité du bâtiment et d'une partie du site de l'Abbaye de Forest ;*

DECIDE :

De modifier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le règlement « Redevances pour l'occupation d'emplacements aux foires, aux brocantes, lors des animations communales et lors des Fêtes Médiévales » qui s'établira dorénavant comme suit :

#### **Article 1**

Il est établi une redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires, une redevance pour occupation d'emplacements aux brocantes communales, une redevance pour emplacements couverts et non-couverts dans le cadre d'animations communales ainsi qu'une redevance à percevoir lors des Fêtes Médiévales ;

#### **Article 2**

Il sera perçu à charge des forains et marchands ambulants autorisés à occuper aux foires un emplacement autre que ceux concédés en vertu du règlement général des installations foraines arrêté par le conseil communal en séances des 11 mars 1947, 30 septembre 1952 et 19 janvier 1954, un droit de place fixé à 10,00 €, par mètre courant de façade de l'emplacement pour toute la durée de chaque foire.

Il sera également perçu à charge des forains et marchands ambulants autorisés à occuper aux foires un emplacement une redevance fixe lorsque ceux-ci demandent un raccordement à l'eau comme suit :

- 15,00 € par quinzaine (renouvelable pour toute prolongation demandée dès le premier jour supplémentaire) lorsque l'eau n'est pas destinée à une consommation humaine (ex. : nettoyage, remplissage d'une pêche aux canards, etc...);
- 50,00 € par quinzaine (renouvelable pour toute prolongation demandée dès le premier jour supplémentaire) lorsque l'eau est destinée à une consommation humaine (ex. : boisson ou préparation culinaire);

### **Article 3**

Il sera perçu à charge des personnes souhaitant occuper un emplacement de brocante communale une redevance de 10,00 € par emplacement de 9m<sup>2</sup> par brocante ;

### **Article 4**

Il sera perçu à charge des personnes souhaitant occuper un emplacement lors d'une animation communale une redevance de 50,00 € pour un emplacement non-couvert et 75,00 € pour un emplacement couvert ;

### **Article 5**

Il sera perçu les redevances suivantes lors de l'organisation des Fêtes Médiévales :

#### **§ 1er. Location Emplacement**

- Stand Artisan : 123,97 € hors TVA, soit 150,00€ TVA comprise pour 4m linéaires (structure personnelle) + 33,06 € hors TVA, soit 40,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire
- Stand Petit alimentaire (à emporter) : 185,95 € hors TVA, soit 225,00 € TVA comprise pour 4m linéaires (structure personnelle) + 37,19 € hors TVA, soit 45,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire
- Stand Gastronomie (bar + horeca) : 516,53 € hors TVA, soit 625,00 € TVA comprise € pour 4m linéaires (structure personnelle) + 157,02 € hors TVA, soit 190,00 € TVA comprise par mètre linéaire supplémentaire

#### **§ 2 Forfait électricité**

- Stand Artisan : 8,26 € hors TVA, soit 10,00 € TVA comprise
- Stand Petit alimentaire : 16,53 € hors TVA, soit 20,00 € TVA comprise
- Stand Gastronomie : 41,32 € hors TVA, soit 50,00 € TVA comprise

#### **§ 3 Forfait commodités**

- Tarif de passage aux commodités (WC) unique (pour les visiteurs de l'événement) : 0,41 € hors TVA, soit 0,50 € TVA comprise
- Pass WC utilisé pendant tout le weekend : 4,13 € hors TVA, soit 5,00 € TVA comprise .

Le taux de TVA appliqué sur les montants susmentionnés est de 21% ;

## **Article 6**

La redevance citée à l'article 2 est due au comptant contre remise d'une quittance. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet. La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation ;

## **Article 7**

La redevance citée à l'article 3 et à l'article 4 est due au comptant contre remise d'une quittance. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet ;

## **Article 8**

Les redevances citées à l'article 5 seront perçues par l'organisateur désigné par le Collège et rétrocédées à concurrence de minimum 30% à l'Administration communale (pourcentage exact faisant l'objet de l'offre des soumissionnaires). Cette rétrocession est calculée sur le montant hors TVA de chaque emplacement loué suivant le métrage demandé hors frais annexes (commodités et électricité).

Durant les travaux de rénovation du bâtiment historique de l'abbaye, l'opérateur désigné pourra solliciter auprès de l'Administration communale une réduction de cette rétrocession (au maximum de la moitié du pourcentage proposé dans l'offre qui sera désignée) en fournissant un dossier composé des preuves financières des coûts supplémentaires qu'il est obligé d'assumer pour garantir le bon déroulement de l'événement malgré l'inaccessibilité du bâtiment et d'une partie du site de l'Abbaye de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

## **Cultuur en Evenementen - Retributies voor het bezetten van standplaatsen op foren, op rommelmarkten, tijdens gemeentelijke animaties en tijdens de Middeleeuwse Feesten - Reglement - Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 1e lid;

Gelet op het reglement " Retributies voor het bezetten van standplaatsen op foren, op rommelmarkten, tijdens gemeentelijke animaties en tijdens de Middeleeuwse Feesten ", goedgekeurd door de gemeenteraad op 10 september 2024 en uitvoerbaar sinds 18 september 2024;

Overwegende dat de gemeente elk jaar de Middeleeuwse Feesten organiseert en dat het bijgevolg nodig is om de tarieven vast te leggen die aan de ambulante verkopers worden gevraagd;

Overwegende dat de vzw Regal, trouwe partner van dit evenement, heeft besloten haar activiteiten in december 2024 te beëindigen;

Overwegende dat het College de organisatie van de Middeleeuwse Feesten wil voortzetten en een nieuwe partner wil vinden om de dienst Cultuur en Evenementen bij deze organisatie te ondersteunen;

Overwegende dat alle kandidaten die in 2025 hun interesse hebben getoond, hebben besloten geen offerte in te dienen omdat zij van mening zijn dat de inkomsten uit de verhuur van verkoopplaatsen niet voldoende zijn om de kosten van de aangestelde exploitant te dekken;

Overwegende ook dat de huidige werkzaamheden op zowel de site van de Abdij als op het Sint-Denijsplein de aangestelde exploitant verplichten om extra kosten op zich te nemen (extra mobiele toiletten, extra elektrisch materiaal vanwege de ontoegankelijkheid van de Abdij);

Overwegende dat de vastgelegde tarieven en het principe van teruggave het niet mogelijk maken de levensvatbaarheid van het evenement te garanderen en dat de inkomsten uit de verhuur van staanplaatsen aan ambulante verkopers moeten worden verhoogd (dit uitsluitend voor de resterende duur van de werkzaamheden);

Overwegende de huidige tarieven vermeld in artikel 5 van het reglement van 10 september 2024 (oude tekst):

### Artikel 5

*De volgende retributies worden aangerekend bij de organisatie van de Middeleeuwse Feesten:*

#### **§1. Huur standplaats**

*Ambachtsstandplaats: 107,44 € excl. btw, meer bepaald 130,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 28,93 € excl. btw, meer bepaald 35,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter*

*Standplaats snelle hap (om mee te nemen): 161,16 € excl. btw, zijnde 195,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 33,06 € excl. btw, zijnde 40,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter*

*Gastronomiestandplaats (bar + horeca): 450,41 € excl. btw, meer bepaald 545,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 140,50 € excl. btw, meer bepaald 170,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter*

#### **§ 2 Forfait elektriciteit**

*Ambachtsstandplaats: 8,26 € excl. btw, meer bepaald 10,00 € incl. btw*

*Standplaats snelle hap: 16,53 € excl. btw, zijnde 20,00 € incl. btw*

*Gastronomiestandplaats: 41,32 € excl. btw, zijnde 50,00 € incl. btw*

#### **§ 3 Forfait voorzieningen**

*Vast tarief van toiletbezoek (wc) (voor de bezoekers van het evenement): 0,41 € excl. btw, meer bepaald 0,50 € incl. btw*

*'Pass' voor de wc die gedurende het weekend wordt gebruikt: 4,13 € excl. btw, meer bepaald 5,00 € incl. btw.*

*De btw die op de bovenvermelde bedragen wordt toegepast bedraagt 21 %;*

Overwegende dat wordt voorgesteld om de tarieven voor de gehuurde staanplaatsen te verhogen (ongeveer 15%) als volgt (nieuwe tekst):

### Artikel 5

*De volgende retributies worden aangerekend bij de organisatie van de Middeleeuwse Feesten:*

#### **§1. Huur standplaats**

*Ambachtsstandplaats: 123,97 € excl. btw, meer bepaald 150,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 33,06 € excl. btw, meer bepaald 40,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter*

*Standplaats snelle hap (om mee te nemen): 185,95 € excl. btw, zijnde 225,00 € incl. btw voor 4*

*streckende meter (eigen structuur) + 37,19 € excl. btw, zijnde 45,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter*

*Gastronomiestandplaats (bar + horeca): 516,53 € excl. btw, meer bepaald 625,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 157,02 € excl. btw, meer bepaald 190,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter*

## **§ 2 Forfait elektriciteit**

*Ambachtsstandplaats: 8,26 € excl. btw, meer bepaald 10,00 € incl. btw*

*Standplaats snelle hap: 16,53 € excl. btw, zijnde 20,00 € incl. btw*

*Gastronomiestandplaats: 41,32 € excl. btw, meer bepaald 50,00 € incl. btw*

## **§ 3 Forfait voorzieningen**

*Vast tarief van toiletbezoek (wc) (voor de bezoekers van het evenement): 0,41 € excl. btw, meer bepaald 0,50 € incl. btw*

*'Pass' voor de wc die gedurende het weekend wordt gebruikt: 4,13 € excl. btw, meer bepaald 5,00 € incl. btw.*

*De btw die op de bovenvermelde bedragen wordt toegepast bedraagt 21 %;*

Overwegende dat de verhoging van de tarieven voor de staanplaatsen op de Middeleeuwse Feesten ook ten goede komt aan het gemeentebestuur omdat het reglement bepaalt dat de door het College aangestelde organisator minimaal 30% (het exacte percentage moet worden vermeld in de offerte van de inschrijvers) moet terugbetalen van het bedrag excl. btw (en exclusief bijkomende kosten: voorzieningen, elektriciteit) van de retributies die worden geïnd voor de huur van staanplaatsen door ambulante verkopers (overeenkomstig artikel 8 van onderhavig reglement);

Overwegende dat de aangestelde exploitant echter extra kosten zal moeten dragen vanwege de huidige werkzaamheden in de Abdij (onder meer ontoegankelijkheid van de binnenruimten, toiletten en elektrische aansluitingen);

Overwegende dat daarom wordt voorgesteld om de bepalingen van artikel 8 betreffende de teruggave aan het gemeentebestuur aan te passen zolang de werkzaamheden op de site van de Abdij van Vorst nog aan de gang zijn (om de extra kosten op te vangen);

Overwegende het percentage vermeld in artikel 8 van het reglement van 10 september 2024 (oude tekst):

### **Artikel 8**

*De in artikel 5 genoemde retributies worden geïnd door de organisator die door het College wordt aangesteld, en teruggegeven ten belope van minimum 30% aan het gemeentebestuur. Deze teruggave wordt berekend op het bedrag excl. btw van elke gehuurde plaats overeenkomstig het gevraagde aantal meters, exclusief bijkomende kosten (voorzieningen en elektriciteit).*

Overwegende dat wordt voorgesteld dit principe van teruggave voor de resterende duur van de lopende werkzaamheden op de site van de Abdij van Vorst als volgt te herzien (nieuwe tekst):

### **Artikel 8**

*De in artikel 5 genoemde retributies worden geïnd door de organisator die door het College wordt aangesteld, en teruggegeven ten belope van minimum 30% aan het gemeentebestuur (het*

*exacte percentage moet worden vermeld in de offerte van de inschrijvers). Deze teruggave wordt berekend op het bedrag excl. btw van elke gehuurde plaats overeenkomstig het gevraagde aantal meters, exclusief bijkomende kosten (voorzieningen en elektriciteit).*

*Tijdens de renovatiewerken aan het historisch gebouw van de Abdij, kan de aangestelde exploitant bij het gemeentebestuur een vermindering van deze teruggave aanvragen (tot maximaal de helft van het percentage dat in de geselecteerde offerte wordt voorgesteld) door een dossier in te dienen met financiële bewijzen van de extra kosten die hij moet maken om het goede verloop van het evenement te garanderen, ondanks de ontoegankelijkheid van het gebouw en een deel van de site van de Abdij van Vorst;*

BESLIST:

Vanaf 1 januari 2026 het reglement "Retributies voor het bezetten van standplaatsen op foren, op rommelmarkten, tijdens gemeentelijke animaties en tijdens de Middeleeuwse Feesten" als volgt te wijzigen:

### **Artikel 1**

Er wordt een retributie vastgesteld voor het bezetten van staanplaatsen op de foren, een retributie voor het bezetten van staanplaatsen op de gemeentelijke rommelmarkten alsook een retributie voor overdekte en niet-overdekte staanplaatsen in het kader van gemeentelijke animaties en tevens een retributie te innen tijdens de Middeleeuwse Feesten.

### **Artikel 2**

Er wordt ten laste van de foor- en marktkramers die op de foren een andere staanplaats mogen bezetten dan deze toegestaan krachtens het algemene reglement der foorinstallaties, vastgesteld door de gemeenteraad in de zittingen van 11 maart 1947, 30 september 1952 en 19 januari 1954, een staanplaatsrecht van 10,00 € per lopende meter gevelbreedte geïnd voor de volledige duur van iedere foor.

Er wordt ten laste van de foor- en marktkramers die op de foren een staanplaats mogen bezetten, ook een vaste retributie geïnd wanneer zij een wateraansluiting aanvragen:

- 15,00 € per twee weken (hernieuwbaar voor elke gevraagde verlenging vanaf de eerste extra dag) wanneer het water niet bestemd is voor menselijke consumptie (bv. schoonmaak, eendjeskraam, ...);
- 50,00 € per twee weken (hernieuwbaar voor elke gevraagde verlenging vanaf de eerste extra dag) wanneer het water bestemd is voor menselijke consumptie (bv. drank of bereiding van voedsel).

### **Artikel 3**

Er wordt ten laste van de personen die een staanplaats wensen te betrekken tijdens de gemeentelijke rommelmarkten, een retributie van 10,00 € voor 9 m<sup>2</sup> geïnd.

### **Artikel 4**

Er wordt ten laste van de personen die een staanplaats wensen te gebruiken tijdens een gemeentelijke animatie, een retributie van 50,00 € voor een niet-overdekte staanplaats en 75,00 € voor een overdekte staanplaats geïnd.

### **Artikel 5**

De volgende retributies worden aangerekend bij de organisatie van de Middeleeuwse Feesten:

#### **§1. Huur standplaats**

- Ambachtsstandplaats: 123,97 € excl. btw, meer bepaald 150,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 33,06 € excl. btw, meer bepaald 40,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter
- Standplaats snelle hap (om mee te nemen): 185,95 € excl. btw, zijnde 225,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 37,19 € excl. btw, zijnde 45,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter
- Gastronomiestandplaats (bar + horeca): 516,53 € excl. btw, meer bepaald 625,00 € incl. btw voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 157,02 € excl. btw, meer bepaald 190,00 € incl. btw per bijkomende strekkende meter

## § 2 Forfait elektriciteit

- Ambachtsstandplaats: 8,26 € excl. btw, meer bepaald 10,00 € incl. btw
- Standplaats snelle hap: 16,53 € excl. btw, zijnde 20,00 € incl. btw
- Gastronomiestandplaats: 41,32 € excl. btw, meer bepaald 50,00 € incl. btw

## § 3 Forfait voorzieningen

- Vast tarief van toiletbezoek (wc) (voor de bezoekers van het evenement): 0,41 € excl. btw, meer bepaald 0,50 € incl. btw
- 'Pass' voor de wc die gedurende het weekend wordt gebruikt: 4,13 € excl. btw, meer bepaald 5,00 € incl. btw.

De btw die op de bovenvermelde bedragen wordt toegepast bedraagt 21 %.

### Artikel 6

De retributie vermeld in artikel 2 wordt contant betaald na ontvangst van een kwijtschrift, hetzij aan de gemeenteontvanger, diens aangestelde of de regelmatig daartoe aangeduide beambten. Een waarborg gelijk aan de retributie dient vóór het bezetten van de staanplaats betaald te worden.

### Artikel 7

De retributie vermeld in artikel 3 en 4 wordt contant betaald na ontvangst van een kwijtschrift, hetzij aan de gemeenteontvanger, diens aangestelde of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

### Artikel 8

De in artikel 5 genoemde retributies worden geïnd door de organisator die door het College wordt aangesteld, en teruggegeven ten belope van minimum 30% aan het gemeentebestuur (het exacte percentage wordt vermeld in de offerte van de inschrijvers). Deze teruggave wordt berekend op het bedrag excl. btw van elke gehuurde plaats overeenkomstig het gevraagde aantal meters, exclusief bijkomende kosten (voorzieningen en elektriciteit).

Tijdens de renovatiewerken aan het historisch gebouw van de Abdij, kan de aangestelde exploitant bij het gemeentebestuur een vermindering van deze teruggave aanvragen (tot maximaal de helft van het percentage dat in de geselecteerde offerte wordt voorgesteld) door een dossier in te dienen met financiële bewijzen van de extra kosten die hij moet maken om het goede verloop van het evenement te garanderen, ondanks de ontoegankelijkheid van het gebouw en een deel van de site van de Abdij van Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**- Intervention M. Potelle**

**La redevance perçue pour la location de stand lors des Fêtes Médiévales est augmentée de ± 15% alors les autres taxes et redevances n'augmentent que de 2% (l'inflation).**

**J'imagine que cette décision fait suite à des discussions avec de potentiels soumissionnaires. En effet cette redevance va en partie à l'organisateur extérieur des fêtes médiévales. Pouvez-vous confirmer/infirmer/préciser si mes hypothèses sont correctes ?**

**Et y aura-t-il des fêtes médiévales en 2026 ?**

**- Réplique de M. Spapens**

**Pour les fêtes médiévales, nous fixons le prix maximal que les soumissionnaires peuvent demander et nous attribuons en fonction de la rétribution maximum que les soumissionnaires nous font.**

**Jusqu'au bout de la procédure, nous avons cru avoir des soumissionnaires mais ceux-ci étaient inquiets de ne pas être rentables.**

**Donc nous avons augmenté et parallèlement à ça, nous avons mis dans le cahier des charges des diminutions de rétrocessions (clause pendant les travaux de l'Abbaye).**

**Nous espérions vraiment en avoir en 2025, malheureusement, il n'y a pas eu de réponse. Nous avons fait tout ce qui est possible cette année, mais je ne peux pas préjuger d'un futur soumissionnaire.**

**- Tussenkomsst van de heer Potelle**

**De retributie voor de huur van een stand tijdens de Middeleeuwse Feesten wordt met ± 15% verhoogd, terwijl de andere belastingen en retributies slechts met 2% (inflatie) stijgen.**

**Ik veronderstel dat deze beslissing het gevolg is van gesprekken met potentiële inschrijvers. Deze retributie gaat namelijk gedeeltelijk naar de externe organisator van de Middeleeuwse Feesten. Kunt u bevestigen/weerleggen/verduidelijken of mijn veronderstellingen juist zijn?**

**En zullen er in 2026 Middeleeuwse Feesten zijn?**

**- Repliek van de heer Spapens**

**Voor de Middeleeuwse Feesten stellen we een maximumprijs vast die de inschrijvers mogen vragen en we kennen de opdracht toe op basis van de maximale retributie die de inschrijvers ons bieden.**

**Tot het einde van de procedure dachten we dat we inschrijvers hadden, maar die waren bang dat het niet rendabel zou zijn.**

**Daarom hebben we het bedrag verhoogd en tegelijkertijd in het bestek een vermindering van de retrocessie opgenomen (clausule tijdens de werkzaamheden aan de Abdij).**

**We hoopten echt dat we in 2025 gegadigden zouden hebben, maar helaas hebben we geen reacties ontvangen. We hebben dit jaar alles gedaan wat mogelijk was, maar ik kan niet vooruitlopen op toekomstige inschrijvers.**

---

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Centrale d'achats - Aankoopcentrale**

- 43 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition d'appareils et accessoires médicaux – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-016 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143 000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'appareils pour les examens médicaux du Service de Promotion de la Santé à l'Ecole (S.P.S.E.) et du Service Externe pour la Prévention et la Protection au Travail (S.E.P.P.) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 octobre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Appareils et accessoires médicaux " (SCA-2025-F-016) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant global estimé à 1 962,87 euros hors TVA ou 2 375,07 euros, 21% TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7201/744-98/16 (100% subsidié) et 104/744-51/32 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu sa décision du 8 juillet 2025 d'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2025 et le plan triennal 2025-2026-2027 ;

Considérant que dans le budget extraordinaire 2025, un montant de 20 852,00 euros a été budgétisé à l'article 7201/744-98/16 avec le commentaire suivant : « électroménager, chariots de nettoyage, divers déco salle d'attente (300), otoscope welch (850), balance médicale (200), batterie 72300 (180), 4 ampoules (60) » ;

Considérant la volonté du Service de Promotion de la Santé à l'Ecole (S.P.S.E.) de modifier le commentaire comme suit : « électroménager, chariots de nettoyage, otoscope et balance médicale » ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30 000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

Art. 1 : De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 30 octobre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “ Appareils et accessoires médicaux ” (SCA-2025-F-016) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant global estimé à 1 962,87 euros hors TVA ou 2 375,07 euros, 21% TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7201/744-98/16 (100% subsidié) et 104/744-51/32 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Art. 2 : De modifier le commentaire de l'article budgétaire 7201/744-98/16 du service extraordinaire de l'exercice 2025 comme suit : « électroménager, chariots de nettoyage, otoscope et balance médicale ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van medische toestellen en toebehoren – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-016 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was apparatuur aan te schaffen voor medische onderzoeken van de dienst voor gezondheidsbevordering op school (SPSE-DGS) en de Externe Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk (SEPP-EDPB);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Medische toestellen en toebehoren” (SCA-2025-F-016) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.962,87 euro excl. btw of 2.375,07 euro, 21% btw inbegrepen, en deze uitgaven te financieren met de kredieten ingeschreven op de begrotingsartikelen 7201/744-98/16 (100% gesubsidieerd) en 104/744-51/32 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025;

Gelet op de beslissing van 8 juli 2025 tot goedkeuring van de gewone en buitengewone begroting 2025 en het driejarenplan 2025-2026-2027;

Overwegende dat in de buitengewone begroting 2025 een bedrag van 20.852,00 euro werd begroot in artikel 7201/744-98/16 met de volgende toelichting: "huishoudelijke apparaten, schoonmaakkarren, diverse decoratie wachtzaal (300), otoscoop Welch (850), medische weegschaal (200), batterij 72300 (180), 4 lampen (60)";

Overwegende de wens van de dienst gezondheidsbevordering op school (SPSE-DGS) om de toelichting als volgt te wijzigen: "huishoudelijke apparaten, schoonmaakkarren, otoscoop en medische weegschaal";

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Art. 1: Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Medische toestellen en toebehoren" (SCA-2025-F-016) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.962,87 euro excl. btw of 2.375,07 euro, 21% btw inbegrepen, en deze uitgaven te financieren met de kredieten ingeschreven op de begrotingsartikelen 7201/744-98/16 (100% gesubsidieerd) en 104/744-51/32 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025;

Art. 2: De toelichting bij begrotingsartikel 7201/744-98/16 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025 als volgt te wijzigen: "huishoudelijke apparaten, schoonmaakkarren, otoscoop en medische weegschaal".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

44 **Centrale d'achats – Marchés publics – Exhumations de masse – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-S-018 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale de 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est

inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était indispensable de lancer un marché afin de procéder à l'exhumation de masse pour les corps se trouvant dans les cryptes, caveaux et en pleine terre au cimetière communal ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 novembre 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet « Exhumations de masse » (SCA-2025-S-018) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 66.115,72 euros hors TVA ou 80.000 euros, 21% TVA comprise pour 4 ans et de financer ces dépenses par les crédits inscrits à l'article budgétaire 878/124-06/ - /11 du service ordinaire de l'exercice 2025 et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses pour les exercices 2026 à 2028 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 euros) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution de marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1°

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 novembre 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet « Exhumations de masse » (SCA-2025-S-018) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 66.115,72 euros hors TVA ou 80.000 euros, 21% TVA comprise pour 4 ans et de financer ces dépenses par les crédits inscrits à article budgétaire 878/124-06/ - /11 du service ordinaire de l'exercice 2025 et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses pour les exercices 2026 à 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Massale opgravingen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-018 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was een overheidsopdracht uit te schrijven om over te gaan tot de massale opgraving van lichamen die zich in crypten, grafkelders en in de volle grond op het gemeentelijk kerkhof bevinden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Massale opgravingen" (SCA-2025-S-018) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 66.115,72 euro excl. btw of 80.000,00 euro, 21 % btw inbegrepen voor een periode van 4 jaar en

deze uitgaven te financieren met de kredieten opgenomen in begrotingsartikel 878/124-06/ - /11 van de gewone dienst van het dienstjaar 2025 en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen voor de dienstjaren 2026 tot 2028;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1<sup>o</sup>

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Massale opgravingen" (SCA-2025-S-018) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 66.115,72 euro excl. btw of 80.000 euro, 21 % btw inbegrepen voor een periode van 4 jaar en deze uitgaven te financieren met de kredieten opgenomen in begrotingsartikel 878/124-06/ - /11 van de gewone dienst van het dienstjaar 2025 en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen voor de dienstjaren 2026 tot 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

---

45 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de jeux de société pour la bibliothèque communale francophone – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-015 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de société pour la ludothèque de la bibliothèque communale francophone ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 octobre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de jeux de société" pour la ludothèque de la bibliothèque communale francophone (Biblif) via la procédure de marché public de faible montant

pour un montant estimé à 2706,61 euros hors TVA ou 3275 euros, 21 % TVA comprise et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 octobre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de jeux de société" pour la ludothèque de la bibliothèque communale francophone (Biblif) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2706,61 euros hors TVA ou 3275 euros, 21 % TVA comprise et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van gezelschapspellen voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-015 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was gezelschapspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige gemeentelijke bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Aankoop van gezelschapspellen" voor de ludotheek van de Franstalige gemeentelijke bibliotheek via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2706,61 euro excl. BTW of 3275 euro, 21% BTW inbegrepen en het krediet voor deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7671/744-98/05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van gezelschapspellen” voor de ludotheek van de Franstalige gemeentelijke bibliotheek via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2706,61 euro excl. BTW of 3275 euro, 21% BTW inbegrepen en het krediet voor deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7671/744-98/05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

46 **Centrale d’achats - Marchés publics - Fourniture et placement de cadres en béton pour les pierres tombales collectives - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-T-001 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il est indispensable de faire l’acquisition de cadres en béton pour les pierres tombales collectives car les emplacements du chemin 6 (parcelle musulmane) arrivent à leur capacité maximum,

et qu'il est urgent et nécessaire de créer de nouveaux emplacements dotés de cadres ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 novembre 2025 de passer un marché public de travaux ayant pour objet "Fourniture et placement de cadres en béton pour les pierres tombales collectives"(N° SCA-2025-T-001) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 12.727,26 euros hors TVA ou 15.400 euros 21% TVA comprise et de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article budgétaire 878/721-60/11 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par emprunt)

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 novembre 2025 de passer un marché public de travaux ayant pour objet "Fourniture et placement de cadres en béton pour les pierres tombales collectives"(N° SCA-2025-T-001) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 12.727,26 euros hors TVA ou 15.400 euros 21% TVA comprise et de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article budgétaire 878/721-60/11 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Levering en plaatsing van betonnen kaders voor collectieve grafzerken – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-T-001 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW bereikt de drempel van 30.000 euro niet) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is betonnen kaders voor collectieve grafzerken aan te kopen, want de plaatsen van weg 6 (islamitisch perceel) bereiken weldra hun maximumcapaciteit, en dat het dringend en noodzakelijk is nieuwe plaatsen uitgerust met kaders te creëren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2025 om een overheidsopdracht voor werken te gunnen met als voorwerp "Levering en plaatsing van betonnen kaders voor collectieve grafzerken" (nr. SCA-2025-T-001) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 12.727,26 euro excl. BTW of 15.400 euro, 21%

BTW inbegrepen en deze uitgave te financieren met het krediet dat is ingeschreven op begrotingsartikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025 (financiering door een lening)

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2025 om een overheidsopdracht voor werken te gunnen met als voorwerp "Levering en plaatsing van betonnen kaders voor collectieve grafzerken" (nr. SCA-2025-T-001) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 12.727,26 euro excl. BTW of 15.400 euro, 21% BTW inbegrepen en deze uitgave te financieren met het krediet dat is ingeschreven op begrotingsartikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025 (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*7 annexes / 7 bijlagen*

---

47 **Centrale d'achats - Acquisition de matériel de bureau pour les écoles communales francophones via la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour les administrations bruxelloises pour la fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables (2022K0258) - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel de bureau pour les écoles communales francophones (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 octobre 2025 de faire l'acquisition de matériel de bureau pour les écoles communales francophones dans le cadre du marché public « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » (2022K0258), auprès du fournisseur désigné pour le Lot 1 (Articles de bureau), à savoir Lyreco Belgium S.A., Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem, (numéro d'entreprise : BE 0406.469.194), pour un montant de 4.024,85 euros hors TVA ou 4.870,07 euros, 21% TVA comprise et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7201/742-51/16 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par le subside inscrit à l'article de recette 7201/661-51/16) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 octobre 2025 de faire l'acquisition de matériel de bureau pour les écoles communales francophones dans le cadre du marché public « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » (2022K0258), auprès du fournisseur désigné pour le Lot 1 (Articles de bureau), à savoir Lyreco Belgium S.A., Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem, (numéro d'entreprise : BE 0406.469.194), pour un montant de 4.024,85 euros hors TVA ou 4.870,07 euros, 21% TVA comprise et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7201/742-51/16 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financé par le subside inscrit à l'article de recette 7201/661-51/16).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Aankoop van kantoorbenodigdheden voor de Franstalige gemeentescholen via de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de Brusselse besturen voor de levering van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren (2022K0258) – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 143 000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was kantoorbenodigdheden aan te kopen voor de Franstalige gemeentescholen (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om kantoorbenodigdheden aan te kopen voor de Franstalige gemeentescholen in het kader van de overheidsopdracht “Levering van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen” (2022K0258), bij de voor Perceel 1 (Kantoorbenodigdheden) aangeduide leverancier, nl. Lyreco Belgium nv, Rue du Fond des Fourches 20 te 4041 Vottem (ondernemingsnummer: BE 0406.469.194), voor een bedrag van 4.024,85 euro excl BTW of 4.870,07 euro incl. 21% BTW, en de uitgave op te nemen in begrotingsartikel 7201/742-51/16 van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025 (gefinancierd door de subsidie opgenomen in de ontvangstenpost 7201/661-51/16);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om kantoorbenodigdheden aan te kopen voor de Franstalige gemeentescholen in het kader van de overheidsopdracht “Levering van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen” (2022K0258), bij de voor Perceel 1 (Kantoorbenodigdheden) aangeduide leverancier, nl. Lyreco Belgium nv, Rue du Fond des Fourches 20 te 4041 Vottem (ondernemingsnummer: BE 0406.469.194), voor een bedrag van 4.024,85 euro excl. BTW of 4.870,07 euro incl. 21% BTW, en de uitgave in te schrijven op het begrotingsartikel 7201/742-51/16 van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025 (gefinancierd door de subsidie opgenomen in de ontvangstenpost 7201/661-51/16).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Urbanisme, Environnement et Planologie - Stedenbouw, Leefmilieu en Planologie

- 48 **Travaux – Urbanisme Environnement – Taxe sur l’introduction à la commune de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d’urbanisme et d’environnement – Taxe sur l’instruction de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d’urbanisme et d’environnement – Taxe sur la délivrance des permis d’environnement de classe 1a et 1b – Taxe sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance de permis et d’urbanisme – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur l'introduction à la Commune de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement, taxe sur l'instruction de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement, taxe sur la délivrance des permis d'environnement de classe 1A et 1B et taxe sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance de permis d'urbanisme voté par le Conseil communal du 17 décembre 2019 pour un terme expirant le 31 décembre 2025 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales et notamment la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et ou recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme et d'environnement et notamment le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'Ordonnance en matière de Permis d'Environnement et leurs modifications ;

Vu l'inflation depuis le 1er janvier 2020 tant de l'indice des prix à la consommation que de l'indice santé (données Statbel) ; que celle-ci se situe entre 20 et 25% ; qu'il convient d'adapter les montants des taxes d'urbanisme au contexte économique actuel ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que le Conseil Communal a jugé nécessaire d'imposer la délivrance de permis et certificats visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilités générale auxquelles la Commune doit faire face;

Considérant que la constitution de dossier administratifs et la délivrance de permis ou certificats génèrent des dépenses supplémentaires pour la Commune ;

Considérant que tout permis octroyé ouvre le droit à des actes et/ou travaux, que dès lors ceux-ci doivent être soumis à taxation qu'ils soient exécutés ou non ;

**DECIDE:**

D'adopter comme suit le règlement taxe sur l'introduction à la Commune de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement, taxe sur l'instruction de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement, taxe sur la délivrance des permis d'environnement de classe 1A et 1B et taxe sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance de permis d'urbanisme

### **Article 1er :**

*Il est établi, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031, une taxe sur l'introduction à la Commune de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement, une taxe sur l'instruction de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement, une taxe sur la délivrance des permis d'environnement de classe 1A et 1B et une taxe sur les actes et/ou travaux autorisés par la*

délivrance de permis d'urbanisme, sur le territoire communal et ce, quelle que soit l'instance qui délivre le permis ou certificat.

## **TAXE SUR L'INTRODUCTION A LA COMMUNE DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS EN MATIÈRE DE PERMIS ET CERTIFICATS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT**

### **Article 2 :**

§1. Le montant de la taxe pour les demandes de permis ou certificat relatif à la législation en matière d'urbanisme est fixé à 180,00 EUR.

§2. Le montant de la taxe pour les demandes de permis qui portent exclusivement sur les abattages d'arbre est fixé à 120,00 EUR.

§3. Le montant de la taxe pour les demandes et renouvellement de permis d'environnement de Classe 3 est fixé à 30,00 EUR.

§4. Le montant de la taxe pour les demandes et renouvellement de permis d'environnement de Classe 2 est fixé à 60,00 EUR.

## **TAXE SUR L'INSTRUCTION DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS EN MATIÈRE DE PERMIS ET CERTIFICATS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT**

### **Article 3 :**

Tout permis ou certificat dont la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation donne lieu à la perception d'une taxe fixée à 180,00 EUR.

### **Article 4 :**

Tout permis ou certificat dont la demande est soumise à enquête publique donne lieu à la perception d'une taxe fixée à 120,00 EUR.

### **Article 5 :**

Tout permis soumis à l'avis du SIAMU donne lieu à la perception d'une taxe pour frais de transmission fixée à 25,00 EUR.

### **Article 6 :**

Chaque fois que le demandeur de permis ou de certificat introduit d'initiative des plans modificatifs entraînant une nouvelle analyse et de nouveaux actes d'instruction, la taxe à l'introduction sera due ainsi que les éventuelles taxes supplémentaires sur l'instruction, calculées conformément aux articles 3 à 6.

### **Article 7 :**

Le montant total de la taxe est triplé pour tout permis visant à faire cesser une infraction urbanistique ou environnementale, qu'il y ait eu procès-verbal de constat ou non, ou tout permis qui consiste en général à mettre en conformité une situation non conforme à la situation de droit.

### **Article 8 :**

Les refus de permis donnent lieu au paiement des taxes liées à la procédure, telles que visées aux articles 3,4,5.

## **TAXE SUR LA DELIVRANCE DES PERMIS D'ENVIRONNEMENT DE CLASSE 1A ET 1B**

## **Article 9 :**

§1. Le montant de la taxe pour les demandes et renouvellement de permis d'environnement de Classe 1A est fixé à 960,00 EUR.

§2. Le montant de la taxe pour les demandes et renouvellement de permis d'environnement de Classe 1B est fixé à 300,00 EUR.

## **TAXE SUR LES ACTES ET/OU TRAVAUX AUTORISÉS PAR LA DÉLIVRANCE DE PERMIS D'URBANISME**

### **Article 10 :**

§1. La délivrance de tout permis, quel que soit l'autorité délivrante, relatif à la législation en matière d'urbanisme, donne lieu à la perception d'une taxe basée sur le droit de réaliser les actes et/ou travaux repris dans le permis, et calculée selon les modalités décrites aux articles 12, 13 et 14 du présent règlement et reste acquise même si les travaux prévus ne sont pas exécutés.

§2. Les actes et travaux réalisés sur un terrain situé partiellement sur le territoire d'une autre Commune sont imposables pour la partie située uniquement sur le territoire de Forest.

### **Article 11 :** Mode de Calcul

§1. Toute fraction de mètres cube, mètres carré ou mètres courant est compté pour une unité.

§2. Pour le calcul de la hauteur d'une construction les mesures sont prises sous la dalle de sol et le plus haut niveau mentionné ou mesuré sur les plans (faîte, acrotère, rive...).

### **Article 12 :** Taxe sur les constructions, reconstructions et agrandissements :

§1. Nouvelles constructions :

La taxe est calculée en raison du nombre de mètres cubes que comporte la construction, sous-sols et combles ou greniers compris; mesures prises d'axe en axe des murs mitoyens et de l'extérieur des autres murs. Le calcul d'un volume complexe est ramené au volume le plus simple l'englobant lorsque le volume, le nombre et la complexité des saillies le justifient.

Taux :

1° de 0 à 1.000 m<sup>3</sup> : 2,00 EUR le mètre cube

2° au-delà de 1.000 m<sup>3</sup> : 4,00 EUR le mètre cube

§2. Reconstructions et agrandissements :

La taxe est calculée en raison du nombre de mètres carrés de l'ensemble des niveaux sur lesquels portent les modifications, mesures brutes prises à l'axe des limites mitoyennes et à l'extérieur des murs périphériques. Tout multiple de 2,75m de hauteur est à considérer comme un nouveau niveau à prendre en compte dans le calcul, qu'il y ait ou non des planchers intermédiaires.

Taux : 6,00 EUR le mètre carré

§3. La taxe visée à l'article 12 §1. et §2. est également applicable aux parties couvertes de bâtiments même ouverts latéralement tels que hangars, appentis, terrasses, etc.

**Article 13 :** Changement d'affectation, modification d'utilisation ou de destination :

La taxe est calculée en raison du nombre de mètres carrés sur lesquels portent la modification, mesures brutes prises à l'axe des limites mitoyennes et à l'extérieur des murs périphériques.

Il est appliqué un taux différencié selon la nouvelle affectation principale visée par le permis :

1° Bien non bâti : 3,00 EUR le mètre carré

2° Logement : 4,00 EUR le mètre carré

3° Toute autre affectation, utilisation ou destination : 6,00 EUR le mètre carré

**Article 14 :** Abattage d'arbre :

La taxe est fixée à 120,00 EUR par arbre.

**Article 15 :** Exonérations sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance de permis :

*Sont exclus du champ d'application de la taxe :*

1° *Tout permis délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins dont le montant de la taxe calculée est inférieur ou égal à 60,00 €.*

2° *Les modification de permis d'urbanisme visés à l'article 102/1 du COBAT et tendant à diminuer les actes et travaux autorisés.*

3° *La délivrance d'un permis d'urbanisme sollicité à la suite d'une catastrophe naturelle, d'un fait accidentel ou d'un cas de force majeure, lorsque ledit permis est demandé et obtenu par le propriétaire ayant subi le sinistre ou ses ayants droit. L'exonération s'applique quel que soit le lieu où le bien faisant l'objet du permis est situé. Elle est limitée à la partie qui ne constitue pas un agrandissement des immeubles ou parties d'immeubles détruits.*

4° *Les constructions ou transformations d'immeuble réalisées sous le patronage de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou une personne de droit public ne poursuivant pas de but de lucre (ex. les intercommunales).*

5° *Tout demandeur pouvant apporter la preuve de pouvoir bénéficier d'une exonération en vertu d'une loi ou convention hiérarchiquement supérieure.*

6° *Les demande portant uniquement sur l'installation d'isolations, les dispositifs de gestion des eaux pluviales, les toitures vertes, les panneaux capteurs solaires ou photovoltaïques, éoliennes, de dispositifs favorisant l'habitat pour la faune (installation de nichoirs, hôtels à insectes, ...).*

**MODALITES DE PAIEMENT :**

**Article 16 :** Le redevable de la taxe :

§1. La taxe sur l'introduction de dossiers administratifs est due par celui au nom de qui la demande de permis est déposée.

§2. *Les taxes sur l'instruction de dossiers administratifs en matière de permis d'urbanisme et d'environnement, sur la délivrance des permis d'environnement de classe 1A et 1B et sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance de permis et certificats d'urbanisme sont dues par le titulaire du permis, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale.*

§3. *En cas d'aliénation de la propriété avant le paiement intégral des taxes visées en §2., les*

*bénéficiaires successifs du permis sont tenus de les acquitter concurremment et solidairement avec les propriétaires précédents sans que cette aliénation puisse être invoquée pour décharge par ces derniers.*

**Article 17 :** Etablissement et paiement de la taxe sur l'introduction de dossiers administratifs :

*La taxe sur l'introduction de dossiers administratifs est recouvrée au comptant contre remise d'une preuve de paiement, au moment du dépôt de la demande de permis et reste acquise quoi qu'il advienne.*

Lorsque la perception ne peut pas être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

**Article 18 :** Etablissement et paiement de la taxe sur la délivrance des permis d'environnement de classe 1A et 1B

*La taxe sur la délivrance des permis et renouvellement de permis d'environnement de classe 1A et 1B est perçue dans sa totalité par voie de rôle.*

**Article 19 :** Etablissement et paiement de la taxe sur l'instruction de dossiers administratifs et sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance d'un permis.

§1. Lorsque le permis est délivré par la Commune, le montant total de la taxe est recouvré au comptant contre remise d'une preuve de paiement, au moment de la délivrance dudit permis.

Lorsque la perception ne peut pas être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

§2. Lorsque le permis est délivré par une autre autorité que la Commune, le montant total de la taxe est perçu par voie de rôle.

## **RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX :**

### **Article 20 :**

Lorsque la taxe est enrôlée, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

*Le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3/04/2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.*

## **ABROGATIONS ET ENTREE EN VIGEUR :**

### **Article 21 :**

*A compter de son entrée en vigueur, le présent règlement abroge le règlement taxe sur l'introduction à la commune de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement - Taxe sur l'instruction de dossiers administratifs en matière de permis et certificats d'urbanisme et d'environnement - Taxe sur la délivrance des permis d'environnement de classe 1a et 1b - Taxe sur les actes et/ou travaux autorisés par la délivrance de permis et d'urbanisme voté par le Conseil communal du 17 décembre 2019.*

*Toutefois tout dossier introduit avant son entrée en vigueur reste sous l'application de cet ancien règlement.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Werken – Stedenbouw Leefmilieu – Belasting op de indiening bij de Gemeente van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten – Belasting op de behandeling van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten – Belasting op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B – Belasting op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op het belastingreglement op de indiening bij de Gemeente van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, op de behandeling van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B en op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 17 december 2019 voor een termijn eindigend op 31 december 2025;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 1e lid en artikel 118, 1e lid;

Gelet op de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake vestiging en invordering van de gemeentebelastingen en meer bepaald de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale en gemeentebelastingen;

Gelet op de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw en leefmilieu en inzonderheid het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de Ordonnantie inzake Milieuvergunningen en wijzigingen;

Gelet op de inflatie sinds 1 januari 2020 van zowel de consumptieprijsindex als de gezondheidsindex (gegevens Statbel); dat deze tussen 20 en 25% ligt; dat de bedragen van de stedenbouwkundige belastingen moeten worden aangepast aan de huidige economische context;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nodig heeft geoordeeld om de afgifte van vergunningen en attesten bedoeld door het huidige reglement te belasten om zich zo bijkomende inkomsten te kunnen verschaffen bestemd om de uitgaven van algemeen nut te financieren waaraan de Gemeente het hoofd moet bieden;

Overwegende dat de samenstelling van administratieve dossiers en de afgifte van vergunningen of attesten voor de Gemeente bijkomende uitgaven teweegbrengen;

Overwegende dat elke toegekende vergunning het recht opent op handelingen en/of werkzaamheden, dat deze bijgevolg onderworpen moeten worden aan belastingheffing ongeacht of ze al dan niet uitgevoerd worden;

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de indiening bij de Gemeente van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, op de behandeling van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B en op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen als volgt aan te nemen.

### **Artikel 1:**

*Er wordt van 1 januari 2026 tot 31 december 2031 een belasting gevestigd op de indiening bij de Gemeente van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, een belasting op de behandeling van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, een belasting op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B en een belasting op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen, op het gemeentelijke grondgebied en dit, ongeacht welke instantie de vergunning of het attest aflevert.*

## **BELASTING OP DE INDIENING BIJ DE GEMEENTE VAN ADMINISTRATIEVE DOSSIERS INZAKE STEDENBOUWKUNDIGE EN MILIEUVERGUNNINGEN EN - ATTESTEN**

### **Artikel 2:**

*§1. Het bedrag van de belasting voor de aanvragen van vergunningen of attesten met betrekking tot de wetgeving inzake stedenbouw wordt vastgesteld op 180,00 EUR.*

*§ 2. Het bedrag van de belasting voor de aanvragen van vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op het vellen van een boom wordt vastgesteld op 120,00 EUR.*

*§3. Het bedrag van de belasting voor de aanvragen en hernieuwing van milieuvergunningen van Klasse 3 wordt vastgesteld op 30,00 EUR.*

*§4. Het bedrag van de belasting voor de aanvragen en hernieuwing van milieuvergunningen van Klasse 2 wordt vastgesteld op 60,00 EUR.*

## **BELASTING OP DE BEHANDELING VAN ADMINISTRATIEVE DOSSIERS INZAKE STEDENBOUWKUNDIGE EN MILIEUVERGUNNINGEN EN -ATTESTEN**

### **Artikel 3:**

*Elke vergunning of attest waarvan de aanvraag onderworpen is aan het advies van de overlegcommissie geeft aanleiding tot de inning van een belasting vastgesteld op 180,00 EUR.*

#### **Artikel 4:**

*Elke vergunning of attest waarvan de aanvraag onderworpen is aan een openbaar onderzoek geeft aanleiding tot de inning van een belasting vastgesteld op 120,00 EUR.*

#### **Artikel 5:**

*Elke vergunning onderworpen aan het advies van de DBDMH geeft aanleiding tot de inning van een belasting voor kosten van overdracht vastgesteld op 25,00 EUR.*

#### **Artikel 6:**

*Telkens als de aanvrager van een vergunning of attest op eigen initiatief wijzigingsplannen indient die leiden tot een nieuwe analyse en nieuwe instructiehandelingen, zal de belasting op de indiening verschuldigd zijn alsook de eventuele bijkomende belastingen op de behandeling, berekend conform artikelen 3 tot 6.*

#### **Artikel 7:**

*Het totale bedrag van de belasting wordt verdrievoudigd voor elke vergunning die erop gericht is een einde te maken aan een stedenbouwkundige of milieuovertreding, ongeacht of er al dan niet een proces-verbaal van vaststelling is geweest, of elke vergunning die er in het algemeen in bestaat om een niet-conforme toestand conform te maken aan de rechtstoestand.*

#### **Artikel 8:**

*De weigering van vergunningen geeft aanleiding tot de betaling van de belastingen die verband houden met de procedure, zoals bedoeld in artikelen 3, 4, 5.*

### **BELASTING OP DE AFGIFTE VAN MILIEUVERGUNNINGEN VAN KLASSE 1A EN 1B**

#### **Artikel 9:**

*§1. Het bedrag van de belasting voor de aanvragen en hernieuwing van milieuvergunningen van Klasse 1A wordt vastgesteld op 960,00 EUR.*

*§2. Het bedrag van de belasting voor de aanvragen en hernieuwing van milieuvergunningen van Klasse 1B wordt vastgesteld op 300,00 EUR.*

### **BELASTING OP DE HANDELINGEN EN/OF WERKZAAMHEDEN TOEGELATEN DOOR DE AFGIFTE VAN STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNINGEN**

#### **Artikel 10:**

*§1. De afgifte van elke vergunning, ongeacht de vergunningverlenende overheid, betreffende de wetgeving inzake stedenbouw, geeft aanleiding tot het innen van een belasting gebaseerd op het recht om handelingen en/of werkzaamheden uit te voeren opgenomen in de vergunning, en berekend volgens de modaliteiten beschreven in artikelen 12, 13 en 14 van huidig reglement en blijft verworven zelfs indien de voorziene werkzaamheden niet worden uitgevoerd.*

*§2. De handelingen en werkzaamheden uitgevoerd op een perceel dat gedeeltelijk op het grondgebied van een andere Gemeente ligt, zijn enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van Vorst.*

#### **Artikel 11: Berekeningswijze**

§1. Elk deel van een kubieke meter, vierkante meter of strekkende meter wordt geteld voor een eenheid.

§2. Voor de berekening van de hoogte van een bouwwerk worden de afmetingen genomen onder de vloerplaat en het hoogste niveau vermeld of gemeten op de plannen (nok, dakrand, rand...).

Artikel 12: Belasting op het bouwen, wederopbouwen en uitbreiden:

§1. Nieuwbouw:

De belasting wordt berekend volgens het aantal kubieke meter dat het gebouw bevat, kelder- en zolderverdieping inbegrepen; het opmeten gebeurt van as tot as tussen de gemeenschappelijke muren en vanaf de buitenzijde voor de andere muren. Voor het berekenen van ingewikkelde volumes worden deze tot een meer eenvoudig allesomvattend volume teruggebracht, wanneer het aantal en de complexiteit van de schuine en/of uitstekende muren dit verantwoorden.

Tarieven:

1° van 0 tot 1.000 m<sup>3</sup>: 2,00 EUR per kubieke meter

2° boven de 1.000 m<sup>3</sup>: 4,00 EUR per kubieke meter

§2. Wederopbouw en uitbreidingen:

*De belasting wordt berekend volgens het aantal vierkante meter van alle verdiepingen waarop de wijzigingen betrekking hebben, de bruto opmeting gebeurt aan de as van de gemeenschappelijke grenzen en aan de buitenzijde van de buitenmuren. Elk veelvoud van 2,75 m hoogte moet worden beschouwd als een nieuwe verdieping waarmee rekening moet worden gehouden in de berekening, ongeacht of er al dan niet tussenvloeren zijn.*

Tarief: 6,00 EUR per vierkante meter

§3. De belasting bedoeld in artikel 12, §1. en §2. is tevens van toepassing op de overdekte delen van gebouwen zelfs indien ze aan de zijkant open zijn zoals opslagplaatsen, afdaken, terrassen, ...

**Artikel 13:** Verandering van toewijzing, wijziging van gebruik of van bestemming:

De belasting wordt berekend volgens het aantal vierkante meter waarop de wijziging betrekking heeft, de bruto opmeting gebeurt aan de as van de gemeenschappelijke grenzen en aan de buitenzijde van de buitenmuren.

Er wordt een gedifferentieerd tarief toegepast volgens de nieuwe voornaamste bestemming beoogd door de vergunning :

1° Onbebouwd goed: 3,00 EUR per vierkante meter

2° Woning: 4,00 EUR per vierkante meter

3° Elke andere toewijzing, gebruik of bestemming: 6,00 EUR per vierkante meter

**Artikel 14:** Vellen van boom:

*De belasting wordt vastgesteld op 120,00 EUR per boom.*

**Artikel 15:** Vrijstellingen op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van vergunningen:

Zijn uitgesloten uit het toepassingsgebied van de belasting:

1° *Elke vergunning afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen waarvan het bedrag van de berekende belasting lager is dan of gelijk aan 60,00 €.*

2° *De wijzigingen van stedenbouwkundige vergunningen bedoeld in artikel 102/1 van het BWRO en dat ertoe strekt de toegelaten handelingen en werkzaamheden te verminderen.*

3° *De afgifte van een stedenbouwkundige vergunning gevraagd ten gevolge van een natuurramp, een accidenteel feit of een geval van overmacht, wanneer bovengenoemde vergunning gevraagd en verkregen wordt door de eigenaar die het schadegeval ondergaan heeft of zijn rechthebbenden. De vrijstelling is van toepassing ongeacht de plaats waar het goed dat het voorwerp uitmaakt van de vergunning gelegen is. Ze is beperkt tot het deel dat geen uitbreiding vormt van de vernielde gebouwen of delen van gebouwen.*

4° *Het bouwen of verbouwen van een pand uitgevoerd onder de bescherming van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of een publiekrechtelijk persoon die geen winstbejag nastreeft (bv. de intercommunales).*

5° *Elke aanvrager die het bewijs kan aanbrengen dat hij kan genieten van een vrijstelling krachtens een wet of een hiërarchisch hogere overeenkomst.*

6° *De aanvragen die uitsluitend betrekking hebben op de plaatsing van isolatie, de systemen voor regenwaterbeheer, de groendaken, de zonne- of fotovoltaïsche panelen, windmolens, de voorzieningen die het woongebied voor de fauna bevorderen (installatie van nestkastjes, insectenhotels, ...).*

## **BETALINGSMODALITEITEN**

**Artikel 16:** De belastingplichtige:

§1. De belasting op de indiening van administratieve dossiers is verschuldigd door diegene in wiens naam de vergunningsaanvraag ingediend wordt.

§2. *De belastingen op de behandeling van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen, op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B en op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen en attesten zijn verschuldigd door de houder van de vergunning, ongeacht of het gaat om een natuurlijke of rechtspersoon.*

§3. *In geval van vervreemding van de eigendom alvorens de volledige betaling van de belastingen bedoeld in §2. zijn de opeenvolgende begunstigen van de vergunning verplicht om ze gezamenlijk en hoofdelijk met de vorige eigenaars te vereffenen zonder dat deze vervreemding door deze laatsten ingeroepen kan worden voor ontheffing.*

**Artikel 17:** Vestiging en betaling van de belasting op de indiening van administratieve dossiers:

*De belasting op de indiening van administratieve dossiers wordt contant ingevorderd tegen overhandiging van een betalingsbewijs op het ogenblik van de indiening van de vergunningsaanvraag en blijft verworven wat er ook gebeurt.*

*Wanneer de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk invorderbaar.*

**Artikel 18:** Vestiging en betaling van de belasting op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B:

*De belasting op de afgifte van de vergunningen en hernieuwing van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B wordt in haar geheel ingekohierd.*

**Artikel 19:** Vestiging en betaling van de belasting op de behandeling van administratieve dossiers en op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van een vergunning:

§1. Wanneer de vergunning afgeleverd wordt door de Gemeente, wordt het totale bedrag van de belasting contant ingevorderd tegen overhandiging van een betalingsbewijs op het ogenblik van de afgifte van voornoemde vergunning.

Wanneer de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk invorderbaar.

§ 2. Wanneer de vergunning afgeleverd wordt door een andere overheid dan de Gemeente, wordt het totale bedrag van de belasting ingekohierd.

## **INVORDERING EN GESCHILLEN**

### **Artikel 20:**

Indien de belasting ingekohierd is, ontvangt de belastingplichtige gratis een aanslagbiljet.

*De invordering en de geschillen betreffende de huidige belasting worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3/04/2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.*

## **INTREKKINGEN EN INWERKINGTREDING**

### **Artikel 21:**

*Vanaf zijn inwerkingtreding vervangt het huidige reglement het belastingreglement op de indiening bij de Gemeente van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, op de behandeling van administratieve dossiers inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen en -attesten, op de afgifte van milieuvergunningen van klasse 1A en 1B en op de handelingen en/of werkzaamheden toegelaten door de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 17 december 2019. Elk dossier dat ingediend wordt voor zijn inwerkingtreding blijft evenwel onder de toepassing van dit oude reglement.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten**

49 **Revitalisation des Quartiers – Contrat de quartier durable 2 Cités – Opération B.1 La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert – Marché public de services CQD2Cités\_2025\_S02 « Mission d'études et de suivi d'exécution en stabilité, techniques spéciales, PEB, acoustique et circularité relative à la rénovation de la Fermette du Bempt » – Approbation des conditions, du financement, de la procédure de passation et des opérateurs économiques à consulter – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 § 3 :

*Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant HTVA estimé est inférieur à [143000 EUR (AGRBC 28.3.2024, M.B. 5.4.2024)]. Dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance.  
[...];*

Vu l'Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu sa décision en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l'ensemble des documents relatifs au programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2023 octroyant une subvention de 1.300.000 EUR à la commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « La Fermette du Bempt », intégré au Programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale co-financé par le FEDER en Région de Bruxelles-Capitale au titre de l'objectif « Investissement pour l'emploi et la croissance » - OS 5.1 – CQD ;

Vu sa décision en sa séance du 15 octobre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu le courrier du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevin en sa séance du 22 mai 2025 approuvant la modification de programme 02 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu le courrier du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2025 approuvant la modification de programme 02 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Considérant l'opération B.1 *La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert* du programme du Contrat de quartier durable 2 *Cités*, laquelle consiste en la rénovation complète de la Fermette du Bempt sise chée de Neerstalle 327A à Forest, et de ses abords ;

Considérant que la mission d'auteur de projet (architecture) de cette opération est menée par le service Revitalisation des quartiers ;

Considérant que pour mener à bien cette mission il est nécessaire de faire appel à des expertises techniques spécifiques aussi bien en phases d'études que lors du suivi de chantier ;

Considérant le cahier des charges *CQD2Cités\_2025\_S02* relatif au marché de services « Mission d'études et de suivi d'exécution en stabilité, techniques spéciales, PEB, acoustique et circularité relative à la rénovation de la Fermette du Bempt » établi par le service Revitalisation des quartiers ;

Considérant que le montant estimé de ce marché est de 91.900 euros HTVA ;

Considérant qu'un montant complémentaire de 15% du montant de l'estimation, soit 13.785 euros HTVA, est proposé pour pallier les éventuels imprévus et/ou révisions de prix ;

Considérant que le montant estimé de ce marché, y compris imprévus et révisions de prix, est de 105.635 euros HTVA, soit 127.818,35 euros, 21% de TVA compris ;

Considérant le montant de l'estimation (y compris les imprévus et révisions de prix) et conformément à l'article 90, 1° (montant estimé HTVA pour un marché de services est inférieur à 143.000 euros) de l'Arrêté royal du 18 avril 2017, il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants seront consultés afin de prendre part à ce marché :

- JZH & PARTNERS s.c., n° d'entreprise 0428.265.589, avenue Louise 251 bte 13 à 1050 Ixelles ;
- EcoRCe s.a., n° d'entreprise 0875.052.737, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège ;
- Lemaire ingénieurs s.a., n° d'entreprise 0473.079.688, rue du Fort 7 bte 1 à 4460 Grâce-Hollogne ;
- BSolutions Ingénieurs s.r.l., n° d'entreprise 0464.952.573, rue Louis Genonceaux 12 à 5032 Gembloux ;
- Energ-Ir s.r.l., n° d'entreprise 0833.844.563, chaussée de Namur 403 à 5030 Gembloux ;
- BGNS s.r.l., n° d'entreprise 0702.847.251, Lenclos 72 bte C à 6740 Etalle ;
- Ariade architectes s.r.l., n° d'entreprise 0477.396.386, rue Jean Benaets 63 à 1180 Uccle ;
- Responsible Young Architects s.r.l., n° d'entreprise 0836.254.816, rue du Houblon 56 bte A à 1000 Bruxelles ;
- Bureau d'étude Matriche s.r.l., n° d'entreprise 0423.823.979, Grand'Place 5 à 1440 Braine-le-Château ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 93011/722-60/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités*, inscrit à l'article des recettes 93011/ 995-52/92 « Prélèvements pour le fonds de subsides » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3985/2022

;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en la séance du 13 novembre 2025 :

*D'approuver le cahier des charges CQD2Cités\_2025\_S02 relatif au marché de services « Mission d'études et de suivi d'exécution en stabilité, techniques spéciales, PEB, acoustique et circularité relative à la rénovation de la Fermette du Bempt » établi par le service Revitalisation des quartiers, les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;*

*D'approuver le montant de l'estimation à 105.635,00 euros HTVA, soit 127.818,35 euros 21% de TVA compris ;*

*De choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché ;*

*D'approuver la liste des opérateurs économiques suivants consultés afin de prendre part à ce marché :*

- *JZH & PARTNERS s.c., n° d'entreprise 0428.265.589, avenue Louise 251 bte 13 à 1050 Ixelles ;*
- *EcoRCe s.a., n° d'entreprise 0875.052.737, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège ;*
- *Lemaire ingénieurs s.a., n° d'entreprise 0473.079.688, rue du Fort 7 bte 1 à 4460 Grâce-Hollogne ;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l., n° d'entreprise 0464.952.573, rue Louis Genonceaux 12 à 5032 Gembloux ;*
- *Energ-Ir s.r.l., n° d'entreprise 0833.844.563, chaussée de Namur 403 à 5030 Gembloux ;*
- *BGNS s.r.l., n° d'entreprise 0702.847.251, Lenclos 72 bte C à 6740 Etalle ;*
- *Ariade architectes s.r.l., n° d'entreprise 0477.396.386, rue Jean Benaets 63 à 1180 Uccle ;*
- *Responsible Young Architects s.r.l., n° d'entreprise 0836.254.816, rue du Houblon 56 bte A à 1000 Bruxelles ;*
- *Bureau d'étude Matriche s.r.l., n° d'entreprise 0423.823.979, Grand'Place 5 à 1440 Braine-le-Château ;*

*De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 93011/722-60/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;*

*De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvements pour le fonds de subsides » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3985/2022 ;*

*D'informer le Conseil lors de sa prochaine séance.*

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 novembre 2025 :

*D'approuver le cahier des charges CQD2Cités\_2025\_S02 relatif au marché de services « Mission d'études et de suivi d'exécution en stabilité, techniques spéciales, PEB, acoustique et circularité relative à la rénovation de la Fermette du Bempt » établi par le service Revitalisation des quartiers, les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;*

*D'approuver le montant de l'estimation à 105.635,00 euros HTVA, soit 127.818,35 euros 21% de TVA compris ;*

*De choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché ;*

*D'approuver la liste des opérateurs économiques suivants consultés afin de prendre part à ce marché :*

- *JZH & PARTNERS s.c., n° d'entreprise 0428.265.589, avenue Louise 251 bte 13 à 1050 Ixelles ;*
- *EcoRCe s.a., n° d'entreprise 0875.052.737, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège ;*
- *Lemaire ingénieurs s.a., n° d'entreprise 0473.079.688, rue du Fort 7 bte 1 à 4460 Grâce-Hollogne ;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l., n° d'entreprise 0464.952.573, rue Louis Genonceaux 12 à 5032 Gembloux ;*
- *Energ-Ir s.r.l., n° d'entreprise 0833.844.563, chaussée de Namur 403 à 5030 Gembloux ;*
- *BGNS s.r.l., n° d'entreprise 0702.847.251, Lenclos 72 bte C à 6740 Etalle ;*
- *Ariade architectes s.r.l., n° d'entreprise 0477.396.386, rue Jean Benaets 63 à 1180 Uccle ;*
- *Responsible Young Architects s.r.l., n° d'entreprise 0836.254.816, rue du Houblon 56 bte A à 1000 Bruxelles ;*
- *Bureau d'étude Matriche s.r.l., n° d'entreprise 0423.823.979, Grand'Place 5 à 1440 Braine-le-Château ;*

*De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 93011/722-60/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;*

*De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvements pour le fonds de subsides » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3985/2022 ;*

*D'informer le Conseil lors de sa prochaine séance.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie B.1 Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in een groene ruimte – Overheidsopdracht voor diensten CQD2Cités\_2025\_S02 "Studieopdracht en opvolging van de uitvoering op het vlak van stabiliteit, speciale technieken, EPC, akoestiek en circulariteit met betrekking tot de renovatie van de boerderij van de Bempt" – Goedkeuring van de voorwaarden, de financiering, de gunningswijze en de te raadplegen ondernemers – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3:

*Het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan [143.000 euro (BBHR 28.3.2024, B.S. 5.4.2024)]. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.*

*[...];*

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de beslissing in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC 2 *Cités* met 6 maanden;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2023 tot toekenning van een subsidie van 1.300.000 euro aan de gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project "Boerderij van de Bempt", opgenomen in het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewesten medegefinancierd door het EFRO in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid" - OS 5.1 - DWC;

Gelet op de beslissing van 15 oktober 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de brief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 mei 2025 tot goedkeuring van programmawijziging 02 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de brief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2025 tot goedkeuring van programmawijziging 02 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Overwegende de operatie B.1 *Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in een groene ruimte* van het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 *Cités*, die bestaat in de volledige renovatie van de boerderij van de Bempt, gelegen Neerstalsesteenweg 327A in Vorst, en de omgeving ervan;

Overwegende dat de opdracht van projectontwerper (architectuur) voor deze operatie wordt uitgevoerd door de dienst Heropleving van de wijken;

Overwegende dat er voor deze opdracht specifieke technische expertise nodig is, zowel in de studiefasen als bij de opvolging van de werkzaamheden;

Overwegende het bestek *CQD2Cités\_2025\_S02* met betrekking tot de opdracht voor diensten "Studie en opvolging van de uitvoering op het vlak van stabiliteit, speciale technieken, EPC, akoestiek en circulariteit in verband met de renovatie van de boerderij van de Bempt", opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 91.900 euro excl. BTW;

Overwegende dat er een aanvullend bedrag van 15% van het geraamde bedrag, zijnde 13.785 euro excl. BTW, wordt voorgesteld om eventuele onvoorziene omstandigheden en/of prijsherzieningen op te vangen;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht, met inbegrip van onvoorziene omstandigheden en prijsherzieningen, 105.635 euro excl. BTW bedraagt, zijnde 127.818,35 euro incl. 21% BTW;

Overwegende het geraamde bedrag (incl. onvoorziene omstandigheden en prijsherzieningen) en overeenkomstig artikel 90, 1° (geraamd bedrag excl. BTW voor een opdracht voor diensten lager dan 143.000 euro) van het koninklijk besluit van 18 april 2017, wordt er voorgesteld om de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de volgende ondernemers zullen worden geraadpleegd om deel te nemen aan deze opdracht:

- JZH & PARTNERS s.c. (ondernemingsnummer 0428.265.589), Louizalaan 251 bus 13 – 1050 Elsene;
- EcoRCe s.a. (ondernemingsnummer 0875.052.737), rue de Fragnée 67A – 4000 Luik;
- Lemaire Ingénieurs s.a. (ondernemingsnummer 0473.079.688), rue du Fort 7/1 – 4460 Grâce-Hollogne;
- BSolutions Ingénieurs s.r.l. (ondernemingsnummer 0464.952.573), rue Louis Genonceaux 12 – 5032 Gembloux;
- Energ-Ir s.r.l. (ondernemingsnummer 0833.844.563), chaussée de Namur 403 – 5030 Gembloux;
- BGNS s.r.l. (ondernemingsnummer 0702.847.251), Lenclos 72/C – 6740 Etalle;
- Ariade Architectes s.r.l. (ondernemingsnummer 0477.396.386), Jean Benaetsstraat 63 – 1180 Ukkel;
- Responsible Young Architects s.r.l. (ondernemingsnummer 0836.254.816), Hopstraat 56 A – 1000 Brussel;
- Bureau d'étude Matriche s.r.l. (ondernemingsnummer 0423.823.979), Grand'Place 5 – 1440 Braine-le-Château;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt, ingeschreven is op artikel 93011/722-60/92 "Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Overwegende dat deze uitgave voor 100 % wordt gefinancierd door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 *Cités*, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking subsidiefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3985/2022;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het bestek CQD2Cités\_2025\_S02 met betrekking tot de opdracht voor diensten "Studieopdracht en opvolging van de uitvoering op het vlak van stabiliteit, speciale technieken, EPC, akoestiek en circulariteit met betrekking tot de renovatie van de boerderij van de Bempt", opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken; de voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en bij de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;*

*Goedkeuring te verlenen aan de raming van de opdracht ten bedrage van 105.635 euro excl. BTW of 127.818,35 euro, 21% BTW inbegrepen;*

*Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lijst met de volgende voor deelname aan deze opdracht geraadpleegde ondernemers:*

- *JZH & PARTNERS s.c. (ondernemingsnummer 0428.265.589), Louizalaan 251 bus 13 – 1050 Elsene;*
- *EcoRCe s.a. (ondernemingsnummer 0875.052.737), rue de Fragnée 67A – 4000 Luik;*
- *Lemaire Ingénieurs s.a. (ondernemingsnummer 0473.079.688), rue du Fort 7/1 – 4460 Grâce-Hollogne;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l. (ondernemingsnummer 0464.952.573), rue Louis Genonceaux 12 – 5032 Gembloux;*
- *Energ-ir s.r.l. (ondernemingsnummer 0833.844.563), chaussée de Namur 403 – 5030 Gembloux;*
- *BGNS s.r.l. (ondernemingsnummer 0702.847.251), Lenclos 72/C – 6740 Etalle;*
- *Ariade Architectes s.r.l. (ondernemingsnummer 0477.396.386), Jean Benaetsstraat 63 – 1180 Ukkel;*
- *Responsible Young Architects s.r.l. (ondernemingsnummer 0836.254.816), Hopstraat 56 A – 1000 Brussel;*
- *Bureau d'étude Matriche s.r.l. (ondernemingsnummer 0423.823.979), Grand'Place 5 – 1440 Braine-le-Château;*

*Deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 93011/722-60/92 "Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;*

*Deze uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking subsidiefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3985/2022;*

*De Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.*

#### **BESLUIT :**

In toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het bestek CQD2Cités\_2025\_S02 met betrekking tot de opdracht voor diensten "Studieopdracht en opvolging van de uitvoering op het vlak van stabiliteit, speciale technieken, EPC, akoestiek en circulariteit met betrekking tot de renovatie van de boerderij van de Bempt", opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken; de voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en bij de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;*

*Goedkeuring te verlenen aan de raming van de opdracht ten bedrage van 105.635 euro excl. BTW of 127.818,35 euro, 21% BTW inbegrepen;*

*Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lijst met de volgende voor deelname aan deze opdracht geraadpleegde ondernemers:*

- *JZH & PARTNERS s.c. (ondernemingsnummer 0428.265.589), Louizalaan 251 bus 13 – 1050 Elsene;*
- *EcoRCe s.a. (ondernemingsnummer 0875.052.737), rue de Fragnée 67A – 4000 Luik;*
- *Lemaire Ingénieurs s.a. (ondernemingsnummer 0473.079.688), rue du Fort 7/1 – 4460 Grâce-Hollogne;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l. (ondernemingsnummer 0464.952.573), rue Louis Genonceaux 12 – 5032 Gembloux;*

- *Energ-Ir s.r.l. (ondernemingsnummer 0833.844.563), chaussée de Namur 403 – 5030 Gembloux;*
- *BGNS s.r.l. (ondernemingsnummer 0702.847.251), Lenclos 72/C – 6740 Etalle;*
- *Ariade Architectes s.r.l. (ondernemingsnummer 0477.396.386), Jean Benaetsstraat 63 – 1180 Ukkel;*
- *Responsible Young Architects s.r.l. (ondernemingsnummer 0836.254.816), Hopstraat 56 A – 1000 Brussel;*
- *Bureau d'étude Matriche s.r.l. (ondernemingsnummer 0423.823.979), Grand'Place 5 – 1440 Braine-le-Château;*

*Deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 93011/722-60/-/92 "Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;*

*Deze uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking subsidiefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3985/2022;*

*De Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

50 **Revitalisation des Quartiers – ABY – FABRYK – Marché public de services MP-2025-S-FABRYK-001 « Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage (tranche ferme) et suivi de chantier (tranche conditionnelle) pour la rénovation thermique et acoustique d'un bâtiment communal dénommé « FABRYK » – Approbation des conditions, du financement, de la procédure de passation et des opérateurs économiques à consulter – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 § 3 :

*Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant HTVA estimé est inférieur à [143.000 euros (AGRBC 28.3.2024, M.B. 5.4.2024)]. Dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance.*

[...];

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et

ses modifications ultérieures ;

Vu sa décision en sa séance du 23 mai 2023 décidant entre autre :

*D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis Place Saint-Denis 18, cadastré sous Forest, 2<sup>ème</sup> Division, Section C, N°96 W pour une contenance de 05 are ;*

Vu l'Avenant du 15 décembre 2023 à la Convention Programme FEDER 2014-2020 de la Région de Bruxelles-Capitale et Programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale relative au Projet F42-01 « Abbaye de Forest » ;

Considérant que ce financement FEDER de la programmation 2021-2027 permet de rénover, réhabiliter et aménager le bâtiment dénommé «FABRYK » et sis place Saint-Denis 18 à Forest, pour un usage polyvalent recevant du public en relation direct avec le nouveau « pôle culturel ABY » voisin ;

Considérant que la mission d'auteur de projet (architecture) de cette opération est menée par le service Revitalisation des quartiers, dont les principales interventions seront entre autres :

- la rénovation énergétique complète de l'enveloppe actuelle ;
- la rénovation acoustique des espaces entre eux, y compris celle des mitoyens ;
- la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour le chauffage et la ventilation en adéquation avec les usages futurs, la législation et la philosophie actuelles ;
- la mise en œuvre d'un nouvel ascenseur complémentaire à l'ascenseur existant pour assurer l'accessibilité à tous les étages, y compris nouvelle trémie ;
- la mise aux normes SIAMU ;
- la gestion des eaux et de l'énergie, y compris raccordement ;
- l'ensemble des phases depuis l'avant-projet jusqu'à la réception définitive ;

Considérant que pour mener à bien cette mission il est nécessaire de faire appel à des expertises techniques spécifiques aussi bien en phases d'études que lors du suivi de chantier ;

Considérant le cahier des charges MP-2025-S-FABRYK-001 relatif au marché de services «Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage (tranche ferme) et suivi de chantier (tranche conditionnelle) pour la rénovation thermique et acoustique d'un bâtiment communal dénommé « FABRYK » » établi par le service Revitalisation des quartiers ;

Considérant qu'il est proposé de diviser ce marché en tranches :

- Tranche ferme: Phase 1 (avant-projet), phase 2 (dossier de permis d'urbanisme), phase 3 (dossier d'adjudication) et phase 4 (analyse des offres) ;
- Tranche conditionnelle : Phase 5 (contrôle et suivi du chantier) ;

Considérant que le montant estimé de ce marché est de :

- 45.650 euros HTVA pour la tranche ferme ;
- 37.350 euros HTVA pour la tranche conditionnelle ;

Considérant qu'un montant complémentaire de 20% du montant de l'estimation est proposé pour pallier les éventuels imprévus et/ou révisions de prix, soit :

- 9.130 euros HTVA pour la tranche ferme ;
- 7.470 euros HTVA pour la tranche conditionnelle ;

Considérant que le montant estimé de ce marché, pour les tranches ferme et conditionnelle, y compris imprévus et révisions de prix, est de 99.600 euros HTVA, soit 120.516 euros 21% de TVAC ;

Considérant le montant de l'estimation (y compris les imprévus et révisions de prix) et conformément

à l'article 90, 1° (montant estimé HTVA pour un marché de services est inférieur à 143.000 euros) de l'Arrêté royal du 18 avril 2017, il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants seront consultés afin de prendre part à ce marché :

- JZH & PARTNERS s.c., n° d'entreprise 0428.265.589, avenue Louise 251 bte 13 à 1050 Ixelles ;
- EcoRCe s.a., n° d'entreprise 0875.052.737, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège ;
- Lemaire ingénieurs s.a., n° d'entreprise 0473.079.688, rue du Fort 7 bte 1 à 4460 Grâce-Hollogne ;
- BSolutions Ingénieurs s.r.l., n° d'entreprise 0464.952.573, rue Louis Genonceaux 12 à 5032 Gembloux ;
- Energ-Ir s.r.l., n° d'entreprise 0833.844.563, chaussée de Namur 403 à 5030 Gembloux ;
- BGNS s.r.l., n° d'entreprise 0702.847.251, Lenclos 72 bte C à 6740 Etalle ;
- Zeugma Engineering s.r.l., n° d'entreprise 0816.788.104, avenue Fénélon 319 à 7340 Colfontaine ;
- Bureau d'Etudes Pluricité & associés s.r.l., n° d'entreprise 1007.312.435, boulevard du Souverain 20 bte 3 à 1160 Auderghem ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par le subside FEDER de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au Projet F42-01 « Abbaye de Forest » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en la séance du 13 novembre 2025 :

*D'approuver le cahier des charges MP-2025-S-FABRYK-001 relatif au marché de services « Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage (tranche ferme) et suivi de chantier (tranche conditionnelle) pour la rénovation thermique et acoustique d'un bâtiment communal dénommé « FABRYK » » établi par le service Revitalisation des quartiers, les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;*

*D'approuver le montant de l'estimation à 99.600 euros HTVA, soit 120.516 euros 21% de TVAC ;*

*De choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché ;*

*D'approuver la liste des opérateurs économiques suivants consultés afin de prendre part à ce marché :*

- JZH & PARTNERS s.c., n° d'entreprise 0428.265.589, avenue Louise 251 bte 13 à 1050 Ixelles ;
- EcoRCe s.a., n° d'entreprise 0875.052.737, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège ;
- Lemaire ingénieurs s.a., n° d'entreprise 0473.079.688, rue du Fort 7 bte 1 à 4460 Grâce-Hollogne ;
- BSolutions Ingénieurs s.r.l., n° d'entreprise 0464.952.573, rue Louis Genonceaux 12 à 5032 Gembloux ;
- Energ-Ir s.r.l., n° d'entreprise 0833.844.563, chaussée de Namur 403 à 5030 Gembloux ;
- BGNS s.r.l., n° d'entreprise 0702.847.251, Lenclos 72 bte C à 6740 Etalle ;
- Zeugma Engineering s.r.l., n° d'entreprise 0816.788.104, avenue Fénélon 319 à 7340 Colfontaine ;

- *Bureau d'Etudes Pluricité & associés s.r.l., n° d'entreprise 1007.312.435, boulevard du Souverain 20 bte 3 à 1160 Auderghem ;*

*De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;*

*De financer cette dépense à 100% par le subside FEDER de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au Projet F42-01 « Abbaye de Forest » ;*

*D'informer le Conseil lors de sa prochaine séance.*

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 novembre 2025 :

*D'approuver le cahier des charges MP-2025-S-FABRYK-001 relatif au marché de services «Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage (tranche ferme) et suivi de chantier (tranche conditionnelle) pour la rénovation thermique et acoustique d'un bâtiment communal dénommé « FABRYK » » établi par le service Revitalisation des quartiers, les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;*

*D'approuver le montant de l'estimation à 99.600 euros HTVA, soit 120.516 euros 21% de TVAC ;*

*De choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché ;*

*D'approuver la liste des opérateurs économiques suivants consultés afin de prendre part à ce marché :*

- *JZH & PARTNERS s.c., n° d'entreprise 0428.265.589, avenue Louise 251 bte 13 à 1050 Ixelles ;*
- *EcoRCe s.a., n° d'entreprise 0875.052.737, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège ;*
- *Lemaire ingénieurs s.a., n° d'entreprise 0473.079.688, rue du Fort 7 bte 1 à 4460 Grâce-Hollogne ;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l., n° d'entreprise 0464.952.573, rue Louis Genonceaux 12 à 5032 Gembloux ;*
- *Energ-Ir s.r.l., n° d'entreprise 0833.844.563, chaussée de Namur 403 à 5030 Gembloux ;*
- *BGNS s.r.l., n° d'entreprise 0702.847.251, Lenclos 72 bte C à 6740 Etalle ;*
- *Zeugma Engineering s.r.l., n° d'entreprise 0816.788.104, avenue Fénélon 319 à 7340 Colfontaine ;*
- *Bureau d'Etudes Pluricité & associés s.r.l., n° d'entreprise 1007.312.435, boulevard du Souverain 20 bte 3 à 1160 Auderghem ;*

*De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;*

*De financer cette dépense à 100% par le subside FEDER de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au Projet F42-01 « Abbaye de Forest ».*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – ABY – FABRYK – Overheidsopdracht voor diensten MP-2025-S-FABRYK-001 “Technische bijstand aan de opdrachtgever (vast gedeelte) en opvolging van de werken (voorwaardelijk gedeelte) voor de thermische en akoestische renovatie van het gemeentegebouw genaamd 'FABRYK' ” – Goedkeuring van de voorwaarden, de financiering, de gunningswijze en de te raadplegen ondernemers – Toepassing van artikel 234 §3 van de**

## Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3:

*Het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan [143.000 euro (BBHR 28.3.2024, B.S. 5.4.2024)]. In dat geval wordt de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.  
[...];*

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van 23 mei 2023, waarbij o.a. beslist werd:

*Goedkeuring te verlenen voor de aankoop ten algemene nutte van het goed gelegen Sint-Denijsplein 18, gekadastraerd onder Vorst, 2<sup>e</sup> Afdeling, Sectie C, Nr. 96 W voor een oppervlakte van 05 are;*

Gelet op het addendum van 15 december 2023 bij de overeenkomst betreffende het EFRO-programma 2014-2020 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot project F42-01 “Abdij van Vorst”;

Overwegende dat deze EFRO-financiering van de programmatie 2021-2027 het mogelijk maakt om het gebouw genaamd “FABRYK”, gelegen Sint-Denijsplein 18 in Vorst, te renoveren, te rehabiliteren en in te richten voor een polyvalent gebruik dat openstaat voor het publiek, in rechtstreeks contact met de nieuwe “culturele pool ABY” vlakbij;

Overwegende dat de opdracht van projectontwerper (architectuur) voor deze operatie wordt uitgevoerd door de dienst Heropleving van de wijken, waarvan de belangrijkste interventies o.a. zijn:

- de volledige energierenovatie van de buitenschil;
- de akoestische renovatie van de ruimten onderling, met inbegrip van de mandelige muren;
- de implementatie van een nieuwe strategie voor verwarming en ventilatie, in overeenstemming met het toekomstige gebruik en de huidige regelgeving en filosofie;
- de installatie van een nieuwe lift aansluitend bij de bestaande lift, om de toegankelijkheid van alle verdiepingen te garanderen, inclusief een nieuwe liftschacht;
- het conform maken met de DBDMH-normen;
- water- en energiebeheer, inclusief aansluitingen;
- alle fasen vanaf het voorontwerp tot de definitieve oplevering;

Overwegende dat er voor deze opdracht specifieke technische expertise nodig is, zowel in de studiefasen als bij de opvolging van de werkzaamheden;

Gelet op het bestek MP-2025-S-FABRYK-001 met betrekking tot de opdracht voor diensten “Technische bijstand aan de opdrachtgever (vast gedeelte) en opvolging van de werken (voorwaardelijk gedeelte) voor de thermische en akoestische renovatie van het gemeentegebouw genaamd 'FABRYK' ”, opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken;

Overwegende dat er wordt voorgesteld om de opdracht op te splitsen:

- Vast gedeelte: Fase 1 (voorontwerp), fase 2 (aanvraag stedenbouwkundige vergunning), fase 3 (aanbestedingsdossier) en fase 4 (analyse van de offertes);
- Voorwaardelijk gedeelte: Fase 5 (controle en opvolging van de werken);

Overwegende dat de opdracht geraamd wordt op:

- 45.650 euro excl. BTW voor het vaste gedeelte;
- 37.350 euro excl. BTW voor het voorwaardelijke gedeelte;

Overwegende dat er een aanvullend bedrag van 20% van het geraamde bedrag wordt voorgesteld om eventuele onvoorziene uitgaven en/of prijsherzieningen op te vangen, zijnde:

- 9.130 euro excl. BTW voor het vaste gedeelte;
- 7.470 euro excl. BTW voor het voorwaardelijke gedeelte;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht, voor het vaste en het voorwaardelijke gedeelte, met inbegrip van onvoorziene uitgaven en prijsherzieningen, 99.600 euro excl. BTW bedraagt, of 120.516 euro incl. 21% BTW;

Overwegende het geraamde bedrag (incl. onvoorziene uitgaven en prijsherzieningen) en overeenkomstig artikel 90, 1° (geraamd bedrag excl. BTW voor een opdracht voor diensten lager dan 143.000 euro) van het koninklijk besluit van 18 april 2017, wordt er voorgesteld om de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de volgende ondernemers worden geraadpleegd om deel te nemen aan deze opdracht:

- JZH & PARTNERS s.c. (ondernemingsnummer 0428.265.589), Louizalaan 251 bus 13 – 1050 Elsene;
- EcoRCe s.a. (ondernemingsnummer 0875.052.737), rue de Fragnée 67A – 4000 Luik;
- Lemaire Ingénieurs s.a. (ondernemingsnummer 0473.079.688), rue du Fort 7/1 – 4460 Grâce-Hollogne;
- BSolutions Ingénieurs s.r.l. (ondernemingsnummer 0464.952.573), rue Louis Genonceaux 12 – 5032 Gembloux;
- Energ-Ir s.r.l. (ondernemingsnummer 0833.844.563), chaussée de Namur 403 – 5030 Gembloux;
- BGNS s.r.l. (ondernemingsnummer 0702.847.251), Lenclos 72/C – 6740 Etalle;
- Zeugma Engineering s.r.l. (ondernemingsnummer 0816.788.104), avenue Fénélon 319 – 7340 Colfontaine;
- Bureau d'Etudes Pluricité & associés s.r.l. (ondernemingsnummer 1007.312.435), Vorstlaan 20 bus 3 – 1160 Oudergem;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt, ingeschreven is op artikel 9307/723-60/84 “Inrichting van gebouwen in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een EFRO-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het project F42-01 "Abdij van Vorst";

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het bestek MP-2025-S-FABRYK-001 met betrekking tot de opdracht voor diensten "Technische bijstand aan de opdrachtgever (vast gedeelte) en opvolging van de werken (voorwaardelijk gedeelte) voor de thermische en akoestische renovatie van het gemeentegebouw genaamd 'FABRYK' ", opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken; de voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en bij de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;  
Goedkeuring te verlenen aan de raming van de opdracht ten bedrage van 99.600 euro excl. BTW of 120.516 euro, 21% BTW inbegrepen;*

*Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lijst met de volgende voor deelname aan deze opdracht geraadpleegde ondernemers:*

- *JZH & PARTNERS s.c. (ondernemingsnummer 0428.265.589), Louizalaan 251 bus 13 – 1050 Elsene;*
- *EcoRCe s.a. (ondernemingsnummer 0875.052.737), rue de Fragnée 67A – 4000 Luik;*
- *Lemaire Ingénieurs s.a. (ondernemingsnummer 0473.079.688), rue du Fort 7/1 – 4460 Grâce-Hollogne;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l. (ondernemingsnummer 0464.952.573), rue Louis Genonceaux 12 – 5032 Gembloux;*
- *Energ-Ir s.r.l. (ondernemingsnummer 0833.844.563), chaussée de Namur 403 – 5030 Gembloux;*
- *BGNS s.r.l. (ondernemingsnummer 0702.847.251), Lenclos 72/C – 6740 Etalle;*
- *Zeugma Engineering s.r.l. (ondernemingsnummer 0816.788.104), avenue Fénélon 319 – 7340 Colfontaine;*
- *Bureau d'Etudes Pluricité & associés s.r.l. (ondernemingsnummer 1007.312.435), Vorstlaan 20 bus 3 – 1160 Oudergem;*

*Deze uitgave te financieren door een krediet ingeschreven op artikel 9307/723-60/84 "Inrichting van gebouwen in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;  
Deze uitgave voor 100% te financieren door een EFRO-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het project F42-01 "Abdij van Vorst";*

*De Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting*

**BESLIST:**

In toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het bestek MP-2025-S-FABRYK-001 met betrekking tot de opdracht voor diensten "Technische bijstand aan de opdrachtgever (vast gedeelte) en opvolging van de werken (voorwaardelijk gedeelte) voor de thermische en akoestische renovatie van het gemeentegebouw genaamd 'FABRYK' ", opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken; de voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en bij de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;  
Goedkeuring te verlenen aan de raming van de opdracht ten bedrage van 99.600 euro excl. BTW of 120.516 euro, 21% BTW inbegrepen;*

*Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lijst met de volgende voor deelname aan deze opdracht geraadpleegde ondernemers:*

- *JZH & PARTNERS s.c. (ondernemingsnummer 0428.265.589), Louizalaan 251 bus 13 – 1050 Elsene;*
- *EcoRCe s.a. (ondernemingsnummer 0875.052.737), rue de Fragnée 67A – 4000 Luik;*
- *Lemaire Ingénieurs s.a. (ondernemingsnummer 0473.079.688), rue du Fort 7/1 – 4460 Grâce-Hollogne;*
- *BSolutions Ingénieurs s.r.l. (ondernemingsnummer 0464.952.573), rue Louis Genonceaux 12 – 5032 Gembloux;*
- *Energ-Ir s.r.l. (ondernemingsnummer 0833.844.563), chaussée de Namur 403 – 5030 Gembloux;*
- *BGNS s.r.l. (ondernemingsnummer 0702.847.251), Lenclos 72/C – 6740 Etalle;*
- *Zeugma Engineering s.r.l. (ondernemingsnummer 0816.788.104), avenue Fénélon 319 – 7340 Colfontaine;*
- *Bureau d'Etudes Pluricité & associés s.r.l. (ondernemingsnummer 1007.312.435), Vorstlaan 20 bus 3 – 1160 Oudergem;*

*Deze uitgave te financieren door een krediet ingeschreven op artikel 9307/723-60/84 "Inrichting van gebouwen in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;*

*Deze uitgave voor 100% te financieren door een EFRO-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het project F42-01 "Abdij van Vorst";*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## **Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting**

### **51 Régie Foncière – Budget 2026 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 8 juillet 2025 adoptant les budget d'exploitation et budget patrimonial de la régie foncière pour 2025 ;

Considérant que le budget de la régie foncière pour l'exercice 2026 n'est pas prêt à être soumis au vote du Conseil communal ;

Considérant que ce budget sera présenté au premier conseil communal de l'année 2026 mais qu'il faudra pourvoir à certaines dépenses d'ici là ;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2025 pour ces dépenses ;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes ;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements approuvées au cours de l'exercice 2025 ;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au premier conseil communal de l'année 2026 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt en mars 2026

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire de la régie foncière par douzièmes pour les mois de janvier, février et mars 2026;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice précédent, détaillés à l'annexe 2 du budget 2025 de la régie foncière ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Grondregie – Begroting 2026 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3 ;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 8 juli 2025 tot goedkeuring van de exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2025 ;

Overwegende dat de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2026 niet klaar is om ter stemming aan de gemeenteraad te worden voorgelegd ;

Overwegende dat deze begroting zal worden voorgelegd tijdens de eerste gemeenteraad van 2026, maar dat tot dan in bepaalde uitgaven moet worden voorzien ;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2025 ;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden ;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2025 ;

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie tijdens de eerste gemeenteraad van 2026 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichhoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste in maart 2026 uitvoerbaar zal zijn

BESLIST:

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst van de Grondregie door middel van twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2026 ;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het vorige dienstjaar, toegelicht in bijlage 2 van de begroting van de Grondregie voor 2025 ;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

52 **Régie Foncière – Clôture des comptes annuels 2024 – Modification des écritures au Compte budgétaire – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier l'article 234 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'Arrêté du Ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des pouvoirs locaux, du 21 août 2025 d'approuver le compte de l'exercice 2024 de la Régie foncière de Forest, sous réserve de la modification des écritures budgétaires relatives aux codes économiques :

- 666-90 intitulé « Prélèvement du budget d'exploitation pour le budget patrimonial » en dépenses du budget d'Exploitation
- 766-90 intitulé « Prélèvement du budget d'exploitation pour le budget patrimonial » en recettes du budget Patrimonial ;

Vu la décision du Conseil communal du 8 juillet 2025 approuvant le budget 2025 de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Considérant qu'un montant de 127.529,05 euros a été encodé par erreur aux codes 666-90 et 766-90, alors qu'un montant de 328.408,74 euros a été imputé à l'article 435-13 intitulé « Remboursement périodiques des emprunts » ;

Considérant qu'il s'agit uniquement d'écritures budgétaires, ces codes économiques susmentionnés n'ont aucun lien avec la comptabilité générale et les ajustements qui seront apportés concernent uniquement le compte budgétaire ;

Considérant qu'en comptabilité de la Régie foncière, le remboursement de la dette n'ayant pas d'effet sur les comptes de charges et donc n'ayant pas d'impact sur le compte d'Exploitation, ces ajustements n'auront aucune incidence sur le Résultat ni sur le Bilan de l'exercice 2024 ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 octobre 2024 approuvant la clôture des comptes annuels de l'exercice 2023 et le versement du boni d'un montant de 950.000 euros à la Commune ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 mai 2025 approuvant la clôture des comptes annuels de l'exercice 2024 et le versement du boni d'un montant de 181.836,55 euros à la Commune ;

Considérant que le versement du Boni de l'exercice 2023 à la Commune pour un montant de 950.000 euros n' a été effectué qu'en 2025 ;

Considérant que le versement du Boni de l'exercice 2024 à la Commune pour un montant de 181.836,55 euros n' a été effectué qu'en 2025

DECIDE :

D'approuver les modifications demandées par le pouvoir de la Tutelle :

- D'inscrire le montant de 328.408,74 euros au code 666-90.2024 intitulé « Prélèvement du budget d'exploitation pour le budget patrimonial » en dépenses du budget d'Exploitation du Compte budgétaire 2024 ;
- D'inscrire le montant de 328.408,74 euros au code 766-90.2024 intitulé « Prélèvement du budget d'exploitation pour le budget patrimonial » en recettes du budget Patrimonial du Compte budgétaire 2024 ;

D'inscrire et imputer le montant de 950.000 euros au Code économique 694-01 intitulé « Transfert du résultat à la Commune » au budget 2025 de la Régie foncière ;

D'inscrire et imputer le montant de 181.836,55 euros au Code économique 694-01 intitulé « Transfert du résultat à la Commune » au budget 2025 de la Régie foncière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Grondregie – Afsluiting van de jaarrekeningen 2024 – Wijziging van de boekingen op de Begrotingsrekening – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het besluit van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor de Plaatselijke Besturen, van 21 augustus 2025 tot goedkeuring van de jaarrekeningen voor het dienstjaar 2024 van de Grondregie van Vorst, onder voorbehoud van de wijziging van begrotingsrekening met betrekking tot de economische codes;

- 666-90 genaamd « *Overboeking van de exploitatiebegroting naar de patrimoniale begroting* » in de uitgaven van de Exploitatiebegroting
- 766-90 genaamd « *Overboeking van de exploitatiebegroting naar de patrimoniale begroting* » in de ontvangsten van de Patrimoniale begroting;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 8 juli 2025 waarin de begroting 2025 van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werd goedgekeurd;

Overwegende dat een bedrag van 127.529,05 euro ten onrechte werd gecodeerd onder de codes 666-90 en 766-90, terwijl een bedrag van 328.408,74 euro werd toegewezen aan de code 435-13 genaamd « *Periodieke aflossing van leningen* »;

Overwegende dat het uitsluitend om budgettaire boekingen gaat en deze bovengenoemde economische codes geen verband houden met de algemene boekhouding en dat de aanpassingen die

zullen worden doorgevoerd enkel de begrotingsrekening betreffen;

Overwegende dat, in de boekhouding van de Grondregie, de terugbetaling van de schuld die enkel weerslag heeft op de balansrekeningen en niet op de kostenrekening en bijgevolg geen invloed heeft op de bedrijfsrekening, deze aanpassingen geen impact zullen hebben op het Resultatenrekening noch op de Balans van het dienstjaar 2024;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 oktober 2024 waarin de afsluiting van de jaarrekeningen van het dienstjaar 2023 van de Grondregie van Vorst en van de doorstorting van het overschot aan de Gemeente ten bedrage van 950.000 euro, werden goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2025 waarin de afsluiting van de jaarrekeningen van het dienstjaar 2024 van de Grondregie van Vorst en van de doorstorting van het overschot aan de Gemeente ten bedrage van 181.836,55 euro, werden goedgekeurd;

Overwegende dat de doorstorting van het overschot voor het dienstjaar 2023 aan de Gemeente ten bedrage van 950.000,00 euro pas in 2025 werd uitgevoerd;

Overwegende dat de doorstorting van het overschot voor het dienstjaar 2024 aan de Gemeente ten bedrage van 181.836,55 euro pas in 2025 werd uitgevoerd

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de door de toezichthoudende overheid gevraagde wijzigingen:

- Het bedrag van 328.408,74 euro op code 666-90.2024 genaamd « *Overboeking van de exploitatiebegroting naar de patrimoniale begroting* » in de uitgaven van de Exploitatiebegroting van de Begrotingsrekening 2024 in te schrijven;
- Het bedrag van 328.408,74 euro op code 766-90.2024 genaamd « *Overboeking van de exploitatiebegroting naar de patrimoniale begroting* » in de ontvangsten van de Patrimoniale begroting van de Begrotingsrekening 2024 in te schrijven;

Het bedrag van 950.000 euro op economische code 694-01 genaamd « *Overdracht van het resultaat aan de Gemeente* » van de begroting 2025 van de Grondregie in te schrijven en aan te rekenen;

Het bedrag van 181.836,55 euro op economische code 694-01 genaamd « *Overdracht van het resultaat aan de Gemeente* » van de begroting 2025 van de Grondregie in te schrijven en aan te rekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

---

53 **Propriétés communales - Logement - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte du rapport du réviseur d'entreprise sur les comptes de l'AISF au 31-12-2024 et des pièces justificatives – Autorisation liquidation solde subvention 2024.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal « Finances – Octroi et emploi des subventions – Règlement » en date du 21 juin 2016 ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 16 mars 2021, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2021;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise Groupe Audit Belgium mandaté par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur les comptes 2024 de l'AISF, daté du 31 octobre 2025 ;

Considérant que la subvention communale de fonctionnement 2024 à l'Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) s'élève à 83.167,16 euros dont 90 % lui ont été versés en 2024 en trois tranches de 18 793,71 euros, 31 106,56 euros et 24 950,15 euros;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement du solde de la subvention sur base de pièces justificatives soit :

- rapport annuel moral et financier ;
- comptes annuels présentés selon les modalités de la comptabilité des entreprises ;
- décompte des charges éligibles et du montant total du subside de la Région pour l'exercice qui fait l'objet du rapport ;
- tableau du personnel engagé par l'AISF reprenant le numéro de commission paritaire de l'employeur et le barème auquel est rémunéré chaque employé ;
- lorsque comptes annuels présentent un boni ou que les réserves ont été augmentées, un rapport sur la justification de ces boni, réserves et provisions ;

Considérant que la ligne 160/5 du bilan 2024 de l'AISF fait apparaître une augmentation des provisions pour risques et charges de 34 011 euros;

Vu le rapport explicatif comptable et financier qu'a produit l'AISF pour justifier l'augmentation des provisions pour risques et charges;

Considérant que l'augmentation des provisions est consécutif aux nouvelles directives de la Région en matière de provisions pour risque locatif (16,66 % des loyers bruts propriétaires en 2024 contre 10% en 2023), conformément à l'article 19 § 6 de l'arrêté susvisé;

Considérant que le compte de résultats fait apparaître une perte 3 121 euros à l'exercice 2024;

Considérant qu'il y a lieu de verser à l'AISF l'intégralité du solde de la subvention 2024 qui s'élève à 8 316,74 euros ;

Considérant que le crédit inscrit à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2025 est suffisant pour payer la totalité de ce solde

DECIDE :

De prendre acte du rapport du réviseur d'entreprise sur les comptes 2024 de l'AISF et des pièces justificatives de la subvention communale 2024 annexées à la présente décision;

De donner autorisation au Collège de liquider le solde du subside communal 2024 à l'AISF pour un montant de 8 316,74 euros inscrit à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2025, selon l'article 2 §2 de la convention de partenariat en annexe : « *Le solde est versé en année N+1, après examen du dossier de justificatifs prévu en 3 et réception du rapport du Réviseur d'entreprise mandaté par la Commune pour analyser les comptes de l'AISF* ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Gemeentelijke eigendommen – Huisvesting – Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van het verslag van de bedrijfsrevisor over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2024 en van de bewijsstukken – Toestemming uitbetaling saldo subsidie 2024.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad "Financiën - Toekenning en aanwending van subsidies - Reglement" van 21 juni 2016;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zijn zitting van 16 maart 2021 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2021;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium, aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, over de rekeningen 2024 van het SVKV van 31 oktober 2025;

Overwegende dat de gemeentelijke werkingssubsidie 2024 aan het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst (SVKV) 83.167,16 euro bedraagt, waarvan 90 % in 2024 werd betaald in drie gedeelten, nl. 18.793,71 euro, 31.106,56 euro en 24.950,15 euro;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst preciseert dat het saldo van de subsidie wordt uitbetaald op basis van bewijsstukken, zijnde :

- moreel en financieel jaarverslag;
- jaarrekeningen voorgesteld volgens de bepalingen met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen;
- een overzicht van de in aanmerking komende kosten en het totaalbedrag van de subsidie van het Gewest voor het door het verslag bestreken jaar;
- een tabel van het door het SVKV aangeworven personeel, met het nummer van het paritair comité van de werkgever en het barema volgens hetwelk iedere werknemer bezoldigd wordt;
- wanneer uit jaarrekeningen een overschot blijkt of wanneer de reserves zijn verhoogd, een verslag over de verantwoording van deze overschotten, reserves en provisies.

Overwegende dat in regel 160/5 van de balans 2024 van het SVKV een stijging van de voorzieningen voor risico's en kosten ten bedrage van 34.011 euro wordt vermeld;

Gelet op het boekhoudkundig en financieel toelichtend verslag dat het SVKV heeft opgesteld om de stijging van de voorzieningen voor risico's en kosten te rechtvaardigen;

Overwegende dat de stijging van de voorzieningen het gevolg is van de nieuwe richtlijnen van het Gewest inzake voorzieningen voor huurrisico's (16,66 % van de brutohuurinkomsten van eigenaars in 2024 tegenover 10 % in 2023), overeenkomstig artikel 19, §6 van het bovengenoemde besluit;

Overwegende dat de resultatenrekening een verlies van 3.121 euro vertoont voor het boekjaar 2024;

Overwegende dat het volledige saldo van de subsidie 2024, dat 8.316,74 euro bedraagt, aan het SVKV moet worden uitbetaald;

Overwegende dat het krediet, ingeschreven op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de

begroting 2025, volstaat om dit volledige saldo te betalen

BESLIST:

Kennis te nemen van het verslag van de bedrijfsrevisor over de rekeningen 2024 van het SVKV en van de bij deze beslissing gevoegde bewijsstukken voor de gemeentelijke subsidie 2024;

Toestemming aan het College te verlenen voor de betaling van het saldo van de gemeentelijke subsidie 2024 aan het SVKV voor een uitgave van 8.316,74 (achtduizend driehonderdzesentien euro en vierenzeventig cent) ingeschreven op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de begroting 2025, volgens artikel 2 § 2 van de samenwerkingsovereenkomst in bijlage : *“Het saldo wordt gestort in het jaar N+1 na analyse van het in punt 3 beschreven dossier met de bewijsstukken en ontvangst van het verslag van de bedrijfsrevisor die door de Gemeente wordt gemandateerd voor de analyse van de rekeningen van het SVKV”.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### IT - IT

#### 54 **Informatique – Convention de mandat n° CM1008 entre PARADIGM et l’Administration communale de Forest – Adhésion marché CSC2024.005.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre PARADIGM (CIRB) et l’Administration communale de Forest, basée sur l’article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l’article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L’Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l’attribution et à l’exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l’autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Considérant que l’administration communale de Forest a adhéré au marché 2019-010 pour les licences (software) et que celui-ci arrive à échéance ;

Considérant qu’il est indispensable pour le bon fonctionnement de l’administration d’adhérer au

nouveau marché CSC2024.005 pour les licences et ce pour une durée de 4 ans ;

DECIDE :

D'adhérer au nouveau marché CSC2024.005 proposé par PARADIGM.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Informatica – Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen Paradigm en het Gemeentebestuur van Vorst – Aansluiting bij de opdracht CSC2024.005.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen Paradigm (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat bepaalt dat het Gemeentebestuur van Vorst Paradigm aanstelt als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat Paradigm de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst toegetreden is tot de opdracht 2019-010 voor licenties (software) en dat deze afloopt;

Overwegende dat het voor de goede werking van het gemeentebestuur noodzakelijk is om aan te sluiten bij de opdracht CSC2024.005 voor de licenties, voor een periode van 4 jaar;

BESLIST

Aan te sluiten bij de nieuwe opdracht CSC2024.005 die aangeboden wordt door Paradigm.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*8 annexes / 8 bijlagen*

---

**55 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Divers services communaux (écoles) – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2025 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'ENSEIGNEMENT NEERLANDOPHONE 7202/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
1	Ergotron Cart charge (DM40-2008-2)	2.376,00 euros	ECONOCOM
10	ARTICONA HDMI Cable 5m (7680c4320 (4669549)	84,90 euros	BECHTLE
2	Orbid23007-5-NETGEAR-INSIGHTPRO-DEVIS1252243	5.994,00 euros	ORBID
4	Imprimantes (devis en annexe)	7.423,14 euros	KONICA
TOTAL		15.878,04 euros	
TOTAL +TVA		19.212,43 euros	
3%		576,38 euros	IRISTEAM
TOTAL +TVA + 3%		19.788,80 euros	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025;

Pour le service de l'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE 7201/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
13	IPAD 11 WIFI 128GB	3.954,73 euros	ECONOCOM

13	Licences JAMF	312,00 euros	ECONOCOM
10	Apple Pencil 1	845,80 euros	ECONOCOM
13	Power adapter Apple	230,88 euros	ECONOCOM
8	Tempered Glass Screen Protector	85,20 euros	ECONOCOM
10	OtterBox Defender	639,50 euros	ECONOCOM
21	HP EliteBook 6 G1	10.069,50 euros	ECONOCOM
1	Ergotron Cart charge (DM40-2008-2)	2.376,00 euros	ECONOCOM
8	Imprimantes (devis en annexe)	20.975,24 euros	KONICA
TOTAL		39.488,85 euros	
TOTAL +TVA		47.781,51 euros	
3%		1.433,44 euros	IRISTEAM
TOTAL +TVA + 3%		49.214,95 euros	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Pour le service de l'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE 7201/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
1	Pen TBI (TP2511-046)	15,00 euros	REDCORP
9	DELOCK Adapter Stereo Jack 5 (N0172536)	31,50 euros	REDCORP
TOTAL		46,50 euros	
TOTAL +TVA		56,27 euros	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 novembre 2025 : De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes Bechtle, Orbid, Konica, Econocom, Redcorp et Iristeam ; D'inscrire la dépense de 19.788,80 euros (TVAC) à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour acquisition de matériel informatique ; D'inscrire la dépense de 49.271,22 euros (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour acquisition de matériel informatique ; De financer les dépenses aux articles 7202/742-53/15 et 7201/742-53/15 par un subside

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 novembre 2025 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes Bechtle, Orbid, Konica, Econocom, Redcorp et Iristeam ;

D'inscrire la dépense de 19.788,80 euros (TVAC) à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour acquisition de matériel informatique ;

D'inscrire la dépense de 49.271,22 euros (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour acquisition de matériel informatique ;

De financer les dépenses aux articles 7202/742-53/15 et 7201/742-53/15 par un subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Verschillende gemeentediensten (scholen) – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2025;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst NEDERLANDSTALIG ONDERWIJS 7202/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
1	Ergotron Cart charge (DM40-2008-2)	2.376,00 euro	ECONOCOM
10	ARTICONA HDMI Cable 5m (7680c4320 (4669549))	84,90 euro	BECHTLE

2	Orbid23007-5-NETGEAR-INSIGHTPRO-DEVIS1252243	5.994,00 euro	ORBID
4	Printers (prijsofgave als bijlage)	7.423,14 euro	KONICA
TOTAAL		15.878,04 euro	
TOTAAL incl. btw		19.212,43 euro	
3%		576,38 euro	IRISTEAM
TOTAAL incl. btw + 3%		19.788,80 euro	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-aankopen op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Voor de dienst FRANSTALIG ONDERWIJS 7201/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
13	IPAD 11 WIFI 128GB	3.954,73 euro	ECONOCOM
13	JAMF-licenties	312,00 euro	ECONOCOM
10	Apple Pencil 1	845,80 euro	ECONOCOM
13	Power adapter Apple	230,88 euro	ECONOCOM
8	Tempered Glass Screen Protector	85,20 euro	ECONOCOM
10	OtterBox Defender	639,50 euro	ECONOCOM
21	HP EliteBook 6 G1	10.069,50 euro	ECONOCOM
1	Ergotron Cart charge (DM40-2008-2)	2.376,00 euro	ECONOCOM
8	Printers (prijsofgave als bijlage)	20.975,24 euro	KONICA
TOTAAL		39.488,85 euro	
TOTAAL incl. btw		47.781,51 euro	
3%		1.433,44 euro	IRISTEAM
TOTAAL incl. btw + 3%		49.214,95 euro	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Voor de dienst FRANSTALIG ONDERWIJS 7201/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
1	Pen TBI (TP2511-046)	15,00 euro	REDCORP
9	DELOCK Adapter Stereo Jack 5 (N0172536)	31,50 euro	REDCORP
TOTAAL		46,50 euro	
TOTAAL incl. btw		56,27 euro	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025: PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Bechtle, Orbid, Konica, Econocom, Redcorp en Iristeam; De uitgave van 19.788,80 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgave van 49.271,22 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgaven op de artikelen 7202/742-53/15 en 7201/742-53/15 te financieren door een subsidie

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Bechtle, Orbid, Konica, Econocom, Redcorp en Iristeam;

De uitgave van 19.788,80 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgave van 49.271,22 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgaven op de artikelen 7202/742-53/15 en 7201/742-53/15 te financieren door een subsidie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## 56 Informatique – Acquisition de matériel informatique – Désignation – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieure ;

Vu la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1°, d), ii) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'ActivPanels pour diverses écoles de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécialisé de la commune au cours de l'année 2024-2025 ;

Considérant que les écoles sont déjà équipées par ce type de matériel et que le personnel enseignant a été formé pour celui-ci ;

Vu l'offre régulière et conforme de la S.A. KOESIO BELGIQUE, rue des Aises 5, 6060 Charleroi, B.C.E. 0437.838.895 ;

Considérant que ces fournitures ne peuvent être livrées que par la S.A. KOESIO BELGIQUE pour les raisons techniques suivantes : les nouveaux ActivPanels doivent être compatibles avec les ActivPanels existants et entretenus par le même adjudicataire ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 7201/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2025

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 novembre 2025 :

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42 § 1er, 1°, d), ii) de la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics ;

De désigner la société S.A. KOESIO BELGIQUE pour l'acquisition d'ActivPanels pour diverses écoles de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécialisé de la commune au cours de l'année 2025-2026 ;

D'inscrire la dépense de 22.999,68 euros TVAC à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2025 et de financer ces dépenses par subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Informatica – Aankoop van informaticamateriaal – Aanstelling – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1<sup>o</sup>, d), ii);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is ActivPanels aan te kopen voor verschillende scholen van het basis- en het bijzonder onderwijs van de gemeente in de loop van schooljaar 2024-2025;

Overwegende dat de scholen reeds met dit soort materiaal zijn uitgerust en het onderwijzend personeel ervoor is opgeleid;

Gelet op de regelmatige en conforme offerte van de nv KOESIO BELGIQUE, rue des Aises 5, 6060 Charleroi, KBO 0437.838.895;

Overwegende dat deze leveringen enkel verricht kunnen worden door de nv KOESIO BELGIQUE om de volgende technische redenen: de nieuwe ActivPanels moeten compatibel zijn met de huidige ActivPanels die door dezelfde opdrachtnemer onderhouden worden;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op begrotingsartikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025:

De opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42 §1, 1<sup>o</sup>, d), ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

De nv KOESIO BELGIQUE aan te stellen voor de aankoop van ActivPanels voor verschillende scholen van het basis- en het bijzonder onderwijs van de gemeente in de loop van schooljaar 2025-2026;

De uitgave van 22.999,68 euro incl. btw in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025 en deze uitgaven te financieren door een subsidie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## **EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT**

### **Instruction publique - Openbaar onderwijs**

#### **57 Instruction publique – Académie – Instruments de musique – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant la nécessité de renouveler le parc d'instruments de l'Académie ;

Considérant le descriptif technique relatif au marché « Instruments de musique » établi par le service de l'Instruction publique, joint en annexe ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 19.307 euros TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché en tant que marché public de faible montant ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 734/744-51/96 (financement par subside) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du treize novembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Instruments de musique » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.307 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 734/744-51/96 (financement par subside) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du treize novembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Instruments de musique » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.307 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 734/744-51/96 (financement par subside) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Openbaar onderwijs – Academie – Muziekinstrumenten – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de

gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de noodzaak om de instrumenten van de Academie te vernieuwen;

Overwegende de technische beschrijving met betrekking tot de opdracht "Muziekinstrumenten" opgesteld door de dienst Openbaar Onderwijs, als bijlage;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 19.307 euro incl. btw;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen als overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op begrotingsartikel 734/744-51/96 (financiering door subsidie) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van dertien november 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Muziekinstrumenten" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 19.307 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 734/744-51/96 (financiering door subsidie) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van dertien november 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Muziekinstrumenten" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 19.307 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 734/744-51/96 (financiering door subsidie) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

58 **Instruction publique – Contrat d’objectifs de l’école communale forestoise Les Bruyères issu de la vague 2– Approbation de l’adaptation du contrat d’objectifs**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l’article 67 du Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le Décret du 13 septembre 2018 ;

Considérant que chaque établissement est tenu d’élaborer un Plan de pilotage et de contractualiser un contrat d’objectifs en cohérence avec son projet d’établissement ;

Considérant que durant l’évaluation intermédiaire l’école Les Bruyères, Rue Jef Devos 55 à 1190 Forest, a adapté son contrat d’objectifs ;

Considérant qu’il s’agit d’une avancée dans le mode de gouvernance des établissements scolaires, s’inscrivant dans la lignée du Pacte pour un enseignement d’excellence, visant e. a. à renforcer l’autonomie des établissements ;

Considérant que l’école communale forestoise des Bruyères fait partie de la « vague 2 » et que le Délégué au contrat d’objectifs a émis une adaptation concernant son contrat d’objectifs ;

Considérant que les modifications contrat d’objectifs ont été apportées par l’équipe éducative de l’école concernée ;

Considérant que l’adaptation du contrat d’objectifs doit être transmis, après approbation du Conseil communal, au Délégué au contrats d’objectifs pour le 01 décembre 2025 par l’intermédiaire de l’application « Pilotage » développée par l’ETNIC ;

Considérant qu’une fois approuvé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l’adaptation du contrat d’objectifs constitue un nouveau contrat conclu entre l’établissement et le Gouvernement pour une durée de 3 ans ;

Considérant le tableau de synthèse suivant :

<b>Ecole</b>	<b>Direction</b>	<b>Date du Conseil de participation et avis</b>	<b>Date de la COPALOC et avis</b>
Ecole Les Bruyères Rue Jef Devos 55 1190 Forest Bassin de Bruxelles N°FASE 235	Mme C. Boelaert	10 octobre 2025  Avis favorable	03 novembre 2025  Avis favorable

DECIDE :

D’approuver l’adaptation du contrat d’objectifs ci-joint en annexe de l’école suivante :

- Ecole communale fondamentale Les Bruyères, Rue Jef Devos 55 à 1190 Forest ;

De transmettre cette adaptation au contrat d’objectifs au DCO pour le 01 décembre 2025 par

l'intermédiaire de l'application « Pilotage » développée par l'ETNIC.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

## **Openbaar onderwijs – Doelstellingenovereenkomst van de Vorstse gemeenteschool Les Bruyères uit golf 2 – Goedkeuring van de aanpassing van de doelstellingenovereenkomst**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikel 67 van het Decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs bepaalt en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 september 2018;

Overwegende dat elke instelling verplicht is een sturingsplan op te stellen en een doelstellingenovereenkomst af te sluiten die aansluit bij haar onderwijsproject;

Overwegende dat de gemeenteschool Les Bruyères, Jef Devosstraat 55, 1190 Vorst, bij de tussentijdse evaluatie haar doelstellingenovereenkomst heeft aangepast;

Overwegende dat dit een stap voorwaarts is in de bestuurswijze van de scholen, die kadert in de lijn van het Pact voor excellentieonderwijs, o.a. met het oog op het versterken van de autonomie van deze inrichtingen;

Overwegende dat de Vorstse gemeenteschool Les Bruyères deel uitmaakt van 'golf 2' en dat de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst een aanpassing heeft uitgebracht met betrekking tot de doelstellingenovereenkomst ;

Overwegende dat de wijzigingen aan de doelstellingenovereenkomst werden aangebracht door het educatieve team van de betrokken school;

Overwegende dat de aangepaste doelstellingenovereenkomst, na goedkeuring door de Gemeenteraad, tegen 1 december 2025 moet worden overgemaakt aan de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomsten via de applicatie "Pilotage" ontwikkeld door ETNIC;

Overwegende dat de aangepaste doelstellingenovereenkomst na goedkeuring door de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel een nieuwe overeenkomst vormt, afgesloten tussen de instelling en de Regering, voor een duur van 3 jaar;

Overwegende onderstaand overzicht:

<b>School</b>	<b>Directie</b>	<b>Datum participatieraad en advies</b>	<b>Datum COPALOC/PLA PACO en advies</b>
School Les Bruyères Jef Devosstraat 55 1190 Vorst Bassin de Bruxelles NR. FASE 235	Mevr. C. Boelaert	10 oktober 2025  Gunstig advies	3 november 2025  Gunstig advies

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde aangepaste doelstellingenovereenkomst van de volgende school:

- Gemeentelijke basisschool Les Bruyères – Jef Devosstraat 55 – 1190 Vorst;

Deze aanpassing van de doelstellingenovereenkomst tegen 1 december 2025 over te maken aan de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomsten via de applicatie “Pilotage” ontwikkeld door ETNIC.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 59 **Marchés publics – Approbation de l’avenant 9 du marché « 2003-2004-S-XXX – Hôtel communal de Forest : Mission d’auteur de Projet de rénovation et restauration – Adaptation des honoraires d’architecte liée à l’évolution du montant des travaux (marché basé sur la norme déontologique n°2) » – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 §3 et 123, 5° relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 13 et suivants , et ses arrêts royaux d’exécution ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/ Services complémentaires) ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 juillet 2016 relative à l’attribution du marché “Restauration et rénovation de l’Hôtel communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure” à la société Bam Galère, Rue Joseph Dupont 73 à 4000 Chaudfontaine, pour le montant d’offre contrôlé de 11.492.417,01 euros HTVA ou 13.905.824,58 euros, 21% TVAC ou 13.920.000 euros, 21% TVA et révision des prix comprises ; que ce montant est porté, suite aux différents avenants approuvés, à 17.665.789,76 euros HTVA soit 21.375.605,61 euros, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 2 décembre 2021 relative à l'attribution du

marché “Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III : aménagement des combles” à Bam Galère, Rue Joseph Dupont 73 à 4053 Chaudfontaine pour le montant d'offre contrôlé de euros 3.129.057,32 HTVA ou euros 3.786.159,36, 21% TVAC; que ce montant est porté, suite aux avenants approuvés, à 3.615.490,41 52099 HTVA soit 4.374.743.40 euros, 21% TVAC ;

Considérant qu'actuellement le montant des travaux de trois premières phases de rénovation et restauration de l'hôtel communal de Forest s'élève à 28.116.049,93 euros HTVA ou 34.020.420,42 euros 21% TVA (Phases 1 à 3) ;

Considérant que conformément au cahier spécial des charges 2003-2004-S-XXX ayant pour objet « Hôtel communal : mission d'auteur de projet concernant la rénovation de l'hôtel communal » et ses 6 avenants, les phases suivantes des travaux doivent encore être exécutés : l'installation du paratonnerre, la mise en lumière extérieure, l'aménagement des abords qui sont estimés à 2.050.000euros HTVA, soit à 2.480.500 euros TVAC ce qui porte l'estimation totale des travaux à 29.981.540,34 euros HTVA ou 36.277.663,81 euros, 21% TVA inclus (Phases 1 à 7) ;

Considérant que deux campagnes de sondages ont été réalisées en 2005 et 2008 afin d'identifier les matériaux et réaliser les prototypes de restauration pour un montant total de 120.928,87 euros HTVA, soit 146.323,93 euros TVAC :

- les sondages n° 1 en 2005 : 58.260,87 euros HTVA, soit 70.495,65 euros TVAC
- les sondages n° 2 en 2008 : 62.668 euros HTVA, soit 75.828,28 euros TVAC ;

Considérant que les montants relatifs à l'exécution de ces deux campagnes de sondages ont été liquidés sur le bon de commande de l'auteur de projet ; que ces montants doivent être déduits des montants des honoraires perçus par l'auteur de projet ;

Considérant que les honoraires de suivi des deux campagnes de sondages s'élèvent à un montant total de 18.139,33 euros HTVA, soit 21.948,59 euros TVAC :

- les honoraires de suivi de sondages n° 1 : 8.739,13 euros HTVA soit 10.574,35 euros TVAC
- les honoraires de suivi de sondages n° 2 : 9.400,20 euros HTVA soit 11.374,24 euros TVAC ;

Considérant que les mesures conservatoires pour stabiliser des lucarnes du bâtiment ont été réalisés en 2008 pour un montant de 35.603,45 euros HTVA, soit 43.080,17 euros TVAC ; que le montant d'honoraires de suivi de ces mesures s'élève à 5.238,59 euros HTVA, soit 6.338,69 euros TVAC ; que ces honoraires doivent être comptabilisés dans le montant global des honoraires ;

Considérant que dès lors le montant global des honoraires de l'architecte liés aux sondages et mesures d'urgences est de 23.377,92 euros HTVA, soit 28.287,28 euros TVAC ; que ces honoraires doivent être comptabilisés dans le montant global des honoraires de l'architecte ;

Considérant que les honoraires des ingénieurs sont calculés séparément et plafonnés au taux de la FABI conformément à l'article 2 du Cahier Spécial des Charges 2003-2004-S-XXX à l'exception des honoraires de l'ingénieurs de stabilité et techniques spéciales pour la phase 3 Aménagement des combles qui sont inclus dans dans le montant forfaitaire des honoraires conformément à l'avenant 3 ;

Considérant que les honoraires de l'ingénieur de stabilité sont calculés sur base du taux de la FABI, S classe 3 ; que ces honoraires s'élèvent pour la phase 1 et 2 à 59.040 euros HTVA soit 71.438,40 euros TVAC ;

Considérant que les honoraires de l'ingénieur de techniques spéciales sont calculés sur base du taux de la FABI, E classe 2 ; que ces honoraires s'élèvent pour la phase 1 et 2 à 95.040 euros HTVA, soit 114.998,40 euros TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 25 février 2021 relative à la résiliation des 3 lots du marché 2018-S-022 « Hôtel Communal de Forest : Etudes de mise en lumière de l'intérieur

du bâtiment (3 lots) » confiés à la SRL Light to light, Avenue des Alouettes 8 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, par application des mesures d'office ;

Considérant qu'afin de palier à l'absence du spécialiste de l'éclairage et finaliser le chantier en cours de restauration et de rénovation de l'Hôtel communal (phase 2), il est indispensable de faire appel à un spécialiste de l'éclairage ; que ses prestations en régie sont actuellement estimées à 6.000 euros HTVA, soit 7.260 euros TVAC ;

Considérant qu'afin de pouvoir rencontrer les exigences du SIAMU imposés pour la phase 3 Aménagement des combles, il est impératif de faire appel aux spécialistes de la prévention d'incendie et désenfumage ; que les honoraires en régie du spécialiste de désenfumage s'élève actuellement à 19.320 euros HTVA, soit 23.415,84 euros TVAC ; que les honoraires en régie du spécialiste de la prévention d'incendie s'élève actuellement à 10.229,04 euros HTVA, soit 12.397,60 euros TVAC ;

Considérant qu'il est nécessaire de contrôler les performances acoustiques et d'éclairage des espaces aménagés dans les combles de l'hôtel communal ; que les honoraires de l'acousticien s'élève actuellement à 6.900 euros HTVA, soit 8.362,80 euros TVAC et les honoraires du spécialiste de lumière s'élève actuellement à 1.150 euros HTVA, soit 1.393,80 euros TVAC ;

Considérant que l'estimation du montant total des honoraires des différents ingénieurs a été revu à la baisse pour les phases 1 à 3 et s'élève actuellement à 197.679,04 euros HTVA soit 239.191,64 euros TVAC ;

Considérant qu'il convient dès lors de procéder à l'adaptation des honoraires d'architecte liée à l'évolution du montant global des travaux de rénovation et d'aménagement sur base du point 7 du chapitre 1 du cahier spécial des charges du marché de services 2003-2004-S-XXX relatif au mode de détermination des honoraires dus à l'auteur de projet ayant pour fondement la norme déontologique de l'Ordre des Architectes de Belgique, catégorie 5, soit un pourcentage dégressif de 15% à 9% selon le montant des travaux ;

Considérant que l'estimation des honoraires de l'auteur de projet relatif aux sondages, mesures d'urgences et travaux (Phases 1 à 3) 28.272.582,25 euros HTVA ou 34.209.824,52 euros 21% TVA inclus s'élève à 3.529.679,25 euros HTVA, soit à 4.270.911,90 euros TVAC ;

Considérant que le montant d'honoraires déjà engagé s'élève à 3.180.727,27 euros HTVA, soit à 3.848.680 euros TVAC ;

Considérant que le montant d'honoraires restant s'élève à 348.951,98 euros HTVA, soit à 422.231,90 euros TVAC ;

Considérant qu'un montant de 220.000 euros est inscrit à l'article budgétaire 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 afin de prendre en charge l'adaptation de ces honoraires ;

Considérant que le solde d'honoraires sera inscrit au budget 2026 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 30 octobre 2025 faisant choix d'approuver l'avenant 9 du marché « 2003-2004-S-XXX - Hôtel communal de Forest : Mission d'Auteur de Projet de rénovation et restauration », d'adapter le montant d'honoraires du bureau d'architectes Origin lié à l'évolution du montant global des travaux de rénovation et d'aménagement de l'Hôtel Communal et d'inscrire la dépense de 220.000 euros à l'article budgétaire 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, le solde d'honoraires sera inscrit au budget 2026 et de la financer par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 30 octobre 2025 faisant choix d'approuver l'avenant 9 du marché « 2003-2004-S-XXX - Hôtel communal de Forest : Mission d'Auteur de Projet de rénovation et restauration », d'adapter le montant d'honoraires du bureau d'architectes Origin lié à l'évolution du montant global des travaux de rénovation et d'aménagement de l'Hôtel Communal et d'inscrire la dépense de 220.000 euros à l'article budgétaire 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et le solde d'honoraires sera inscrit au budget 2026 et de la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 9 van de opdracht “2003-2004-S-XXX - Gemeentehuis van Vorst: Opdracht van projectontwerper voor renovatie en restauratie – Aanpassing van de erelonen van architect die gepaard gaat met de evolutie van het bedrag van de werkzaamheden (opdracht gebaseerd op deontologische norm nr. 2)” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikelen 13 en volgende, alsook haar koninklijke uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juli 2016 betreffende de gunning van de opdracht “Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil” aan Bam Galère, rue Joseph Dupont 73 te 4000 Chaudfontaine voor het gecontroleerde offertebedrag van 11.492.417,01 euro excl. BTW of 13.905.824,58 euro, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen; dat, ingevolge de verschillende goedgekeurde aanhangsels, dit bedrag wordt gebracht op 17.665.789,76 euro excl. BTW of 21.375.605,61 euro, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 december 2021 betreffende de gunning van de opdracht “Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichting van de zolderverdieping” aan Bam Galère, Rue Joseph Dupont 73 te 4053 Chaudfontaine, voor het gecontroleerde offertebedrag van 3.129.057,32 euro excl. BTW of 3.786.159,36 euro, 21% BTW inbegrepen; dat, ingevolge de goedgekeurde aanhangsels, dit bedrag wordt gebracht op 3.615.490,41 euro excl. BTW of 4.374.743,40 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag van de werken van de eerste drie fasen van de renovatie en de restauratie van het gemeentehuis van Vorst momenteel 28.116.049,93 euro excl. BTW, of 34.020.420,42 euro incl. BTW (Fasen 1 tot 3) bedraagt;

Overwegende dat conform het bijzondere bestek 2003-2004-S-XXX met als voorwerp “Gemeentehuis: opdracht van projectontwerper voor de renovatie van het gemeentehuis” en de 6

aanhangsels, de volgende fasen van de werkzaamheden nog moeten worden uitgevoerd: de installatie van de bliksemafleider, de plaatsing van buitenverlichting en de inrichting van de omgeving; ze worden geraamd op 2.050.000 euro excl. BTW, zijnde 2.480.500 euro incl. BTW, wat de totale raming van de werken brengt op 29.981.540,34 euro excl. BTW of 36.277.663,81 euro, 21% BTW inbegrepen (Fasen 1 tot 7);

Overwegende dat er twee reeksen sonderingen werden uitgevoerd in 2005 en 2008 om de materialen te identificeren en restauratieprototypes te produceren voor een totaalbedrag van 120.928,87 euro excl. BTW, zijnde 146.323,93 euro incl. BTW:

- reeks nr. 1 in 2005: 58.260,87 euro excl. BTW, of 70.495,65 euro incl. BTW
- reeks nr. 2 in 2008: 62.668 euro excl. BTW, of 75.828,28 euro incl. BTW;

Overwegende dat de bedragen met betrekking tot de uitvoering van deze twee reeksen sonderingen werden verrekend op de bestelbon van de projectontwerper; dat deze bedragen in mindering moeten worden gebracht op de bedragen van de erelonen van de projectontwerper;

Overwegende dat de erelonen voor de opvolging van de twee reeksen sonderingen in totaal 18.139,33 euro excl. BTW bedragen, zijnde 21.948,59 euro BTW inbegrepen:

- erelonen voor de opvolging van reeks nr. 1: 8.739,13 euro excl. BTW, of 10.574,35 euro incl. BTW
- erelonen voor de opvolging van reeks nr. 2: 9.400,20 euro excl. BTW, of 11.374,24 euro incl. BTW;

Overwegende dat de instandhoudingsmaatregelen voor het stabiliseren van de dakkapellen van het gebouw in 2008 zijn uitgevoerd voor een bedrag van 35.603,45 euro excl. BTW, zijnde 43.080,17 euro incl. BTW; dat de erelonen voor de opvolging van deze maatregelen 5.238,59 euro excl. BTW, zijnde 6.338,69 euro incl. BTW bedragen; dat deze erelonen in het totaalbedrag van de erelonen moeten worden opgenomen;

Overwegende dat het totaalbedrag van de erelonen van de architect voor de sonderingen en de dringende maatregelen 23.377,92 euro excl. BTW bedraagt, zijnde 28.287,28 euro incl. BTW; dat deze erelonen in het totaalbedrag van de erelonen van de architect moeten worden opgenomen;

Overwegende dat de erelonen van de ingenieurs afzonderlijk worden berekend en beperkt tot het FABI-tarief overeenkomstig artikel 2 van het bijzonder bestek 2003-2004-S-XXX met uitzondering van de erelonen van de stabiliteitsingenieur en de ingenieur speciale technieken voor fase 3, de inrichting van de zolderverdieping, die inbegrepen zijn in de forfaitaire erelonen overeenkomstig aanhangsel 3;

Overwegende dat de erelonen van de stabiliteitsingenieur berekend worden op basis van het FABI-tarief, S klasse 3; dat deze erelonen voor fase 1 en 2 59.040 euro excl. BTW bedragen, zijnde 71.438,40 euro incl. BTW;

Overwegende dat de erelonen van de ingenieur speciale technieken worden berekend op basis van het FABI-tarief, E klasse 2; dat deze erelonen voor fase 1 en 2 95.040 euro excl. BTW bedragen, zijnde 114.998,40 euro incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 februari 2021 betreffende de opzegging van de 3 percelen van opdracht 2018-S-022 "Gemeentehuis van Vorst: Studies voor de plaatsing van verlichting aan de binnenkant van het gebouw (3 percelen)" toevertrouwd aan de bv Light to Light, Leeuwerikenlaan 8 in 1150 Sint-Pieters-Woluwe, door toepassing van ambtshalve maatregelen;

Overwegende dat er om de afwezigheid van de verlichtingsspecialist op te vangen en de lopende restauratie- en renovatiewerkzaamheden aan het Gemeentehuis (fase 2) af te ronden, een beroep moet

worden gedaan op een verlichtingsspecialist; dat diens prestaties in regie momenteel worden geraamd op 6.000 euro excl. BTW, zijnde 7.260 euro incl. BTW;

Overwegende dat het om te voldoen aan de eisen van de DBDMH opgelegd voor fase 3, de inrichting van de zolderruimte, noodzakelijk is om een beroep te doen op specialisten in brandpreventie en rookafvoer; dat de erelonen van de specialist in rookafvoer momenteel worden geraamd op 19.320 euro excl. BTW, zijnde 23.415,84 euro incl. BTW; dat de erelonen in regie van de specialist in brandpreventie momenteel 10.229,04 euro excl. BTW bedraagt, zijnde 12.397,60 euro incl. BTW;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de akoestische prestaties en de verlichting van de ruimten op de zolder van het gemeentehuis te controleren; dat de erelonen van de akoestisch ingenieur momenteel 6.900 euro excl. BTW bedragen, zijnde 8.362,80 euro incl. BTW, en dat de erelonen van de lichtspecialist momenteel 1.150 euro excl. BTW bedragen, zijnde 1.393,80 euro incl. BTW;

Overwegende dat het totaalbedrag van de erelonen voor de verschillende ingenieurs voor de fasen 1 tot 3 werd verlaagd en momenteel wordt geraamd op 197.679,04 euro excl. BTW, zijnde 239.191,64 euro incl. BTW;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is over te gaan tot de aanpassing van de erelonen van architect die gepaard gaat met de evolutie van het globale bedrag van de renovatie- en inrichtingswerken op basis van punt 7 van hoofdstuk 1 van het bijzondere bestek van de opdracht voor diensten 2003-2004-S-XXX betreffende de wijze van vaststelling van de erelonen verschuldigd aan de projectontwerper met als grondslag de deontologische norm van de Orde van Architecten van België, categorie 5, namelijk een degressief percentage van 15% naar 9% volgens het bedrag van de werkzaamheden;

Overwegende dat de raming van de erelonen van de projectontwerper met betrekking tot de sonderingen, dringende maatregelen en werkzaamheden (Fasen 1 tot 3) ten bedrage van 28.272.582,25 euro excl. BTW of 34.209.824,52 euro, 21% BTW inbegrepen, 3.529.679,25 euro excl. BTW, zijnde 4.270.911,90 euro incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat er reeds een bedrag aan erelonen van 3.180.727,27 euro excl. BTW, zijnde 3.848.680 euro incl. BTW vastgelegd werd;

Overwegende dat het overige bedrag aan erelonen 348.951,98 euro excl. BTW, zijnde 422.231,90 euro incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat er een bedrag van 220.000 euro ingeschreven is op begrotingsartikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 om de aanpassing van deze erelonen ten laste te nemen;

Overwegende dat het saldo van de erelonen zal worden ingeschreven op de begroting 2026;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 9 van de opdracht "2003-2004-S-XXX - Gemeentehuis van Vorst: Opdracht van projectontwerper renovatie en restauratie" en het bedrag aan erelonen van het architectenbureau Origin dat gepaard gaat met de evolutie van het totaalbedrag van de renovatie- en inrichtingswerken aan het Gemeentehuis, aan te passen; de uitgave van 220.000 euro in te schrijven op begrotingsartikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, het saldo van de erelonen in te schrijven op begroting 2026, en de uitgave te financieren door een lening

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober

2025 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 9 van de opdracht “2003-2004-S-XXX - Gemeentehuis van Vorst: Opdracht van projectontwerper renovatie en restauratie” en het bedrag aan erelonen van het architectenbureau Origin dat gepaard gaat met de evolutie van het totaalbedrag van de renovatie- en inrichtingswerken aan het Gemeentehuis, aan te passen; de uitgave van 220.000 euro in te schrijven op begrotingsartikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, het saldo van de erelonen in te schrijven op begroting 2026 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

60 **Marchés publics – MP-2024-T-017 – Bertelson : réaménagement du stade – Revu du mode de financement (correction de l’article de recette relatif au prêt FRBRTC).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du Conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l’ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil du 10 septembre 2024 relative à l’approbation des conditions et du mode de passation du marché MP-2024-T-017 « Bertelson : réaménagement du stade » ;

Vu la décision du Conseil : 19 novembre 2024 relative au revu de l’estimation du marché et du mode de financement ;

Vu la décision du Collège du 12 décembre 2024 (47051) relative à l’attribution du marché ;

Vu la décision du Collège du 8 octobre 2025 (51090) relative à l’affermissement de la tranche conditionnelle ;

Considérant que le marché “Bertelson : réaménagement du stade” a été attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit Lesuco, Rue

des Praules, 11 à 5030 Gembloux pour le montant d'offre contrôlé de € 3.483.914,11 HTVA ou € 4.215.536,07, 21% TVAC. Le montant d'attribution est réparti comme suit :

- Tranche ferme : Travaux de réaménagement hors équipements d'athlétisme, éclairage, ferronneries et une partie des gradins en béton  
Montant d'attribution : € 2.624.571,42 HTVA ou € 3.175.731,42, 21% TVAC, soit € 3.493.304,56 TTC ;
- Tranche conditionnelle : Réalisation d'équipements d'athlétisme, d'éclairage, de ferronneries et d'une partie des gradins en béton  
Montant d'attribution : € 859.342,69 HTVA ou € 1.039.804,65, 21% TVAC, soit € 1.143.785,12 TTC ;

Considérant que le mode de financement de la tranche ferme est un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux accordé dans le cadre du plan triennal d'investissements 2022-2024 d'un montant de € 2.086.000,00 ainsi qu'un prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) d'un montant de € 1.407.304,56 ;

Considérant que le mode de financement de la tranche conditionnelle est un prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) d'un montant de € 1.143.809,14 ;

Considérant qu'en ce qui concerne le prêt du FRBRTC, la MB n°99 de 2024 a corrigé l'article de recette et remplacé le code économique ../665-52/... « Subside en capital de l'autorité supérieure » par ../961-51/... « Emprunts à charge de la Commune » ;

Considérant dès lors que dans les délibérations du Conseil des 10 septembre 2024 et 19 novembre 2024 ainsi que dans les décisions du Collège des 12 décembre 2024 et 8 octobre 2025, il y a lieu de corriger l'article de recette relatif au prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) en remplaçant l'article 764/665-52/64 par 764/961-51/79

DECIDE:

Art 1: De corriger l'article de recette relatif au prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) dans les délibérations du Conseil des 10 septembre 2024 et 19 novembre 2024 ainsi que dans les décisions du Collège des 12 décembre 2024 et 8 octobre 2025 en remplaçant l'article 764/665-52/64 par 764/961-51/79.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2024-T-017 – Bertelson: herinrichting van het stadion – Herziening van de financieringswijze (correctie van het artikel van ontvangsten uit de lening van het BGHGT).**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Raad van 10 september 2024 met betrekking tot de goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht “MP-2024-T-017 – Bertelson: herinrichting van het stadion”;

Gelet op de beslissing van de Raad: 19 november 2024 betreffende de herziening van de raming van de opdracht en de financieringswijze;

Gelet op de beslissing van het College van 12 december 2024 (47051) betreffende de gunning van de opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van 8 oktober 2025 (51090) met betrekking tot de bevestiging van het voorwaardelijke gedeelte;

Overwegende dat de opdracht “Bertelson: herinrichting van het stadion” gegund werd aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, namelijk Lesuco, Rue des Praules 11 in 5030 Gembloux, voor het gecontroleerde bedrag van 3.483.914,11 euro excl. BTW of 4.215.536,07 euro, incl. 21% BTW. Het gunningsbedrag is als volgt verdeeld:

- Vast gedeelte: Herinrichtingswerken buiten atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes  
Gunningsbedrag: 2.624.571,42 € excl. BTW of 3.175.731,42 € incl. 21% BTW, zijnde 3.493.304,56 € alle heffingen inbegrepen
- Voorwaardelijk gedeelte: Uitvoering atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes  
Gunningsbedrag: 859.342,69 € excl. BTW of 1.039.804,65 € incl. 21% BTW, zijnde 1.143.785,12 € alle heffingen inbegrepen.

Overwegende dat de financieringswijze van het vaste gedeelte bestaat in een subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen die wordt toegekend in het kader van het driejarig investeringsplan 2022-2024 ten bedrage van 2.086.000,00 euro alsook een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) ten bedrage van 1.407.304,56 euro;

Overwegende dat de financieringswijze van het voorwaardelijke gedeelte bestaat in een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) ten bedrage van 1.143.809,14 euro;

Overwegende dat wat de lening van het BGHGT betreft, de BW nr. 99 van 2024 het artikel van ontvangsten heeft gecorrigeerd en de economische code .../665-52/... “Kapitaalsubsidie van de hogere overheid” heeft vervangen door .../961-51/... “Leningen ten laste van de gemeente”;

Overwegende derhalve dat in de beraadslagingen van de Raad van 10 september 2024 en 19 november 2024, alsook in de beslissingen van het College van 12 december 2024 en 8 oktober /2025, het artikel van ontvangsten uit de lening van het BGHGT moet worden gecorrigeerd door artikel 764/665-52/64 te vervangen door 764/961-51/79

BESLIST:

Art. 1: Het artikel van ontvangsten uit de lening van het BGHGT in de beraadslagingen van de Raad van 10 september 2024 en 19 november 2024 en in de beslissingen van het College van 12 december 2024 en 8 oktober 2025 te corrigeren door artikel 764/665-52/64 te vervangen door 764/961-51/79.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

61 **Marchés publics – MP-2023-S-019 – Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d’ouvrage de certains postes dans le cadre de la transformation et de la rénovation globale – Engagement supplémentaire – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup> ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28 septembre 2023 relative à l'attribution du marché “Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d’ouvrage de certains postes dans le cadre de la transformation et de la rénovation globale” à Cenergie, Avenue Urbain Britsiers 5 à 1030 Bruxelles pour le montant d’offre contrôlé de € 101.750 HTVA ou € 123.117,50, 21% TVAC, soit € 150.000 TVA et révision de prix comprise;

Considérant l’avenant 2 au marché approuvé par le collège lors de sa séance du 22 mai 2025 pour un montant de euros 4.939,83 TVAC avec la motivation :

*Dans le cadre de l’étude pour la rénovation de la crèche Les Lutins, le bureau d’étude a été amené à faire des modifications sur les plans techniques, suite à des changements tardifs demandés par l’ONE concernant l’organisation spatiale projetée de la crèche, ceci dû notamment à la présence nouvelle d’un "conseiller en infrastructure" au sein de l’équipe de l’ONE. Le bureau d’études qui avait déjà dessiné un certain nombre de réseaux techniques, a dû adapter certains plans, entraînant des heures supplémentaires de travail;*

Considérant qu’au mois de mai 2025, le budget communal 2025 n’était pas encore exécutoire et que la dépense de cet avenant a été inscrite sur le bon de commande initial 2023/0049;

Considérant que des études techniques spécifiques complémentaires seront encore commandées au bureau d’étude, afin de pouvoir finaliser au mieux la conception technique des installations.

Considérant qu'un crédit de euros 10.000 est inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 pour la prise en charge de l'avenant 2 et des prochaines commandes supplémentaires ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13 novembre 2025 faisant choix d'approuver l'engagement supplémentaire du marché «MP-2023-S-019 – Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage de certains postes dans le cadre de la transformation et de la rénovation globale» pour le montant total en plus de € 10.000 pour la prise en charge de l'avenant 2 et des futures commandes supplémentaires, inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13 novembre 2025 faisant choix d'approuver l'engagement supplémentaire du marché «MP-2023-S-019 - Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage de certains postes dans le cadre de la transformation et de la rénovation globale» pour le montant total en plus de € 10.000 pour la prise en charge de l'avenant 2 et des futures commandes supplémentaires, inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2023-S-019 – Kinderdagverblijf Les Lutins – Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en follow-up van het bouwheerschap van bepaalde posten in het kader van de transformatie en de globale renovatie – Bijkomende toezegging – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 140.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023 betreffende de gunning van de opdracht "Kinderdagverblijf Les Lutins – Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en follow-up van het bouwheerschap van bepaalde posten in het kader van de transformatie en de globale renovatie" aan Cenergie, Britsierslaan 5 te 1030 Brussel voor het gecontroleerde offertebedrag van 101.750 euro excl. BTW of 123.117,50 euro, 21% incl. BTW, zijnde 150.000 euro BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende aanhangsel 2 bij de opdracht goedgekeurd door het College tijdens de zitting van 22 mei 2025 voor een bedrag van 4.939,83 euro incl. BTW, met als motivering:

*In het kader van de studie voor de renovatie van het kinderdagverblijf Les Lutins moest het studiebureau wijzigingen aanbrengen in de technische plannen, naar aanleiding van late wijzigingen die door de ONE werden gevraagd met betrekking tot de geplande ruimtelijke indeling van het kinderdagverblijf, met name vanwege de nieuwe aanwezigheid van een "infrastructuuradviseur" in het team van de ONE. Het studiebureau, dat al een aantal technische netwerken had ontworpen, moest bepaalde plannen aanpassen, wat bijkomende werkuren met zich meebracht;*

Overwegende dat in mei 2025 de gemeentebegroting 2025 nog niet uitvoerbaar was en dat de uitgave voor dit aanhangsel ingeschreven werd op de oorspronkelijke bestelbon 2023/0049;

Overwegende dat er nog aanvullende specifieke technische studies zullen worden besteld bij het studiebureau, om het technische ontwerp van de installaties zo goed mogelijk te kunnen afwerken;

Overwegende dat er een krediet van 10.000 euro opgenomen is in artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het boekjaar 2025 voor de financiering van aanhangsel 2 en de volgende bijkomende bestellingen;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van de bijkomende toezegging van de opdracht "MP-2023-S-019 – Kinderdagverblijf Les Lutins – Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en follow-up van het bouwheerschap van bepaalde posten in het kader van de transformatie en de globale renovatie" voor het totale bijkomende bedrag van 10.000 euro voor de financiering van aanhangsel 2 en toekomstige aanvullende bestellingen, ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het boekjaar 2025 en gefinancierd door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van de bijkomende toezegging van de opdracht "MP-2023-S-019 – Kinderdagverblijf Les Lutins – Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en follow-up van het bouwheerschap van bepaalde posten in het kader van de transformatie en de globale renovatie" voor het totale bijkomende bedrag van 10.000 euro voor de financiering van aanhangsel 2 en toekomstige aanvullende bestellingen, ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het boekjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

62 **Marchés publics – MP-2025-F-006 – Fourniture d’une chaudière et ses accessoires permettant l’installation pour la conciergerie de la crèche Les Marmots - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de euros 30.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la chaudière de la conciergerie de la crèche les Marmots est une chaudière murale de plus de dix ans d'âge (2013) ayant fait l'objet récemment de plusieurs pannes et réparations importantes ;

Considérant qu'elle présente d'importants signes d'usure et vieillissement ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer cette chaudière, le placement étant effectué par nos ouvriers communaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 3.305,78 hors TVA ou € 4.000, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2025-F-006- Fourniture d'une chaudière et ses accessoires permettant l'installation pour la conciergerie de la crèche les Marmots», pour un montant estimé de € 3.305,78 hors TVA ou € 4.000, 21% TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 844/744-51/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2025-F-006 – Fourniture d'une chaudière et ses accessoires permettant l'installation pour la conciergerie de la crèche les Marmots», pour un montant estimé de € 3.305,78 hors TVA ou € 4.000, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 844/744-51/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2025-F-006 – Levering van een verwarmingsketel en toebehoren voor de installatie voor de conciërgewoning van kinderdagverblijf Les Marmots – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de verwarmingsketel van de conciërgewoning van kinderdagverblijf Les Marmots een wandketel is van meer dan tien jaar oud (2013) die onlangs meermaals uitviel en ingrijpende herstellingen onderging;

Overwegende dat de ketel aanzienlijke tekenen van slijtage en veroudering vertoont;

Overwegende dat deze verwarmingsketel vervangen moet worden, waarbij de plaatsing uitgevoerd wordt door onze gemeentelijke arbeiders;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 3.305,78 € excl. btw of 4.000 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-006 – Levering van een verwarmingsketel en toebehoren voor de installatie voor de conciërgewoning van kinderdagverblijf Les Marmots", voor een geraamd bedrag van 3.305,78 € excl. btw of 4.000 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 844/744-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-006 – Levering van een verwarmingsketel en toebehoren voor de installatie voor de conciërgewoning van kinderdagverblijf Les Marmots", voor een geraamd bedrag van 3.305,78 € excl. btw of 4.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 844/744-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

## **procédure de passation – Application de l'article 234 §3 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'acquisition d'outillage pour les services Voiries, Garage, Espaces verts, Bâtiments, Cimetière et Enseignement néerlandophone;

Considérant le cahier des charges N° MP-2025-F-034 relatif au marché "Achat d'outillage" établi par le Département Travaux Publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - perforateur sur secteur, estimé à € 1.250 HTVA ou € 1.512,50, 21% TVAC ;
- Lot 2 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - sertisseuse sur secteur, estimé à € 900 HTVA ou € 1.089, 21% TVAC ;
- Lot 3 - Fourniture outillage bâtiments (ateliers) - groupe électrogène, estimé à € 700 HTVA ou € 847, 21% TVAC ;
- Lot 4 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - escabeau pour peintre 3 marches, estimé à € 500 HTVA ou € 605, 21% TVAC ;
- Lot 5 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - meuleuse d'angle, estimé à € 150 HTVA ou € 181,50, 21% TVAC ;
- Lot 6 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - kit tournevis à choc et perceuse sur batterie, estimé à € 250 HTVA ou € 302,50, 21% TVAC ;
- Lot 7 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - télémètre numérique, estimé à € 90 HTVA ou € 108,90, 21% TVAC ;
- Lot 8 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - multitool filaire, estimé à € 260 HTVA ou € 314,60, 21% TVAC ;
- Lot 9 - Fourniture outillage pour la Voirie, estimé à € 8.260 HTVA ou € 9.994,60, 21% TVAC ;
- Lot 10 - Fourniture outillage Espaces Verts, estimé à € 19.455 HTVA ou € 23.540,55, 21% TVAC ;
- Lot 11 - Fourniture outillage pour le Garage, estimé à € 6.139 HTVA ou € 7.428,19, 21% TVAC ;
- Lot 12 - Fourniture outillage pour les espaces verts du Cimetière, estimé à € 23.438 HTVA ou € 28.359,98, 21% TVAC ;
- Lot 13 - Fourniture outillage pour la propreté du Cimetière, estimé à € 980 HTVA ou € 1.185,80, 21% TVAC ;
- Lot 14 - Fourniture outillage pour l'enseignement néerlandophone, estimé à € 349,01 HTVA ou € 422,30, 21% TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 62.721,01 HTVA ou € 75.892,42,

21% TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 de la manière suivante :

- Bâtiments : 5.000 €, 138/744-98/03 (Lots 1-8) ;
- Garage : 7.500 €, 136/744-51/30 (Lot 11) ;
- Voirie : 10.000 €, 421/744-98/30 (Lot 9) ;
- Espaces verts : 23.600 €, 766/744-98/38 (Lot 10) ;
- Cimetière: 30.000 €, 878/744-51/11 (Lots 12 et 13) ;
- Enseignement néerlandophone : 422,30 €, 7202/744-98/51 (Lot 14) ;

Considérant que la dépense de l'enseignement néerlandophone (Lot 14) est prise en charge par un subside de la Communauté flamande à concurrence de 100 % (article de recette 7202/661-51/51); les dépenses liées aux Lots 1-13 sont financées par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-F-034 - Achat d'outillage», pour un montant global estimé de ce marché s'élève à € 62.721,01 HTVA ou € 75.892,42, 21% TVAC;

Considérant que ce marché est divisé en 14 lots ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 de la manière suivante :

- Bâtiments : 5.000 €, 138/744-98/03 (Lots 1-8) ;
- Garage : 7.500 €, 136/744-51/30 (Lot 11) ;
- Voirie : 10.000 €, 421/744-98/30 (Lot 9) ;
- Espaces verts : 23.600 €, 766/744-98/38 (Lot 10) ;
- Cimetière: 30.000 €, 878/744-51/11 (Lots 12 et 13) ;
- Enseignement néerlandophone : 422,30 €, 7202/744-98/51 (Lot 14) ;

Considérant que la dépense de l'enseignement néerlandophone (Lot 14) est prise en charge par un subside de la Communauté flamande à concurrence de 100 % (article de recette 7202/661-51/51), les dépenses liées aux Lots 1-13 sont financées par un emprunt

DECIDE :

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-F-034 - Achat d'outillage», pour un montant global estimé de ce marché s'élève à € 62.721,01 HTVA ou € 75.892,42, 21% TVAC.

Le marché étant divisé en lots :

- Lot 1 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - perforateur sur secteur, estimé à € 1.250 HTVA ou € 1.512,50, 21% TVAC ;
- Lot 2 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - sertisseuse sur secteur, estimé à € 900 HTVA ou € 1.089, 21% TVAC ;
- Lot 3 - Fourniture outillage bâtiments (ateliers) - groupe électrogène, estimé à € 700 HTVA ou € 847, 21% TVAC ;
- Lot 4 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - escabeau pour peintre 3 marches, estimé à € 500 HTVA ou € 605, 21% TVAC ;
- Lot 5 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - meuleuse d'angle, estimé à € 150 HTVA ou

- € 181,50, 21% TVAC ;
- Lot 6 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - kit tournevis à choc et perceuse sur batterie, estimé à € 250 HTVA ou € 302,50, 21% TVAC ;
- Lot 7 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - télémètre numérique, estimé à € 90 HTVA ou € 108,90, 21% TVAC ;
- Lot 8 - Fourniture outillage bâtiment (ateliers) - multitool filaire, estimé à € 260 HTVA ou € 314,60, 21% TVAC ;
- Lot 9 - Fourniture outillage pour la Voirie, estimé à € 8.260 HTVA ou € 9.994,60, 21% TVAC ;
- Lot 10 - Fourniture outillage Espaces Verts, estimé à € 19.455 HTVA ou € 23.540,55, 21% TVAC ;
- Lot 11 - Fourniture outillage pour le Garage, estimé à € 6.139 HTVA ou € 7.428,19, 21% TVAC ;
- Lot 12 - Fourniture outillage pour les espaces verts du Cimetière, estimé à € 23.438 HTVA ou € 28.359,98, 21% TVAC ;
- Lot 13 - Fourniture outillage pour la propreté du Cimetière, estimé à € 980 HTVA ou € 1.185,80, 21% TVAC ;
- Lot 14 - Fourniture outillage pour l'enseignement néerlandophone, estimé à € 349,01 HTVA ou € 422,30, 21% TVAC.

Art 2 : D'inscrire la dépense aux articles du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 de la manière suivante :

- Bâtiments : 5.000 €, 138/744-98/03 (Lots 1- 8) ;
- Garage : 7.500 €, 136/744-51/30 (Lot 11) ;
- Voirie : 10.000 €, 421/744-98/30 (Lot 9) ;
- Espaces verts : 23.600 €, 766/744-98/38 (Lot 10) ;
- Cimetière: 30.000 €, 878/744-51/11 (Lots 12 et 13) ;
- Enseignement néerlandophone : 422,30 €, 7202/744-98/51 (Lot 14) ;

Art 3 : De financer la dépense de l'enseignement néerlandophone (Lot 14) par un subside de la Communauté flamande à concurrence de 100 % (article de recette 7202/661-51/51), les dépenses liées aux Lots 1-13 étant financées par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2025-F-034 – Aankoop van gereedschap – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke

sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van gereedschap voor de diensten Wegen, Garage, Groene Ruimten, Gebouwen, Begraafplaats en Nederlandstalig Onderwijs;

Gelet op het bestek met nr. MP-2025-F-034 betreffende de opdracht "Aankoop van gereedschap" opgesteld door het departement Openbare Werken;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

- Perceel 1 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - boormachine op netstroom, geraamd op 1.250 euro excl. BTW of 1.512,50 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 2 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - krimptang op netstroom, geraamd op 900 euro excl. BTW of 1.089 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 3 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - generator, geraamd op 700 euro excl. BTW of 847 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 4 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - schilderladder met 3 treden, geraamd op 500 euro excl. BTW of 605 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 5 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - haakse slijper, geraamd op 150 euro excl. BTW of 181,50 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 6 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - slagschroevendraaierset en accuboormachine, geraamd op 250 euro excl. BTW of 302,50 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 7 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - digitale afstandsmeter, geraamd op 90 euro excl. BTW of 108,90 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 8 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - multitoel met snoer, geraamd op 260 euro excl. BTW of 314,60 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 9 - Levering van gereedschap voor de wegen, geraamd op 8.260 euro excl. BTW of 9.994,60 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 10 - Levering van gereedschap voor de groene ruimten, geraamd op 19.455 euro excl. BTW of 23.540,55 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 11 - Levering van gereedschap voor de garage, geraamd op 6.139 euro excl. BTW of 7.428,19 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 12 - Levering van gereedschap voor de groene ruimtes van de begraafplaats, geraamd op 23.438 euro excl. BTW of 28.359,98 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 13 - Levering van gereedschap voor de netheid van de begraafplaats, geraamd op 980 euro excl. BTW of 1.185,80 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 14 - Levering van gereedschap voor het Nederlandstalig onderwijs, geraamd op 349,01 euro excl. BTW of 422,30 euro, incl. 21% BTW;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 62.721,01 euro excl. BTW of 75.892,42 euro incl. 21% BTW;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave als volgt ingeschreven worden op de artikelen van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025:

- Gebouwen: 5.000 euro, 138/744-98/03 (Percelen 1-8);
- Garage: 7.500 euro, 136/744-51/30 (Perceel 11);
- Wegen: 10.000 euro, 421/744-98/30 (Perceel 9);
- Groene ruimten: 23.600 euro, 766/744-98/38 (Perceel 10);
- Begraafplaats: 30.000 euro, 878/744-51/11 (Percelen 12 en 13);
- Nederlandstalig Onderwijs: 422,30 euro, 7202/744-98/51 (Perceel 14);

Overwegende dat de uitgave voor Nederlandstalig onderwijs (Perceel 14) voor 100 % wordt gedekt door een subsidie van de Vlaamse Gemeenschap (artikel van ontvangst 7202/661-51/51); de uitgaven

in verband met de Percelen 1 tot 13 worden gefinancierd door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-034 – Aankoop van gereedschap", voor een geraamd totaalbedrag van 62.721,01 euro excl. BTW of 75.892,42 euro, 21 % BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in 14 percelen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven als volgt ingeschreven worden op de artikelen van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025:

- Gebouwen: 5.000 euro, 138/744-98/03 (Percelen 1-8);
- Garage: 7.500 euro, 136/744-51/30 (Perceel 11);
- Wegen: 10.000 euro, 421/744-98/30 (Perceel 9);
- Groene ruimten: 23.600 euro, 766/744-98/38 (Perceel 10);
- Begraafplaats: 30.000 euro, 878/744-51/11 (Percelen 12 en 13);
- Nederlandstalig Onderwijs: 422,30 euro, 7202/744-98/51 (Perceel 14);

Overwegende dat de uitgave voor Nederlandstalig onderwijs (Perceel 14) voor 100 % worden gedekt door een subsidie van de Vlaamse Gemeenschap (artikel van ontvangst 7202/661-51/-/51), worden de uitgaven in verband met de Percelen 1 tot 13 gefinancierd door een lening

BESLIST :

Art. 1: Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-F-034 – Aankoop van gereedschap”, voor een totaalbedrag van de opdracht geraamd op 62.721,01 euro excl. BTW of 75.892,42 euro, 21% BTW inbegrepen.

De opdracht is opgedeeld in percelen:

- Perceel 1 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - boormachine op netstroom, geraamd op 1.250 euro excl. BTW of 1.512,50 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 2 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - krimptang op netstroom, geraamd op 900 euro excl. BTW of 1.089 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 3 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - generator, geraamd op 700 euro excl. BTW of 847 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 4 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - schilderladder met 3 treden, geraamd op 500 euro excl. BTW of 605 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 5 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - haakse slijper, geraamd op 150 euro excl. BTW of 181,50 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 6 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - slagschroevendraaierset en accuboormachine, geraamd op 250 euro excl. BTW of 302,50 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 7 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - digitale afstandsmeter, geraamd op 90 euro excl. BTW of 108,90 euro incl. 21% BTW;
- Perceel 8 - Levering van gereedschap voor gebouwen (werkplaatsen) - multitool met snoer, geraamd op 260 euro excl. BTW of 314,60 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 9 - Levering van gereedschap voor de wegen, geraamd op 8.260 euro excl. BTW of 9.994,60 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 10 - Levering van gereedschap voor de groene ruimten, geraamd op 19.455 euro excl. BTW of 23.540,55 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 11 - Levering van gereedschap voor de garage, geraamd op 6.139 euro excl. BTW of 7.428,19 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 12 - Levering van gereedschap voor de groene ruimtes van de begraafplaats, geraamd

op 23.438 euro excl. BTW of 28.359,98 euro, incl. 21% BTW;

- Perceel 13 - Levering van gereedschap voor de netheid van de begraafplaats, geraamd op 980 euro excl. BTW of 1.185,80 euro, incl. 21% BTW;
- Perceel 14 - Levering van gereedschap voor het Nederlandstalig onderwijs, geraamd op 349,01 euro excl. BTW of 422,30 euro, incl. 21% BTW;

Art. 2: De uitgave als volgt in te schrijven op de artikelen van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025:

- Gebouwen: 5.000 euro, 138/744-98/03 (Percelen 1-8);
- Garage: 7.500 euro, 136/744-51/30 (Perceel 11);
- Wegen: 10.000 euro, 421/744-98/30 (Perceel 9);
- Groene ruimten: 23.600 euro, 766/744-98/38 (Perceel 10);
- Begraafplaats: 30.000 euro, 878/744-51/11 (Percelen 12 en 13);
- Nederlandstalig Onderwijs: 422,30 euro, 7202/744-98/51 (Perceel 14);

Art. 3: De uitgave voor Nederlandstalig onderwijs (Perceel 14) voor 100 % te financieren door een subsidie van de Vlaamse Gemeenschap (artikel van ontvangst 7202/661-51/51), terwijl de uitgaven in verband met de Percelen 1 tot 13 gefinancierd worden door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

64 **Marchés publics – MP-2025-F-039 – Achat de matériel de voirie et fourniture de signalisation de voirie (3 Lots) – Application de l'article 234 §3 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup> ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1: Achat de matériel de voirie, estimé à € 8.228,94 hors TVA ou € 9.957,02, 21% TVA comprise ;
- Lot 2: Fourniture de signalisation de voirie, estimé à € 16.513,06 hors TVA ou € 19.980,80, 21% TVA comprise ;
- Lot 3: Achat de matériel de voirie, estimé à € 421,49 hors TVA ou € 510,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 25.163,49 hors TVA ou € 30.447,82, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses relatives aux lots 1 et 2 sont inscrits aux articles 421/741-52/30 (lot 1) et 423/741-52/30 (lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-F-039 - Achat de matériel de voirie et fourniture de signalisation de voirie (3 Lots)», pour un montant global estimé de ce marché s'élève à € 25.163,49 hors TVA ou € 30.447,82, 21% TVA comprise;

Considérant les 3 lots de ce marché:

- Lot 1: Achat de matériel de voirie, estimé à € 8.228,94 hors TVA ou € 9.957,02, 21% TVA comprise ;
- Lot 2: Fourniture de signalisation de voirie, estimé à € 16.513,06 hors TVA ou € 19.980,80, 21% TVA comprise;
- Lot 3: Achat de matériel de voirie, estimé à € 421,49 hors TVA ou € 510,00, 21% TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant les dépenses relatives aux lots 1 et 2 sont inscrits aux articles 421/741-52/30 (lot 1) et 423/741-52/30 (lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative au lot 3 est disponible à l'article budgétaire 93011/744-98/92 « ACHATS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET D'EXPLOITATION DIVERS » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que les dépenses relatives aux lots 1 et 2 seront financées par un emprunt ;

Considérant que la dépense relative au lot 3 sera financée à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvements sur le fonds de subsides » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3986/2022

DECIDE :

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-F-039 - Achat de matériel de voirie et fourniture de signalisation de voirie (3 Lots)», pour un montant global estimé à € 25.163,49 hors TVA ou € 30.447,82, 21% TVA comprise :

- Lot 1: Achat de matériel de voirie, estimé à € 8.228,94 hors TVA ou € 9.957,02, 21% TVA comprise ;
- Lot 2: Fourniture de signalisation de voirie, estimé à € 16.513,06 hors TVA ou € 19.980,80, 21% TVA comprise ;
- Lot 3: Achat de matériel de voirie, estimé à € 421,49 hors TVA ou € 510,00, 21% TVA comprise ;

Art 2 : D'inscrire les dépenses relatives aux lots 1 et 2 aux articles 421/741-52/30 (lot 1) et 423/741-52/30 (lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025.

Art 3 : D'inscrire la dépense relative au lot 3 à l'article 93011/744-98/92 « ACHATS DE

MACHINES ET DE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET D'EXPLOITATION DIVERS » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 .

Art 4 : De financer les dépenses relatives aux lots 1 et 2 par un emprunt.

Art 5 : De financer la dépense relative au lot 3 à 100% par le subsidie de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fonds de subsides » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, subsidie lié au n° de droit constaté 3986/2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2025-F-039 – Aankoop van materiaal voor de wegen en levering van bewegwijzering (3 percelen) – Toepassing van artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 € niet); Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

- Perceel 1: Aankoop van materiaal voor de wegen, geraamd op 8.228,94 € excl. BTW of 9.957,02 € 21% BTW inbegrepen;
- Perceel 2: Levering van bewegwijzering, geraamd op 16.513,06 € excl. BTW of 19.980,80 €, 21% BTW inbegrepen;
- Perceel 3: Aankoop van materiaal voor de wegen, geraamd op 421,49 € excl. BTW of 510 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 25.163,49 € excl. BTW of 30.447,82 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten voor de uitgaven met betrekking tot perceel 1 en 2 ingeschreven zijn op artikel 421/741-52/30 (perceel 1) en 423/741-52/30 (perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-039 – Aankoop van materiaal voor de wegen en levering van bewegwijzering (3 percelen)", voor een totaalbedrag van de opdracht geraamd op 25.163,49 € excl.

BTW of 30.447,82 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende de 3 percelen van de opdracht:

- Perceel 1: Aankoop van materiaal voor de wegen, geraamd op 8.228,94 € excl. BTW of 9.957,02 € 21% BTW inbegrepen;
- Perceel 2: Levering van bewegwijzering, geraamd op 16.513,06 € excl. BTW of 19.980,80 €, 21% BTW inbegrepen;
- Perceel 3: Aankoop van materiaal voor de wegen, geraamd op 421,49 € excl. BTW of 510 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten voor de uitgaven met betrekking tot perceel 1 en 2 ingeschreven zijn op artikel 421/741-52/30 (perceel 1) en 423/741-52/30 (perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot perceel 3 beschikbaar is onder begrotingsartikel 93011/744-98/92 “AANKOOP VAN MACHINES EN DIVERSE UITRUSTINGS- EN EXPLOITATIEMATERIAAL” van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgaven betreffende perceel 1 en 2 gefinancierd worden door een lening;

Overwegende dat de uitgave met betrekking tot perceel 3 voor 100 % wordt gefinancierd door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het subsidiefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3986/2022

BESLIST:

Art. 1: Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-F-039 – Aankoop van materiaal voor de wegen en levering van bewegwijzering (3 percelen)”, voor een geraamd bedrag van 25.163,49 € excl. BTW of 30.447,82 € 21 % BTW inbegrepen, verdeeld als volgt:

- Perceel 1: Aankoop van materiaal voor de wegen, geraamd op 8.228,94 € excl. BTW of 9.957,02 € 21% BTW inbegrepen;
- Perceel 2: Levering van bewegwijzering, geraamd op 16.513,06 € excl. BTW of 19.980,80 €, 21% BTW inbegrepen;
- Perceel 3: Aankoop van materiaal voor de wegen, geraamd op 421,49 € excl. BTW of 510 € 21% BTW inbegrepen;

Art. 2: De uitgaven met betrekking tot perceel 1 en 2 in te schrijven op artikel 421/741-52/30 (perceel 1) en 423/741-52/30 (perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Art. 3: De uitgave met betrekking tot perceel 3 in te schrijven op artikel 93011/744-98/92 “AANKOOP VAN MACHINES EN DIVERS UITRUSTINGS- EN EXPLOITATIEMATERIAAL” van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

Art. 4: De uitgaven betreffende perceel 1 en 2 te financieren door een lening;

Art. 5: De uitgave betreffende perceel 3 voor 100 % te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het subsidiefonds" van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3986/2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

---

65 **Marchés publics – MP-2025-S-020 – Conseil et consultation juridiques (4 Lots) 2026-2028 – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 750.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Département Travaux Publics et la Cellule « Revitalisation des quartiers » font régulièrement appel au service de conseil et de consultation juridiques dans les domaines suivants : Droit de la construction, Marchés publics, Droit immobilier et Droit de l'Urbanisme et de l'Environnement ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (Droit de la Construction), estimé à € 55.000, TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

\* Lot 2 (Marchés Publics), estimé à € 49.000, TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

\* Lot 3 (Droit Immobilier), estimé à € 4.000, TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

\* Lot 4 (Droit de l'Urbanisme et de l'Environnement), estimé à € 15.000 TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

Considérant que le montant global estimé s'élève à € 123.000 TVA et révision des prix comprises pour les 3 années ;

Considérant que le lot 1 prévoit d'éventuelles défenses en justice ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-020 - Conseil et consultation juridiques (4 Lots) 2026-2028», pour un montant global

estimé, à € 123.000 TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription aux articles budgétaires suivants :

		<b>pour 3 ans</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>Art. Budgétaire</b>
Lot 1	Droit Construction	30.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	138/122-03/03
		6.000 €	2.000 €	2.000 €	2.000 €	9307/122-03/84
		10.000 €	5.000 €	5.000 €		9308/122-03/88
		9.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	93011/122-03/92
Lot 2	Marchés Publics	30.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	138/122-03/03
		10.000 €	5.000 €	5.000 €		9308/122-03/88
		9.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	93011/122-03/92
Lot 3	Droit immobilier	4.000 €	4.000 €			93011/122-03/92
Lot 4	Urbanisme - Env	15.000 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	930/122-03/29

Considérant que dans le cadre du lot 1, les crédits permettant des dépenses liées à d'éventuelles défenses en justice feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription à l'article 138/123-15/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027 et 2028

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 octobre 2025 ;

1° faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-020 - Conseil et consultation juridiques (4 Lots) 2026-2028» :

Lot 1 (Droit de la Construction), estimé à € 55.000, TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

Lot 2 (Marchés Publics), estimé à € 49.000, TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

Lot 3 (Droit Immobilier), estimé à € 4.000, TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

Lot 4 (Droit de l'Urbanisme et de l'Environnement), estimé à € 15.000 TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché ;

		<b>pour 3 ans</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>Art. Budgétaire</b>
--	--	-------------------	-------------	-------------	-------------	------------------------

Lot 1	Droit Construction	30.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	138/122-03/03
		6.000 €	2.000 €	2.000 €	2.000 €	9307/122-03/84
		10.000 €	5.000 €	5.000 €		9308/122-03/88
		9.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	93011/122-03/92
Lot 2	Marchés Publics	30.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	138/122-03/03
		10.000 €	5.000 €	5.000 €		9308/122-03/88
		9.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	93011/122-03/92
Lot 3	Droit immobilier	4.000 €	4.000 €			93011/122-03/92
Lot 4	Urbanisme - Env	15.000 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	930/122-03/29

2° estimant le montant global à € 123.000 TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché et donc l'inscription des crédits nécessaires à ces dépenses sera proposé au Conseil communal aux articles budgétaires suivants du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027 et 2028 ;

3° prévoyant au sein du lot 1 d'éventuelles défenses en justice, dont les crédits permettant ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription à l'article 138/123-15/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027 et 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2025-S-020 – Juridische raadpleging en advies (4 percelen) 2026-2028 – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 89, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. BTW bereikt de drempel van 750.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het departement Openbare Werken en de cel Heropleving van de Wijken regelmatig een beroep doen op juridische raadpleging en advies in de volgende domeinen: bouwrecht, overheidsopdrachten, vastgoedrecht en stedenbouw- en milieurecht;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

\* Perceel 1 (Bouwrecht), geraamd op 55.000 euro, BTW en prijssherzienting inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

\* Perceel 2 (Overheidsopdrachten), geraamd op 49.000 euro, BTW en prijssherzienting inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

\* Perceel 3 (Vastgoedrecht), geraamd op 4.000 euro , BTW en prijssherzienting inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

\* Perceel 4 (Stedenbouw- en Milieurecht), geraamd op 15.000 euro, BTW en prijssherzienting inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

Overwegende dat de totale uitgave bedrag wordt geraamd op 123.000 euro, BTW en prijssherzienting inbegrepen voor de 3 jaren;

Overwegende dat perceel 1 voorziet in mogelijke juridische verdedigingen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-020 - Juridische raadpleging en advies (4 percelen) 2026-2028", voor een geraamd totaalbedrag van 123.000 euro, BTW en prijssherzienting inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op de volgende begrotingsartikelen:

		<b>voor 3 jaar</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>Begrotingsa rt.</b>
Perceel 1	Bouwrecht	30.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	138/122- 03/03
		6.000 euro	2.000 euro	2.000 euro	2.000 euro	9307/122- 03/84
		10.000 euro	5.000 euro	5.000 euro		9308/122- 03/88
		9.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	93011/122- 03/92
Perceel 2	Overheidsopdrachten	30.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	138/122- 03/03
		10.000 euro	5.000 euro	5.000 euro		9308/122- 03/88
		9.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	93011/122- 03/92
Perceel 3	Vastgoedrecht	4.000 euro	4.000 euro			93011/122- 03/92
Perceel 4	Stedenbouw - Milieu	15.000 euro	5.000 euro	5.000 euro	5.000 euro	930/122- 03/29

Overwegende dat in het kader van perceel 1 de kredieten voor uitgaven in verband met eventuele

juridische verdedigingen zullen worden voorgesteld aan de Gemeenteraad om te worden opgenomen in artikel 138/123-15/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2026, 2027 en 2028

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025

1° om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-020 - Juridische raadpleging en advies (4 percelen) 2026-2028":

\* Perceel 1 (Bouwrecht), geraamd op 55.000 euro, BTW en prijsherziening inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

\* Perceel 2 (Overheidsopdrachten), geraamd op 49.000 euro, BTW en prijsherziening inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

\* Perceel 3 (Vastgoedrecht), geraamd op 4.000 euro, BTW en prijsherziening inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

\* Perceel 4 (Stedenbouw- en Milieurecht), geraamd op 15.000 euro, BTW en prijsherziening inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht;

		<b>voor 3 jaar</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>Begrotingsart.</b>
Perceel 1	Bouwrecht	30.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	138/122-03/03
		6.000 euro	2.000 euro	2.000 euro	2.000 euro	9307/122-03/84
		10.000 euro	5.000 euro	5.000 euro		9308/122-03/88
		9.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	93011/122-03/92
Perceel 2	Overheidsopdrachten	30.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	10.000 euro	138/122-03/03
		10.000 euro	5.000 euro	5.000 euro		9308/122-03/88
		9.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	3.000 euro	93011/122-03/92
Perceel 3	Vastgoedrecht	4.000 euro	4.000 euro			93011/122-03/92
Perceel 4	Stedenbouw - Milieu	15.000 euro	5.000 euro	5.000 euro	5.000 euro	930/122-03/29

2° de totale uitgave wordt geraamd op 123.000 euro, BTW en prijsherziening inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht en aan de Gemeenteraad wordt voorgesteld de kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op de volgende begrotingsartikelen van de gewone dienst van de begroting voor dienstjaren 2026, 2027 en 2028 ;

3° voorziening binnen perceel 1 voor eventuele juridische verdedigingen, waarvan de kredieten voor deze uitgaven aan de Gemeenteraad worden voorgesteld om in te schrijven op artikel 138/123-15/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2026, 2027 en 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

66 **Marchés publics – MP-2025-T-035 – Travaux divers et importants à la conciergerie du centre technique – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant les problèmes conséquents d’humidité constatés dans la conciergerie du centre technique et la nécessité d’y remédier en s’attaquant aux multiples sources du problème : ventilation, humidité ascensionnelle et isolation de la toiture ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 112.697.21 HTVA, soit euros 136.363,63, 21% TVAC ou € 150.000 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 novembre 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-035 – Travaux divers et importants à la conciergerie du centre technique», pour un montant estimé à € 112.697.21 HTVA, soit € 136.363,63, 21% TVAC ou € 150.000 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 novembre 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-035 – Travaux divers et importants à la conciergerie du centre technique», pour un montant estimé à € 112.697.21 HTVA, soit € 136.363,63, 21% TVAC ou € 150.000 TVA et révision des prix comprises, inscrit à l’article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2025-T-035 – Diverse grote werken aan de conciërgewoning van het**

**technisch centrum – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 BTW € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende de aanzienlijke vochtproblemen die werden vastgesteld in de conciërgewoning van het technisch centrum en de noodzaak om de verschillende oorzaken van het probleem aan te pakken: ventilatie, opstijgend vocht en isolatie van het dak;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 112.697,21 € excl. BTW of 136.363,63 € incl. BTW of 150.000 BTW €, BTW en prijsherziening inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-035 – Diverse grote werken aan de conciërgewoning van het technisch centrum”, voor een geraamd bedrag van 112.697,21 € excl. BTW, of 136.363,63 € 21% BTW inbegrepen of 150.000 € BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025 en gefinancierd wordt door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-035 – Diverse grote werken aan de conciërgewoning van het technisch centrum”, voor een geraamd bedrag van 112.697,21 € excl. BTW, of 136.363,63 € 21% BTW inbegrepen of 150.000 BTW € BTW en prijsherziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

67 **Marchés publics – MP-2025-T-038 – Réalisation d’un entretien lourd des menuiseries intérieurs en bois de l’Hôtel communal – Procédure sur simple facture acceptée – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ; En application de l'article 6§5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 6, 7, 32, 124;

Considérant que certaines portes intérieures en bois de l’Hôtel communal, équipées de contrôle d’accès, sont très difficiles, voire impossibles à ouvrir ;

Considérant que certaines de ces portes sont des portes coupe-feu ;

Considérant dès lors qu’il est nécessaire de réaliser un entretien lourd des menuiseries intérieurs en bois de l’Hôtel communal dans les plus brefs délais ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 29.752 HTVA ou € 36.000, 21% TVAC ;

Considérant qu’il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2025-T-038 – Réalisation d’un entretien lourd des menuiseries intérieurs en bois de l’Hôtel communal», pour un montant estimé € 29.752 HTVA ou € 36.000, 21% TVAC;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/724-60/64 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et est financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2025-T-038 – Réalisation d’un entretien lourd des menuiseries intérieurs en bois de l’Hôtel communal», pour un montant estimé € 29.752 HTVA ou € 36.000, 21% TVAC inscrit à l'article 104/724-60/64 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et est financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2025-T-038 – Uitvoering van een grondig onderhoud van het binnenschrijnwerk van het Gemeentehuis – Procedure via aanvaarde factuur – Goedkeuring voorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW bereikt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen; In toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, zijn de volgende artikelen van toepassing op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6, 7, 32 en 124;

Overwegende dat bepaalde houten binnendeuren van het Gemeentehuis, die uitgerust zijn met toegangscontrole, zeer moeilijk of zelfs onmogelijk te openen zijn;

Overwegende dat sommige van deze deuren brandwerend zijn;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om zo snel mogelijk grondig onderhoud te verrichten aan het binnenschrijnwerk van het Gemeentehuis;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 29.752 euro excl. BTW of 36.000 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-038 – Uitvoering van een grondig onderhoud van het binnenschrijnwerk van het Gemeentehuis", voor een geraamd bedrag van 29.752 euro excl. BTW of 36.000 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd wordt door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-038 – Uitvoering van een grondig onderhoud

van het binnenschrijnwerk van het Gemeentehuis", voor een geraamd bedrag van 29.752 euro excl. BTW of 36.000 euro, 21% BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2025 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## Subsides - Subsidies

### 68 **Subside – Quartier Apaisé (CLM) Neerstalle - Convention relative à l'octroi d'une subvention pour le réaménagement de la place Saint-Denis et son parvis dans le cadre du CLM Neerstalle – Avenant.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Conseil en sa séance du 19 novembre 2023 d'adopter la convention octroyant une subvention de 1.500.000 euros pour le réaménagement de la place Saint-Denis

Considérant que les travaux de la Place Saint-Denis ont démarré mais ne seront pas terminés avant la fin de la période de couverture de la subvention ;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de prolonger la durée de la convention ;

Vu l'avenant à la convention joint au dossier

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Subsidie – Autoluwe wijk (LMC) Neerstalle – Overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie voor de heraanleg van het Sint-Denijsplein en zijn voorplein in het kader van LMC Neerstalle – Bijakte.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Raad van 19 november 2023 tot goedkeuring van de overeenkomst houdende toekenning van een subsidie van 1.500.000 euro voor de heraanleg van het Sint-

Denijsplein;

Overwegende dat de werkzaamheden aan het Sint-Denijsplein zijn aangevat, maar niet vóór het einde van de subsidieperiode voltooid zullen zijn;

Overwegende dat de looptijd van de overeenkomst derhalve dient te worden verlengd;

Gelet op de bijakte bij de overeenkomst als bijlage van het dossier

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## PRÉVENTION - PREVENTIE

### Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

#### 69 **DAS - Subsidies 2024-2025 "Continuité 2021-2024" : Conventions avec associations et écoles forestoises - Revu de la décision du Conseil du 27 mai 2025.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2024-2025 dit "Continuité 2021-2024" de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que ces projets visent des animations extraordinaires dont les priorités thématiques permettent l'organisation d'ateliers pédagogiques, socioculturels ou sportifs au sein des écoles des enseignements maternel, primaire et secondaire implantées sur la commune de Forest sur base d'un partenariat avec l'associatif ;

Considérant que la convention conclue le 20/12/2024 entre la commune de Forest et la Région Bruxelles-Capitale porte sur une période qui s'étend entre le 15/10/2024 et le 04/07/2025 ;

Vu la lettre du 23 décembre 2024 de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption de seize projets pour un montant total de 117.157,10 € ;

Vu le versement de la première tranche de ce subsidie, correspondant à 80% du total, soit 93.725,68 €, effectué sur le compte communal Belfius, en date du 23/01/2025 (extrait 285 du 23/01/2025) ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 27 mai 2025, d'approuver les conventions avec les différents partenaires (internes et externes) ;

Considérant que la convention portant sur le projet « F03 - Activité sportive et danse » n'était pas

jointe à la délibération

DECIDE :

De revoir sa décision du 27 mai 2025 ;

D'approuver les termes de la convention supplémentaire ci-jointe, entre la commune de Forest et l'école de la Cime - participant aux activités du Dispositif d'Accrochage Scolaire 2024-2025 dit "Continuité 2021-2024" ;

De désigner le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour représenter valablement la commune de Forest lors de la signature de ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**PSV - Subsidies 2024-2025 "Continuité 2021-2024": Overeenkomsten met de verenigingen en scholen uit Vorst - Herziening van de beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2025.**

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep met betrekking tot het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2024-2025, bekend als "Continuité 2021-2024", van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze projecten gericht zijn op buitengewone activiteiten waarvan de thematische prioriteiten de organisatie van educatieve, sociaal-culturele of sportieve workshops in de kleuter-, basis- en middelbare scholen van de gemeente Vorst mogelijk maken, in samenwerking met verenigingen;

Overwegende dat de overeenkomst die op 20 december 2024 werd gesloten tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betrekking heeft op de periode van 15 oktober 2024 tot en met 4 juli 2025;

Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2024, waarbij zestien projecten werden goedgekeurd voor een totaalbedrag van 117.157,10 euro;

Gelet op de storting van de eerste schijf van deze subsidie, die overeenkomt met 80% van het totaalbedrag, namelijk 93.725,68 euro, op de gemeentelijke Belfius-rekening op 23 januari 2025 (uittreksel 285 van 23 januari 2025);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 mei 2025 tot goedkeuring van de overeenkomsten met de verschillende partners (intern en extern);

Overwegende dat de overeenkomst betreffende het project "F03 - Sport- en dansactiviteit" niet bij de beraadslaging was gevoegd

BESLIST:

Zijn beslissing van 27 mei 2025 te herzien;

De voorwaarden goed te keuren van de bijgevoegde aanvullende overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de school Cime – die deelneemt aan de activiteiten van het Programma Preventie Schoolverzuim 2024-2025, ook bekend als "Continuité 2021-2024";

De burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, aan te wijzen om de gemeente Vorst rechtsgeldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de genoemde overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

---

## Général - Algemeen

### 70 **Prévention – Coordination générale – Convention du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité (PbPP) pour la période du 1er janvier au 31 décembre – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la réunion du 27 novembre 2025 avec les communes portant sur les subventions PBPP prolongeant les subventions au 31 décembre 2025 ;

Vu le courriel du 1 décembre 2025 nous transmettant la convention PbPP pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025 pour signature ;

Attendu la nécessité d'établir la convention entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest pour le Plan bruxellois de Prévention et de Proximité pour l'exercice 2025 ;

Considérant que nous joignons en annexe la copie de la convention envoyée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025 entre la Commune de Forest et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Preventie – Algemene coördinatie – Overeenkomst voor het Brussels Preventie- en Buurtplan (BPBP) voor de periode van 1 januari tot 31 december 2025 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de vergadering van 27 november 2025 met de gemeenten betreffende de subsidies van het BPBP, waarbij de subsidies werden verlengd tot 31 december 2025;

Gelet op de e-mail van 1 december 2025 waarin ons de BPBP-overeenkomst voor de periode van 1 januari tot 31 december 2025 werd toegezonden ter ondertekening;

Overwegende de noodzaak om de overeenkomst tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gemeente Vorst voor het Brussels Preventie- en Buurtplan voor begrotingsjaar 2025 op te stellen;

Overwegende dat wij als bijlage de kopie van de overeenkomst die is toegezonden door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering toevoegen

BESLIST:

De bepalingen van de bijgevoegde overeenkomst, afgesloten voor de periode van 1 januari tot 31 december 2025 tussen de Gemeente Vorst en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

71 **Prévention – Contrat de Quartier Durable 2 Cités – Acquisition de matériel audiovisuel – Prise d’acte de la décision du Collège relative à un marché public de faible montant – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les dispositions relatives à l’information du Conseil sur les décisions du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la décision du Collège prise en sa séance du 02/10/2025 relative au marché public de faible montant visant l’acquisition d’un appareil photo hybride, d’un kit de stabilisation, d’un micro d’enregistrement, d’un appareil portable audio-vidéo et d’accessoires destinés au service Prévention dans le cadre du projet « Harcèlement et assuétudes » financé par le Contrat de Quartier Durable 2 Cités ;

Vu le rapport d’examen des offres du 29 septembre 2025 rédigé par le service Prévention ;

Considérant que trois prestataires ont été sollicités, qu’une seule offre conforme a été reçue et qu’elle émane du fournisseur Fnac Vanden Borre pour un montant de 3.611,97 euros TVAC ;

Considérant que le Collège a attribué ce marché au fournisseur précité selon la procédure de facture acceptée, applicable aux marchés publics de faible montant ;

Considérant que cette dépense est financée à 100 % par le subside octroyé dans le cadre du Contrat de Quartier Durable 2 Cités, et inscrite à l’article budgétaire 93011/744-98/10 du service extraordinaire du budget 2025

DÉCIDE :

Article 1er : Le Conseil prend acte de la décision du Collège du 2 octobre 2025, référencée sous le numéro #007/02.10.2025/B/0060# du dossier 51070, relative au marché public de faible montant portant sur l’acquisition de matériel audiovisuel destiné au service Prévention dans le cadre du projet « Harcèlement et assuétudes » financé par le Contrat de Quartier Durable 2 Cités ;

Article 2 : Le Conseil constate que le marché a été attribué au fournisseur Fnac Vanden Borre pour un montant de 3.611,97 euros TVAC, conformément à la procédure de facture acceptée.

Article 3 : Le Conseil prend acte que la dépense est intégralement subsidiée et inscrite au budget

extraordinaire 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Preventie – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Aankoop van audiovisueel materiaal –  
Akteneming van de beslissing van het College betreffende een overheidsopdracht van beperkte  
waarde – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid de bepalingen betreffende de kennisgeving aan de Raad over de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de beslissing van het College in zijn zitting van 2 oktober 2025 betreffende de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de aankoop van een hybride fototoestel, een stabilisatiekit, een opnamemicrofoon, een draagbaar audio-videotoestel en toebehoren bestemd voor de Preventiedienst in het kader van het project "Pesterijen en verslaving", gefinancierd door het Duurzaam wijkcontract 2 Cités;

Gelet op het verslag van nazicht van de offertes van 29 september 2025, opgesteld door de Preventiedienst;

Overwegende dat drie dienstverleners werden benaderd, dat één conforme offerte werd ontvangen van de dienstverlener Fnac Vanden Borre voor een bedrag van 3.611,97 euro incl. BTW;

Overwegende dat het College deze opdracht heeft gegund aan voornoemde dienstverlener volgens de procedure van aanvaarde factuur, die van toepassing is op overheidsopdrachten van beperkte waarde;

Overwegende dat deze uitgave voor 100 % wordt gefinancierd door de subsidie toegekend in het kader van Duurzaam wijkcontract 2 Cités, en opgenomen in begrotingsartikel 93011/744-98/-/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2025

BESLIST:

Artikel 1: De Raad neemt akte van de beslissing van het College van 2 oktober 2025, met referentie #007/02.10.2025/B/0060# van dossier 51070, betreffende de overheidsopdracht van beperkte waarde houdende de aankoop van audiovisueel materiaal bestemd voor de Preventiedienst in het kader van het project "Pesterijen en verslaving", gefinancierd door het Duurzaam wijkcontract 2 Cités;

Artikel 2: De Raad stelt vast dat de opdracht werd gegund aan de dienstverlener Fnac Vanden Borre voor een bedrag van 3.611,97 incl. BTW, overeenkomstig de procedure van aanvaarde factuur.

Artikel 3: De Raad erkent dat de uitgave volledig wordt gesubsidieerd en is opgenomen in de buitengewone begroting 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT**

### **Sports - Sport**

#### **72 Sports – Acquisition d’un système de sonorisation portable fourni avec un microphone sans fil adapté – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant l’importance de pouvoir diffuser de manière immédiate, claire et audible pour tous des consignes lors d’événements sportifs ;

Considérant que le recours à une enceinte de sonorisation portable permettrait de faciliter la coordination des événements sportifs ou des animations réalisées par le personnel de l’établissement scolaire puisqu’il permet la transmission d’instructions collectives en temps réel tant aux participants qu’aux visiteurs ;

Considérant que dès lors cet équipement favoriserait l’accueil et l’organisation de manifestations sportives et scolaires ;

Considérant que la disposition de cet appareillage permettrait aussi d’éviter d’avoir à recourir à des prestataires externes pour la sonorisation d’événements, ce qui constitue une économie à moyen terme ;

Considérant l’obtention d’un subside de 33.723,75 euros auprès de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) afin d’acquérir du matériel sportif et autre destiné à équiper la salle De Puzzel ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition d’un système de sonorisation portable fourni avec un microphone sans fil adapté » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant max. estimé à 1.239,7 euros HTVA ou 1.500 euros, 21% TVAC, et inscrit à l'article budgétaire 764/744-98/26 (financement par subside - Vlaamse Gemeenschapscommissie) du service extraordinaire de l’exercice 2025 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 30 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition d'un système de sonorisation portable fourni avec un microphone sans fil adapté » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à max. 1.239,7 euros HTVA ou 1.500 euros, 21% TVAC, et inscrit à l'article budgétaire 764/744-98/26 (financement par subside – Vlaamse Gemeenschapscommissie) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Sport – Aankoop van een draagbare geluidsinstallatie met bijhorende draadloze microfoon – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het belang om tijdens sportevenementen onmiddellijk, duidelijk en voor iedereen hoorbaar instructies te kunnen verspreiden;

Overwegende dat het gebruik van een draagbare geluidsinstallatie de coördinatie van sportevenementen of activiteiten door het personeel van de school zou vergemakkelijken, aangezien hiermee in realtime instructies kunnen worden gegeven aan zowel deelnemers als bezoekers;

Overwegende dat deze apparatuur de organisatie van sport- en schoolevenementen zou vergemakkelijken;

Overwegende dat de beschikbaarheid van deze apparatuur ook zou voorkomen dat er een beroep moet worden gedaan op externe dienstverleners voor het geluid bij evenementen, wat op middellange termijn een besparing oplevert;

Overwegende dat er een subsidie van 33.723,75 euro is verkregen van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) voor de aankoop van sport- en ander materiaal voor de uitrusting van zaal De Puzzel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een draagbare geluidsinstallatie met bijhorende draadloze microfoon" via de procedure van de overheidsopdracht van geringe waarde, voor een maximumbedrag geraamd op 1.239,7 euro excl. btw of 1.500 euro, incl. 21% btw, en

ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-98/26 (financiering door subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) van de buitengewone dienst van het boekjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van een draagbare geluidsinstallatie met bijhorende draadloze microfoon” via de procedure van de overheidsopdracht van geringe waarde, voor een maximumbedrag geraamd op 1.239,7 euro excl. btw of 1.500 euro, incl. 21% btw, en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-98/26 (financiering door subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) van de buitengewone dienst van het boekjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

73 **Sports – Salle de sports De Puzzel – Acquisition d’un marquoir électronique indoor multisports et de son pupitre de commande – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant le caractère multisports de la salle de sports De Puzzel ;

Considérant la nécessité pour la salle de sports De Puzzel de disposer d’un marquoir électronique ;

Considérant que ce type de matériel nécessite l’acquisition conjointe d’un pupitre de commande ;

Considérant l’obtention d’un subside de 33.723,75 euros auprès de la Vlaamse

Gemeenschapscommissie (VGC) afin d'acquérir du matériel sportif destiné à équiper la salle De Puzzel ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25 septembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition d'un marquoir électronique indoor multisports et de son pupitre de commande » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant initialement estimé à 2.200 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-98/26 (financement par subside - Vlaamse Gemeenschapscommissie) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Considérant que l'offre régulière la plus économiquement intéressante porte sur un montant de 2.340,33 euros HTVA soit 2.831,80 euros, 21% TVAC, soit supérieure de 631,80 euros par rapport au montant initialement estimé ;

Considérant qu'il y a eu dès lors lieu de revoir le montant relatif à cette acquisition ;

Vu la décision du collège du 6 novembre 2025 révisant le montant de l'estimation en la portant à 2.831,80 euros ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins des 25 septembre 2025 et 6 novembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition d'un marquoir électronique indoor multisports et de son pupitre de commande » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant de 2.340,33 euros HTVA soit 2.831,80 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-98/26 (financement par subside – Vlaamse Gemeenschapscommissie) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Sport – Sportzaal De Puzzel – Aankoop van een elektronisch indoor multisport scorebord en bijhorend bedieningspaneel – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat er in de sportzaal De Puzzel verschillende sporten beoefend worden;

Overwegende de noodzaak voor de sportzaal De Puzzel om te beschikken over een elektronisch scorebord;

Overwegende dat er voor dit type materiaal ook een bedieningspaneel moet worden aangeschaft;

Overwegende dat er een subsidie van 33.723,75 euro is verkregen van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) voor de aankoop van sportmateriaal voor de uitrusting van zaal De Puzzel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 september 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een elektronisch indoor multisport scorebord en bijhorend bedieningspaneel" via de procedure van de overheidsopdracht van geringe waarde, voor een bedrag aanvankelijk geraamd op 2.200 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-98/26 (financiering door subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) van de buitengewone dienst van het boekjaar 2025;

Overwegende dat de meest voordelige regelmatige offerte 2.340,33 euro excl. btw bedraagt, zijnde 2.831,80 euro incl. 21% btw, wat 631,80 euro meer is dan het oorspronkelijk geraamde bedrag;

Overwegende dat het bedrag voor deze aankoop bijgevolg moet worden herzien;

Gelet op de beslissing van het College van 6 november 2025 tot herziening van de raming tot 2.831,80 euro;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

## BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 september 2025 en van 6 november 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een elektronisch indoor multisport scorebord en bijhorend bedieningspaneel" via de procedure van de overheidsopdracht van geringe waarde, voor een bedrag van 2.340,33 euro excl. btw, zijnde 2.831,80 euro 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-98/26 (financiering door subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) van de buitengewone dienst van het boekjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

## PRÉVENTION - PREVENTIE

### Intergénérationnel - Intergenerationeel

#### 74 Intergénérationnel – Centre Marconi – Convention de partenariat (Collectif Désistance) – Approbation.- report du 27/11/2025.- report du 05/12/2025

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 234 §4 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la volonté de la Commune de Forest de renforcer son engagement en faveur de l'inclusion sociale, de la cohésion intergénérationnelle et de la prévention de l'exclusion ;

Vu la mission du Collectif Désistance, qui accompagne les jeunes sous main de justice en transformant cette période en une opportunité de reconstruction, de dignité et de réinsertion sociale et professionnelle ;

Considérant que cette approche contribue à la réinsertion durable des jeunes, à la prévention de la récidive et à la promotion d'un climat social apaisé et solidaire ;

Considérant que la collaboration avec le Service intergénérationnel de la Commune permettra de développer des activités porteuses de sens, favorisant le lien social entre générations, la transmission de valeurs et le vivre-ensemble ;

Considérant que cette collaboration n'entraîne aucun impact financier pour la Commune de Forest, les actions prévues s'inscrivant dans les ressources humaines et logistiques déjà disponibles ;

Considérant qu'il y a lieu de formaliser cette collaboration par une convention soumise à l'approbation du Conseil communal

DECIDE :

D'approuver la collaboration entre le Service intergénérationnel et le Collectif Désistance ;

De préciser que cette collaboration ne génère aucun coût supplémentaire et n'aura aucun impact financier sur le budget communal ;

D'approuver la convention jointe en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Intergenerationele Zaken – Centrum Marconi – Partnerschapovereenkomst (Collectif Désistance) – Goedkeuring.- uitstel van 27/11/2025.- uitstel van 05/12/2025**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §4 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wens van de Gemeente Vorst om haar engagement voor sociale inclusie,

intergenerationele cohesie en preventie van uitsluiting te versterken;

Gelet op de taak van het Collectif Désistance, dat jongeren die onder toezicht staan van justitie begeleidt om deze periode om te zetten in een kans op herstel, waardigheid en sociale en professionele re-integratie;

Overwegende dat deze aanpak bijdraagt tot de duurzame re-integratie van jongeren, de preventie van recidive en de bevordering van een vreedzaam en solidair sociaal klimaat;

Overwegende dat de samenwerking met de Intergenerationele Dienst van de Gemeente de ontwikkeling van zinvolle activiteiten zal mogelijk maken, die het sociaal contact tussen generaties, de overdracht van waarden en het samenleven bevorderen;

Overwegende dat deze samenwerking geen financiële impact heeft voor de gemeente Vorst, aangezien de geplande acties worden uitgevoerd binnen de reeds beschikbare personele en logistieke middelen;

Overwegende dat deze samenwerking moet worden geformaliseerd door middel van een overeenkomst die ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Gemeenteraad

**BESLIST:**

De samenwerking tussen de Intergenerationele Dienst en het Collectif Désistance goed te keuren;

Te preciseren dat deze samenwerking geen extra kosten met zich meebrengt en geen financiële impact zal hebben op het gemeentebudget;

De bijgesloten overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

#### **- Intervention Mme El Hamidine**

**Il s'agit de la convention de partenariat pédagogique avec le collectif Désistance.**

**En tout cas, je salue cette activité intergénérationnelle qui apporte beaucoup aux personnes âgées ainsi qu'aux jeunes.**

**Je vois dans la convention qu'il va y avoir un bilan des actions menées qui sera réalisé conjointement chaque année pour mesurer l'impact du partenariat et proposer des ajustements.**

**Je me demande à quel moment est-ce que les jeunes et les moins jeunes seront consultés pour qu'ils puissent eux aussi donner leur avis par rapport à ce projet ? Et seront-ils concertés ? Est-ce que c'est possible, dans cette convention, de mettre un petit mot concernant le conjointement, à savoir une délégation de jeunes et une délégation de personnes âgées ?**

#### **- Réplique Mme El Omari**

**Dans le cadre de cette collaboration, comme dans tous projets de partenariat, nous évaluerons en cours de route avec le service. Mais il ne nous appartient pas d'évaluer le projet de Désistance lui-même, c'est aux différents organismes subsidiant que cela revient.**

**- Réplique Mme El Hamidine**

**Merci Mme l'échevine, ma question portait sur le fait que les personnes âgées soient aussi consultées, mais je sais que cela sera fait. Merci.**

**- Tussenkost mevrouw El Hamidine**

**Het gaat om de pedagogische partnerschapsovereenkomst met Collectif Désistance.**

**Ik juich deze intergenerationele activiteit in ieder geval toe, omdat ze zowel ouderen als jongeren veel te bieden heeft.**

**Ik zie in de overeenkomst dat er elk jaar een gezamenlijke evaluatie van de ondernomen acties zal plaatsvinden om de impact van het partnerschap te beoordelen en aanpassingen voor te stellen.**

**Ik vraag me af wanneer jong en oud zullen worden geraadpleegd, zodat ook zij hun mening over dit project kunnen geven? En zal er overleg met hen worden gepleegd? Is het mogelijk om in deze overeenkomst een beetje toelichting op te nemen over de gezamenlijke aanpak, namelijk een delegatie van jongeren en een delegatie van ouderen?**

**- Repliek van mevrouw El Omari**

**In het kader van deze samenwerking zullen we, zoals bij alle partnerschapsprojecten, tussentijds evalueren samen met de dienst. Het is echter niet aan ons om het project van Désistance zelf te evalueren, maar aan de verschillende subsidiërende organisaties.**

**- Repliek van mevrouw El Hamidine**

**Dank u, mevrouw de schepen, mijn vraag had betrekking op het feit dat ook ouderen worden geraadpleegd, maar ik weet dat dit zal gebeuren. Dank u.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**75 Intergénérationnel - Jeunesse - Atout Projet asbl - Convention 2026 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal, en sa séance du 05/12/2023 approuvant les termes et conditions de la convention entre la commune de Forest et l'asbl "Atout Projet" pour une durée de 3 ans à partir de l'année 2023 ;

Considérant que la convention arrive à échéance et que le service jeunesse souhaite la renouveler du 1 janvier 2026 au 31 décembre 2026

Considérant que deux animateurs à temps plein sont mis à disposition par l'asbl Atout Projet pour l'année 2026 et sont détachés à la Commune de Forest

DECIDE :

D'approuver la convention du 1 janvier 2026 au 31 décembre 2026 entre la commune de Forest et l'asbl Atout Projet sise avenue Henri Jaspar 92, 1060 Saint-Gilles ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Intergenerationele Zaken - Jeugd - Atout Projet vzw - Overeenkomst 2026 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 05/12/2023 tot goedkeuring van de voorwaarden van de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de vzw "Atout Projet" voor een periode van 3 jaar vanaf 2023;

Overwegende dat de overeenkomst afloopt en dat de Jeugddienst deze wenst te verlengen van 1 januari 2026 tot en met 31 december 2026;

Overwegende dat twee voltijdse animatoren door de vzw Atout Projet ter beschikking worden gesteld voor het jaar 2026 en worden gedetacheerd bij de gemeente Vorst

BESLIST:

De overeenkomst van 1 januari 2026 tot en met 31 december 2026 tussen de gemeente Vorst en de vzw Atout Projet, gevestigd te Henri Jasparlaan 92, 1060 Sint-Gillis, goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Mobilité - Mobiliteit**

- 76 **Mobilité – Convention de mise à disposition d'un fond de la Fondation Roi Baudouin de 100.000 € pour le réaménagement de façade à façade de l'avenue de la Verrerie, dont l'un des objectifs est de rééquilibrer le profil de la voirie en faveur des piétons et des cyclistes (réseau vélo**

## CONFORT)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestres et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant que la commune de Forest a répondu à l'appel à "Bikes in Brussels Awards 2025", organisé par la Fondation Roi Baudouin avec le projet '*Création d'une voirie « Vélo plus » reliant un itinéraire cyclable régional et une piste cyclable dans le bas de Forest*' qui concerne l'aménagement des rues Delta et Tropiques ;

Considérant que la Fondation Roi Baudouin s'est donnée pour mission au travers du Fonds Bike in Brussels "*de contribuer à une mobilité vélo plus facile, plus sûre et plus efficace dans la Région de Bruxelles-Capitale au bénéfice de toutes et tous*";

Considérant que la Fondation Roi Baudouin décernera un ou plusieurs prix par catégorie d'infrastructures ;

Considérant que le réaménagement des rues Delta et Tropiques a été sélectionné par la fondation Roi Baudouin comme lauréat du « Bike awards » ;

Considérant le courrier de la Fondation Roi Baudouin datée du 27 juin 2025 annonçant la remise d'un prix de 100.000 € pour le projet '*Création d'une voirie « Vélo plus » reliant un itinéraire cyclable régional et une piste cyclable dans le bas de Forest*' ;

Considérant que, dans sa candidature, la commune s'engage à allouer le montant perçu au réaménagement de façade à façade de l'avenue de la Verrerie, dont l'un des objectifs est de rééquilibrer le profil de la voirie en faveur des piétons et des cyclistes (réseau vélo CONFORT) ;

Considérant que la signature de convention pour la mise à disposition du montant de 100 000 € entre la Fondation Roi Baudouin et la Commune de Forest engage la Commune de Forest à :

- placer une ou plusieurs plaques du Fonds Bikes in Brussels sur l'aménagement primé pour le 30 septembre 2025 ;
- transmettre au Fonds 3 à 5 photos de bonne qualité pour illustrer l'aménagement primé sur le site internet du Fonds pour le 30 septembre 2025 ;
- transmettre via le portail de la communauté FRB un reportage-photo décrivant succinctement les nouveaux projets d'infrastructures cyclistes mis en place, comme mentionnés dans le cadre de la candidature aux Bikes in Brussels Awards ou lors des échanges avec le Fonds à propos de celle-ci pour le 31 décembre 2026.

Considérant la convention jointe au dossier

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Fondation Roi Baudouin et la Commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Mobiliteit – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een fonds van 100.000 euro door de Koning Boudewijnstichting voor de herinrichting van de Glasblazerijlaan, van gevel tot gevel, met als een van de doelstellingen het wegprofiel opnieuw in evenwicht te brengen ten gunste van voetgangers en fietsers (Fiets-Comfort-netwerk)**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat de gemeente Vorst is ingegaan op de oproep voor de “Bikes in Brussels Awards 2025”, georganiseerd door de Koning Boudewijnstichting, met het project “*Aanleg van een 'Fiets-Plus'-route die een gewestelijke fietsroute en een fietspad in laag Vorst met elkaar verbindt*”, dat betrekking heeft op de herinrichting van de Deltastraat en de Keerkringenlaan;

Overwegende dat de Koning Boudewijnstichting zich via het Fonds "Bikes in Brussels" ten doel heeft gesteld "*bij te dragen tot een gemakkelijker, veiligere en efficiëntere fietsmobiliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor iedereen*";

Overwegende dat de Koning Boudewijnstichting één of meerdere prijzen per infrastructuurcategorie zal toekennen;

Overwegende dat de herinrichting van de Deltastraat en de Keerkringenlaan door de Koning Boudewijnstichting is geselecteerd als laureaat van de “Bike Awards”;

Overwegende de brief van de Koning Boudewijnstichting van 27 juni 2025 waarin de toekenning van een prijs van 100.000 euro wordt aangekondigd voor het project "*Aanleg van een 'Fiets-Plus'-route die een gewestelijke fietsroute en een fietspad in laag Vorst met elkaar verbindt*";

Overwegende dat de gemeente zich er in haar kandidatuur toe verbindt om het ontvangen bedrag te besteden aan de herinrichting van de Glasblazerijlaan, van gevel tot gevel, om het wegprofiel opnieuw in evenwicht te brengen ten gunste van voetgangers en fietsers (Fiets-Comfort-netwerk);

Overwegende dat de ondertekening van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van het bedrag van 100.000 euro tussen de Koning Boudewijnstichting en de gemeente Vorst de gemeente Vorst ertoe verbindt:

- één of meer borden van het Fonds "Bikes in Brussels" aan te brengen op de bekroonde inrichting tegen 30 september 2025;
- het Fonds 3 tot 5 foto's van goede kwaliteit te bezorgen om de bekroonde inrichting op de website van het Fonds te illustreren tegen 30 september 2025;
- via het portaal van de KBS-community een fotoreportage door te sturen met een korte beschrijving van de nieuwe fietsinfrastructuurprojecten die zijn gerealiseerd, zoals vermeld in het kader van de kandidatuur voor de "Bikes in Brussels Awards" of tijdens de uitwisselingen met het Fonds hierover, tegen 31 december 2025;

Overwegende de bij het dossier gevoegde overeenkomst

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen de Koning Boudewijnstichting en de Gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT**

### **Ecoles - Scholen**

#### **77 Enseignement néerlandophone – Personnel enseignant subventionné des écoles De Wereldbrug & De Puzzel – Déclaration des places vacantes pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2026 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, section 3 – art 33, concernant la position légale de certains employés de l'enseignement subventionné et des centres d'accompagnement d'élèves subventionnés ;

Considérant les heures de cours disponibles dans les écoles et la composition du personnel subventionné en date du 15 octobre 2025 dans les écoles communales De Wereldbrug et De Puzzel ;

Considérant qu'en date du 1<sup>er</sup> janvier 2026, les heures de cours, comme reprises en annexe, sont vacantes, et qu'il est dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures ;

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer ces deux écoles à une nouvelle communauté d'écoles portant le nom Spectrum ;

Vu la notification du 11 mai 2020 auprès de l'Agence des services de l'enseignement de la Communauté flamande, sur la poursuite de la Scholengemeenschap Spectrum pour la période 2020-2026 ;

Vu la décision du Conseil du 21 septembre 2021 approuvant la Convention de collaboration pour la période 2020-2026 ;

Considérant la procédure proposée et approuvée par les 7 écoles au sein de Spectrum concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente, au sein de la communauté d'écoles ;

DECIDE :

De prendre acte de la déclaration de places vacantes, comme repris en annexe, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à charge de la Communauté

flamande ;

De prendre acte du fait que le directeur-coordonateur de Spectrum et toutes les directions de la communauté d'écoles informeront avant le 15 novembre 2025 l'ensemble du personnel des différentes écoles de ces dispositions ;

De prendre acte du fait que le personnel subventionné de la communauté d'écoles Spectrum, qui souhaiterait postuler pour une place vacante avec nomination permanente, doit adresser sa candidature par triple courrier électronique au directeur, au pouvoir organisateur de l'enseignement et au directeur-coordonateur de la Scholengemeenschap Spectrum et ce uniquement par le formulaire établi par Spectrum au plus tard le 10 décembre 2025 ;

Les candidatures incomplètes, tardives (après le 10 décembre 2025) ou non conformes aux prescriptions établies par Spectrum, ne seront pas prises en considération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Nederlandstalig onderwijs – Gesubsidieerd onderwijzend personeel van de scholen De Wereldbrug & De Puzzel – Vacantverklaring voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2026 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 27 maart 1991, afd.3 – art. 33, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Overwegende de beschikbare lestijden in de scholen en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel op 15 oktober 2025 in de gemeentescholen De Wereldbrug en De Puzzel;

Overwegende dat op 1 januari 2026 de lestijden, zoals in bijlage opgenomen, vacant zijn, en er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om beide scholen deel te laten uitmaken van een nieuwe scholengemeenschap met de naam Spectrum;

Gelet op de melding van de bestendinging van scholengemeenschap Spectrum voor de periode 2020-2026 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten van de Vlaamse Gemeenschap op 11 mei 2020;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 september 2021 om de samenwerkingsovereenkomst voor de periode 2020-2026 goed te keuren;

Overwegende de voorgestelde en goedgekeurde procedure van de 7 betrokken scholen binnen scholengemeenschap Spectrum met betrekking tot de vacantverklaring voor een vaste benoeming binnen de scholengemeenschap;

BESLIST:

Akte te nemen van de vacantverklaring, zoals in bijlage opgenomen, met ingang van 1 januari 2026, voor een vaste benoeming in een wervingsambt, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap;

Akte te nemen dat deze vacante betrekkingen uiterlijk vóór 15 november 2025 door de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum en alle schooldirecties van de scholengemeenschap worden gecommuniceerd aan alle personeelsleden van de verschillende scholen;

Akte te nemen dat het gesubsidieerde personeel van de scholengemeenschap Spectrum dat in

aanmerking wenst te komen voor een vaste benoeming in de vacante uren, zich uiterlijk op 10 december 2025, dient te melden per drievoudige e-mail aan de directie, het schoolbestuur en de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum, via het daartoe door Spectrum opgestelde formulier;

Onvolledige of laattijdige (na 10 december 2025) kandidaatstellingen of niet conform met de door Spectrum opgestelde voorschriften worden niet in aanmerking genomen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat - Secretariaat**

#### **78 Motion contre les mesures d'économie du Gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles touchant l'enseignement (Ecolo/Groen), (PS/Vooruit), (PTB/PVDA), conseillers communaux). (Complémentaire)**

Le Conseil communal de Forest, réuni en séance le 16 décembre 2025,

Vu le droit à l'éducation consacré par l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ;

Vu les articles 28 et 29 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant ;

Vu l'article 24 de la Constitution qui consacre le droit à l'enseignement, ce compris la gratuité de l'enseignement, et le droit à l'égalité ;

Vu la Déclaration de Politique Communautaire s'engage à redonner confiance aux enseignants, revaloriser le métier et lutter contre la pénurie ;

Vu la Déclaration de Politique Communautaire promeut la réduction du décrochage scolaire par un climat scolaire apaisé mettant le bien-être et la santé mentale au cœur du projet scolaire ;

Vu la Déclaration de Politique Communautaire promeut des repas scolaires de qualité, des bâtiments scolaires à la pointe de l'efficacité énergétique ;

Vu le rapport du comité d'experts mandaté par la Fédération Wallonie-Bruxelles en soutien à son pilotage budgétaire et déposé le 24/9/25 attire l'attention sur les éléments suivants :

- Les investissements réalisés au sein de la FWB, et notamment les dépenses en matière d'enseignement et de recherche, mais aussi en matière d'accueil de la petite enfance, contribuent à la croissance économique de long terme de la Belgique et au taux d'emploi. La contribution demandée à la FWB afin de réduire le déficit budgétaire global de la Belgique doit intégrer la spécificité de ses compétences afin d'éviter un effet contreproductif sur les recettes publiques des autres entités.
- A ce stade, aucune des pistes n'est suffisamment documentée pour que le Comité puisse se

prononcer de manière définitive sur leur caractère réaliste. Il s'agit donc uniquement d'une liste de propositions d'idées à creuser.

- Le Comité a été informé des projets du Gouvernement actuel de remplacer le statut actuel des Enseignants par un CDI ( ...), note que beaucoup d'éléments restent à clarifier et que les analyses préliminaires indiquent que les surcoûts liés à cette révision du statut pourraient être très conséquents.

Considérant qu'un des objectifs d'amélioration du système éducatif, fixé par la réforme du Pacte pour un enseignement d'excellence et soutenu par tous les acteurs de l'enseignement, est de réduire les inégalités (notamment au travers de leurs résultats) entre les élèves les plus favorisés et les moins favorisés ;

Considérant que la réussite scolaire est largement et malheureusement corrélée au niveau socio-économique du foyer ;

Considérant que l'enseignement fondamental constitue une mission essentielle de service public, garantissant l'accès à une éducation de qualité à chaque enfant, sans distinction d'origine sociale et/ou culturelle ;

Considérant que les écoles communales, dont plusieurs sont situées en zone urbaine sensible et en contexte socio-économique fragile, jouent un rôle crucial dans la lutte contre les inégalités scolaires, sociales et culturelles ;

Considérant que les récentes mesures d'économie portées par le gouvernement de la FWB mettent en péril la capacité des établissements communaux à assurer leurs missions de manière qualitative, dans des conditions dignes pour les élèves et le personnel éducatif ;

Considérant la réduction de 50% des budgets consacrés à la gratuité des fournitures scolaires dans l'enseignement fondamental, concomitamment à l'extension du dispositif jusqu'en 6<sup>ème</sup> primaire pour couvrir 50% d'élèves supplémentaires, qui empêchera les pouvoirs organisateurs, dont notre commune, de fournir à chaque élève les fournitures nécessaires à la bonne poursuite des apprentissages ;

Considérant la révision substantielle du périmètre et du budget du dispositif permettant aux enfants de bénéficier d'un repas chaud, équilibré et gratuit à l'école, au bénéfice des apprentissages ;

Considérant la non-indexation des moyens financiers destinés au fonctionnement des écoles pour 2026, qui imposera à la commune un effort budgétaire conséquent et l'obligera à réduire la qualité de son service public scolaire ;

Considérant les mesures importantes d'économies annoncées pour le dispositif « Encadrement différencié » destiné à aider les écoles accueillant des publics socio-économiquement fragiles : plusieurs écoles primaires forestoises bénéficient aujourd'hui de ce dispositif et seront donc touchées (18 millions seront dorénavant accordés à l'encadrement différencié et aux repas gratuits, contre auparavant 11 millions pour l'encadrement différencié et 20 millions pour les repas) ;

Considérant les mesures touchant au statut des enseignant·es (la fin annoncée des nominations, l'augmentation de la charge horaire dans l'enseignement secondaire supérieur, la suppression de la valorisation salariale liée au barème 501 pour les enseignant·es qui s'inscrivent dans un Master en sciences de l'éducation), comme variable d'ajustement budgétaire, qui vont aggraver la pénurie d'enseignant·es en rendant le métier moins attractif. Considérant que cette pénurie sévit particulièrement à Bruxelles et dans les communes plus populaires telles que Forest et que ces mesures impacteront particulièrement les jeunes enseignant·es non nommé·es, pour lequel·les il est déjà difficile de trouver une stabilité professionnelle et qu'il sera par conséquent encore plus difficile pour notre commune de recruter le nombre d'enseignant·es nécessaires pour assurer un encadrement de qualité à chaque élève ;

Considérant la réforme du tronc commun dans le secondaire, qui réinstaure une logique de marché scolaire, et ce faisant de ségrégation entre élèves d'une même école et entre écoles ;

Considérant les diminutions budgétaires pour les détachements pédagogiques qui affaibliront le système associatif qui gravite autour de l'enseignement ;

Considérant les règles de réussite du système du CEB, CE1D et CESS, qui seront revues pour augmenter la moyenne générale de réussite à 60%, ce qui renforcera l'échec scolaire, déjà anormalement élevé en Belgique francophone, et ce sans que les mesures d'accompagnement pour les élèves en difficulté ne soient précisées ou assorties d'une enveloppe financière ;

Considérant l'instauration d'un minerval pour les élèves de moins de 12 ans au sein des **académies**, qui impactera négativement le nombre d'inscriptions, le volume d'emplois et l'offre artistique et limitera fortement l'accès à la culture et à la pratique artistique, particulièrement pour les familles les plus précaires qui en sont déjà les plus éloignées (selon la Ligue des familles, dans une étude publiée en septembre 2025, « les familles paient en moyenne 1 295 € par an pour les activités sportives et artistiques régulières de leurs enfants » et « 65 % des parents déclarent rencontrer des difficultés financières liées au coût des activités extrascolaires ») ;

Considérant que ces choix budgétaires auront pour effets majeurs d'accentuer les inégalités scolaires – alors que le système belge est déjà reconnu comme l'un des plus inégalitaires de l'OCDE – ainsi que de diminuer la qualité de notre enseignement ;

Considérant que les premières victimes de ces choix budgétaires ne sont pas des chiffres mais seront les enfants ainsi que les directions, le personnel enseignant et le personnel encadrant ;

Considérant que l'ensemble de ces mesures fait peser un coût supplémentaire sur les familles, déjà confrontées à de nombreuses difficultés financières, en particulier pour les plus précaires d'entre elles qui subiront une double peine (démarches auprès du CPAS, stigmatisation, alourdissement de la charge administrative, etc.) et aggravant les inégalités ;

Considérant que le budget communal est déjà mis sous pression à cause du report de charges sur les communes, en particulier en raison des 3P (pensions, police, pauvreté), et que les mesures supplémentaires prises par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles renforcent cette pression (notamment concernant la rénovation des bâtiments scolaires qui devra se faire dorénavant via emprunts bancaires à des taux élevés), ce qui impactera in fine les familles forestoises ;

Considérant les réactions négatives des fédérations de pouvoirs organisateurs, des syndicats de l'enseignement, des associations de parents d'élèves, des associations de directions (tous réseaux confondus), des scientifiques expert-es de l'éducation, du monde associatif qui gravite autour de l'enseignement ;

### **Le Conseil communal de Forest :**

1) Dénonce et marque sa ferme opposition aux mesures d'économie appliquées dans le secteur de l'enseignement fondamental et secondaire par le gouvernement de la FWB ;

2) Affirme son soutien aux directions d'écoles, aux enseignant-es, aux éducatrices, au personnel administratif, ouvrier et technique, ainsi qu'aux parents et élèves des écoles communales forestoises, qui subissent de plein fouet les effets de ces politiques d'austérité ;

3) Réaffirme l'attachement de la commune de Forest à un enseignement fondamental public, gratuit, inclusif et de qualité, financé de manière structurelle et équitable et qui vise l'excellence pour l'ensemble des élèves ;

4) Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de revoir sa trajectoire budgétaire en matière d'enseignement, en privilégiant l'investissement plutôt que les coupes, en particulier dans

les écoles accueillant des publics précarisés ;

5) Demande expressément au gouvernement de la FWB de concerter les enseignant.es, les directions, les élèves et les parents ;

7) Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a minima, d'utiliser les indices socio-économiques des écoles pour baser leurs politiques budgétaires sur des réalités sociales ;

8) Réaffirme la volonté de la commune de poursuivre tous les efforts nécessaires afin de diminuer le coût de l'école à charge des parents ; »

9) Charge le Collège communal de transmettre cette motion :

o à la Ministre Valérie Glatigny,

o au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

o aux syndicats représentatifs de l'enseignement.

Motion déposée par :

Maud De Ridder (Ecolo/groen),

Gilles Martin (PS/Vooruit)

Vanessa dos Santos Deville (PTB/PVDA)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 22 votes positifs, 13 abstentions.

---

**Motie tegen de besparingsmaatregelen van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel op het vlak van onderwijs (op vraag van (Ecolo/Groen), (PS/Vooruit), (PTB/PVDA) gemeenteraadsliden ). (Aanvullend)**

De Gemeenteraad van Vorst, in zitting van 16 december 2025,

Gelet op het recht op onderwijs zoals vastgelegd in artikel 26 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens;

Gelet op de artikelen 28 en 29 van het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind;

Gelet op artikel 24 van de Grondwet, waarin het recht op onderwijs, met inbegrip van gratis onderwijs, en het recht op gelijkheid vastgelegd zijn;

Gelet op de gemeenschapsbeleidsverklaring, die ernaar streeft het vertrouwen van leerkrachten te herstellen, het beroep te herwaarderen en het tekort aan leerkrachten te bestrijden;

Gelet op de gemeenschapsbeleidsverklaring die het terugdringen van schooluitval bevordert door een rustig schoolklimaat te creëren waar welzijn en geestelijke gezondheid centraal staan in het schoolproject;

Gelet op de gemeenschapsbeleidsverklaring die kwalitatieve schoolmaaltijden en schoolgebouwen met een optimale energie-efficiëntie bevordert;

Gelet op het rapport van het comité van deskundigen dat door de Federatie Wallonië-Brussel aangesteld werd ter ondersteuning van haar begrotingsbeleid en dat op 24 september 2025 ingediend werd, wordt de aandacht gevestigd op de volgende elementen:

- De investeringen in de FWB, met name de uitgaven voor onderwijs en onderzoek, maar ook voor kinderopvang, dragen bij tot de economische groei op lange termijn van België en tot de werkgelegenheidsgraad. De bijdrage die van de FWB wordt gevraagd om het totale begrotingstekort van België te verminderen, moet rekening houden met de specifieke aard van haar bevoegdheden om een contraproductief effect op de overheidsinkomsten van de andere entiteiten te voorkomen.
- Op dit moment is geen van de pistes voldoende gedocumenteerd om het Comité in staat te stellen zich definitief uit te spreken over de haalbaarheid ervan. Het gaat dus uitsluitend om een lijst met voorstellen die verder moeten worden uitgewerkt.
- Het Comité is op de hoogte gebracht van de plannen van de huidige regering om het statuut van de leraren te vervangen door een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur (...), merkt op dat veel zaken nog moeten worden verduidelijkt en dat uit vooranalyses blijkt dat de meerkosten in verband met deze herziening van het statuut aanzienlijk kunnen zijn.

Overwegende dat een van de doelstellingen van de verbetering van het onderwijssysteem, die is vastgelegd in de hervorming van het Pact voor excellentieonderwijs en wordt gesteund door alle actoren in het onderwijs, het verminderen van de ongelijkheid (met name wat de resultaten betreft) tussen de meest bevoorrechte en de minst bevoorrechte leerlingen is;

Overwegende dat schoolsucces helaas in grote mate samenhangt met het sociaaleconomische niveau van het gezin;

Overwegende dat basisonderwijs een essentiële taak van de overheid is, die elk kind toegang tot kwaliteitsonderwijs garandeert, ongeacht zijn sociale en/of culturele afkomst;

Overwegende dat gemeentescholen, waarvan er verschillende in kwetsbare stadswijken en in een fragiele sociaaleconomische context liggen, een cruciale rol spelen in de strijd tegen schoolse, sociale en culturele ongelijkheden;

Overwegende dat de recente bezuinigingsmaatregelen van de regering van de FWB de gemeentelijke instellingen in hun vermogen belemmeren om hun taken degelijk uit te voeren, in waardige omstandigheden voor de leerlingen en het onderwijzend personeel;

Overwegende dat de begroting voor gratis schoolbenodigdheden in het basisonderwijs met 50 % is verlaagd, terwijl de regeling is uitgebreid tot het zesde leerjaar, waardoor 50 % meer leerlingen worden gedekt, waardoor de inrichtende machten, waaronder onze gemeente, niet langer in staat zijn om elke leerling de benodigdheden te verstrekken die nodig zijn voor de goede voortzetting van het leerproces;

Overwegende de ingrijpende herziening van de reikwijdte en het budget van de regeling waardoor kinderen op school een warme, evenwichtige en gratis maaltijd krijgen, wat het leerproces ten goede komt;

Overwegende de niet-indexering van de financiële middelen voor de werking van de scholen voor 2026, waardoor de gemeente een aanzienlijke financiële inspanning zal moeten leveren en de kwaliteit van haar schooldienstverlening zal moeten verminderen;

Overwegende de aanzienlijke besparingen die aangekondigd zijn voor de regeling “gedifferentieerde begeleiding” ter ondersteuning van scholen die sociaaleconomisch kwetsbare leerlingen opvangen: verschillende basisscholen in Vorst maken momenteel gebruik van deze regeling en zullen dus getroffen worden (voortaan wordt 18 miljoen euro toegekend aan gedifferentieerde begeleiding en

gratis maaltijden, tegenover vroeger 11 miljoen euro voor gedifferentieerde begeleiding en 20 miljoen euro voor maaltijden);

Overwegende de maatregelen met betrekking tot het statuut van de leerkrachten (het aangekondigde einde van de benoemingen, de optrekking van het aantal lesuren in het hoger secundair onderwijs, de afschaffing van de loonsverhoging i.v.m. barema 501 voor leerkrachten die zich inschrijven voor een master in het onderwijs), als variabele voor begrotingsaanpassingen, die het tekort aan leerkrachten zullen verergeren door het beroep minder aantrekkelijk te maken; Overwegende dat dit tekort vooral in Brussel en in de meer volkse gemeenten zoals Vorst heerst en dat deze maatregelen vooral gevolgen zullen hebben voor jonge leerkrachten die niet benoemd zijn, die moeilijk professionele stabiliteit vinden, en dat het daardoor voor onze gemeente nog moeilijker zal worden om het aantal leerkrachten aan te werven dat nodig is om elke leerling kwaliteitsvol onderwijs te bieden;

Overwegende dat de hervorming van het gemeenschappelijk curriculum in het secundair onderwijs opnieuw een logica van de onderwijsmarkt invoert en dus ook segregatie tussen leerlingen van dezelfde school en tussen scholen;

Overwegende dat de bezuinigingen op pedagogische detacheringen het verenigend aspect rond het onderwijs zullen verzwakken;

Overwegende de regels voor het slagen van het systeem (CEB, CE1D en CESS) die herzien worden om het algemene slagingspercentage te verhogen tot 60 %, waardoor het schoolfalen, dat in Franstalig België al abnormaal hoog is, nog zal toenemen, zonder dat er begeleidende maatregelen voor leerlingen in moeilijkheden worden gespecificeerd of aan een financiële envelop gekoppeld worden;

Overwegende de invoering van een inschrijvingsgeld voor leerlingen jonger dan 12 jaar in de **academies**, wat een negatieve invloed zal hebben op het aantal inschrijvingen, het aantal banen en het artistieke aanbod zal beïnvloeden en de toegang tot cultuur en artistieke activiteiten sterk zal beperken, in het bijzonder voor de meest kwetsbare gezinnen die hier al het minst toegang toe hebben (volgens de Ligue des Familles, in een studie gepubliceerd in september 2025, betalen gezinnen gemiddeld 1.295 euro per jaar voor de regelmatige sport- en kunstactiviteiten van hun kinderen en geeft 65 % van de ouders aan financiële moeilijkheden te ondervinden met de kosten van buitenschoolse activiteiten);

Overwegende dat deze begrotingskeuzes de ongelijkheid op school nog zal vergroten – terwijl het Belgische systeem al bekendstaat als een van de meest ongelijke van de OESO – en de kwaliteit van ons onderwijs zal verlagen;

Overwegende dat de eerste slachtoffers van deze begrotingskeuzes niet de cijfers zijn, maar de kinderen, de directies, het onderwijzend personeel en het omkaderingspersoneel;

Overwegende dat al deze maatregelen extra kosten met zich meebrengen voor gezinnen die al met heel wat financiële moeilijkheden kampen, met name voor de meest kwetsbare gezinnen, die dubbel gestraft worden (naar het OCMW, stigmatisering, zwaardere administratieve lasten, ...) en dat dit de ongelijkheid vergroot;

Overwegende dat de gemeentelijke begroting al onder druk staat door de overheveling van lasten naar de gemeenten, o.a. als gevolg van de 3P's (pensioenen, politie, precariteit), en dat de aanvullende maatregelen van de regering van de FWB deze druk nog vergroten (met name wat betreft de renovatie van schoolgebouwen, die voortaan met hoge rentetarieven via bankleningen moet worden gefinancierd), wat uiteindelijk gevolgen zal hebben voor de Vorstse gezinnen;

Gelet op de negatieve reacties van de federaties van inrichtende machten, de onderwijsvakbonden, de ouderverenigingen, de verenigingen van directies (van alle netten), de onderwijsexperts en de verenigingen die actief zijn rond onderwijs;

**De Gemeenteraad van Vorst:**

- 1) Veroordeelt en kant zich fel tegen de besparingsmaatregelen die de regering van de FWB in het basis- en secundair onderwijs heeft doorgevoerd;
- 2) Bevestigt zijn steun aan de schooldirecties, leerkrachten, opvoeders, administratief, technisch en ondersteunend personeel, alsook aan de ouders en leerlingen van de Vorstse gemeentescholen, die de gevolgen van dit bezuinigingsbeleid ten volle ondervinden;
- 3) Bekrachtigt het belang dat de gemeente Vorst hecht aan gratis, inclusief en kwalitatief hoogstaand basisonderwijs, dat op structurele en billijke wijze wordt gefinancierd en dat streeft naar excellentie voor alle leerlingen;
- 4) Verzoekt de regering van de Federatie Wallonië-Brussel haar begrotingstraject op het vlak van onderwijs te herzien en daarbij de voorkeur te geven aan investeringen in plaats van bezuinigingen, met name in scholen met leerlingen uit kwetsbare gezinnen;
- 5) Verzoekt de regering van de FWB uitdrukkelijk om overleg te plegen met leerkrachten, directies, leerlingen en ouders;
- 7) Verzoekt de regering van de Federatie Wallonië-Brussel om op zijn minst de sociaaleconomische indicatoren van de scholen te gebruiken om haar begrotingsbeleid op de sociale realiteit te baseren;
- 8) Bekrachtigt de bereidheid van de gemeente om alle nodige inspanningen te blijven leveren om de schoolkosten voor de ouders te verlagen;
- 9) Verzoekt het College deze motie door te geven:
  - aan minister Valérie Glatigny
  - aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel
  - aan de onderwijsvakbonden.

Motie ingediend door:

Maud De Ridder (Ecolo/groen),

Gilles Martin (PS/Vooruit)

Vanessa dos Santos Deville (PTB/PVDA)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 22 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

J'aimerais revenir ici sur les suites données à la décision d'octroyer des allocations pour fonctions supérieures à un certain nombre d'agents de l'administration communale de Forest.

Pour rappel, cette décision date du printemps 2018 et a été prise par le Collège alors composé du PS, d'Ecolo et de DÉFI ; j'y avais donc participé.

Ces allocations étaient accordées à des travailleurs pour des fonctions supérieures, prévues au cadre, qu'ils occupaient dans le fait.

Ce système était voué à disparaître assez rapidement (+/-1 an), le temps d'organiser les examens de promotion.

Ceci, avec aucune garantie pour les bénéficiaires de ces allocations d'obtenir lesdites promotions. Il était donc possible que ces allocations soient supprimées pour certains bénéficiaires dès lors qu'ils échouaient ou ne participaient tout simplement pas aux examens.

Après cette décision, j'avais d'ailleurs sollicité à diverses reprises le Collège et la Secrétaire communale sur l'agenda de ces examens.

Un article publié en novembre 2025 dans la revue Diagnostic du GERFA a fait état de la situation mais aussi des difficultés qu'il a eu à obtenir des informations à telle point qu'il a du solliciter la CADA (la Commission d'Accès aux Documents Administratifs).

Ainsi, en 2018, 124 agents bénéficiaient d'allocation pour fonctions supérieures pour un coût de +/- 743.500€. En 2019, 127 agents pour un coût de +/-753.500€. Et, aujourd'hui, en 2025, on est passé à 45 agents pour un coût de 339.500€.

- Pourriez-vous m'indiquer ce qui explique le fait que, plus de 7 années après l'octroi de cette vague d'allocations, il y ait encore 45 agents qui en bénéficient alors que, sauf situation particulière ponctuelle, ce système devait s'éteindre rapidement, après l'organisation des examens de promotions ?
- Pourriez-vous m'indiquer quels examens de promotion ont été organisés depuis 2018, en précisant quand ils ont été organisés et pour quels grades ? Si tous n'ont pas encore été organisés, pour quelles raisons et un agenda a-t-il été établi pour la suite ?
- Parmi les 45 agents qui bénéficient aujourd'hui d'allocations pour fonctions supérieures, combien faisaient déjà partie des bénéficiaires lors de la décision prise au printemps 2018 ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Marc Loewenstein

---

**Mondelinge vraag over de hogere functies in Vorst (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Ik wil hier graag terugkomen op de gevolgen van de beslissing om aan een aantal ambtenaren van het gemeentebestuur van Vorst toelagen voor hogere functies toe te kennen.

Ter herinnering: deze beslissing dateert van het voorjaar van 2018 en werd genomen door het College dat toen bestond uit PS, Ecolo-Groen en DÉFI; ik heb er dus aan meegewerkt.

Deze toelagen werden toegekend aan werknemers voor hogere functies, zoals voorzien in het kader, die zij in de praktijk bekleedden.

Dit systeem zou vrij snel verdwijnen (+/- 1 jaar), in afwachting van de organisatie van de bevorderingsexamens.

Dit zonder enige garantie voor de begunstigden van deze toelagen dat zij de genoemde bevordering zouden krijgen. Het was dus mogelijk dat deze toelagen voor bepaalde begunstigden geschrapt zouden worden als zij niet slagen voor het examen of er niet aan deelnemen.

Na deze beslissing had ik het College en de Gemeentesecretaris herhaaldelijk gevraagd naar de agenda van deze examens.

In een artikel dat in november 2025 in het tijdschrift Diagnostic van GERFA werd gepubliceerd, werd niet alleen melding gemaakt van de situatie, maar ook van de moeilijkheden om informatie te verkrijgen, zodanig dat hij zich tot de Commissie voor de Toegang tot Bestuursdocumenten moest wenden.

Zo ontvingen 124 ambtenaren in 2018 een toelage voor hogere functies, voor een bedrag van +/- 743.500 euro. In 2019 ging het om 127 personen, voor een bedrag van +/-753.500 euro. Nu, in 2025, zijn dat er nog 45 voor een bedrag van 339.500 euro.

- Kunt u verklaren waarom er meer dan 7 jaar na de toekenning van deze toelagen-'golf' nog steeds 45 ambtenaren van genieten, terwijl dit systeem, behalve in tijdelijke bijzondere gevallen, snel zou verdwijnen na de organisatie van de bevorderingsexamens?
- Kunt u vertellen welke bevorderingsexamens er sinds 2018 georganiseerd zijn, met vermelding van wanneer ze plaatsvonden en voor welke graden? Als ze nog niet allemaal georganiseerd zijn: waarom niet en is er een agenda opgesteld voor de toekomst?
- Hoeveel van de 45 ambtenaren die momenteel een toelage voor hogere functies ontvangen, behoorden al tot de begunstigden toen de beslissing in het voorjaar van 2018 werd genomen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Marc Loewenstein

### **- Réplique Mme Père**

**Par rapport à votre première question, nous parlons de 45 agents, entre-temps 6 agents ont bénéficié ponctuellement d'une prime pour l'exercice d'une fonction supérieure.**

**Nous restons avec 39 agents bénéficiant de cette prime en attente de régularisation. Il s'agit d'agents qui ne remplissaient pas toutes les conditions pour participer aux épreuves de régularisation.**

**Concernant la deuxième question, plusieurs examens de régularisation ont été organisés en fonction des disponibilités de la secrétaire communale honoraire.**

**Les premières épreuves ont été organisées à partir de juin 2022 et les derniers en novembre 2024 et ce pour l'ensemble des fonctions à pourvoir.**

**Le règlement en question n'étant plus en application depuis le 24 décembre 2024, il faudrait en établir un nouveau si l'on veut régulariser les personnes concernées.**

**Il faut savoir que le fait de ne pas être régularisé, la prime ne compte pas pour la pension.**

**J'espère avoir répondu à vos questions.**

**- Réplique M. Loewenstein**

**Si les examens de promotion qui se sont tenus entre juin 2022 et novembre 2024 portaient sur tous les niveaux, je ne comprends pas comment il se fait que, parmi les 39 agents bénéficiant aujourd'hui de fonctions supérieures, 22 bénéficient encore de cette allocation depuis 2018.**

**Vous me précisez que le règlement « régularisation » s'est éteint le 24/12/2024 mais que les fonctions supérieures actuelles sont encadrées légalement par un autre règlement, soit, cela permet certes de répondre à des situations particulières qui peuvent être justifiées, cela m'interpelle néanmoins sur le respect de la philosophie du règlement « régularisation » qui visait à ce que la situation soit temporaire.**

**- Intervention Mme De Visscher**

**Il y a un règlement qui permet d'accorder une prime pour fonction supérieure et un règlement, que vous évoquez, relatif à la régularisation des fonctions supérieures. Il s'agit donc du règlement de régularisation qui n'a pas été prolongé.**

**Mais il reste possible d'octroyer des primes pour fonction supérieure.**

**- Repliek van mevrouw Père**

**Wat uw eerste vraag betreft, hebben we het over 45 ambtenaren, waarvan er ondertussen 6 een eenmalige premie hebben ontvangen voor het uitoefenen van een hogere functie.**

**Er blijven 39 ambtenaren over die deze premie ontvangen in afwachting van regularisatie.**

**Het gaat om ambtenaren die niet aan alle voorwaarden voldeden om deel te nemen aan de regularisatieproeven.**

**Wat de tweede vraag betreft, zijn er verschillende regularisatieproeven georganiseerd in functie van de beschikbaarheid van de ere-gemeentesecretaris. De eerste proeven werden georganiseerd vanaf juni 2022 en de laatste in november 2024, en dit voor alle in te vullen functies.**

**Aangezien het reglement in kwestie sinds 24 december 2024 niet meer van toepassing is, zou er een nieuw moeten worden opgesteld om de betrokken personen te regulariseren.**

**Het is belangrijk om te weten dat als dit niet in orde wordt gebracht, de premie niet meetelt voor het pensioen.**

**Ik hoop dat ik hiermee uw vragen beantwoord heb.**

**- Repliek van de heer Loewenstein**

**Als de bevorderingsexamens die tussen juni 2022 en november 2024 werden afgenomen**

**betrekking hadden op alle niveaus, begrijp ik niet hoe het komt dat van de 39 ambtenaren die momenteel hogere functies bekleden, er 22 sinds 2018 nog steeds deze toelage ontvangen.**

**U geeft aan dat de 'regularisatieregeling' op 24 december 2024 afliep, maar dat de huidige hogere functies wettelijk worden geregeld door een ander reglement.**

**Dit maakt het weliswaar mogelijk om in te spelen op specifieke situaties die gerechtvaardigd kunnen zijn, maar ik vraag me toch af of dit in overeenstemming is met de filosofie van de 'regularisatieregeling', die erop gericht was dat de situatie tijdelijk zou zijn.**

**- Tussenkoms van mevrouw De Visscher**

**Er is een reglement dat voorziet in de toekenning van een premie voor hogere functies en het andere reglement waar u naar verwijst, is dat voor de regularisatie van hogere functies.**

**Het gaat dus om de regularisatieregeling die niet is verlengd. Maar de mogelijkheid om premies voor hogere functies toe te kennen blijft.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**80 Question orale relative à la prévention des débordements liés aux fêtes de fin d'année (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

Madame la présidente,

Chers collègues,

Les célébrations des fêtes de fin d'année riment souvent avec des excès et des comportements dangereux dans l'espace public et dans certains espaces privés, notamment en ce qui concerne les feux d'artifices. Par le passé, des actes de vandalisme et des débuts d'incendies ont également été constatés.

Pourriez-vous nous présenter les mesures qui ont été ou seront prises par la commune et la police afin de limiter et prévenir de tels agissements ?

L'année dernière, il était question d'un débat élargi entre les bourgmestres, à l'approche des fêtes, pourriez-vous nous indiquer si des synergies ont été développées, et si des propositions concrètes ont été rendues possibles suite à vos échanges ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

---

**Mondelinge vraag over de preventie van overlast rond de eindejaarsfeesten (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Aanvullend)**

Mevrouw de voorzitter,

Beste collega's,

De eindejaarsfeesten gaan vaak gepaard met excessen en gevaarlijk gedrag in de openbare ruimte en in bepaalde privéruimtes, met name wat vuurwerk betreft. In het verleden zijn er ook gevallen van vandalisme en brandstichting vastgesteld.

Kunt u ons vertellen welke maatregelen de gemeente en de politie hebben genomen of zullen nemen om dergelijk gedrag te beperken en te voorkomen?

Vorig jaar was er sprake van een breed debat tussen de burgemeesters in de aanloop naar de feestdagen. Kunt u ons vertellen of er synergieën tot stand zijn gekomen en of er concrete voorstellen zijn gedaan naar aanleiding van de gesprekken?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

### **- Réplique M. Spapens**

**Sans dévoiler les dispositifs policiers, il y a systématiquement à la fois des synergies au niveau des Bourgmestres et avec le Ministre Président, notamment pour les arrêtés « feux d'artifice ».**

**Il faut bien se rendre compte qu'on a beau être de plus en plus strict, il reste des personnes qui trop facilement se procurent des pétards.**

**Dans le temps, on parlait de petits jeux de pétard, maintenant on est à la limite de l'explosif. A ce sujet, il y a des contrôles préventifs dans les commerces suspectés de vendre mais c'est impossible de prendre tous les contrevenants.**

**Un travail de sensibilisation, par rapport aux feux d'artifice, est fait à la fois par safe brussels et par nos services pour rappeler l'interdiction et les dangers. (certains pétards soulèvent les roues d'une camionnette de police !)**

**Il y a également des problèmes de festivités qui n'en sont pas (dégradation, incendie...). A ce propos il y a un travail de collaboration au niveau de la zone.**

**A nouveau c'est un travail en amont : les services de propreté et de prévention vont vérifier les deux jours précédents et essayer d'enlever un maximum. Malheureusement, le réveillon tombe un jour de ramassage important, ce qui va encore complexifier la situation.**

**Les services de propreté seront présents toute la nuit pour enlever les dégradations et d'éventuels dépôts clandestins.**

**Et enfin, nouveauté cette année, suite à de nombreuses demandes d'organiser quelque chose : il a été décidé avec le service intergénérationnel d'organiser une fête à Divercity.**

**Cette organisation vise les jeunes des quartiers engagés en terme de vacataires et participent à l'organisation de la fête tout en veillant à la mixité. C'est un test et une évaluation sera faite à posteriori.**

### **- Réplique M. Pierre De Permentier**

**Merci M. le Bourgmestre. C'est une nouvelle positive. On espère tous que ce sera un franc succès et que les jeunes du quartier pourront y trouver ce qu'ils y cherchent dans une bonne ambiance.**

### - Repliek van de heer Spapens

Zonder de politionele maatregelen te onthullen, is er systematisch sprake van synergieën op het niveau van de burgemeesters en met de minister-president, met name voor wat betreft de besluiten inzake vuurwerk.

We moeten ons er bewust van zijn dat, hoe streng we ook worden, er altijd mensen zullen zijn die te gemakkelijk aan vuurwerk kunnen komen. Vroeger had het nog om kleine vuurwerkartikelen kunnen gaan, maar nu zijn we bijna op de grens van explosieven beland.

In dit verband worden preventieve controles uitgevoerd in handelszaken die ervan verdacht worden vuurwerk te verkopen, maar het is onmogelijk om alle overtreders te pakken.

Zowel Safe.Brussels als onze diensten voeren bewustmakingscampagnes over vuurwerk om mensen te wijzen op het verbod en de gevaren ervan (bepaald vuurwerk kan zelfs de wielen van een politiebusje doen loskomen).

Er zijn ook problemen met festiviteiten die geen festiviteiten zijn (vernielingen, brand, ...). In dit verband wordt er op het niveau van de zone samengewerkt.

Ook hier gaat het om werk dat vooraf moet worden gedaan: de netheids- en preventiediensten zullen de twee dagen ervoor controleren en proberen zoveel mogelijk op te ruimen.

Helaas valt oudejaarsavond op een belangrijke ophaaldag, wat de situatie nog ingewikkelder maakt. De netheidsdiensten zullen de hele nacht aanwezig zijn om schade en eventuele sluikestorten op te ruimen.

En tot slot, nieuw dit jaar is dat er naar aanleiding van talrijke verzoeken samen met de Intergenerationele dienst besloten is om een feest te organiseren in Divercity.

Deze organisatie richt zich op jongeren uit de wijken die als tijdelijke krachten worden ingezet en helpen bij de organisatie van het feest, waarbij ze zorgen voor diversiteit. Het is een proefproject en achteraf zal een evaluatie plaatsvinden.

### - Repliek van de heer Cédric

Bedankt, burgemeester. Dat is positief nieuws. We hopen allemaal dat het een groot succes wordt en dat de jongeren uit de wijk er in een leuke sfeer kunnen vinden wat ze zoeken.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Cédric Pierre quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

#### 81 **Question orale : Aménagement d'un skatepark rue du Charroi (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal) (Complémentaire)**

Que va-t-on mettre en place pour veiller à ce qu'il réponde aux enjeux de mixité de genre ?

Car les skateparks constituent un cas emblématique de la **faible mixité de genre dans l'espace**

## **public sportif.**

En effet, la fréquentation y est majoritairement masculine avec une occupation centrée sur la performance, la prise de risque, la visibilité et la compétition informelle.

Les normes implicites (niveau technique élevé, vocabulaire, codes virils) fonctionnent comme des barrières symboliques.

Une enquête récente pour la région de Perspective.brussels (en 2025) indique que seules **16% des personnes présentes dans les skate-parks étaient des femmes.**

L'espace sous le pont ferroviaire de la rue du Charroi n'est pas un espace girl-friendly.

Pour info : <https://perspective.brussels/fr/actualites/22-des-personnes-qui-utilisent-les-amenagements-sportifs-en-acces-libre-sont-des-femmes>.

---

### **Mondelinge vraag over : Aanleg van een skatepark in de Gerijstraat (op verzoek van de heer De Potelle, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Wat gaan we doen om ervoor te zorgen dat het voldoet aan de uitdagingen van genderevenwicht?

Skateparken zijn namelijk een typisch voorbeeld van **genderonevenwicht bij sportbeoefening in de openbare ruimte.**

Het publiek bestaat er immers vooral uit mannen, die hoofdzakelijk bezig zijn met prestaties, het nemen van risico's, zichtbaarheid en informele competitie.

De impliciete normen (hoog technisch niveau, woordkeuze, viriel gedrag) werken als symbolische barrières.

Uit een recent onderzoek over het Brussels Gewest door Perspective.brussels (in 2025) blijkt dat **slechts 16 % van de bezoekers van skateparken meisjes zijn.**

De ruimte onder de spoorbrug in de Gerijstraat is geen vrouwvriendelijke ruimte.

Ter info : <https://perspective.brussels/fr/actualites/22-des-personnes-qui-utilisent-les-amenagements-sportifs-en-acces-libre-sont-des-femmes>.

### **- Réplique M. Mugabo**

**Merci beaucoup pour votre interpellation qui touche un enjeu essentiel pour le Collège ainsi que l'ensemble du Conseil.**

**En effet, un skate park va voir le jour au niveau de la Rue du Charroi. L'objectif, dans cet espace délabré et peu fréquentable, est de rendre plus agréable pour tout le monde cet espace.**

**C'est un projet qui a été pensé pour une offre diversifiée. On connaît l'enjeu des skates park, c'est pourquoi il a été pensé en collaboration avec des associations dont la mission première est justement de favoriser le Skate Girls.**

**Il a notamment été décidé d'opter pour un espace de glisse et donc il n'est pas conçu pour accueillir des pros.**

**Des animations sont également à la réflexion avec les diverses associations.**

**Autre élément c'est l'aménagement physique : réflexion sur la luminosité, l'accessibilité (pas uniquement le skate park mais également une partie de la voirie).**

**Afin d'obtenir un espace plus agréable et avec un sentiment de sécurité renforcé, tout en gardant une forme d'intimité. Un certain équilibre est recherché. Mais ce projet reste un défi.**

**- Réplique van de heer Mugabo**

**Hartelijk dank voor uw vraag, die betrekking heeft op een fundamenteel punt voor het College en de hele Raad.**

**Er komt inderdaad een skatepark aan de Gerijstraat. Het doel is om deze verloederde en weinig uitnodigende ruimte voor iedereen aangenamer te maken.**

**Het is een project dat is ontworpen om een gevarieerd aanbod te bieden. We zijn ons bewust van de uitdagingen van skateparken en daarom is het project ontworpen in samenwerking met verenigingen die zich in de eerste plaats inzetten voor 'skatergirls'.**

**Er is met name gekozen voor een skatepark dat niet bedoeld is voor professionals.**

**Er wordt ook nagedacht over activiteiten in samenwerking met verschillende verenigingen.**

**Een ander element is de fysieke inrichting: nadenken over de verlichting, de toegankelijkheid (niet alleen het skatepark, maar ook een deel van de weg).**

**Het doel is om een aangenamere ruimte te creëren met een groter veiligheidsgevoel, terwijl een zekere mate van privacy behouden blijft. Er wordt gestreefd naar een zeker evenwicht. Maar dit project blijft een uitdaging.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**82 Question orale concernant : Evacuation des personnes sous tentes au Parc de Forest (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale). (Complémentaire)**

Le 28 novembre dernier, au parc de Forest, avait lieu l'évacuation des personnes vivant sous tentes. Leurs affaires étaient jetées dans un camion poubelle. Cette opération était encadrée par la police.

Ce phénomène de tentes dans le parc de Forest n'est pas nouveau, hélas.

Et si il convient de ne pas laisser des gens, en hiver qui plus est, vivre dans des conditions aussi précaires, je voudrais poser les questions suivantes :

- Qui décide d'une évacuation ?

- Combien de personnes ont été évacuées lors de cette opération ?
- Ces personnes ont-elles pu emmener leurs affaires personnelles ?
- Ces personnes sont-elles relogées ? Si oui, dans quelles structures et pour quelle durée ? Si non, que sont-elles devenues, privées de leurs tentes de surcroît ?
- Quels sont les chiffres du nombre d'évacuations auxquelles il a été procédé et combien de personnes concernées cette année ?
- Avez-vous constaté une évolution de ce phénomène dans la commune ?
- Une politique de prévention, le cas échéant, est-elle envisageable ?

Je vous remercie pour vos réponses.

---

**Mondelinge vraag over : Evacuatie van de mensen in tenten in het Park van Vorst (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid). (Aanvullend)**

Op 28 november jl. vond in het Park van Vorst de evacuatie plaats van mensen die in tenten woonden. Hun spullen werden in een vuilniswagen gegoid. De operatie werd geleid door de politie.

Het fenomeen van tenten in het Park van Vorst is helaas niet nieuw.

En hoewel het niet gepast is om mensen, zeker niet in de winter, in zulke precaire omstandigheden te laten leven, wil ik toch de volgende vragen stellen:

- Wie beslist over een evacuatie?
- Hoeveel mensen zijn er tijdens deze operatie geëvacueerd?
- Hebben deze mensen hun persoonlijke bezittingen mogen meenemen?
- Zijn deze mensen herhuisvest? Zo ja, in welke voorzieningen en voor hoe lang? Zo nee, wat is er dan van hen geworden, nu ze bovendien hun tenten kwijt zijn?
- Wat zijn de cijfers van het aantal evacuaties het voorbije jaar en om hoeveel mensen ging het?
- Hebt u een groei van dit fenomeen in de gemeente vastgesteld?
- Zou er een preventiebeleid gevoerd kunnen worden?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

**- Réplique M. Spapens**

**Merci pour votre question et surtout sur l'humanité qui transpire de cette question. Ces campements sont le signe d'une terrible misère et l'exclusion des chômeurs risquent d'intensifier cette problématique.**

**Pour en revenir au fait, qui décide de ces évacuations ? le bourgmestre qui doit à un moment pouvoir trouver un juste équilibre entre les problèmes de salubrité liés aux conditions de vie de ces personnes et leur précarité.**

**Donc, certains campements ont dû être évacués. Evidemment, ces décisions sont humainement difficiles mais elles ne sont pas prises à la légère mais avec un réel travail en amont par le service de la prévention et des ASBL.**

**Raison pour laquelle, beaucoup de citoyens ont été interpellé qu'on laisse « trainer » ces situations.**

**Il y a différents types de personne : comme par exemple des personnes avec une santé psychologique fragile qui nécessitent une approche particulière, d'autres avec des habitudes moins sédentaires qui doivent avoir une autre prise en charge ou encore celles qui viennent de tomber dans la rue. Dans chaque cas, un accompagnement est prévu. Après plusieurs contacts, les personnes sont prévenues de leur évacuation.**

**Alors il y a deux cas de figure :**

- **Soit les personnes sont parties et ont laissé derrière ce qu'elles ne veulent plus.**
- **Soit les personnes sont sur place, on fait le tri et l'opportunité de garder leurs affaires personnels pendant 6 mois est offerte à l'Administration.**

**Dans le cas évoqué, la plupart des tentes étaient vides. Malheureusement, certaines ont été relogées mais toutes les personnes n'avaient pas trouvé de solution. A l'heure actuelle, le grand drame des associations ou du CPAS est qu'il n'y a pas de solution pour tout le monde. Notre commune essaie de travailler à la fois avec des centres gérés par le Samusocial social ou par fedasil. Mais il faut être clair pour les hommes isolés, il n'y a pas de solution pour tous.**

**Ce phénomène est grandissant mais malheureusement, il l'est partout dans la Région. Mais on peut tout de même se féliciter des différents centres d'accueil sur la commune ainsi que du travail des ASBL comme les Petits-Riens par exemple.**

#### **- Repliek van de heer Spapens**

**Bedankt voor uw vraag en vooral voor de menselijkheid die uit deze vraag spreekt. Deze kampementen zijn een teken van verschrikkelijke ellende en de uitsluiting van werklozen dreigt dit probleem nog te verergeren.**

**Om terug te komen op de vraag wie over deze evacuatie's beslist: de burgemeester, die op een gegeven moment een juist evenwicht moet vinden tussen de problemen inzake hygiëne die verband houden met de levensomstandigheden van deze mensen en hun precaire situatie. Sommige kampementen moesten dus worden ontruimd. Het is duidelijk dat dit soort beslissingen menselijk gezien moeilijk is, maar ze worden niet lichtzinnig genomen. Er gaat echt werk aan vooraf door de Preventiedienst en de vzw's.**

**Daarom hebben veel burgers zich afgevraagd waarom deze situaties zo lang blijven aanslepen.**

**Er zijn verschillende soorten mensen: bijvoorbeeld mensen met een kwetsbare psychische gezondheid die een speciale aanpak nodig hebben, anderen met een minder sedentaire levensstijl die een andere aanpak nodig hebben, of mensen die net op straat zijn beland. In alle gevallen**

**wordt er begeleiding voorzien. Na meerdere contacten worden de mensen op de hoogte gebracht van hun evacuatie.**

**Er zijn dan twee scenario's mogelijk:**

- **Ofwel zijn de mensen vertrokken en hebben ze achtergelaten wat ze niet meer willen.**
- **Ofwel zijn de mensen ter plaatse, wordt er gesorteerd en krijgt de administratie de mogelijkheid om hun persoonlijke bezittingen gedurende 6 maanden te bewaren.**

**In dit geval waren de meeste tenten leeg. Sommige mensen zijn herhuisvest, maar helaas heeft niet iedereen een oplossing gevonden. Op dit moment is het grote drama voor verenigingen en het OCMW dat er niet voor iedereen een oplossing is. Onze gemeente probeert samen te werken met centra die worden beheerd door SamuSocial of door Fedasil. Maar we moeten duidelijk zijn: niet voor alle alleenstaande mannen is er een oplossing.**

**Dit fenomeen neemt toe, maar helaas is dat overal in het Gewest het geval. We mogen hoe dan ook trots zijn op de verschillende opvangcentra in de gemeente en op het werk van vzw's zoals Spullenhulp.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

Levée de la séance à 21:23  
Opheffing van de zitting om 21:23

Par le Collège :  
La Secrétaire communale,  
Vanwege het College :  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Hilde De Visscher

Nadia El Yousfi